JEAN-MARC
DANIEL

HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Des chasseurs-cueilleurs
aux cybertravailleurs



JEAN-MARC DANIEL EXPLIQUE L'ÉCONOMIE À TOUS

Tallandier

Jean-Marc Daniel

HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Des chasseurs-cueilleurs aux cybertravailleurs

Tallandier



© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-2971-2

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Sommaire

Titre

Copyright

Introduction

Révoltes fiscales et « grande évasion »

Dégager des fils conducteurs

Gestion des oisifs et de la demande

Chapitre premier - Du chasseur-cueilleur au paysan de l'Antiquité

Chasseurs-cueilleurs « nomades » et paysans « sédentaires »

La fracture technologique

Hommes pour produire ; organisation du travail

Impôts et débuts de la monnaie

Le solidus de Constantin

Chapitre 2 - Le Moyen Âge, premiers budgets, premiers impôts

Recul de l'activité économique, nostalgie « romaine »

Besant d'or

Quantité et qualité du travail

Innover malgré tout

Maîtrise de l'énergie… et société par actions !

L'État européen s'organise malgré, voire contre, l'Église

Mesures et démesure budgétaire

Charles VII et la réorganisation des finances publiques

La monnaie se structure…

Chapitre 3 - Renaissance, Amérique et… banqueroute

L'imprimerie favorise le déploiement foudroyant du protestantisme

Découvertes scientifiques et grandes expéditions

Économie précolombienne

Percée technologique en Europe

Juros et serments trahis

Chapitre 4 - Quand les mercantilistes soutiennent la science et l'industrie

Mercantilisme et percées scientifiques

France : colbertisme et édit de Fontainebleau

Révoltes fiscales

Excès financiers

Mercantilisme et « despotisme éclairé »

Chapitre 5 - Le monde anglo-saxon s'affirme, la Chine et la France s'effacent

Se défaire de la banqueroute par la croissance ou les limites du chrysohédonisme

L'inflation comme solution

Adam Smith théorise les avantages du marché

Blocus continental et vains sursauts mercantilistes

Les débuts d'un futur géant

Les déboires d'un ancien géant : guerre de l'opium et révolte des Taiping

Chapitre 6 - Le capitalisme carbonifère et le modèle anglais

Fondement technologique de la ponocratie

Fondement économique de la ponocratie : le modèle anglais

La révolte des luddites

Chapitre 7 - L'essor de l'industrie, le partage de l'Afrique

Le charbon au-delà du Royaume-Uni

Le rôle déterminant des transports

Transport de l'information : le début des télécommunications modernes

1er octobre 1884 : la conférence de Washington crée les fuseaux horaires

Les leçons des révolutions de 1848

Amérique, la guerre de Mr Polk

Le krach de 1873 et la Grande Dépression

1884 : la conférence de Berlin partage l'Afrique ; l'extension coloniale

L'Afrique entre vaisseau du désert et vaisseaux portugais

La Loi de Wagner contenue mais l'État dispendieux s'annonce

Chapitre 8 - Le suicide de l'Europe : guerre et communisme

Dommages de guerre

L'expansion du communisme

Renaissance industrielle, innovations et avancées sociales

La montée en puissance de l'État-providence

24 octobre 1929 : le jeudi noir amorce la crise de 1929

Réponse protectionniste et dévaluations : en route vers un nouveau chrysohédonisme

Chapitre 9 - Affirmation américaine ou le triomphe du « consommateur alchimiste »

1944 : le système monétaire international se construit à Bretton Woods

De Gaulle rejette l'austérité

Les enjeux coloniaux

Passage de relais : le modèle américain en opposition à l'héritage anglais

Du keynésianisme démocrate de Truman au keynésianisme néoconservateur populiste de Reagan et Trump

Baisse des impôts et innocuité de la dette publique

Les États-Unis mettent en place leur modèle keynésien de consommateur alchimiste. Le dollar assure sa suprématie

Choc pétrolier

Chapitre 10 - L'Europe résiste, la Chine se déploie, la dette publique explose

Se défaire du dirigisme inflationniste en Europe

Chômage et inflation

Les États-Unis des déficits jumeaux

Aube du XXI^{e} siècle : la revanche des Bric

Cycles économiques et interrogations sur la productivité

La dette publique enfle, la prédation fiscale est reportée

De l'électricité au paradoxe de Solow, ou les mésaventures de la productivité

Conclusion

Glossaire

Chronologie

Bibliographie

Du même auteur

Introduction

L'histoire économique est riche de phénomènes rarement attendus. Des crises surviennent, qui nous paraissent toujours sans précédent, qu'il s'agisse de la crise sanitaire qui a commencé en 2020, financière de 2008-2009, entre autres. La mondialisation des économies, l'impact croissant des nouvelles technologies, deux caractéristiques prépondérantes de l'époque actuelle, pourraient laisser croire que l'analyse du passé est illusoire.

Nous ne le pensons pas. Bien au contraire. L'évolution de l'économie mondiale, depuis ses origines, peut être une source d'inspiration pour affronter les problèmes actuels. D'autant que les crises ont toujours été l'occasion de repenser les politiques menées et les institutions. L'Europe économique et politique s'est créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La Banque de France est née au lendemain du coup d'État de Napoléon Bonaparte, le 18 Brumaire (9 novembre 1799). Analyser ces transformations historiques peut mieux nous armer face aux enjeux de l'avenir.

L'économie s'adapte sans cesse. Mais son histoire reste marquée inexorablement, quelles que soient les circonstances et quel que soit le lieu, par l'affrontement entre le monde du travail et de la création de richesses, d'une part, et le monde de la prédation bureaucratique de cette richesse, d'autre part.

Voltaire (1694-1778) en avait fait le constat. Dans son conte *L'Homme aux quarante écus*[1] publié en 1768, il stigmatise les prédateurs de l'époque, à savoir les religieux, qu'il accuse de parasitisme :

> Pourquoi le monarchisme a-t-il prévalu ? interroge cet écrivain-philosophe. Parce que le gouvernement fut presque partout détestable et absurde depuis Constantin ; parce que l'Empire romain eut plus de moines que de soldats ; parce que les chefs des nations barbares qui détruisirent l'empire, s'étant faits chrétiens pour gouverner des chrétiens, exercèrent la plus horrible tyrannie ; parce qu'on se jetait en foule dans les cloîtres pour échapper aux fureurs de ces tyrans, et qu'on se plongeait dans un esclavage pour en éviter un autre ; parce que les papes, en instituant tant d'ordres différents de fainéants sacrés, se firent autant de sujets dans les autres États ; parce qu'un paysan aime mieux être appelé mon révérend père, et donner des bénédictions, que de conduire la charrue ; parce qu'il ne sait pas que la charrue est plus noble que le froc ; parce qu'il aime mieux vivre aux dépens des sots que par un travail honnête ; enfin parce qu'il ne sait pas qu'en se faisant moine il se prépare des jours malheureux, tissus d'ennui et de repentir.

Pour Voltaire, l'Église que symbolise le froc ignore la charrue et le travail pour vivre d'une rente, c'est-à-dire de la possibilité institutionnelle d'obtenir un revenu supérieur à sa contribution à la création de richesses. Qui plus est, toujours pour le philosophe, cette rente repose sur une imposture dans la mesure où elle exploite la sottise.

Si la légitimité économique de Voltaire peut paraître contestable, son analyse est pourtant pertinente, comme le montre Adolphe Blanqui (1798-1854). Cet ami et disciple du grand économiste Jean-Baptiste Say (1767-1832) publie en 1837 une *Histoire de l'économie*

politique depuis les Anciens jusqu'à nos jours[2]*.* Le texte n'est pas une histoire des idées économiques mais une histoire des événements économiques. Dans son introduction, il écrit :

> Dans toutes révolutions, il n'y a jamais eu que deux partis en présence : celui des gens qui veulent vivre de leur travail ; celui des gens qui veulent vivre du travail d'autrui. On ne se dispute le pouvoir et les honneurs que pour se reposer dans cette région de béatitude.

S'inscrivant dans la lignée de l'œuvre de Blanqui et se voulant le modeste héritier de Voltaire, ce livre raconte la permanence du combat entre le froc et la charrue, entre ceux qui veulent vivre de leur travail et ceux qui veulent vivre du travail d'autrui, entre le travail et sa prédation bureaucratique.

Nous analysons ici les endroits et les époques qui ont marqué les esprits et joué un rôle significatif dans l'histoire économique afin de vérifier cette permanence dans l'enchaînement des événements. Là encore, c'est Voltaire qui nous inspire. En effet, dans la préface du *Siècle de Louis XIV* [3], il indique qu'écrire l'histoire ne peut répondre à l'exigence d'exhaustivité. Tous les lieux et toutes les périodes n'ont pas les mêmes conséquences sur le destin long de l'humanité. Pour lui, quatre lieux et quatre époques dominent l'histoire de l'Europe. Il s'agit d'Athènes au temps de Périclès, de Rome au temps d'Auguste, de Florence au temps des Médicis et de Paris sous Louis XIV. Appliquer trop strictement ce principe à l'histoire économique pourrait nous conduire à ne nous intéresser qu'à Londres sous la reine Victoria. En effet, cette époque fut marquante par le décollage économique de l'Europe, décollage plus particulièrement incarné par le Royaume-Uni…

Révoltes fiscales et « grande évasion »

L'époque de la reine Victoria fut, à certains égards, si notable que bien qu'elle ait été exceptionnelle, on en a souvent tiré des conclusions définitives et erronées. Par exemple, tout le monde se souvient des débuts du *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895). La première phrase du chapitre I^{er} est célébrissime : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. »

Pour arriver à cette assertion qui a inspiré bien des analyses théoriques et des programmes politiques, Marx et Engels se sont contentés de généraliser les idées de Blanqui – dont ils furent les lecteurs – à la réalité anglaise des années 1840 dont ils furent les témoins, une réalité qui était unique en son genre. En effet, hors le XIX^{e} siècle et le début du XX^{e} siècle, l'histoire des sociétés n'a pas été celle des luttes sociales, mais plutôt celle des luttes fiscales.

Jusqu'au milieu du XVIII^{e} siècle, la vie économique est caractérisée par le manque et la pénurie. Partout dans le monde, les disettes, voire les famines, ne cessent de se répéter. Chaque fois que l'humanité pense pouvoir mieux se nourrir et mieux vivre, les naissances se multiplient et l'accroissement du nombre de bouches à nourrir provoque le manque. L'économiste anglais Angus Deaton, qui a reçu le prix Nobel d'économie en 2015, parle, pour caractériser l'économie jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle, de « piège nutritionnel » : alors que l'on pourrait penser que l'augmentation de la population, accroissant le stock de main-d'œuvre disponible et donc la quantité potentielle de travail, devrait favoriser la production, cette augmentation de la population s'est souvent traduite en réalité dans

l'histoire par un manque de nourriture. Une de ses conséquences indirectes est d'affaiblir physiquement les individus et donc, en particulier, de réduire leur capacité de travail. Une des autres conséquences est que les producteurs cherchent le plus possible à garder pour eux le fruit de leur travail et à contenir les prélèvements effectués par les aristocraties et les clergés. La différence entre l'avant et l'après-XVIII^{e} siècle est qu'à partir de 1760, les techniques agricoles s'améliorent. À partir de ce qui sera appelé par la suite la « révolution industrielle », expression inventée par Adolphe Blanqui et qui est aussi, et peut-être avant tout, une révolution agricole, chaque homme nouveau cesse d'être une bouche supplémentaire à nourrir que la nature condamne à la souffrance pour devenir soit une tête capable de mieux comprendre cette nature, et donc de la maîtriser, soit des mains habiles capables, par leur travail, d'en tirer davantage de ressources. C'est à cette époque que la vie sur Terre cesse d'être un temps d'attente avant l'accès à un monde meilleur pour être perçue comme une fin en soi que l'on peut améliorer sur le plan matériel. Ainsi, des débuts de notre ère à 1700, la croissance de la production mondiale par habitant est nulle. De 1700 à 1820, elle est de 0,1 % par an. Puis l'économie décolle avec une croissance moyenne annuelle de 0,9 % entre 1820 et 1912, et de 1,6 % entre 1913 et 2012[4].

Angus Deaton appelle cette mutation du destin de l'humanité, initiée dans les années 1760 du côté de Manchester en Angleterre avant de se répandre en deux siècles et demi sur toute la surface de la planète, la « grande évasion » (*great escape* en anglais – il s'agit du titre du livre qui a fait sa renommée)[5]. Pour lui, l'Angleterre du XIX^{e} siècle a été le premier lieu où l'humanité a eu la conviction qu'il était possible d'apporter une réponse crédible et faite d'espoir aux

trois problèmes qu'affronte l'humanité : la mort, la souffrance liée à la maladie et l'inquiétude liée à la pauvreté et à la précarité.

Ce décollage économique, cette « grande évasion », a correspondu à la capacité nouvelle de l'humanité, et singulièrement de l'Europe, de mettre en œuvre le progrès technique. L'économiste anglais Angus Maddison (1926-2010)[6] a reconstitué les comptes des principales économies depuis la naissance du Christ. En 1992, dans un article bilan[7] résumant ses recherches, il écrit : « Le progrès technique est le moteur essentiel de la croissance économique. S'il n'avait jamais existé, l'ensemble du processus d'accumulation du capital aurait été plus modeste. » Ce progrès technique est la composante essentielle de ce que les économistes ainsi que le grand public appellent plus généralement l'« innovation[8] ». Reprenant les conclusions de Maddison, Deaton précise que, parmi les mérites de la « grande évasion », il y a également la solution apportée momentanément au problème de la prédation fiscale. En effet, plus le « gâteau à partager » entre ceux qui produisent et ceux qui prélèvent est gros, plus il est facile de le partager.

Avant la « grande évasion », les États en quête de financement se sont systématiquement heurtés aux résistances du monde du travail et de la production. En France, la liste des révoltes contre les impôts réclamés par un État presque toujours impécunieux est longue, allant des maillotins du XIV^{e} siècle aux Bonnets rouges du XVII^{e} siècle en passant par les Jacques, les Pitauds, les croquants et autres Lustucru. Et il faut garder en mémoire le fait que les révolutions de 1776 en Amérique et de 1789 en France sont nées d'une exaspération fiscale.

Dégager des fils conducteurs

Mener un récit historique, par-delà l'enchaînement des faits, c'est aussi en dégager des fils conducteurs. Ce qui nous paraît déterminant dans notre approche sera donc le fait qu'à l'exception du XIX^{e} siècle anglais, la vie économique mondiale a été rythmée par les révoltes fiscales, concrétisations politiques violentes de la résistance de la charrue aux prétentions du froc.

Face à ces révoltes, les États ont vite compris qu'ils avaient deux possibilités pour obtenir des ressources. La première est d'user de la contrainte, avec suffisamment de violence pour que la population se résigne et se persuade qu'elle n'a pas d'autre choix que de payer. Cette violence est physique quand c'est une bureaucratie publique-militaire qui la met en œuvre. Mais elle peut également être symbolique quand celui qui refuse de payer est menacé, par un clergé installé, de subir la vengeance de puissances surnaturelles plus ou moins occultes et, en tout cas, mystérieuses. Cette violence est par ailleurs supposée d'autant plus légitime et facile à exercer que la population qui la subit est étrangère à l'État qui l'exerce. Cela signifie concrètement que les premières prédations fiscales ont souvent été des raids sur des groupes extérieurs, et que les premières ressources des États ont souvent été des rapines plus ou moins bien organisées. La seconde est de susciter le consentement, voire l'assentiment, des populations. L'impôt devient alors une « contribution » dont la légitimité et la pérennité reposent sur le fait qu'en échange de son versement, l'État est supposé rendre des services.

La science économique, au sens moderne du terme, émerge au XVIII^{e} siècle au moment où la croissance commence à se manifester et où l'idée de la nécessité du consentement à l'impôt est en train de l'emporter. L'« économie politique » naissante du XVII^{e} siècle est une réflexion sur les finances publiques. Elle devient au XVIII^{e} une réflexion sur l'augmentation de la richesse créée et, de ce fait, de la base taxable à disposition de la prédation étatique. L'un des tout premiers économistes de l'histoire, le Français François Quesnay (1694-1774), explicitait cela au travers d'une formule restée célèbre. Il résumait en effet ses idées en écrivant : « Pauvres paysans, pauvre royaume ; pauvre royaume, pauvre roi. » Cela signifie simplement que l'État a du mal à collecter l'impôt et donc à exister si son accise géographique ne crée pas suffisamment de richesses.

Si le consentement à l'impôt repose sur une base taxable suffisamment importante du fait du dynamisme économique pour que l'impôt ne soit pas perçu comme confiscatoire, il nécessite ensuite de la part de l'État un comportement tendant à accréditer l'idée qu'en échange des sommes perçues, il rend des services à la population qu'il taxe. Ce second aspect des conditions du consentement à l'impôt apparaît dans la définition que donne de l'impôt l'*Encyclopédie* de d'Alembert (1717-1783) et de Diderot (1713-1784) :

> Contribution que les particuliers sont censés payer à l'État pour la conservation de leurs vies & de leurs biens. Cette contribution est nécessaire à l'entretien du gouvernement & du souverain ; car ce n'est que par des subsides qu'il peut procurer la tranquillité des citoyens ; & pour lors ils n'en sauraient refuser le payement raisonnable, sans trahir leurs propres intérêts.

Le service premier, et quasi exclusif, rendu par l'État est donc la sécurité. Avec l'idée de « conservation des vies et des biens », la définition de ce service dans l'*Encyclopédie* inclut implicitement la défense du droit de propriété. Or, ce service ne va pas de soi. Dans la même *Encyclopédie*, l'auteur de l'article « Économie politique » se montre à ce sujet plus que dubitatif :

> Si l'on examine comment croissent les besoins d'un État, on trouvera que souvent cela arrive à peu près comme chez les particuliers, moins par une véritable nécessité, que par un accroissement de désirs inutiles, et que souvent on n'augmente la dépense que pour avoir le prétexte d'augmenter la recette ; de sorte que l'État gagnerait quelquefois à se passer d'être riche, et que cette richesse apparente lui est au fond plus onéreuse que ne serait la pauvreté même. On peut espérer, il est vrai, de tenir les peuples dans une dépendance plus étroite, en leur donnant d'une main ce qu'on leur a pris de l'autre ; mais ce vain sophisme est d'autant plus funeste à l'État, que l'argent ne rentre plus dans les mêmes mains dont il est sorti, et qu'avec de pareilles maximes on n'enrichit que des fainéants de la dépouille des hommes utiles.

Le mérite de cette charge violente est d'avoir été rédigée par un auteur peu susceptible d'être accusé de soutenir les puissants et les profiteurs, puisqu'il s'agit de Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). La virulence de Rousseau a des justifications historiques puisque, nous l'avons relevé, l'histoire mondiale est rythmée par les révoltes fiscales. Dans ce même texte, Jean-Jacques Rousseau rappelle que les mots « impôt » et « imposteur » ont la même origine, l'accent

circonflexe sur le « o » d'« impôts » venant du « s » d'« imposteur ». Cela signifie qu'à l'origine, « imposteur » désigne celui qui conçoit la fiscalité et que la sagesse populaire en a fait rapidement le synonyme de « menteur ». Rousseau tient tellement à cette idée qu'il la développe à nouveau dans sa célèbre *Lettre à d'Alembert*[9].

Gestion des oisifs et de la demande

Les débuts de la « grande évasion », c'est-à-dire de l'accroissement significatif de la production grâce au progrès technique et à la mise en place des structures parlementaires inspirées des pratiques anglaises et dont l'objet est de permettre, pour reprendre la terminologie de Rousseau, aux « hommes utiles » de cadrer les dépenses des « fainéants », vont reléguer au second plan les révoltes fiscales et justifier les appréciations de Marx et Engels. La révolution de 1789 est fiscale, celles de 1848 sont sociales. Pourtant, dès les années 1870, certains économistes allemands récusent le point de vue marxiste et annoncent que l'augmentation de la base taxable liée à l'envolée économique, loin de calmer les États, les conduit au contraire à se montrer de plus en plus gourmands.

Ces économistes que l'on appelle également les « socialistes de la chaire » étendaient le rôle économique de l'État au nom de la sécurité, qui est son domaine naturel d'intervention. Pour eux, la sécurité économique impose que l'État garantisse des débouchés aux entreprises. Il doit être considéré directement ou indirectement comme le « consommateur en dernier ressort » capable de fournir la demande susceptible d'absorber l'offre, au besoin en augmentant ses dépenses. Né initialement comme garant de la sécurité physique de ses obligés et en partie de la préservation de leur droit de propriété, l'État a par ailleurs un rôle économique et social qui dépasse la simple régulation de la demande. Il doit en effet être également considéré comme le « gestionnaire de l'oisiveté ». Face à la vision sarcastique qu'a Rousseau de l'oisiveté purement

parasitaire des « fainéants », les socialistes de la chaire défendent celle d'un droit à l'oisiveté consentie par la société à une partie de la population du fait de son âge ou de sa situation de santé, théorisant ainsi la création de l'« État-providence ». Ce double rôle de l'État – consommateur en dernier ressort, et gestionnaire de l'oisiveté – a conduit à l'énoncé de la « loi de Wagner », du nom de son auteur, Adolf Wagner (1835-1917). Cette figure de proue des socialistes de la chaire expose ses idées dans ses *Fondements de l'économie politique* parus en 1876. La fameuse loi de Wagner y figure, ainsi formulée : « Plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux. »

Le raisonnement de Wagner se construit en deux temps. Une efficacité économique accrue fournit d'abord davantage de biens. Mais le besoin de la population ne suit pas. Car la concurrence entre les salariés maintient leurs revenus à des niveaux relativement bas. Les ressources d'une part importante de cette population ne croissent guère à la vitesse de la production potentielle. La combinaison d'un pouvoir d'achat mal réparti et d'habitudes de consommation inertes menace l'économie de chaque pays de surproduction. Pour éviter cela, l'État doit assurer une redistribution systématique des revenus en embauchant des fonctionnaires au sens large (y compris un clergé). Par ailleurs, la société convertit une partie de l'accroissement de son efficacité économique en temps libéré. Et l'État doit en partie s'emparer de la gestion de ce temps. Résultat concret, le poids des dépenses publiques et donc des impôts dans la production ne peut qu'augmenter.

Bien qu'opposé aux socialistes de la chaire, l'économiste autrichien Joseph Aloïs Schumpeter (1883-1950), analysant l'économie des débuts du XX^{e} siècle, la décrit comme un affrontement entre l'entrepreneur et le planificateur, ce dernier mot désignant la sphère publique qui est loin de s'effacer et de se

réduire. L'entrepreneur, que théorise Schumpeter, est l'héritier du paysan de Quesnay. Il se heurte à de multiples obstacles dont les plus redoutables sont la volonté de puissance du planificateur et l'envie savamment entretenue par des constructions idéologiques fondamentalement fallacieuses. C'est-à-dire que l'entrepreneur doit affronter en permanence le monde de la bureaucratie soutenu par ceux que Schumpeter appelle les « intellectuels déclassés », ces derniers développant un discours hostile à l'entrepreneur et fournissant une justification morale et politique aux actions plus ou moins destructrices menées par la bureaucratie.

Force est de constater que le XX^{e} siècle et les premières années du XXI^{e} siècle ont apporté une terrible confirmation de la loi de Wagner et des prévisions alarmistes de Schumpeter. Cela explique les actions de résistance des populations réactivant les révoltes fiscales, et motivant le succès électoral de dirigeants favorables aux baisses d'impôts, tel Trump, ou le vote du Brexit légitimé par le refus de payer pour Bruxelles.

L'histoire économique se structure autour de l'affrontement entre la charrue et le froc pour le partage de la richesse produite. Cet affrontement est évidemment conditionné, notamment dans sa violence, par le montant de cette richesse et donc par la capacité de la société à augmenter son efficacité économique grâce au progrès technique. Renouvelant cet affrontement, l'avenir donnera-t-il la primauté aux porteurs de frocs, « oisifs » d'aujourd'hui, qui ne sont certes plus les moines de Voltaire, mais les bureaucrates et rentiers prompts à endetter le pays, inconscients des lendemains ? Ou, au contraire, le monde comprendra-t-il que son intérêt est de donner la priorité aux entrepreneurs et à leurs équipes, tireurs de charrue, vrais créateurs de richesses concrètes et non virtuelles, et aux

savants et autres ingénieurs, dont les découvertes fournissent à ces entrepreneurs les outils nécessaires à la croissance ?

L'histoire de l'économie mondiale dans laquelle nous nous engageons est riche de clés pour répondre à ces questions, et dessiner un futur souhaitable.

1. On retrouve ce texte dans la plupart des recueils des contes de Voltaire. Signalons parmi ces derniers *Romans et contes* (Paris, « Le Livre de poche », 1994) qui regroupe, outre *L'Homme aux 40 écus*, *Candide*, *Micromégas*, *Zadig* ou encore *L'Ingénu*.

2. On trouve ce texte sur le site Gallica de la BNF.

3. Voltaire, *Le Siècle de Louis XIV*, Paris, Gallimard, « Folio », 2015.

4. On trouve ces chiffres dans le livre de Thomas Piketty, *Le Capital au xxi^e^ siècle* (Paris, Seuil, « Points histoire », 2013). Voir chap. II, « La croissance : illusions et réalités ».

5. Angus Deaton, *La Grande Évasion*, Paris, PUF, « Quadrige », 2019.

6. Voir à son propos le glossaire.

7. Angus Maddison, « La croissance économique mondiale. Les leçons du long terme », *Population*, 47/6, 1992.

8. Voir le glossaire.

9. Paris, Garnier-Flammarion, 2003.

CHAPITRE PREMIER

Du chasseur-cueilleur au paysan de l’Antiquité

Le premier entrepreneur, ou tout au moins producteur de l’histoire, le premier à avoir accompli ce que l’on peut considérer comme du travail est celui que la coutume actuelle désigne sous le nom de « chasseur-cueilleur ». *Homo sapiens* a commencé sa longue carrière historique à la recherche du bien-être en courant la campagne pour se procurer sa pitance, qu’il trouvait assez aisément dans la nature. La survie de cette population de 10 000 individus à peine dans la période du paléolithique, puis la multiplication de leur descendance tiennent en partie du miracle. Mais la faiblesse de cet effectif, qui aurait pu lui être fatale, avait un avantage : chacun trouvait autour de lui en abondance ce dont il avait besoin.

Chasseurs-cueilleurs « nomades » et paysans « sédentaires »

Le « chasseur-cueilleur » était probablement plus un charognard qu'un authentique chasseur. Dans ces temps obscurs des débuts de l'aventure humaine, les techniques que l'on peut qualifier de productives tournent autour de la taille des pierres. D'où le nom « paléolithique » ou « âge de la pierre taillée » donné par les historiens à la période datant d'il y a trois millions d'années. Puis le nom « mésolithique », ou « âge moyen de la pierre », suivi du « néolithique », ou « âge de la pierre polie »[1]. Au cours de ces longues périodes que la paléontologie essaie de décrire avec le plus de précision possible, on peut considérer que le feu est maîtrisé vers 550 000 avant notre ère. Avec lui arrive la possibilité de chauffer la terre qui, bientôt, va livrer des métaux, de chauffer les pierres pour mieux les tailler, chauffer les aliments pour mieux les digérer, chauffer les corps pour mieux occuper l'espace. Toutes ces transformations s'échelonnent sur de très longues périodes, puisque c'est aux alentours de 10 000 ans avant J.-C. que l'*Homo sapiens*, qui dessine à Lascaux, invente l'art, et simultanément, l'arc. En 5000 avant J.-C., il découvre la roue, à moins que ce ne soit 1 000 ans plus tard. Et cette découverte n'est pas partagée par l'ensemble de l'humanité puisque les Amérindiens qui affrontent les conquistadors espagnols au XVI^e^ siècle ne la connaissent pas. Vers 3000 avant J.-C. apparaît l'agriculture. On entre dans ce que qu'il est désormais convenu d'appeler l'« Antiquité » et dans un mode d'organisation sociale que l'on va pouvoir qualifier de civilisation.

Aujourd'hui, le chasseur-cueilleur alimente une littérature presque nostalgique qui accuse ce progrès technique incontestable qu'est l'agriculture d'avoir été à l'origine des premiers malheurs de l'humanité. À l'instar du bon sauvage qui, au XVIII^{e} siècle, était supposé démontrer qu'une société plus juste car plus égalitaire était possible, le chasseur-cueilleur tel que désormais envisagé grâce aux découvertes les plus récentes de l'archéologie est devenu la référence idéalisée de certains défenseurs d'une écologie anticapitaliste radicale. Force est de constater cependant que les statistiques manquent pour bien décrire les temps néolithiques et la vie du chasseur-cueilleur, et pour analyser les bonheurs et les malheurs du passage à l'agriculture et les mutations qui ont caractérisé cette époque. Face à cette incertitude, beaucoup d'auteurs ont émis de multiples conjectures. Les plus vraisemblables ont été résumées avec un certain brio par Oswald Spengler (1880-1936) dans son livre *L'Homme et la Technique*. Spengler lie le commencement de l'aventure technologique de l'humanité à deux éléments : la prise de conscience des capacités de la main, qui permet de manier des outils ; puis le développement du langage, utilisé pour transmettre des instructions sur la façon d'utiliser les machines, ouvrant la voie à la création d'une hiérarchie. Pour Spengler, le passage de la logique de l'outil à celle de la machine survient quand l'*Homo sapiens* passe de l'utilisation individuelle de l'outil à une organisation collective reposant sur une hiérarchie des compétences et des savoirs.

Et pour Angus Deaton, cette arrivée de l'agriculture n'a pas eu que des conséquences techniques positives. Les débuts agricoles de la « grande évasion » se sont accompagnés d'un recul des performances des hommes sur le plan strictement corporel. En effet, la chasse impose la course, et donc un effort physique régulier et

soutenu ; elle constitue une forme de sport que l'agriculteur ignore. Surtout, en augmentant considérablement la productivité[2] dans la production alimentaire, l'agriculture a suffisamment accru cette production pour qu'il devienne possible de nourrir et d'assurer la subsistance d'un nombre significatif d'oisifs. L'agriculture a amélioré le sort des hommes mais elle a également permis l'émergence des groupes sociaux ne contribuant pas directement à la production de biens matériels que sont les bureaucrates, les religieux et les guerriers. Grâce à l'agriculture, la précarité recule ; mais simultanément, l'oisiveté devient possible et certaines couches de la population en profitent et en abusent. Il en est ainsi des religieux. À l'origine, leur message répond au besoin immédiat de sécurité du paysan.

Contemporain d'Homère, le Grec Hésiode publie au VIII^e^ siècle le poème *Les Travaux et les Jours*[3] décrivant la vie du paysan de son temps. S'adressant à son frère, il écrit :

> Travaille si tu veux que la famine te prenne en horreur et que l'auguste Déméter à la belle couronne, pleine d'amour envers toi, remplisse tes granges de moissons. En effet, la famine est toujours la compagne de l'homme paresseux ; les dieux et les mortels haïssent également celui qui vit dans l'oisiveté, semblable en ses désirs à ces frelons privés de dard qui, tranquilles, dévorent et consument le travail des abeilles. Livre-toi avec plaisir à d'utiles ouvrages, afin que tes granges soient remplies des fruits amassés pendant la saison propice. C'est le travail qui multiplie les troupeaux et accroît l'opulence. En travaillant, tu seras bien plus cher aux dieux et aux mortels : car les

> oisifs leur sont odieux. Ce n'est point le travail, c'est l'oisiveté qui est un déshonneur.

Le poète grec poursuit, mettant en garde son frère :

> Si tu travailles, les paresseux bientôt seront jaloux de toi en te voyant t'enrichir ; la vertu et la gloire accompagnent la richesse : ainsi tu deviendras semblable à la divinité. Il vaut donc mieux travailler, ne pas envier inconsidérément la fortune d'autrui et diriger ton esprit vers des occupations qui te procureront la subsistance : voilà le conseil que je te donne. La mauvaise honte est le partage de l'indigent. La honte est très utile ou très nuisible aux mortels. La honte mène à la pauvreté, la confiance à la richesse.

Tous les moyens ne sont pas bons pour y parvenir, insiste Hésiode :

> Ce n'est point par la violence qu'il faut s'enrichir, les biens donnés par les dieux sont les meilleurs de tous. Si un ambitieux s'empare de nombreux trésors par la force de ses mains ou les usurpe par l'adresse de sa langue (comme il arrive trop souvent lorsque l'amour du gain séduit l'esprit des hommes et que l'impudence chasse toute pudeur), les dieux le précipitent bientôt vers sa ruine ; sa famille s'anéantit et il ne jouit que peu de temps de sa richesse. Il est aussi coupable que celui qui maltraiterait un suppliant ou un hôte, qui, monté en secret sur la couche d'un frère, souillerait sa femme d'embrassements illégitimes, dépouillerait par une indigne

> ruse des enfants orphelins ou accablerait d'injurieux discours un père parvenu au triste seuil de la vieillesse. Jupiter s'irrite contre cet homme et lui envoie enfin un châtiment terrible en échange de ses iniquités. Mais toi, que ton esprit insensé s'abstienne de semblables crimes.

Faisant l'apologie du travail, Hésiode est persuadé que le travail du paysan n'est efficace que si Déméter, la déesse de l'agriculture, lui est clémente. Et pour être sûr d'avoir les faveurs de cette dernière, le paysan doit faire vivre les prêtres qui assurent son culte. Intercesseurs entre les dieux et les paysans, les religieux affirment donc rendre un service concret qui justifie qu'on les rémunère. Mais dans la pratique, ils sont de plus en plus souvent mis en cause par leur incapacité à faire pleuvoir au bon moment, à éviter les épidémies ou à contrecarrer les raids meurtriers des peuples ennemis. Pour se maintenir, le monde religieux va s'adapter en modifiant les réponses aux angoisses des populations. Il va donner à son message un contenu de plus en plus éloigné des problèmes du quotidien et de moins en moins vérifiable : garantir le salut éternel est moins susceptible de contestation que garantir la pluie et de bonnes récoltes…

Soulignons enfin que le chasseur-cueilleur était, par définition même, nomade. Avec l'agriculture commence en revanche l'avènement des sédentaires. Une des raisons de l'intérêt nouveau que rencontre, chez certains, le chasseur-cueilleur tient au fait qu'il est une incarnation de l'esprit nomade, un *anywhere* avant l'heure. Alors que le paysan, sur lequel s'appuie le monde qui naît dans l'Antiquité, est un sédentaire, un *somewhere*, de quelque part[4].

La fracture technologique

L'État structuré, qui naît de l'installation de l'agriculture, émerge dans des lieux très précis. Quatre plus particulièrement : l'Égypte, c'est-à-dire la vallée du Nil, la Mésopotamie, dont le nom même[5] indique le rôle déterminant de deux fleuves, à savoir le Tigre et l'Euphrate, la vallée de l'Indus et, en Chine, celle du Huang Ho (le Fleuve jaune). Le fleuve joue ainsi un rôle essentiel. Il fournit l'eau qui désaltère et que l'on peut utiliser pour se laver. Il fertilise les terres – la crue du Nil est célèbre pour son action en la matière – et il permet de se déplacer et donc de rendre solidaires des territoires plus ou moins éloignés, et leurs habitants.

Des paysans, mais aussi des artisans, habitent ces régions en ces premiers temps de la civilisation. Ils se consacrent essentiellement à la gestion du feu. Ces artisans sont en effet des potiers, qui utilisent le feu pour façonner la terre, et des forgerons, qui s'en servent pour fabriquer des objets en métal. Ils cohabitent avec des prêtres qui tentent de donner un sens à la vie, à ses malheurs et à sa fin, avec des fonctionnaires et des soldats, que les paysans doivent nourrir, les artisans équiper et les prêtres rassurer. En pratique, pour que les fonctionnaires et les prêtres existent et se maintiennent, ils ont besoin non seulement du langage pour imposer leur message, mais aussi d'un moyen de projeter ce message dans le temps. En clair, ils ont besoin de l'écriture, qui permet de garder la trace des événements et celle des comptes. Celle-ci apparaît vers 3200 avant J.-C. en Mésopotamie. Elle fait un progrès spectaculaire lorsque, vers 1750 avant J.-C., les Phéniciens, qui résident dans le Liban actuel, remplacent les quelque 2 000 caractères utilisés

comme mots par 22 symboles phonétiques dont la combinaison permet la constitution de syllabes puis de mots et de phrases. Artisans, prêtres et fonctionnaires se regroupent dans le même lieu et font apparaître les premières villes. Mènès, premier roi d'Égypte et de ce fait personnage plutôt mythique, est supposé avoir créé Memphis, première capitale du pays, en 3100 avant J.-C.

De cette société agricole qui est en train de devenir urbaine, l'historien Georges Dumézil (1898-1986) a fait une interprétation dont il a tiré sa théorie des trois ordres. Les sociétés antiques unissent selon lui ceux qui prient, ceux qui font la guerre et ceux qui travaillent. Rome en fournit un exemple évident. On y trouve les *oratores* qui prient, les *bellatores* qui combattent et les *laboratores* qui travaillent et apportent la production au jour le jour. Pour Georges Dumézil, chacun de ces groupes trouve son incarnation symbolique dans un des premiers rois de Rome. Le tout premier, Romulus, incarne Rome en tant qu'entité politique absolue. Viennent ensuite le roi religieux (Numa Pompilius) puis le roi guerrier (Tullius Hostilius) ; quant au quatrième, Ancus Marcius, il représente le monde du travail et de la production. Pour quelle raison Dumézil faisait-il de ce roi un symbole du travail et, par-delà, de l'activité économique ? Parce qu'il avait créé la prison à Rome ! Et en effet, dans le monde de la croissance économique et de la reconnaissance du travail accompli, on substitue à la loi du Talion des guerriers et à leur violence dans la vengeance la règle du jeu, le droit et la punition socialisée incarnée dans la prison. Un des enjeux de la mise en place de règles de droit claires est ainsi d'assurer la pérennité de la propriété. Et la loi qui s'impose à Rome encadre non seulement la géographie de la production en défendant la propriété, mais encore son rapport au temps. En effet, un des principes fondateurs de Rome est de condamner à mort le laboureur qui

mange son bœuf, pour inciter le paysan à préserver l'avenir sans détruire son outil de production. Une préfiguration du rôle de l'épargne et de l'investissement dans le processus de croissance.

Dans la tradition romaine, l'activité économique passe néanmoins après le guerrier et le religieux. La société antique n'a pas pour but la croissance économique. Elle rejette fondamentalement le progrès technique. Pétrone (27-66) raconte dans son texte intitulé *Satyricon* comment l'empereur Tibère (42 av. J.-C.-37 ap. J.-C.) mit à mort l'inventeur d'un verre incassable, qui aurait bouleversé le statut des vaisselles en métal précieux et mis à mal tout le secteur métallurgique[6]. Parlant d'un successeur de Tibère, en l'occurrence l'empereur Vespasien (9-79), Suétone rapporte dans ses *Vies des douze Césars* une anecdote similaire. Lors d'une visite de chantier, à Rome, Vespasien constate qu'un des ingénieurs a mis au point une machine qui se substitue au travail humain et allège la tâche dans le transport des pierres. Vespasien convoque alors le responsable du chantier et lui demande d'arrêter immédiatement d'utiliser cette machine. Il considère qu'en détruisant des emplois, même serviles, elle menace de détruire l'ordre social[7]. Pour Tibère et Vespasien comme pour beaucoup de citoyens de l'Antiquité, la société n'avait de sens que confinée dans l'immobilisme économique. Si l'on nous présente l'homme moderne comme un *Homo economicus*, le recours au latin ne doit pas faire illusion. Le Romain est, selon la formule grecque d'Aristote, avant tout un animal politique (*zoon politikon* en grec, *animal civile* en latin).

Ces récits illustrent un rapport inquiet voire carrément négatif au développement du progrès technique. Pour les Anciens, ce progrès est une forme de défi vis-à-vis des dieux et risque de provoquer leur courroux. Ce rapport négatif à la technologie et à ses conséquences

est récurrent et reste d'actualité. La critique du progrès technique, qui a donc des fondements antiques, s'est développée à toutes les époques selon les deux mêmes directions. La première est celle des dégâts provoqués sur la nature, et donc implicitement sur les dieux qui en tireront tôt ou tard vengeance ; la seconde est le bouleversement dans l'organisation du travail qui conduit à la destruction d'emplois et donc au déclassement et à la paupérisation d'une partie de la population. De fait, le progrès technique augmente la qualité et l'efficacité du travail fourni[8]. Ce qui, à court terme, et à production constante, réduit le nombre nécessaire d'heures de travail. Le temps ainsi libéré permet soit d'accroître les quantités produites, en particulier en diversifiant la production ; soit d'accroître l'oisiveté. Cette oisiveté peut prendre elle-même trois formes : soit celle d'une occupation parasitaire, c'est-à-dire non productive ; soit celle de temps laissé à la libre disposition de chacun ; soit enfin celle de l'accroissement du chômage, c'est-à-dire d'une oisiveté subie qui empêche celui qui en est victime de se procurer ses moyens de subsistance.

Pour les économistes, il est toujours possible de faire en sorte que les heures libérées par le progrès technique soient mobilisées utilement selon la première option, c'est-à-dire qu'elles servent à faire apparaître de nouveaux secteurs d'activité et à accroître la production totale. Cette idée a été formalisée par l'économiste et démographe français Alfred Sauvy (1898-1990) au travers de ce qu'il appelait la « loi du déversement ». Les travailleurs rendus inutiles dans un secteur d'activité du fait du progrès technique sont « versés » dans de nouveaux secteurs. Ainsi, les chasseurs-cueilleurs devenus agriculteurs produisaient tellement de nourriture que certains individus ont pu se consacrer à de nouvelles activités, ce qui a fait naître l'artisanat et a augmenté la production

économique totale. Pour les hommes politiques, en revanche, le déversement est trop aléatoire et trop faible pour laisser le progrès technique se développer sans contrôle. Le risque, trop élevé à leurs yeux, est que le résultat soit l'apparition de foules sans emploi susceptibles de se déchaîner en des révoltes violentes. C'était le point de vue de Vespasien, qui a eu depuis beaucoup d'émules. Et il ne faisait que reprendre une idée émise précédemment par Caton l'Ancien (234 av. J.-C.-149 av. J.-C.) selon laquelle « ventre affamé n'a pas d'oreilles », c'est-à-dire que, acculés par la misère, les hommes deviennent violents. Pour éviter que les ventres ne soient trop affamés, Rome a mis au point dès l'époque républicaine des systèmes d'assistance sociale. La distribution gratuite de blé devient systématique à compter de 120 avant J.-C. Les empereurs Auguste et Nerva la généralisent en l'étendant notamment à toute l'Italie. Et la redistribution sociale dans la Rome antique ne concerne pas que l'État ou les structures religieuses. Elle est en partie privée. Les riches Romains garantissent à des réseaux entiers de ceux que l'on appelle leurs « clients » la sportule, c'est-à-dire des repas gratuits devenus avec le temps des versements d'argent.

Les préventions de Tibère et de Vespasien vis-à-vis des innovations montrent que l'État peut certes favoriser le progrès technique et sa diffusion en prenant en charge le destin des savants et en créant des systèmes éducatifs, mais qu'il peut également considérer devoir le freiner pour répondre aux angoisses des populations face aux nouveautés. Il se révèle alors un gestionnaire inquiet, conservateur de l'oisiveté, ayant du mal à se persuader que la solution peut venir du déversement. La mémoire collective a néanmoins gardé de la période antique le souvenir de savants et philosophes grecs et romains au savoir encyclopédique ayant fait faire à la science des bonds spectaculaires. Tel le génial Archimède

(287 av. J.-C.-212 av. J.-C.), à la fois physicien découvrant la célèbre « poussée d'Archimède », mathématicien conceptualisant π et lui donnant une première valeur acceptable (22/7), ingénieur mettant au point un dispositif optique capable de mettre le feu aux vaisseaux romains assiégeant sa ville de Syracuse en concentrant les rayons du soleil sur leur voile. Tel aussi Thalès de Milet (625 av. J.-C.-546 av. J.-C.), mathématicien comptant parmi les Sept Sages de la Grèce et dont le théorème nourrit toujours l'enseignement de la géométrie. Ou encore Pythagore (580 av. J.-C.-495 av. J.-C.), contemporain de Confucius, et dont le théorème est tout aussi célèbre que celui de Thalès. Ou Euclide (vers 300 av. J.-C.), lui aussi mathématicien de renom, Héron d'Alexandrie (10-70), ingénieur dont les automates sont légendaires, ou Vitruve (90 av. J.-C.-15 av. J.-C.), architecte symbolisant les talents de constructeurs des Romains.

Deux savants et ingénieurs de l'Antiquité sont plus spécifiquement associés à des inventions qui ont changé significativement les conditions de travail et fortement accru la productivité. Le Grec Archytas de Tarente (428 av. J.-C.-347 av. J.-C.) tout d'abord. Magistrat de Tarente, cité qu'il dirigea selon ses biographes avec beaucoup de sagesse, il est l'inventeur de la poulie et de la vis, techniques de construction déterminantes. Mais aussi le Chinois Ko Yu, supposé avoir inventé au I^{er} siècle la brouette, instrument permettant d'énormes gains de productivité dans le transport des matériaux sur de courtes distances. Dans la comparaison entre les deux hommes et, par-delà, entre les deux civilisations, on peut remarquer que la poulie fut utilisée systématiquement par les Grecs, alors que la brouette resta longtemps un objet de curiosité pour les Chinois.

L’Antiquité occidentale qui construit des pyramides et des aqueducs, qui améliore les performances de ses forges en inventant le soufflet, qui connaît quelques mégalopoles comme Rome rassemblant sous Tibère un million d’habitants, reste cependant, à l’instar de l’Antiquité extrême-orientale, une société rurale dont l’économie dépend du travail de la terre par des hommes mal équipés.

Hommes pour produire ; organisation du travail

Sous Tibère, l'Empire romain compte 56 millions d'habitants, dont 4,25 millions de citoyens romains, c'est-à-dire d'hommes libres, bénéficiant en outre d'avantages fiscaux, politiques – en termes de participation aux élections –, et économiques – ils peuvent devenir propriétaires plus facilement. Rome, avec son million de citoyens, est la plus grande ville du monde. Alexandrie, la deuxième ville de l'empire, compte 500 000 habitants. La population mondiale est alors de 250 millions d'humains. Les autres pôles démographiques des débuts de l'ère chrétienne sont l'Inde (46 millions d'habitants) et la Chine (70 millions)[9]. Celle-ci est unifiée depuis 221 avant J.-C. par le premier empereur chinois de l'histoire, le légendaire Qin Shi Huang, à qui l'on doit la muraille de Chine et dont la sépulture entourée d'une armée de soldats de terre cuite est désormais connue dans le monde entier. Ces pôles démographiques sont aussi les principaux pôles économiques.

L'économiste anglais Angus Maddison a évalué le PIB mondial annuel de l'époque de Tibère à 110 milliards de dollars de la fin du XX^{e} siècle. Soit un revenu annuel par habitant de 440 dollars[10]. Si on actualise en dollars de 2020, cela fait un revenu annuel par habitant de 570 dollars. Trois pays ou trois entités politiques relativement centralisées réalisent à eux seuls 80 % de la production de l'époque. Il s'agit de l'Inde (33 % du PIB mondial), de la Chine (26 %), et de l'Empire romain (22 %). Le paysan, principal contributeur à ce PIB, travaille dur. Il dispose d'outils encore rudimentaires. Il utilise abondamment des houes (sauf en Amérique où l'on plante les

graines en trouant la terre avec des bâtons taillés en biseau) et laboure avec des animaux désormais domestiqués. Le cheval, qui joue un rôle essentiel dans l'histoire de l'humanité, a été domestiqué en Asie centrale vers 3500 avant J.-C. Surtout, le paysan dépend des aléas météorologiques. La moindre tempête ou sécheresse le met en difficulté.

Au IV^e^ siècle, l'empereur Julien, connu pour avoir voulu endiguer le christianisme et rétablir les cultes païens, demande à Aurelius Victor de rédiger une histoire de Rome depuis les origines afin de démontrer que la cité et son histoire n'ont rien à voir avec le message chrétien. Aurelius Victor revient donc sur l'épisode où, en 458 avant J.-C., Rome, menacée par ses voisins, fait appel à Cincinnatus pour prendre la tête de l'armée en tant que dictateur. Aurelius Victor écrit :

> Les envoyés du Sénat le trouvèrent nu et labourant au-delà du Tibre : il prit aussitôt les insignes de sa dignité, et délivra le consul investi. Aussi Minucius et ses légions lui donnèrent-ils une couronne d'or et une couronne obsidionale. Il vainquit les ennemis, reçut la soumission de leur chef, et le fit marcher devant son char, le jour de son triomphe. Il déposa la dictature seize jours après l'avoir acceptée, et retourna cultiver son champ.

Cincinnatus considère en effet qu'il ne peut pas s'absenter de son domaine agricole plus de seize jours. Il survit plus qu'il ne vit, bien que patricien, c'est-à-dire issu d'une famille associée à la fondation même de la ville. Une des raisons pour lesquelles Cincinnatus éprouve des difficultés financières est qu'il a été ruiné par un procès. Car Rome, comme tous les États de cette époque,

assume son rôle traditionnel, en plus de celui de gestionnaire des oisifs, de concepteur de la norme juridique. L'existence d'une norme juridique stable remonte selon la tradition au code d'Hammourabi, publié vers 2000 avant J.-C. à Babylone. Ce code rassemble 282 articles qui régissent les éléments de la vie quotidienne, y compris dans leur dimension économique. L'article 274 en particulier fixe la grille de rémunération des activités artisanales de l'époque. Chaque cité antique a son code de référence, assurant la renommée, parfois légendaire, des grands législateurs grecs comme Lycurgue à Sparte (800 av. J.-C.-730 av. J.-C.) et Solon (640 av. J.-C.-558 av. J.-C.) à Athènes. À Rome, la loi fondamentale est celle des 12 tables que les patriciens octroient en 449 avant J.-C. pour obtenir le soutien des plébéiens. Si les deux premières tables portent sur la procédure, les problèmes économiques sont abordés dès la table 3. Celle-ci régit les problèmes de dettes privées, sujet également largement traité par le code d'Hammourabi. Dans le texte romain, il est prévu que le débiteur incapable de rembourser prend de gros risques : « Il est puni de la peine capitale, ou d'être vendu à l'étranger au-delà du Tibre. » Quant à la table 6, elle consacre le droit de propriété au travers d'une formule forte : « Nul ne doit détacher les poutres des bâtiments ou des vignes d'autrui. »

Mais revenons à la table 3. Elle met aussi en lumière une des caractéristiques fondamentales de l'économie antique, qui va se prolonger jusqu'à des temps récents, à savoir la pratique de l'esclavage. L'esclave devient propriété d'un autre homme qui le contraint à travailler à son profit, essentiellement pour cinq raisons. La première est la défaite militaire et, dans ce cas, l'esclavage est, dans la tradition antique, jugé légitime car il est un substitut à la mort. À Rome, le soldat romain fait prisonnier et emmené en esclavage est réputé mort. Une des conséquences pratiques est que

son épouse est déclarée veuve. La deuxième est le rapt associé à des opérations de piratage. La troisième est la vente des enfants par des parents convaincus de ne pas pouvoir nourrir leur progéniture. La quatrième est le fait d'être fils ou fille d'esclaves. La cinquième et dernière est donc celle que prévoit la table 3 des 12 lois romaines, à savoir l'incapacité à rembourser ses dettes. Dans ce cas, le travail forcé du débiteur devenu esclave est en quelque sorte considéré comme le remboursement en nature des sommes dues. Cette situation provoque souvent l'indignation des peuples et, alors que Rome prévoit de réduire à l'esclavage le débiteur failli, Solon, le grand législateur athénien, met fin en 594 avant J.-C. à l'esclavage pour dette à Athènes.

On néglige souvent la deuxième source de développement de l'esclavage qu'est le rapt. Elle joua un rôle majeur dans l'esclavage africain des XVII^{e}, XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, mais existait déjà dans l'Antiquité. La terreur qu'inspiraient les pirates voguant en Méditerranée et dans l'Atlantique nord aux populations africaines subsahariennes a d'ailleurs suscité une pratique commerciale originale instaurée par les Carthaginois. Ils déposaient leurs produits à vendre, sur les plages, puis regagnaient leurs bateaux au large. Les clients venaient se servir et laissaient en échange les produits susceptibles d'intéresser les Carthaginois. Cette pratique, appelée le « troc muet », se déroulait non seulement sans monnaie, mais encore sans négociation orale et sans contact physique.

Quelle que soit son origine, l'esclavage joue dans l'économie antique un rôle essentiel en ce sens qu'il fournit une partie importante de la main-d'œuvre. Tibère dispose d'environ 20 000 esclaves à titre personnel en tant qu'empereur romain. Par l'intermédiaire de l'esclavage, l'État conditionne l'organisation de l'emploi et du travail. Par-delà la loi de Wagner, qui explique le

développement de la bureaucratie religieuse, administrative et judiciaire, l'État romain agit sur la production en introduisant grâce à ses victoires militaires une main-d'œuvre servile abondante. Cette main-d'œuvre est peu productive. Elle se révolte, parfois violemment comme Spartacus au I^er^ siècle avant J.-C. Elle aurait même inventé la grève, en Égypte, en 1185 avant J.-C. Les esclaves et les artisans libres qui travaillaient sur le tombeau futur du pharaon Ramsès III avaient alors arrêté le travail pour obtenir des portions de nourriture plus importantes. Plus généralement, la main-d'œuvre servile résiste à son sort en faisant peu de zèle. Selon l'auteur latin de théâtre Plaute (254 av. J.-C.-184 av. J.-C.) :

> Dès que l'occasion se présente, [les esclaves] dérobent, volent, cachent, harponnent, boivent, mangent, fuient. Voilà quel est leur service : aussi vaudrait-il mieux laisser comme gardiens des loups dans la bergerie que de tels individus dans la maison ! Et pourtant, à voir leur visage, ils n'ont pas l'air mauvais ; mais c'est dans leur travail qu'ils vous trompent !

Malgré son inefficacité relative, l'Antiquité maintient l'esclavage. Car l'objectif en est prioritairement politique, et non économique. L'esclavage est un moyen de sanction, une mort civile qui s'abat tant sur le vaincu des champs de bataille que sur le vaincu de l'activité économique, endetté incapable de rembourser sa dette. Dans ce contexte général de progrès technique bridé et de main-d'œuvre servile peu motivée, le monde antique fait reposer sa croissance quasi exclusivement sur la quantité de cette main-d'œuvre, c'est-à-dire globalement sur l'augmentation de la population, ce qui justifie et explique la constitution de grands empires. L'extension de ces

empires qui réduit le nombre d'États permet à la caste publique qui les contrôle d'asseoir ses revenus sur une base taxable élargie et d'accroître, ou en tout cas de maintenir, le nombre d'esclaves.

Impôts et débuts de la monnaie

Au début de l'histoire, « impôt » signifie surtout « rapine », dont sont victimes les populations voisines. Les premiers États se procurent des ressources en allant voler celles des autres. Puis les États font le constat que la population la plus facile à solliciter est la leur. On commence par lui soutirer du travail, si bien que se met rapidement en place le mécanisme de la corvée. Sans être identique à l'esclavage et sans atteindre son degré de contrainte, celle-ci reste fondamentalement de la même nature. Elle constitue en effet un travail extorqué. Résultat, à l'instar de l'esclavage, elle est peu productive. En outre, en accaparant du temps de main-d'œuvre, elle concurrence la production ordinaire et finit par la réduire. Les États ont compris assez vite les limites de la corvée. Par exemple, au IV^{e} siècle avant J.-C., Mencius, qui est avec Confucius, la référence suprême de la philosophie chinoise, recommande la modération dans le recours à la corvée :

> Si le prince ne prend pas le temps des laboureurs aux époques des travaux des champs, une famille de plusieurs personnes disposant de cent arpents [soit un peu plus d'un hectare de nos jours] n'aura pas à souffrir de la faim.

Il était déjà bien compris que « trop d'impôts tue l'impôt », selon l'adage bien connu ! La vie décente du paysan exige la modestie des exigences de l'État. Dès lors, les États vont chercher un substitut à la corvée. Ils créent la monnaie qui permet de mettre au point des versements fiscaux. La corvée ne survit – ou réapparaît –

que quand la monnaie se fait rare. Les origines historiques de la monnaie font cependant débat. Deux thèses s'affrontent.

Pour les tenants de l'économie politique classique qui s'inscrit dans la continuité des écrits d'Adam Smith, philosophe et économiste écossais (1723-1790), la société est passée par trois phases dans l'organisation des échanges et dans son rapport à la monnaie. Une première phase de troc. Une deuxième où un bien parmi d'autres sert à l'échange – le blé, le bétail et enfin des métaux –, le bien qui finit par s'imposer étant l'or. Et une troisième où la monnaie cesse d'être matérielle, même si parfois elle continue à se référer à un bien matériel. Ce qui est le cas quand, par exemple, on affirme que telle ou telle devise est a*s good as gold*, aussi sûre que l'or. Cette tradition est en fait antérieure à Adam Smith. Elle s'inspire en particulier d'Aristote et a trouvé sa première formulation structurée dans le *Traité des monnaies* écrit par le franciscain Nicolas Oresme (1320-1382), évêque de Lisieux et conseiller économique du roi Charles V, un personnage fascinant. La logique intellectuelle qui sous-tend cette tradition est de considérer que la monnaie est une construction voulue par les marchands pour faciliter l'écoulement de leur production.

En face, les lointains héritiers de Platon estiment que la monnaie n'est pas issue du besoin des marchands, mais est un *numisma*, c'est-à-dire le fruit d'une loi (*nomos*)[11]. Pour les tenants de cette approche, la monnaie doit son existence au fait qu'elle a répondu historiquement à la nécessité de trouver un moyen pratique de payer l'impôt. C'est en particulier la thèse des économistes allemands de l'École historique, dont Wagner est un des principaux penseurs. Et, en particulier, de Georg Friedrich Knapp (1842-1926), dont le nom est associé à la théorie de la monnaie créée pour et par l'État. Il est aujourd'hui l'inspirateur d'une école économique dont les thèses

sont regroupées sous le nom de « chartalisme[12] ». Selon cette théorie, dès lors que la monnaie sert en priorité les besoins de l'État, il a le droit de la manipuler comme il l'entend en fonction notamment de sa situation budgétaire. Denys I^{er}, le tyran de Syracuse (405 av. J.-C.-367 av. J.-C.), serait, le premier à avoir pratiqué le rappel du stock de pièces en circulation pour, avec la même quantité de métal, en fabriquer davantage. Il serait donc le premier à avoir pratiqué l'inflation comme moyen de résoudre un problème de dette publique.

Quelle que soit l'origine de la monnaie, il est incontestable que son existence a facilité le fonctionnement des États. Paradoxalement, cet objet économique dont l'importance est si évidente n'a pas de réelle définition. Pour faire comprendre de quoi il s'agit, les économistes en identifient les fonctions. Ces fonctions sont au nombre de trois. D'abord, la monnaie doit permettre l'échange de façon pratique, le troc étant peu commode. Elle sert également à associer un prix à chaque bien. Enfin, elle doit conserver dans le temps le pouvoir d'achat ou encore l'expression d'une valeur. La transmission dans le temps de la valeur est aussi une fonction de l'épargne. Pour faire la différence entre la monnaie et l'épargne, on considère que la monnaie circule tandis que l'épargne attend. Est monétaire ce qui change rapidement de main. Est épargne ce qui est immobile. La durée d'immobilisation est établie par convention. Ces fonctions ne sont contestées par aucun économiste. Et pour cause : cette typologie a été établie par Aristote lui-même, ce qui la protège de toute remise en cause…

Raconter l'histoire de la monnaie mériterait un livre, voire plusieurs, afin de plonger dans une longue séquence de mines d'or découvertes, d'esclaves y menant une vie infernale, de trésors conquis et perdus et de banquiers plus ou moins imaginatifs[13]. Plus

simplement, le mot « monnaie » vient de la déesse romaine Junon Moneta. Épouse de Jupiter, le roi des dieux, Junon a le pouvoir de voir l'avenir, ce qui se dit *moneta* en latin (d'où est également issu le mot français « prémonitoire »). Il se trouve que les autorités antiques avaient coutume de stocker les métaux précieux dans des temples, leur vol risquant de provoquer une double vengeance, celle des hommes et celle des dieux. C'est pourquoi les dirigeants romains ont installé dans le temple de Junon l'atelier de fabrication des pièces. Et, eu égard aux talents dont jouissait Junon, la fabrication des pièces s'est ainsi vue qualifiée de « monétaire ». Le mot désigne donc à l'origine un lieu et non la nature même des objets. Au départ, ces objets sont principalement des métaux et singulièrement des métaux qui brillent comme l'or ou l'argent.

Malgré les impôts et les corvées, l'État qui ne sait pas se discipliner est souvent perclus de dettes. Il constitue ainsi un gigantesque mécanisme de captation/redistribution de monnaie à la fois par l'intermédiaire des impôts et des dettes qu'il contracte. La dette publique est, dans un premier temps, une facilité : celui qui paie l'impôt est contraint, celui qui prête à l'État le fait normalement en toute liberté. Mais la dette est dans un second temps une menace qui se concrétise quand se manifeste l'incapacité de l'État à rembourser. Cette incapacité qui rythme l'histoire des finances publiques apparaît très tôt dans les écrits antiques. On la rencontre déjà dans l'*Histoire* d'Hérodote. Ce livre, qui a donné son nom à la discipline et est considéré comme le premier du genre, déroule une comparaison du destin croisé des Grecs et des Perses avant qu'ils ne s'affrontent au v^{e} siècle avant J.-C. dans les guerres médiques. Comme les Perses ont annexé l'Égypte, Hérodote s'aventure dans l'histoire de ce pays. Il fait alors la description de ce qui est probablement la première expérience économique keynésienne

jamais recensée, à savoir la construction des pyramides par les pharaons. Il explique ces grands travaux par la volonté des souverains égyptiens, non seulement de disposer de tombeaux magnifiques, mais également de fournir du travail à une population de plus en plus nombreuse. Hélas, rapporte Hérodote, ces travaux portèrent de tels coups aux finances publiques que bientôt les pharaons furent dans l'incapacité de rembourser leurs dettes. Résultat, pour se procurer de nouvelles recettes, le pharaon dut prostituer sa fille… Et pas n'importe quel pharaon puisqu'il s'agit d'un des plus connus, à savoir Khéops[14]. Ce faisant, Khéops se rabaisse au niveau de beaucoup de débiteurs antiques incapables d'honorer leurs engagements et, comme nous l'avons vu précédemment, obligés de vendre leur famille comme esclaves.

Le *solidus* de Constantin

Hérodote, qui meurt en 426 avant J.-C., ne pourra pas de ce fait raconter la spectaculaire banqueroute d'Athènes en 354 avant J.-C., premier défaut sur une dette publique officiellement affiché et assumé par un État.

Dans son livre *Dette, 5 000 ans d'histoire*[15], l'anthropologue David Graeber (1961-2020), qui se réclame du chartalisme, affirme que l'histoire économique mondiale a connu trois phases. Dans l'Antiquité, une phase « militaro-monétaire-esclavagiste » dominée par la recherche de monnaie sous forme de métaux précieux. Au Moyen Âge, une phase religieuse a-monétaire où l'honneur et le crédit assis sur la parole donnée assurent le financement des projets à long terme. Et après la Renaissance, une troisième phase où le capitalisme, jouant sur les deux tableaux de l'or et du crédit, a fait émerger la fascination pour le profit. La réforme qui illustre peut-être le mieux le propos de David Graeber est la refonte de la politique et de la société romaines par Constantin (272-337) qui amorce le passage de l'Antiquité au Moyen Âge. En 313, après une guerre civile qui a vu pas moins de sept prétendants s'affronter pour le statut d'empereur, il n'en reste plus que deux, Constantin et Licinius (263-325). Ils se rencontrent à Milan, lieu de résidence de Constantin, Licinius étant installé à Nicomédie – aujourd'hui Izmit en Turquie. Constantin gouverne la partie occidentale de l'empire, Licinius la partie orientale. Leur accord prévoit la publication d'un édit de tolérance religieuse, qui deviendra effectif dans tout l'empire le 13 juin 313[16].

Pour comprendre l'action de Constantin, il faut revenir sur l'histoire du IIIe siècle. L'Empire romain traverse alors une période délicate qui aurait pu lui être fatale. Une série d'empereurs plus ou moins courageux et plus ou moins lucides accumule les déboires politiques, économiques et militaires. Devenu empereur en 284, Dioclétien (244-312), un des plus capables de cette série, engage d'importantes réformes pour enrayer le déclin. S'il fraye la route pour Constantin, leurs politiques s'opposent sur les plans économique et religieux. Oppositions en partie liées. Sur le plan religieux, Dioclétien est le dernier empereur à persécuter systématiquement les chrétiens, dans le but de rétablir, au travers des religions polythéistes d'autrefois, une forme de cohésion sociale fondée sur des références à l'histoire longue de Rome. Sur le plan économique, il fait un choix monétaire qui va se révéler désastreux. L'*aureus*, la pièce de référence, a été défini sous Auguste. À l'époque de celui-ci, elle contient 8 g d'or. Cette époque, qui correspond à un certain apogée des conquêtes romaines, est marquée par une abondance du métal due au pillage du bassin méditerranéen. Les Romains acquièrent alors une réputation de cupidité qu'illustre le sort de Crassus (114 av. J.-C.-53 av. J.-C.). Ce vainqueur de Spartacus est entré dans l'histoire comme ayant été le Romain le plus riche de toute la période antique. Il a acquis sa fortune grâce à d'habiles spéculations immobilières associées aux proscriptions et aux dépossessions induites par les troubles politiques que traverse la République romaine finissante. Après avoir été consul, il se fait nommer proconsul de Syrie. Désireux de conforter sa position sociale par la gloire militaire, il décide de mener campagne contre les Parthes. En juin de l'an 53 avant J.-C., il est vaincu et fait prisonnier à la bataille de Carrhes. Suréna (84 av. J.-C.-52 av. J.-C.), le général parthe, tue Crassus en versant dans sa gorge de l'or

fondu. Ce faisant, il proclame : « Rassasie-toi de ce métal dont tu es si avide[17]. » Cette abondance monétaire a comme conséquence immédiate une baisse des taux d'intérêt. Le taux moyen sous Auguste s'établit à 4 % par an quand la règle admise est celle d'un taux de 1 % par mois. Cette aisance financière réduit le revenu des prêteurs.

Mais en 33, Rome connaît la première crise du système financier de l'histoire. L'État décide d'assumer les engagements des débiteurs défaillants. En échange, il se substitue vis-à-vis d'eux aux créanciers. Les débiteurs doivent donc désormais rembourser le Trésor public. Ces nouveaux prêts sont allongés et à taux nul. Cela évite la faillite des créanciers qui récupèrent auprès du Trésor public ce qui leur est dû, et des débiteurs dont les engagements subsistent, mais de façon réduite. Ce plan, visant à conforter ce qui plus tard sera qualifié de système bancaire, coûte à l'État 0,5 % du PIB de l'époque.

Par la suite, la dévaluation d'abord rampante s'accélère à partir de l'accession au trône, en 260, de l'empereur Gallien (218-268). Entre 260 et 300, l'inflation est en moyenne de 10 % par an. À la fin du III^e^ siècle, quand Dioclétien s'installe au pouvoir, il n'y a plus que 5,4 g d'or dans les *aurei* et la confiance à l'égard de la monnaie s'est tellement érodée que le troc a pris une place grandissante. La plupart des contribuables n'ont plus assez de pièces de monnaie pour payer ce qu'ils doivent. L'État est dès lors systématiquement en déficit. Dioclétien décide de frapper des pièces en bronze et en cuivre pour financer ce déficit. L'économie restée monétaire connaît en retour une accélération de l'inflation. En 301, Dioclétien tente de la juguler en promulguant un « édit du maximum », qui met en place un blocage des prix et des salaires. C'est le premier du genre clairement identifié. Le résultat, qui sera sans cesse confirmé par la

suite, est plus que décevant, pour ne pas dire calamiteux. Le marché noir se généralise, l'économie se désorganise, le pouvoir en vient à chercher des coupables à châtier. Il lance donc une vague de persécutions contre les chrétiens, accusés entre autres de faire monter systématiquement les prix. Lorsque Dioclétien quitte le pouvoir en 305, s'il a réussi à financer le déficit budgétaire par la création de monnaie, il laisse une économie malade où règne l'inflation et où s'installe la défiance.

Constantin lui succède indirectement. Il assoit sa conquête sur l'adoption d'une religion nouvelle, le christianisme, et d'une stratégie économique différente. Le christianisme de Constantin prend corps à la bataille du pont Milvius qui l'oppose à un de ses rivaux, Maxence, en octobre 312. À la veille de la bataille, Constantin voit dans le ciel une croix surmontée de la phrase : « *In hoc signo vinces* » (« Par ce signe, tu vaincras ») et devient chrétien. Il s'appuie sur la nouvelle religion pour donner une réponse à cette composante particulière de l'oisiveté qu'est le chômage. Il a sur le sujet des idées que l'on pourrait qualifier, au risque d'anachronisme, de « malthusiennes » ; des idées qui n'ont guère évolué par rapport à celles de Vespasien. Constantin est convaincu que Rome souffre d'un manque durable et structurel d'emplois. Pour y faire face, il recourt à une astuce qui sera – hélas car à tort – souvent utilisée par la suite, à savoir la réduction du temps de travail. Il impose, au nom de la religion, un jour de repos hebdomadaire. Mais, pour être sûr que tout l'empire le respectera, il joue sur l'ambiguïté de la divinité à honorer. Au IV^{e} siècle, le peuple de Rome est plutôt sensible à un discours prônant, au travers de l'adoration du soleil, un retour à ses sources religieuses. Les tenants du culte solaire rappellent à l'envi que le soleil apporte la chaleur et constitue l'élément déterminant du développement de l'agriculture. Honorant leur dieu chaque semaine,

ils ont choisi de le faire le lendemain du shabbat des juifs et des chrétiens pour bien s'en démarquer. Ce lendemain est de ce fait pour la population romaine le « jour du soleil », dénomination que certaines langues comme la langue anglaise ont conservée pour qualifier le dimanche (*Sunday*). Le 3 juillet 321, Constantin fait de ce « jour du soleil » un jour férié, et invite les chrétiens, pour affirmer et confirmer leur éloignement de leurs racines juives, à en faire le jour de célébration de la messe. En cette période où le christianisme acquiert un statut de religion dominante, il est traversé de multiples courants, si bien que chaque décision à son sujet donne lieu à des affrontements souvent virulents mais toujours abscons. Il faut donc attendre 364 et le concile de Laodicée pour que l'association du repos dominical à la pratique de la religion chrétienne s'impose de façon effective. Constantin complète cette politique de baisse du temps de travail par une action tendant à réduire la population. Convaincu que les désœuvrés qui errent dans les villes sont un signe de surpopulation – théorie que rejoindra là encore Malthus –, il supprime les allégements de capitation, un des principaux impôts de l'époque, dont bénéficient les pères de familles nombreuses.

Autre aspect structurant de sa politique économique, son action monétaire. Rompant avec l'héritage de Dioclétien, il fait le choix d'une monnaie stable, qu'il appelle le *solidus*, confortée par une politique budgétaire de retour à l'équilibre. Il commence par dévaluer le nouveau *solidus* puisque celui-ci ne contient que 4,5 g d'or. Il s'agit en fait de revenir à la drachme athénienne du temps de la splendeur de la cité attique, monnaie qui fut également celle d'Alexandre le Grand, puisque cette drachme équivalait à 4,3 g d'or. S'inscrivant ainsi dans une logique de continuité monétaire longue, Constantin prend l'engagement de préserver le poids d'or du nouveau *solidus* et de se défaire de l'inflation. Le résultat se fera

attendre et ce n'est que vers 380 que les prix seront enfin stabilisés. Pour obtenir le retour à l'équilibre des finances publiques, il crée, en 318, le premier poste à temps plein de ministre des Finances de l'histoire, le *comes sacrarum largitionum* (le « commissaire aux largesses sacrées »…). S'appuyant sur des décisions prises sous Dioclétien, il centralise entre les mains de ce haut fonctionnaire tous les pouvoirs budgétaires. Les cités, les régions, les différentes parties de l'empire doivent cesser de lever des impôts. Il en profite pour augmenter la pression fiscale. De Dioclétien, il a hérité des prélèvements reposant sur une capitation et un impôt foncier. Il leur ajoute une taxe sur le chiffre d'affaires – y compris celui réalisé par les prostituées, mobilisant à ce sujet de nouveau les références chrétiennes en rappelant que Marie Madeleine a montré combien il serait injuste de les exclure de la société et de ses obligations… La programmation budgétaire se faisant sur quinze ans, cet impôt est dû tous les cinq ans. Il doit être payé en or ou en argent – d'où son nom, « chrysargyre », le mot désignant en grec les deux métaux – afin d'inciter les populations à renoncer aux monnaies de cuivre et de bronze et donc par ce fait de réduire la masse monétaire et l'inflation. Et il utilise les nouveaux *solidi* pour payer en priorité ses soldats, affirmant ainsi le rôle fondamental joué par l'armée dans l'action économique des Romains (la phase « militaro-monétaire-esclavagiste » de David Graeber). Cette pratique explique d'ailleurs l'étymologie du mot « soldat » puisque le soldat est celui à qui des *sol(idi)* ont été donnés *-dat(i)*. Sous Constantin, chaque soldat reçoit 1 *solidus* par mois, soit l'équivalent d'un revenu annuel de 3 000 dollars, soit encore cinq fois le revenu moyen dans l'empire.

La vague d'augmentation d'impôts est tellement associée à l'adoption de la nouvelle religion que lorsque l'empereur Julien décide, en 362, de revenir en arrière et de rétablir le paganisme, il

accompagne son action d'une baisse significative de la pression fiscale. Son action est sans lendemain, tant sur le plan religieux que sur le plan fiscal. L'adoption définitive du christianisme sert au redressement budgétaire non seulement par le renforcement de la fiscalité mais aussi par la rationalisation des dépenses. En effet, par rapport au polythéisme, le Dieu unique permet de réduire les effectifs du clergé et le nombre de lieux de culte. C'est ainsi que l'on ferme nombre de temples païens et que l'on confisque au passage l'or et les métaux précieux qui s'y trouvent. Libanius (314-393), un des plus grands philosophes païens de l'époque, qui peste depuis Antioche contre la nouvelle religion, commente : « On a adopté un seul dieu pour dépouiller tous les autres. » En 382, l'empereur Gratien, un chrétien fervent, achève ce processus de réduction des coûts et supprime la rémunération de tous les prêtres païens ainsi que celle du clergé des groupes de chrétiens hérétiques tels qu'ils ont été identifiés au concile de Nicée de 325. Enfin, concernant le blocage des prix mis en place par Dioclétien, Constantin tergiverse. Il en maintient le principe à Rome, mais dans la nouvelle capitale, Constantinople, inaugurée en mai 330, il instaure la pleine liberté de commerce des grains. La concurrence fait son office et les statistiques byzantines constateront un prix du pain quasi fixe à Constantinople de 380 au XI^{e} siècle.

1. Rappelons que *lithos* en grec désigne la pierre.
2. Sur la notion de productivité, voir le glossaire.
3. Édition bilingue (Paris, Belles lettres, 2018).
4. Voir dans le glossaire les entrées sur Pierre-Noël Giraud et David Goodhart à propos de la distinction entre nomades et sédentaires, d'une part, et *anywhere* et *somewhere*, d'autre part.
5. Rappelons que *potamos* signifie « fleuve » en grec.

6. Voici le texte extrait du *Satyricon* : « Pourtant, dans le temps, un ouvrier trouva moyen de fabriquer un vase de verre impossible à briser. Admis devant César pour le lui offrir en présent, il le lui redemanda et le jeta sur le pavé. L'empereur ne put qu'avoir les plus vives inquiétudes pour le cadeau qu'il avait reçu. Mais l'autre ramassa le vase, qui n'était que bossué. Tirant alors un petit marteau de sa ceinture, il le répara tranquillement, comme s'il eût été d'airain. Après ce beau chef-d'œuvre, il pensait que l'Olympe allait s'ouvrir devant lui quand César lui dit : "Quelque autre que toi connaît-il la recette de ce verre ? Réfléchis bien à ta réponse !
– Personne, répondit l'artisan." Immédiatement, César lui fit trancher la tête, dans la crainte que son secret divulgué ne fît de l'or un métal vil » (Paris, Garnier-Flammarion, 2008).

7. Voilà le texte de Suétone, eu égard à l'importance de son livre, en version originale : « *Mechanico quoque, grandis columnas exigua impensa perducturum in Capitolium pollicenti, praemium pro commento non mediocre optulit, operam remisit, praefatus sineret se plebiculam pascere* » – « Un ingénieur s'était engagé à transporter à peu de frais, dans le Capitole, des colonnes immenses ; Vespasien lui fit payer une forte somme pour son projet ; mais il en ajourna l'exécution, en disant : "Permettez que je nourrisse le pauvre peuple" » (Paris, Gallimard, « Folio », 1975).

8. Voir à ce propos dans le glossaire les entrées sur la productivité.

9. Les estimations de population ont donné lieu à de multiples débats. Nous reprenons celles de l'Institut national d'études démographiques (Ined), et plus particulièrement de *Population et sociétés*, 394, octobre 2003.

10. Le PIB mondial par habitant en 2017 était, d'après la Banque mondiale de 18 000 dollars ; c'est-à-dire que le revenu dont dispose l'homme d'aujourd'hui est, *grosso modo*, 30 fois celui de son homologue antique. Ces chiffres sont assez artificiels car les conditions de vie entre les deux époques sont radicalement différentes. Le pays le plus pauvre d'aujourd'hui est la République centrafricaine dont le PIB par habitant se limite à 680 dollars selon le FMI et 870 dollars selon la Banque mondiale. Bien que ces montants soient relativement proches des 440 dollars ou 570 dollars de l'Antiquité, les styles de vie ne sont pas directement comparables.

11. De cette tradition, le français a retenu le nom qu'il donne au collectionneur de pièces de monnaie : « numismate ».

12. Ce mot veut dire que l'économie, y compris la quantité de monnaie en circulation, repose sur des décisions que l'État communique à la population au travers de textes de loi définissant le cadre de la vie en société désignés comme des chartes.

13. L'inventeur mythique de la monnaie est un roi de Lydie du nom de Gygès qui, en 687 avant J.-C., substitue aux lingots d'or des morceaux d'électrum (alliage naturel d'or et d'argent) auxquels ont été donnés une forme et un poids constants. La Lydie est un royaume d'Asie Mineure dont le territoire est aujourd'hui situé en Turquie. Sa capitale est Sardes. Si le roi de Lydie dispose de tant de métaux précieux, c'est que le fleuve qui traverse Sardes en regorge. Ce fleuve s'appelle le Pactole… et donnera son nom à tout trésor un peu consistant. Pactole est donc un nom propre, si bien que jusqu'au début du XX^e^ siècle, les écrivains l'orthographient avec une majuscule. Et, selon la mythologie grecque, s'il y a tant d'or dans le Pactole, ce serait grâce à Dionysos, le dieu du vin en grec (à Rome, il s'appelle Bacchus). Dionysos s'est intéressé au Pactole à cause de Midas, roi de Phrygie, un royaume d'Asie Mineure proche de la Lydie. Midas a rendu un service à Dionysos qui le récompense en lui accordant un souhait. Le roi demande que tout ce qu'il touche se transforme en or. Se trouvant dès lors dans l'impossibilité de manger et de boire, il demande à Dionysos de reprendre son cadeau. Dionysos lui recommande de se laver les mains dans les eaux du Pactole, dont le sable se change en or. D'où l'abondance de l'or dans les eaux du Pactole ! Au VI^e^ siècle avant J.-C., le descendant de Gygès s'appelle Crésus. Il rationalise la fabrication des pièces de monnaie, ce qui lui vaut aux yeux de certains le privilège de devoir être considéré comme le véritable inventeur de la monnaie. Il frappe l'imagination de ses contemporains qui vont vite se persuader que Crésus est immensément riche. Cette réputation a traversé le temps.

14. La phrase d'Hérodote est : « Khéops, épuisé par ces dépenses, en vint au point d'infamie de prostituer sa fille dans un lieu de débauche, et de lui ordonner de tirer de ses amants une certaine somme d'argent » (*Histoire*, l. II, chap. CXXVI).

15. Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

16. Voici le début de cet édit : « Moi, Constantin Auguste, ainsi que moi, Licinius Auguste, réunis heureusement à Milan, pour discuter de tous les problèmes relatifs à la sécurité et au bien public, nous avons cru devoir régler en tout premier lieu, entre autres dispositions de nature à assurer selon nous le bien de la majorité, celle sur laquelle repose le respect de la divinité, c'est-à-dire donner aux chrétiens comme à tous la liberté et la possibilité de suivre la religion de leur choix, afin que tout ce qu'il y a de divin au céleste séjour puisse être bienveillant et propice à nous-mêmes et à tous ceux qui se trouvent sous notre autorité. C'est pourquoi nous avons cru, dans un dessein salutaire et très droit, devoir prendre la décision de ne refuser cette possibilité

à quiconque, qu'il ait attaché son âme à la religion des chrétiens ou à celle qu'il croit lui convenir le mieux, afin que la divinité suprême à qui nous rendons un hommage spontané puisse nous témoigner en toutes choses sa faveur et sa bienveillance coutumières. »

17. Le personnage de Suréna est le héros de la dernière pièce de Pierre Corneille. Il y symbolise à la fois l'honnêteté et le dévouement. Deux vers que prononce Suréna sont souvent cités pour l'opposer à Crassus : « Si mon cœur, si mon bras pouvait être gagné, / Mithridate et Crassus n'auraient rien épargné. »

CHAPITRE 2

Le Moyen Âge, premiers budgets, premiers impôts

En transportant sa capitale à Constantinople, la ville qui porte son nom, Constantin signe le départ d'une nouvelle époque. Les vastes empires accroissent leur surface, leur nombre d'habitants, et donc leur base taxable, et leurs ressources publiques. Mais ils se heurtent à la loi des rendements décroissants. Chaque conquête coûte de plus en plus cher à la fois en termes d'annexion et en termes de maintien dans l'empire du nouveau territoire du fait de son éloignement. Et cette loi finit par les emporter.

Recul de l'activité économique, nostalgie « romaine »

Au IIIe siècle, l'empire indien dit des Kouchans se fragmente. En août 476, c'est au tour de l'Empire romain d'Occident. Odoacre (433-493), un des chefs des tribus barbares qui ont déferlé sur cet empire, démet le dernier empereur. Adolescent sans réel pouvoir – il est né en 461 –, ce dernier empereur qui se nomme Romulus Augustule acquiert ainsi une célébrité historique qui le dépasse. Assez curieusement vu les mœurs de l'époque, Odoacre s'en débarrasse sans le tuer et accepte que lui soit versée une rente annuelle de 6 000 *solidi*[1]. L'Europe occidentale achève de se diviser en de multiples petites principautés où la vie relève plus de la survie que d'autre chose.

L'économie du haut Moyen Âge tourne au ralenti. Les hommes ne sont plus assez nombreux pour cultiver toutes les terres. De la période romaine, les paysans ont hérité l'habitude de distinguer l'*ager*, qui est la terre cultivée, du *saltus*, constitué de vastes territoires incultes de forêts, de prairies ou de landes, où l'on mène les troupeaux, où l'on chasse et où se réfugient des populations marginalisées fuyant plus ou moins la justice. La population de ce qui fut l'Empire romain décline un peu partout. Sur le territoire de la France actuelle, on compte 12 millions d'habitants en 400. En 850, ils ne sont plus que 6 millions. En l'an 1000, selon les calculs de Maddison, le PIB mondial est de 120 milliards de dollars (du début des années 1990), pour une population mondiale d'environ 300 millions d'habitants. Le revenu moyen de l'humanité calculé par Maddison est de 400 dollars par habitant – soit 520 dollars de 2020.

Il a reculé de 10 % par rapport à celui de la période où vivait le Christ. Par rapport à cette époque, les deux premières puissances économiques mondiales en l'an 1000, à savoir la Chine et l'Inde, ont gardé le même niveau de revenu. La troisième puissance économique de l'an 1000 est constituée par les califats islamiques qui réalisent 20 % de la production mondiale. De 750, période où la conquête arabe, s'achève à 1258, année de la prise de Bagdad par les Mongols, ces califats jouent le rôle tenu jadis par Rome.

De fait, le grand disparu de l'an 1000 est l'Empire romain. Rome en tant que cité n'est plus que l'ombre d'elle-même. En 410, le Wisigoth Alaric la pille. La ville compte alors 1 million de personnes, soit autant qu'à l'époque de Tibère. Quand Romulus Augustule abdique, ses habitants sont encore 650 000. En l'an 1000, ils ne sont plus que 30 000. Le flambeau de la romanité est désormais porté par la Nouvelle Rome, c'est-à-dire Constantinople. Elle va le porter jusqu'au 29 mai 1453, date de la prise de la ville par les troupes ottomanes. Cette date est l'une des plus importantes de l'histoire sur le plan symbolique. Elle marque la fin du Moyen Âge, même s'il est désormais de bon ton de dire que le véritable changement historique susceptible de marquer une telle rupture s'est fait en 1492 avec la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Cette modification du séquençage de l'histoire a acquis sa force récente en raison du rôle que joue maintenant l'Amérique, devenu l'empire de référence. Mais longtemps, ce fut Rome qui joua ce rôle. Si bien qu'il est naturel de considérer que le Moyen Âge commence avec la chute de la Rome occidentale, la Rome d'origine, et s'achève avec celle de la Nouvelle Rome, la Rome orientale consacrée par Constantin en 330 sur le site de l'ancienne Byzance, mais dont il ne restait rien de la splendeur passée le 29 mai 1453.

À cette date, elle réunit 40 000 habitants qui parlent grec mais s'appellent encore entre eux « οι ρομαιοι », « les Romains », même si, comme pour leur dénier le droit de se référer à la ville éternelle, la tradition a pris l'habitude de les désigner du nom « Byzantins » et de qualifier l'État qui règne sur la ville de 330 à 1453 d'« Empire byzantin ». Peut-on encore parler d'empire en 1453 ? Constantin XI, qui est à la tête de ce qui reste de l'État byzantin, n'a en effet autorité que sur un territoire qui ne dépasse guère les 10 kilomètres autour de la ville. Lui n'a pas de doute. Il se vit en continuateur de Constantin le fondateur, de Justinien qui reconquit la Rome occidentale au VI^e^ siècle et de Basile II, l'empereur de l'an 1000. En l'an 1000 justement, Constantinople abrite autant d'habitants que Rome aux temps de sa splendeur, soit près de 1 million. Bien que le territoire byzantin d'alors soit sans commune mesure avec l'empire d'Auguste ou encore celui de Justinien, l'empire de Basile II est la grande puissance politique et économique du monde méditerranéen et représente 11 % de la production mondiale. Nous en sommes bien loin en 1453, quand le Moyen Âge prend fin. Les Turcs ottomans partent à l'assaut de Constantinople et s'en emparent. Lorsque la bataille s'engage, leur armée aligne 150 000 soldats tandis que Constantin XI n'en dispose que de 7 000. L'issue du combat est donc certaine. Les Turcs victorieux commencent par piller la ville avant de se l'approprier et d'en faire leur capitale. Il faut dire qu'elle n'est pas ordinaire. C'est *la* Ville. Au XV^e^ siècle, quand la population locale s'y rend, elle dit dans son parler grec « εισ την πολιν », ce qui signifie : « Je vais à la Ville. » Cela se prononce *Istinpol*. Donnant l'assaut, les Turcs reprennent cette expression qui dans leur bouche se déforme en « Istanbul ».

Besant d’or

Longtemps, l’héritage romain de Byzance se concrétise dans sa monnaie. La monnaie mondiale de référence du Moyen Âge reste le besant de Constantinople. Pour David Graeber, le projet byzantin de survie de l’Empire romain n’avait de sens qu’au travers de la poursuite de la référence à l’or, quelles que soient les difficultés politiques et économiques que rencontrait l’empire. Le besant, héritier et reproduction du *solidus* de Constantin, est la monnaie internationale du haut Moyen Âge. Y compris dans les contrées les plus éloignées de Constantinople.

En particulier, les Chinois se montrent très friands du besant. Ils s’en procurent en dégageant un excédent commercial sur l’Empire romain en train de se transformer en Empire byzantin, grâce à la vente de la soie. La technique de la soie se développe en effet avec l’avènement de la dynastie des Hans, en 206 avant J.-C., à Xian, dans l’ouest de la Chine actuelle. Les tissus de soie se répandent alors d’abord en Chine, puis progressivement dans toute l’Asie et en Europe. La Chine est tellement identifiée à la soie que le nom du pays en latin est *Serica*, ce qui veut dire « le pays de la soie ». Dans l’Antiquité, cette soie arrive par la célèbre route de la soie qui part de Xian jusqu’à Antioche, ville aujourd’hui turque qui est alors une des principales cités de l’Empire romain d’Orient. En fait, le précieux tissu gagne laborieusement les rivages byzantins, et personne ne parle encore de route de la soie, une expression qui sera inventée au XIX^{e} siècle par des géographes allemands. Les Chinois, qui se considèrent comme vivant au centre du monde – l’empire du Milieu –, ne savent pas grand-chose de leur client. Quant aux

Byzantins, ils sont tout aussi peu informés sur leur fournisseur. D'autant moins qu'entre la Chine et l'Empire romain d'Orient, la Perse fait écran. Elle perçoit au passage d'énormes péages dont la conséquence évidente est de considérablement augmenter le prix payé par les Byzantins. Vers le VI^e^ siècle, les quantités achetées par les Byzantins et les prix des droits de passage perses sont tels que l'Empire byzantin est en train de se vider de sa monnaie. Cette situation pousse les dirigeants de Constantinople à réagir. N'attendant rien des Perses, ils cherchent à entrer en contact avec les Chinois.

L'empereur byzantin est alors Justinien (485-565), celui qui a ramené la Rome historique dans le giron de l'empire. Avec l'impératrice Théodora (500-548), dont la représentation sous forme de mosaïque dans la cathédrale de Ravenne, en Italie, est un des fleurons de l'art du haut Moyen Âge, il forme un couple mythique. Sur le plan économique, son règne n'est pas glorieux, la production stagne, les impôts découragent une population par ailleurs décimée par une des épidémies de peste les plus meurtrières de l'histoire. La population de Constantinople passe de 500 000 à 150 000 habitants. Paradoxalement, l'épisode signe aussi la fin du paganisme : pourchassés par les autorités, les derniers prêtres païens, toujours présents dans les zones rurales reculées de l'empire[2] perdent leur prestige du fait de leur incapacité à maîtriser la nature qui fournit l'essentiel de leurs dieux. En revanche, le christianisme et bientôt l'islam, en déplaçant leur promesse vers l'au-delà, échappent à cette critique, même si les attentes des populations poussent le clergé à multiplier les processions et les appels à la miséricorde divine. L'historien anglais Kyle Harper n'hésite pas à écrire dans le livre dans lequel il associe la chute de l'Empire romain à des phénomènes naturels, notamment à des pandémies, que la peste

qui s'abat sur l'empire de Justinien est « l'événement le plus funeste de toute l'histoire de l'humanité jusqu'à aujourd'hui[3] ».

Indépendamment du drame sanitaire, l'économie byzantine a du mal à décoller. Les conquêtes réalisées en Méditerranée occidentale sont coûteuses et n'apportent *in fine* que très peu de ressources. La balance commerciale de l'empire est lourdement et structurellement déficitaire, notamment à cause des importations de soie. Pour redresser la situation commerciale de l'empire, dans un premier temps et conformément aux habitudes d'une société profondément religieuse, on fait appel à l'autorité de l'évêque de Constantinople et du pape. Ces derniers soutiennent que la modestie naturelle du chrétien doit conduire à ne pas porter de vêtements luxueux et donc à limiter l'usage de la soie.

Parallèlement, les Byzantins réussissent à rencontrer les Chinois. Le premier contact a lieu à Ceylan. Bien que la description de la rencontre relève probablement de la légende, elle est instructive dans ce qu'elle rapporte des états d'esprit. Lors de celle-ci, les Chinois se montrent ouverts et demandent aux Byzantins ce qu'ils ont à leur vendre. Les Byzantins leur font goûter de l'huile d'olive. Les Chinois, toujours intéressés par les innovations gastronomiques, sont séduits ; et ils suggèrent que les Byzantins leur vendent… des plants d'olivier pour qu'ils puissent fabriquer eux-mêmes l'huile d'olive… La Chine du VI^e^ siècle se comporte déjà en imitateur, à l'instar de ce que fera la Chine de la fin du XX^e^ siècle ! Agacé, Justinien organise en 552 une expédition d'espionnage industriel pour s'emparer des techniques de production de la soie. Le but est de ne plus avoir à se fournir dans l'empire du Milieu et de protéger la culture de l'olivier dans l'Empire byzantin. L'équipe envoyée en Chine depuis Constantinople part avec des gadgets dignes des meilleurs épisodes de James Bond. À sa tête, un évêque

dont la crosse, en bambou, est creuse : elle pourra de ce fait contenir les vers à soie que les Byzantins volent une fois arrivés sur place. Quand ils repartent, la police et la douane chinoises, suspicieuses à juste raison, les bloquent près d'un mois à la frontière. Mais les Chinois n'ont pas l'idée de chercher les vers volés dans la crosse de l'évêque. C'est ainsi que commence la culture de la soie en Europe : à Constantinople d'abord, puis dans le Péloponèse baptisé au Moyen Âge la Morée car cette région s'est couverte de mûriers.

Quantité et qualité du travail

Dans ce long Moyen Âge où la richesse recule, le statut des hommes est ambigu. Il faut les nourrir et ils sont de ce fait un fardeau. Mais simultanément, en l'absence de réelles innovations, l'augmentation de la production repose sur leur nombre. La malnutrition, qui abaisse l'efficacité des hommes, et la peste, qui reste endémique et continue à tuer, limitent la quantité de travail fournie. La seule issue pour soutenir la croissance est d'augmenter la productivité en améliorant le niveau de compétence et donc les performances de chaque individu.

La « renaissance carolingienne » s'inscrit dans cette logique. En effet, Charlemagne (742-814) affiche une claire volonté de faire renaître un système de formation. Ce faisant, il peut espérer favoriser indirectement un semblant de croissance économique par la réapparition de certains savoir-faire. Ce désir d'améliorer la formation des hommes a assez largement contribué à façonner la légende de Charlemagne considéré comme le fondateur du système scolaire. Cette légende repose sur un édit promulgué par Charlemagne le 23 mars 789. Cet édit est entré dans l'histoire sous le nom de l'*Admonitio generalis*. Il contient 82 articles supposés régir la vie des sujets du vaste territoire que Charlemagne contrôle et dont il deviendra l'empereur en l'an 800. Le but premier de la manœuvre est d'assurer une implantation solide du christianisme en éradiquant les restes de paganisme. Plusieurs mesures sont prises pour y parvenir. Le texte recommande l'installation de croix sur les lieux où les fidèles viennent encore faire des dévotions aux anciens dieux. Il exige en outre l'exemplarité des prêtres. Mais la mesure la plus

spectaculaire reste la création d'un réseau d'écoles à raison d'un établissement au moins par évêché. Il s'agit non seulement d'élever le niveau culturel des habitants mais surtout de favoriser les échanges, y compris commerciaux, grâce à la maîtrise partagée de la langue. Les écoles créées doivent faire en sorte que « les enfants de condition servile mais aussi les fils des hommes libres » maîtrisent la lecture et le calcul, celui-ci s'appelant à l'époque le *comput* (mot auquel l'informatique exprimée en anglais a rendu toute sa noblesse…) et se limitant pour l'essentiel à la compréhension de l'addition. Le texte prévoit également l'uniformisation des livres utilisés. Selon les rédacteurs, si la méthode d'enseignement doit être libre et si chaque enseignant doit s'adapter à ses élèves, le contenu doit être le même partout car, précise le texte, « souvent, ceux qui souhaitent prier Dieu le font mal à cause de livres non corrigés ».

Le bilan de l'*Admonitio generalis* ne fut pas à la hauteur des espoirs du grand homme, notamment dans l'évolution de la productivité d'une économie restée essentiellement rurale. Il partage cet échec avec son homologue byzantin Léon VI (866-912) qui fut surnommé le Sage pour avoir essayé de rétablir un enseignement des mathématiques. Certes, la postérité a reconnu la pertinence de leur démarche, y compris selon des raisonnements économiques. Elle n'a cessé de louer Charlemagne pour avoir initié le long processus qui a conduit à notre système éducatif et donc au renforcement du capital humain. Quant à Léon VI, il est également associé à la publication en 911 du *Livre de l'éparque*. L'éparque byzantin joue à Constantinople le rôle du moderne préfet de police de Paris. Le texte est une compilation des règles et obligations que doivent respecter les acteurs économiques dans Constantinople. Il souligne le rôle essentiel des notaires, appelés tabulaires, en tant

que gardiens du droit de propriété. D'après le texte, il faut que le tabulaire ait :

> Parfaite connaissance des lois, qu'il excelle dans l'écriture, qu'il ne soit ni bavard ni insolent ni d'une vie dissolue, mais plutôt respectable par son comportement, d'un jugement sain, éloquent, intelligent, habile à parler dans un style correct, afin qu'il ne soit pas facilement trompé ici et là par des fautes d'écriture et des erreurs de ponctuation.

En ces temps obscurs, l'importance du droit de propriété reste parfaitement comprise.

La faible efficacité économique de l'époque du haut Moyen Âge se traduit par des pénuries et des disettes à répétition qui débouchent sur des poussées d'inflation. Charlemagne répond comme le firent naguère les Romains en essayant d'organiser des distributions de blé à prix cassés pour les plus pauvres par l'intermédiaire de l'Église, et en prenant un édit de blocage des prix en 793.

Innover malgré tout

Bien que les innovations de l'époque soient rares, certaines auront des conséquences considérables. Ainsi, le monde carolingien (751-987) découvre les bienfaits du fer à cheval qui va se généraliser et faire du forgeron un maréchal-ferrant[4]. Vers l'an 1000, deux nouvelles techniques font progresser l'agriculture. Le collier d'épaule appliqué au cheval permet d'en obtenir une puissance plus grande, pour tracter les charrues notamment. La terre remuée est plus profonde et, de ce fait, les rendements augmentent. Et, surtout, le passage de l'assolement biennal à l'assolement triennal assure une croissance de la production agricole assez sensible à compter du XIe siècle. Jusqu'au Xe, pour restaurer la fertilité des terres, on les laissait en jachère un an sur deux. À partir du XIe siècle, on ne les laisse plus improductives qu'un an sur trois. La première année, on cultive du blé ou du seigle, la deuxième, de l'orge ou de l'avoine, et on laisse la terre se reconstituer la troisième année. En outre, le défrichement des forêts se généralise. Globalement, la surface emblavée proche des lieux d'habitation s'accroît ainsi de 50 %.

Les protagonistes du commerce de la soie, qui gardent une forme de prééminence sur ces temps obscurs malgré la débâcle byzantine, ne se montrent guère très inventifs. La Chine des Tang a son lot d'innovations, mais il reste limité. La plus spectaculaire d'entre elles est l'invention, au Xe siècle, de la poudre à canon, dont l'avenir sera plus durable que l'arbalète, invention chinoise du IVe siècle avant J.-C. qui, sur le long terme, se révéla finalement moins performante que l'arc.

Un usage chinois qui se répand à l'époque annonce la montée en puissance d'une des principales matières premières de la richesse future. Dans les années 1270, le Vénitien Marco Polo visite la Chine et est reçu à la cour impériale. C'est l'époque de la domination mongole. L'empereur est Kubilai Khan (1215-1294), le petit-fils de Gengis Khan. De retour en Occident, Marco Polo raconte son périple dans un livre appelé à devenir un *best-seller* mondial. Il s'agit du *Devisement du monde*[5] qui continue à être régulièrement réédité. On y trouve ce passage :

> Par toute la province de Cathay[6], on tire des pierres noires des montagnes, qui, étant mises au feu, brûlent comme du bois ; et lorsqu'elles sont une fois allumées, elles gardent le feu pendant quelque temps, comme si, par exemple, on les allume le soir, elles durent jusqu'au lendemain. On use beaucoup de ces pierres, surtout dans les endroits où le bois est rare.

Il s'agit, on l'aura compris, de l'usage régulier et ancien du charbon alors même qu'en ce XIII^e^ siècle, celui-ci est peu connu en Europe. Le charbon est la source d'énergie qui a nourri la croissance européenne, et plus particulièrement anglaise du XIX^e^ siècle, au point que l'on parle pour cette période de « capitalisme carbonifère ». Le pétrole lui succède au XX^e^ siècle en Europe et surtout en Amérique. Or, ce pétrole, on le croise non pas en Chine, mais chez l'autre protagoniste de la soie, l'Empire byzantin.

Les Byzantins ont plus consolidé l'héritage antique que vraiment innové. Mais une de leurs inventions s'est révélée déterminante sur le plan militaire car elle leur a évité d'être emportés par la ruée des armées arabes du VII^e^ siècle. En 672, alors que l'empire leur fait face

avec difficulté, un ingénieur venu de l'actuel Liban, du nom de Callinicus, met au point une arme redoutable capable d'enflammer la mer, c'est-à-dire de maintenir à sa surface un feu meurtrier qui détruit la flotte adverse. Conscients de détenir un avantage incontestable avec cette invention, les empereurs byzantins ont interdit la divulgation du secret de fabrication de cette arme. La composition réelle de la matière inflammable que projetaient les navires byzantins sur ceux de leurs ennemis faisait l'objet de bien des théories. Même si le nom de cette arme en éclaire en partie le contenu. Pour les chroniqueurs occidentaux, il s'agit du « feu grégeois », expression qui signifie le « feu des Grecs ». Mais à Constantinople, on l'appelle le « feu médique ». Ce nom dérive indirectement d'une de ses composantes, le pétrole, venu de Perse, les Grecs ayant l'habitude d'appeler assez souvent les Perses les Mèdes. Ainsi, outre le fait que le feu grégeois fournit la première apparition structurée du pétrole, son nom byzantin prouve que l'Iran actuel était déjà connu pour ses réserves de pétrole.

L'héritage antique irrigue également le monde musulman qui, contrôlant le sud de la Méditerranée jadis romain, a conquis la Perse et s'étend jusqu'aux frontières de la Chine. Après avoir brûlé la bibliothèque d'Alexandrie en 640, les Arabes admettent leur erreur et comprennent tout le parti qu'ils peuvent tirer de la maîtrise des savoirs des Grecs, des Romains mais aussi des Perses et des Indiens. Au X^{e} siècle paraissent les aventures de Sindbad le marin, dont Antoine Galland (1646-1715) a fait au début du XVIII^{e} siècle les nuits 69 à 90 des *Mille et une nuits*. Pour beaucoup, le personnage de Sindbad, marin et commerçant audacieux de Bassorah défiant les puissants et la bureaucratie, est le premier personnage assimilable à l'entrepreneur des temps modernes théorisé par Schumpeter.

Maîtrise de l'énergie… et société par actions !

Le Moyen Âge arabo-musulman réhabilite le commerce tandis que le Moyen Âge occidental invente l'entreprise. Il voit une forme de proto-industrie naître autour d'une maîtrise renouvelée de l'énergie. Cette énergie nouvelle qui entre en ligne de compte n'est ni humaine ni animale. Ce sont le vent et les rivières qui la fournissent. Sur le plan technologique, elle est captée par des moulins du même type que ceux des Romains. Le développement des moulins à eau va pourtant avoir une importance colossale dans l'histoire de l'émergence du capitalisme. Car ce développement est associé à la mise en œuvre d'un nouveau rapport à l'argent et d'une nouvelle organisation des liens commerciaux qui sont à l'origine de l'entreprise telle que nous la concevons. Tout commence en 1070 sur les bords de la Garonne, à Toulouse ; plus précisément sur le bazacle, mot qui désigne un ralentissement du courant du fleuve rendant sa force utilisable. En ce XI^{e} siècle, progressivement, plusieurs familles de Toulouse décident de s'associer pour construire des moulins afin de transformer le blé en farine. Au départ, la nécessité de construire ces moulins tient à un changement dans le type de blé récolté. C'est à cette époque qu'apparaît le blé dur, dont le rendement est supérieur au blé tendre mais qui réclame une énergie plus importante pour être broyé. Or, pour construire ces nouveaux bâtiments, les Toulousains adoptent une démarche originale. Au lieu de considérer chaque moulin comme la propriété de telle ou telle famille, ils s'associent, créant ainsi un lien indissoluble entre eux. Les gestionnaires des moulins du Bazacle

ont inventé la société par actions et donc, *ipso facto*, le capitalisme. La Société des moulins du Bazacle demande à ses membres des fonds en numéraire et les rétribue en retour sous forme de dividendes, là encore en numéraire. Leur logique n'est donc pas de contribuer à l'effort commun par du travail, ni même par des machines, mais par du capital financier. De même que l'État remplace progressivement la corvée par des versements en espèces.

L’État européen s’organise malgré, voire contre, l’Église

Une des mutations mal comprises de ce long Moyen Âge a eu lieu le 25 janvier 1077, à Canossa, un piton rocheux du centre-nord de l’Italie où s’accroche un château aujourd’hui en ruine. En 1077, il appartient à la comtesse Mathilde de Toscane. Née en 1045, elle fait partie de la haute noblesse du Saint Empire romain germanique. Cette structure politique a vu le jour à la Noël 800, quand Charlemagne reçoit le titre d’empereur des Romains. Elle disparaît formellement en 1806 au terme d’une histoire heurtée. Après l’effacement des Carolingiens, elle trouve un nouveau souffle avec le couronnement, en février 962, du Saxon Otton I^{er}. Au XI^{e} siècle, le Saint Empire profite des déboires de l’héritier historique de Rome qu’est l’Empire byzantin. Le schisme de 1054 entre catholiques et orthodoxes lui fait perdre sa vocation à l’universalité. La déroute de son armée le 26 août 1071, face aux Turcs à Manzikert, dans l’est de l’Anatolie, amorce son irréversible déclin que clôture la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453. Ainsi libérés du procès en légitimité intenté par Constantinople, les empereurs d’Occident découvrent un nouvel adversaire : le pape. Celui de 1077 est Grégoire VII (1015-1085). Élu quatre ans plus tôt, il est désormais considéré comme un des papes les plus importants de l’histoire. Ce que l’on appelle la « réforme grégorienne » est une reprise en main énergique de l’Église dont on peut affirmer qu’elle fut salutaire. Une de ses mesures les plus spectaculaires est l’obligation de célibat des prêtres. Mais celle qui suscite une réaction immédiate est sa volonté de s’assurer le monopole de nomination des évêques. D’emblée, le pouvoir impérial s’y oppose.

En 1075, l'empereur Henri IV nomme et installe les évêques de Fermo et de Spolète. C'est le premier acte de la querelle des investitures, qui dure jusqu'en 1122. Dans cet affrontement, chacun a des armes spécifiques : l'empereur use de la force militaire, le pape de la force symbolique et de l'intrigue. Grégoire VII riposte donc aux nominations faites par Henri IV en l'excommuniant en 1076. Pris au dépourvu, Henri IV veut rencontrer le pape. Celui-ci a trouvé refuge dans l'inaccessible château de Canossa où la très pieuse comtesse Mathilde accueille Henri IV, le 25 janvier 1077. Henri IV, habillé en pénitent et pieds nus dans la neige, se présente à la porte du château. Le pape n'acceptera de le recevoir et de lever l'excommunication que le 28 janvier. D'abord moralement vaincu et brisé, Henri IV se ressaisit et décide de se venger. En 1084, il s'empare de Rome. Grégoire fuit à Salerne où il meurt en 1085. Non sans dignité, puisque ses derniers mots sont : « J'ai aimé la justice et détesté l'iniquité ; c'est pourquoi je meurs en exil. »

La querelle des investitures, symbole de la rivalité entre la bureaucratie ecclésiastique et l'aristocratie féodale, est une des manifestations de l'affrontement entre ces deux structures autour de la gestion des rentes et de l'oisiveté. Pour les socialistes de la chaire – les économistes allemands des années 1870 qui estimaient qu'il était du rôle de l'État de garantir des débouchés aux entreprises –, une des forces de l'Église est d'avoir été capable d'adapter son organisation à cette gestion des rentes et de l'oisiveté. Ainsi, elle a promu les ordres mendiants comme les Franciscains dans les périodes où l'augmentation de la productivité générait des doutes sur les besoins en main-d'œuvre et sur l'emploi. En revanche, elle a favorisé les Bénédictins, qui prient et qui travaillent, dans les périodes de ralentissement économique nécessitant une

mobilisation maximale de la force de travail, pour qu'ils prient moins et défrichent de nouveaux territoires.

La déroute byzantine de Manzikert et l'humiliation du saint empereur romain germanique à Canossa tournent la page de la nostalgie de la *pax romana* et ouvrent la voie à l'affirmation de nouveaux États. Que font ces États pour donner corps à leur existence ? Ils se dotent d'un budget et d'une procédure budgétaire pour mieux asseoir leur prédation. Le porteur emblématique de cette réforme est un des personnages les plus vilipendés de l'histoire. Il s'agit du roi d'Angleterre, Jean sans Terre (1166-1216). Il est le fils d'Henri II Plantagenêt (1133-1189) et d'Aliénor d'Aquitaine (1122-1204), et le frère de Richard Cœur de lion (1157-1199). Il est roi d'Angleterre de 1199 à 1216. La littérature l'a accusé de toutes les vilenies au travers notamment des livres qui narrent les aventures de Robin des Bois et d'Ivanhoé[7]. Pourtant, nous lui devons la procédure budgétaire actuelle et les débuts de la recherche du consentement fiscal, à savoir le fait que l'impôt ne doit être perçu que si des représentants de ceux qui le paient en votent le montant. Son règne est marqué par une guerre quasi permanente avec la France de l'époque, celle de Philippe Auguste (1165-1223). Celui-ci est un roi réformateur qui, de son côté, a également organisé l'administration financière française moderne. On lui doit la séparation entre les comptes privés du roi et ceux de la monarchie en tant qu'institution.

Pour faire face à la guerre, Jean sans Terre essaie de susciter dans le pays un sentiment national fort. Dans un premier temps, il demande en 1203 que les paroisses, comtés ou toute portion du territoire proche de la mer construisent des bateaux pour assurer une liaison sécurisée entre l'Angleterre et les contrées qu'il contrôle en France, comme l'Aquitaine ou la Normandie. Cet acte est

assimilé par les historiens à la naissance de la Royal Navy, dont le destin marquera l'histoire mondiale. Malgré cela, Jean sans Terre enchaîne les défaites et finit par perdre la Normandie, berceau historique de sa dynastie. Ses échecs répétés nuisent à son autorité, si bien que, quand il demande de nouveaux subsides pour relancer les hostilités contre les Français, il se heurte à la noblesse. Celle-ci fait un simili-coup d'État et s'empare du pouvoir à Londres en 1214. Le 15 juin 1215, Jean reçoit à Runnymede, dans le Surrey où il s'est réfugié, une délégation venue de Londres. Pour conserver le pouvoir et avoir la possibilité de regagner sa capitale, il est obligé de concéder la *Magna carta* – la Grande Charte –, par laquelle il garantit à son peuple certains droits[8] et notamment celui, pour ceux qui paient des impôts, de désigner des représentants qui indiqueront au gouvernement royal, sur la base notamment de la récolte réalisée, ce qu'ils peuvent payer. La formule traduisant les concessions de Jean sans Terre sur le plan fiscal est la suivante :

> Aucun impôt ou aide ne sera imposé, dans Notre Royaume, sans le consentement du Conseil Commun de Notre Royaume, à moins que ce ne soit pour la rançon de Notre personne, pour faire notre fils aîné chevalier ou, pour une fois seulement, le mariage de notre fille aînée[9].

Jean espère cependant pouvoir continuer à vivre sur le produit du domaine royal et n'avoir à se tourner vers ses sujets que dans des circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire principalement en cas de guerre. Il faut dire que l'administration fiscale du pays est encore embryonnaire. Le royaume dispose d'un ministre des Finances depuis 1107. On l'appelle le « chancelier de l'Échiquier », nom qu'il a conservé de nos jours. À l'origine de l'institution, il y a le

frère et successeur de Guillaume le conquérant (1027-1087), qui fut, de 1066 à sa mort, le premier roi normand d'Angleterre. Ce frère est Henri I[er]. En nommant en Angleterre un chancelier de l'Échiquier, il se contente d'y étendre une institution normande. L'échiquier auquel le titre fait allusion est celui porté par le sol de la salle où la noblesse normande se réunit pour débattre de la politique du duché de Normandie. Ce que l'histoire n'arrive pas à établir, c'est si cette salle est à Rouen ou à Alençon. Le chancelier de l'Échiquier de l'époque médiévale est plutôt un superintendant du domaine royal. Les impôts sont peu élevés, ne serait-ce que parce que la monnaie anglaise est rare. Cette monnaie est la livre, qui a été créée en 871 et qui reçoit son nom « sterling » sous Henri I[er]. Pour s'approvisionner en métaux précieux et frapper ses pièces, le pays ne peut compter que sur des exportations essentiellement limitées à des ventes de laine à la Flandre. En outre, comme l'objectif de l'impôt envisagé par Jean sans Terre est avant tout le financement de la guerre, celui qui paie « l'impôt de sang », c'est-à-dire celui qui se bat, en est exonéré.

Cette exonération remonte à Henri I[er] dans une charte en 14 points qu'il a publiée en 1100 et qui est considérée comme l'ancêtre naturelle de celle de 1215. Elle stipule en son point 11 :

> Aux chevaliers qui doivent le service militaire pour leurs terres, j'accorde de mon plein gré que les terres de leur domaine labourées soient libres de tout paiement et de toute corvée, de telle sorte que, en étant libérés d'un si grand fardeau, ils puissent s'équiper eux-mêmes avec des chevaux et des armes et soient pleinement préparés pour mon service et la défense de mon royaume.

Au final, grâce à la *Magna carta*, Jean sans Terre récupère 60 000 livres sterling, soit l'équivalent de 3 000 onces d'or. Au cours de l'or de la fin 2019, cela représente environ 4,5 millions de dollars, ce qui, même pour l'époque, est faible. D'ailleurs, au cours du XIII^{e} siècle, saint Thomas d'Aquin (1225-1276) théorise l'idée que le roi a un domaine pour subvenir à ses besoins courants et une noblesse pour se joindre à lui en cas de guerre et payer l'impôt de sang. Dans une époque marquée par la rareté des métaux précieux et du numéraire, saint Thomas entend réserver l'impôt financier à la dîme instaurée sous Charlemagne au profit de l'Église et de ses œuvres charitables (la dîme, comme son nom l'indique, représentait 10 % de la récolte).

Limitation évidente au pouvoir du roi, la charte concédée par Jean sans Terre est contestée par lui-même dès qu'il réussit à se réinstaller à Londres. Il obtient, dans le reniement de sa parole, le soutien du pape Innocent III. Néanmoins, en 1225, son fils Henri III est obligé de promulguer à nouveau la Grande Charte. Cela ne rassurera pas pour autant la classe dirigeante anglaise qui tergiverse pour apporter ses subsides. Face aux réticences auxquelles elle se heurte, l'administration anglaise cherche à amadouer les représentants des contribuables en leur fournissant une présentation la plus claire possible de l'état de la bourse royale. Or, dans l'ancien français que parlent les fonctionnaires aquitains et angevins qui entourent les souverains Plantagenêts, une bourse se dit une *bougette*. C'est ainsi que le mot *bougette*, prononcé à l'anglaise, devient le « budget ».

Mesures et démesure budgétaire

Après Jean sans Terre et Philippe Auguste, la place grandissante des États dans l'activité économique a entraîné une multiplication des impôts et des prélèvements de tous ordres. La loi de Wagner – selon laquelle, rappelons-le, « plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux » – se manifeste dès le Moyen Âge, alors même que la production stagne. L'État devient de plus en plus dispendieux dans une société qui pourtant ne se civilise guère… Cela a conduit le petit-fils de Philippe Auguste, à savoir Louis IX, le futur Saint Louis, à préciser à quoi et comment l'impôt doit être utilisé. Louis IX devient roi à douze ans en 1226. Depuis le règne de Philippe Auguste, la France a un Trésor public identifié mais a de sérieuses difficultés à le remplir. En 1247, Louis IX lance une vaste enquête pour essayer de mieux cerner la réalité de son royaume : il s'agit à la fois de vérifier l'efficacité de l'administration naissante, d'évaluer l'état d'esprit de ses sujets et de mesurer au passage leur capacité contributive. On y apprend que la France compte 17 millions d'habitants, ce qui en fait un des pays les plus peuplés du monde. De cette expérience, Louis IX retire la conviction que le consentement à l'impôt repose moins sur une procédure plus ou moins démocratique permettant aux représentants des payeurs de vérifier l'usage des fonds que sur la retenue dans les dépenses de la part des autorités budgétaires. Lorsqu'il meurt en 1270, il laisse à son fils Philippe III un testament où il lui recommande :

> Cher fils, je t'enseigne que tu aies une solide intention que les deniers que tu dépenseras soient dépensés à bon

> usage et qu'ils soient levés justement. Et c'est un sens que je voudrais beaucoup que tu eusses, c'est-à-dire que tu te gardasses de dépenses frivoles et de perceptions injustes et que tes deniers fussent justement levés et bien employés et c'est ce même sens que t'enseigne Notre Seigneur avec les autres sens qui te sont profitables et convenables…

En cette fin du Moyen Âge, marquée déjà par la rivalité franco-anglaise, deux écoles budgétaires s'affirment : celle, anglaise, qui cherche le consentement à l'impôt dans la consultation régulière de la population ; celle, française, qui le cherche dans le respect de règles claires et dans un usage mesuré des fonds publics. Ce sens de la mesure dans la définition du montant des dépenses n'est pas partagé par les proches de Louis IX. Son frère, Charles d'Anjou (1227-1285), en fournit la preuve. Il obtient du pape, en 1266, le titre de roi de Naples. L'excès fiscal auquel se livre son administration conduit la population sicilienne à se révolter le 31 mars 1282. L'événement est rentré dans l'histoire sous le nom des Vêpres siciliennes. Les insurgés auraient eu comme cri de ralliement : « *Morte Alla Francia ! Italia aviva !* », initiant la mise en place à Naples, contre tout État abusif, d'une organisation concurrente de collecte et de redistribution de fonds prenant comme nom l'acronyme de ce cri, à savoir « Mafia ». Affirmant agir selon un code de l'honneur strict, la Mafia historique se veut une réponse à une agression fiscale menée par un État étranger, hier l'État angevin, aujourd'hui, celui mis en place au XIX^{e} siècle par les rois de Sardaigne. Si cette présentation peut être considérée comme tendancieuse, les Vêpres siciliennes sont restées suffisamment

présentes dans l'inconscient collectif italien pour que Verdi en ait fait, en 1855, un opéra.

La fiscalité, qui a créé le sentiment national sicilien, a aussi créé celui de la Flandre et donc indirectement de la Belgique. Le 18 mai 1302, a lieu la révolte dite des Matines de Bruges. Cette révolte a reçu ce nom pour la rapprocher des Vêpres siciliennes. Le 18 mai 1302 à Bruges, les habitants massacrent à la garnison française, là encore pour se débarrasser des exigences du fisc. L'affaire commence l'année précédente, quand le roi de France Philippe IV le Bel (1268-1314)[10] emprisonne le comte de Flandre et décide de rattacher son domaine au domaine royal. Le prétexte est la volonté du comte de se rapprocher de l'Angleterre. Flandre et Angleterre sont, sur le plan économique, de plus en plus complémentaires. La laine anglaise franchit la mer pour devenir vêtements et couvertures dans les manufactures de Gand et de Bruges. Ces échanges commerciaux se doublent d'échanges financiers et Bruges est en passe de devenir la plaque tournante de la finance européenne. C'est d'ailleurs à Bruges, en 1309, qu'apparaît le terme « bourse » pour désigner un lieu où les détenteurs de titres financiers se réunissent pour les vendre et les acheter. L'origine du mot tient à ce que ces opérations, devenues très importantes en Flandre, se tiennent à Bruges de 1257 à 1457 dans l'auberge de la famille Van der Burse (parfois orthographié Van der Beurse). C'est à Anvers en 1485 que la réunion systématique des opérateurs financiers est institutionnalisée pour la première fois sous le nom de « Bourse d'Anvers ». Ainsi, en cette fin du Moyen Âge, la Flandre s'affirme comme un des lieux privilégiés de l'échange et de la logique de marché, préparant la fortune à venir des Provinces-Unies (les Pays-Bas d'aujourd'hui).

Quant à Philippe le Bel, il est en recherche permanente de fonds. Décrit par Dante dans la *Divine comédie* comme un faux-monnayeur et surnommé par ce dernier « Pilate », il multiplie les astuces et les violences pour redresser sa situation budgétaire. Affirmant que l'annexion n'a d'autre but que de rendre sa fierté à la Flandre, il se rend en personne à Bruges et donne à cette occasion de somptueuses fêtes. Fascinés par la magnificence de leur nouveau suzerain, les habitants se montrent d'abord plutôt satisfaits. Jusqu'à ce qu'ils découvrent qu'avec Philippe le Bel est arrivé Jacques de Châtillon. Après le départ du roi, celui-ci informe la population que les impôts vont augmenter. Qui plus est, il prévoit une surtaxe exceptionnelle pour régler la facture de la fête donnée en l'honneur de Philippe le Bel, dont la magnificence était en réalité largement à crédit… Le résultat ne se fait pas attendre. Le 18 mai au petit matin, Bruges massacre les soldats français encore endormis. Les Français réagissent rapidement mais le corps expéditionnaire envoyé pour mater la révolte est défait deux mois plus tard par les milices de Bruges. Par-delà les multiples vicissitudes de l'histoire, la France ne récupérera pas ce qui est désormais la Belgique[11].

Le sort tragique d'Enguerrand de Marigny est une des conséquences des problèmes financiers de Philippe le Bel. Le 30 avril 1315, celui-ci est pendu puis abandonné au gibet de Montfaucon[12]. Ce Normand né vers 1260 dans une famille de petite noblesse a gravi les échelons du pouvoir pour atteindre en 1302 le statut de principal conseiller de Philippe le Bel. En 1309, il devient l'équivalent de ministre des Finances. Pour remplir les caisses royales, Marigny endosse toutes les exactions voulues par Philippe le Bel : en 1303, on dévalue la monnaie en réduisant la quantité de métal contenue dans chaque pièce ; en 1305, on s'abat sur les Templiers ; en 1306, on expulse les Juifs et on confisque leurs

biens ; en 1314, on réunit les états généraux pour leur faire avaliser une hausse d'impôts applicable, pour la première fois dans l'histoire, à l'ensemble du royaume. Philippe le Bel meurt honni de tous le 29 novembre 1314. La haine suscitée par son règne éclate alors. Pour la calmer, son fils et héritier devenu roi sous le nom de Louis X fait pendre Enguerrand de Marigny. Celui-ci est la bête noire aussi bien du peuple que des grands féodaux emmenés par Charles de Valois, le frère de Philippe le Bel et donc l'oncle de Louis X. Le procès et l'exécution du malheureux Marigny serviront de modèle à bien des procès politiques maquillés en procès en sorcellerie. On pense évidemment, au xx^{e} siècle, aux procès de Moscou. Mais la monarchie française n'aura pas été en reste. En quasi-faillite permanente dans la lutte fiscale qu'elle mène contre sa population, elle a souvent utilisé ses ministres des Finances comme boucs émissaires afin de détourner la colère populaire. C'est ainsi qu'ont fini à Montfaucon ceux de Philippe V, Charles IV, Charles VI, Louis XI et François I^{er}.

Cette pratique consistant à donner en pâture à la haine des populations les « imposteurs » de Rousseau n'est pas l'apanage des rois de France. Marco Polo raconte la joie qui s'est emparée de la rue chinoise en 1282 quand elle a appris l'assassinat d'Ahmad Fanakati, le ministre des Finances de l'empereur Kubilai Khan. Si les assassins sont condamnés à mort, l'empereur ordonne toutefois que le corps d'Ahmad Fanakati soit livré aux chiens.

Charles VII et la réorganisation des finances publiques

Revenons en France. Celui qui y incarne par la suite le mieux une approche raisonnée et raisonnable du budget est Charles VII. Son histoire est celle d'un rétablissement de situation spectaculaire. Lorsque son père, Charles VI, meurt en octobre 1422, il a dix-neuf ans. Il se proclame roi de France, mais cela paraît à la fois audacieux et vain. Nous sommes sept ans après le désastre français d'Azincourt et deux ans après la signature du traité de Troyes qui donne la couronne de France au roi d'Angleterre Henry V. Qui miserait sur l'avenir du jeune Charles VII, pourchassé de Bourges à Chinon, roi sans couronne et sans autorité d'un royaume déchiré par la guerre civile entre les Bourguignons et les Armagnacs, et par la guerre avec les Anglais ? En fait, c'est une femme qui va miser sur lui, une femme aujourd'hui mondialement connue, puisqu'il s'agit de Jeanne d'Arc. Avec elle commence l'épopée de la reconquête, qui conduit Charles VII à Reims, où il est sacré en 1429, puis à Paris en 1436, où il s'installe en libérateur.

Il a alors devant lui la tâche énorme de la reconstruction d'un pays qui n'est pas encore totalement délivré de la présence étrangère et qui a été ravagé par cent ans de guerre. Il commence par se concilier le monde intellectuel, incarné à l'époque dans le clergé, en promulguant en 1438 la « pragmatique sanction de Bourges ». Celle-ci signe le début du gallicanisme, c'est-à-dire d'une certaine forme d'indépendance de l'Église de France vis-à-vis du Vatican. Puis il s'attaque au redressement des finances du royaume. Son objectif premier est de concevoir une fiscalité simple,

compréhensible de tous et surtout prévisible. Parmi ses proches conseillers, on trouve Jacques Cœur, un homme d'affaires brillant et déterminé qui connut un destin heurté. Il finit par être emprisonné en 1451 pour crime de lèse-majesté avant de s'évader, fuir à Rome et mourir en Orient. En 1439, il a l'oreille du roi et joue le rôle d'une sorte de ministre des Finances. Il prône auprès de Charles VII une réorganisation des finances publiques qui tienne compte de ce qu'il estime être l'attente majeure de la population, à savoir combien elle devra payer et avoir la certitude que le montant fixé ne sera pas revu de façon arbitraire, au gré des foucades du roi ou de l'avidité des collecteurs d'impôts. Jules Michelet, dans sa célèbre *Histoire de France*, parlant du règne de Charles VII emploie le mot « guérison ». Et il souligne que sous ce règne, on « invente une chose alors inouïe en finances : la justice ». Le second objectif de la réforme est de légitimer l'impôt par le contenu des dépenses qu'il sert à financer. Charles VII présente donc simultanément sa réforme fiscale et un projet de restructuration de l'armée dont le but est d'éviter de nouveaux désastres militaires de l'ampleur d'Azincourt.

Cette nouvelle fiscalité est centralisée : ce sont les agents du roi qui perçoivent les impôts dus au roi et non les divers échelons de la pyramide féodale. Les impôts sont réorganisés en deux grands types. D'abord, des impôts indirects qui sont assis sur certains biens de consommation courante. On les appelle les aides. Le principal de ces impôts indirects est la gabelle, un impôt sur le sel qui deviendra au fil du temps l'objet d'une incroyable contrebande. Un impôt direct ensuite, sorte d'impôt sur le revenu ou en tout cas d'impôt sur les récoltes. Il reprend des impositions plus ou moins disparates existant déjà dans certaines régions pour les uniformiser et les étendre à l'ensemble du pays. Ce nouvel impôt est la taille. Il doit ce nom au morceau de bois qu'on reçoit à l'occasion de son paiement – une

taille –, et qui permet de fournir en cas de contrôle la preuve que l'on s'est acquitté de ses obligations. On aurait pu envisager un reçu écrit, mais dans un pays où l'immense majorité de la population ne sait ni lire ni écrire, il devient vite évident qu'une telle pratique n'inspirerait aucune confiance.

Une fois mise au point, la réforme est soumise à l'approbation des états généraux, consolidant une procédure déjà utilisée par Philippe le Bel au début du XIV^e^ siècle. L'accord obtenu permet à Charles VII de venir à bout d'une révolte de la noblesse qui se sent dépossédée de son pouvoir fiscal d'une part et de ses prérogatives militaires par la réorganisation de l'armée d'autre part. Entrée dans l'histoire sous le nom de « grande praguerie » – en référence aux révoltes contemporaines de Prague et par opposition aux révoltes paysannes appelées des jacqueries –, cette révolte, à laquelle le fils de Charles VII – le futur Louis XI – qui déteste son père prend une part active, échoue faute de véritable relais populaire. Charles VII achève son œuvre financière par une ordonnance de 1443 qui simplifie la présentation du budget et oblige les fonctionnaires collectant ou dépensant des fonds publics à tenir une comptabilité détaillée, soumise à vérification de la Chambre des comptes créée par Philippe le Bel. Grâce à la bonne connaissance de la situation financière qui en découle, Charles VII autorise ses représentants locaux à dépenser sur place une partie des impôts collectés à condition que ce soit pour réaliser des investissements publics. C'est ainsi que Narbonne soumet au roi un plan de reconstruction de ses ponts sur l'Aude et obtient d'y consacrer la gabelle perçue sur le territoire de son évêché.

Ces réformes sont un succès à la fois économique – la croissance fait ou refait son apparition à compter de 1445, redonnant à la France une place de premier rang en Europe – et politique,

permettant à Charles VII de ne plus réunir les états généraux. Il se justifie en déclarant qu'il « n'est pas besoin d'assembler les trois États pour mettre sus les tailles, car ce n'est que charge et dépense au pauvre peuple qui a payé les frais de ceux qui y viennent ». On a là l'idée qu'une fois les règles établies, il est dangereux de réunir des représentants des contribuables car cela risque d'entretenir une instabilité juridique néfaste.

Au XIII^{e} siècle, en Chine, on invente la politique contra-cyclique. Comme l'a souligné l'économiste américain Simon Kuznets (1901-1985)[13], la croissance à court/moyen terme est cyclique. Dans le cas des économies modernes, le cycle est endogène, c'est-à-dire qu'il provient du fonctionnement même de ces économies. Dans celui des économies médiévales, il est exogène, c'est-à-dire qu'il est déterminé par des événements extérieurs. Il y a d'abord un cycle naturel, celui des récoltes, qui est annuel. On produit plus en été qu'en hiver. C'est ce cycle qui justifie l'adoption de l'année comme référence de la procédure budgétaire anglaise par Jean sans Terre et Henri III Plantagenêt. Et puis il y a les aléas climatiques, les mauvaises récoltes qui reviennent inévitablement sans que cela soit régulier. Marco Polo décrit comme suit la réaction des autorités chinoises face à ce type de situation :

> Le Grand Khan a coutume d'envoyer tous les ans des messagers en diverses provinces de son empire, pour s'informer si les sauterelles et les insectes n'ont point causé de dommage aux blés, ou enfin s'il n'est point arrivé quelque obstacle à la fertilité de la terre. Et lorsqu'il apprend que quelque province a souffert un dommage considérable, il lui remet le tribut qu'elle devait lui payer cette année-là, et envoie du blé de ses greniers pour la

> nourriture de ce peuple et pour ensemencer les terres. Car dans le temps de l'abondance le roi achète une grande quantité de froment, afin de subvenir aux provinces qui n'auront pas fait la récolte ordinaire ; le roi vend son blé à un prix quatre fois moindre que les marchands. De même, quand la peste a détruit les bestiaux, il remet le tribut de cette année-là, et leur en donne d'autres à bon marché. Outre cela, pour que les voyageurs ou les courriers ne s'égarent point des chemins, il a fait planter des arbres d'espace en espace ; en sorte qu'en suivant la route marquée par ces arbres on ne saurait se tromper. Il est incroyable combien le roi nourrit de pauvres en toute l'année, et combien de pain il fait distribuer du blé de ses greniers pour leur subsistance.

On trouve là une description de ce que les économistes modernes appellent le processus des stabilisateurs automatiques : chaque période de ralentissement économique doit être associée à une baisse d'impôts qui maintienne le pouvoir d'achat des consommateurs et des entreprises – ici les paysans – de façon à amortir le choc. Ce qui est important dans cette approche est le fait que la politique budgétaire assume les aléas conjoncturels en lieu et place de l'endettement privé. Dans les sociétés antiques, le paysan qui subissait une mauvaise récolte s'endettait et finissait, dans le cas le plus tragique, par être réduit en esclavage.

La monnaie se structure…

Sur le plan monétaire, c'est également Marco Polo qui nous renseigne sur cette innovation majeure que constitue l'usage du papier-monnaie.

> La monnaie du Grand Khan n'est ni d'or, ni d'argent, ni d'autre métal. On se sert pour la faire de l'écorce intérieure (le *liber*) de l'arbre qu'on appelle mûrier, qui est celui dont les feuilles sont mangées par les vers qui font la soie. Cette écorce, fine comme papier, étant retirée, on la taille en morceaux de diverses grandeurs, sur lesquels on met la marque du prince, et qui ont diverses valeurs depuis la plus petite somme jusqu'à celle qui correspond à la plus grosse pièce d'or. L'empereur fait battre cette monnaie dans la ville de Cambalu[14], d'où elle se répand dans tout l'empire : et il est défendu, sous peine de la vie, d'en faire ou d'en exposer d'autres dans le commerce, par tous les royaumes et terres de son obéissance, et même de refuser celle-là. Il n'est pas permis non plus à personne venant d'un autre royaume qui n'est pas sujet au Grand Khan d'apporter d'autre monnaie dans l'empire du Grand Khan. D'où il arrive que les marchands qui viennent souvent des pays éloignés à la ville de Cambalu apportent de l'or, de l'argent, des perles et des pierres précieuses, qu'ils troquent contre cette monnaie impériale ; mais, parce qu'elle n'a point cours en leurs pays, quand ils veulent s'en retourner, ils en achètent des marchandises qu'ils emportent en leurs pays.

Le papier-monnaie est inventé en Chine. Il y circule depuis 1024. Par son intermédiaire, les dirigeants chinois gardent le contrôle de la quantité de monnaie en circulation. Il a été introduit par la dynastie des Song qui dirige le pays de 960 à l'invasion mongole, entamée en 1205 et définitivement accomplie en 1279. Cette période Song est marquée par trois mécanismes majeurs. Le premier est l'émergence d'une aristocratie bureaucratique fondée sur le savoir académique et non sur le mérite militaire. Cette haute fonction publique recrutée sur la base de concours où dominent les références littéraires est divisée en trois « services ». Le premier s'occupe de la justice et des affaires intérieures ; le deuxième des relations extérieures et de la politique militaire ; le troisième des finances. Ce système n'est viable que grâce à la deuxième mutation que connaît la Chine des Song. Celle-ci maîtrise en effet des techniques de proto-imprimerie. On considère que la première gravure imprimée remonte à 642, mais c'est au IX^{e} siècle que des documents imprimés commencent réellement à circuler et à être accessibles à un public relativement large. En favorisant la diffusion des œuvres littéraires, l'imprimerie permet le développement de l'enseignement et donc la réalisation concrète de concours ouverts à de multiples candidats. Au XI^{e} siècle, quand le système se met structurellement en place, 30 000 candidats se présentent à ces concours. Quand Marco Polo parcourt le pays, ce nombre a été porté à 400 000. Là où Charlemagne a connu un échec relatif dans l'affirmation de ses volontés scolaires, la Chine réussit parce qu'elle a à sa disposition l'outil technique qui assure la diffusion du savoir. Le problème est que, rapidement, cette bureaucratie devient pléthorique et suscite l'hostilité du monde paysan. Même en Chine, la loi de Wagner opère et l'État a du mal à éviter que son action ne débouche sur des rentes… Le troisième élément est l'augmentation rapide de la

population, qui masque en partie l'alourdissement du poids des rentes de la fonction publique. Celle-ci passe de 50 millions d'habitants en 960 à 100 millions en 1100. L'économie répond à cette croissance démographique par un triplement de la production agricole liée aussi bien à l'augmentation des rendements qu'à celle des surfaces cultivées. Pour que cette production accrue puisse être échangée, il faut que la quantité de monnaie suive. La monnaie métallique de l'époque précédant les Song, celle des Tang, est essentiellement une monnaie de cuivre. Bien que la production de ce métal s'accroisse, elle ne parvient pas à suivre l'expansion économique du pays. Existence d'une bureaucratie financière compétente, techniques d'imprimerie permettant l'impression sécurisée de billets, besoin d'une création monétaire soutenue pour éviter la déflation conduisent les dirigeants de l'époque des Song à adopter une vision chartaliste de la politique monétaire dont le papier-monnaie est la matérialisation. Et comme ces dirigeants entendent garder la valeur extérieure de leur monnaie, c'est-à-dire consolider le prix des biens exportés, ils s'isolent sur le plan monétaire des autres pays. En langage moderne, cela s'exprime en disant que le théorème des incompatibilités de Robert Mundell (1932-2021)[15] leur impose de maintenir un contrôle des changes strict. Une des raisons de cet isolationnisme monétaire est aussi le fait que, par rapport à l'époque de Justinien, la Chine a du mal à dégager des excédents extérieurs. Le commerce de la soie s'est étiolé avec le développement de la production en Grèce puis en Italie, et elle a peu de produits susceptibles d'intéresser des clients étrangers.

En revanche, paradoxalement, le vieux et bien malade Empire byzantin garde des réserves d'or importantes. Tout au moins jusqu'au 12 avril 1204, date à laquelle les croisés emmenés par les

Vénitiens s'emparent de Constantinople et la pillent. À l'issue de cette conquête, tout l'or de Byzance se déverse sur une Europe occidentale qui avait presque oublié ce qu'est une monnaie métallique. En 1252, Florence, ville nomade par excellence, lance dans cette Europe encore paysanne et sédentaire du XIII^{e} siècle une pièce de monnaie qui devient le symbole de l'entrée de l'Occident dans la modernité économique. Le mot latin *florenus* (dont sont issus « florin » en français et *fiorino* en italien) donne son nom à la nouvelle monnaie. Ce mot désigne la fleur de lys gravée sur les pièces parce que celle-ci fait partie des armes de Florence (ainsi que de celles de la monarchie française). Ce qui est important dans la décision des Florentins, c'est qu'elle remet l'or et l'argent au centre de l'activité économique. Ce rôle privilégié de Florence dans la réalité économique du XIII^{e} siècle souligne la montée en puissance de nouveaux acteurs, à savoir les banquiers.

Après Florence, c'est sous l'autorité de la fleur de lys française que le rôle de la banque se consolide. En 1263 puis en 1266, constatant l'afflux de métaux précieux, Louis IX réévalue la monnaie, c'est-à-dire qu'il augmente le poids en or des pièces, ce qui a pour résultat de redonner sa crédibilité à cette monnaie et de le rendre très populaire, surtout auprès du monde des grandes villes. Autre atout pour son image : il décide de financer ses croisades – celles que l'histoire a retenues comme la septième et la huitième – par l'emprunt et non par l'impôt. Les prêteurs espèrent se faire rembourser, non par les impôts que verseront par la suite les sujets du roi de France, mais grâce au pillage des pays conquis. Ces prêteurs sont des banquiers italiens, principalement génois. Ce sont les premiers du genre selon une version moderne du métier. La banque de référence est la banque des Leccacorvo, une riche famille génoise. Elle prend son essor à partir de 1244 et devient très

rapidement l'établissement bancaire le plus en vue du XIII^e^ siècle. La stratégie des Leccacorvo est simple : ils rémunèrent les dépôts à 10 % et prêtent à un taux de 20 %. Peu d'entités économiques peuvent faire face à de tels taux, sauf si elles réussissent un coup de force financier. Seul un souverain comme le roi de France le peut à grande échelle, pourvu qu'une victoire militaire significative lui permette de rançonner le vaincu (*Vae victis*). L'investissement sur les capacités militaires des princes est évidemment risqué et les Leccacorvo en font l'amère expérience puisqu'ils font faillite en 1259. Il n'en reste pas moins qu'ils sont à l'origine de la banque moderne.

L'installation du banquier dans la vie économique provoque une réaction juridique des États. Le banquier qui se met à jongler avec l'or et l'argent prend des risques et, quand il n'arrive pas à honorer ses engagements, l'autorité publique lui interdit toute activité. À Venise, pour bien signifier cette interdiction, un officier public brise la table sur laquelle le banquier réalise ses opérations : selon l'expression italienne, c'est la *banca rotta*, la table brisée, autrement dit la « banqueroute ». Elle provoque également une réaction de l'Église dans la mesure où elle se heurte à un de ses interdits, celui du prêt qu'elle assimile à l'usure. L'incapacité à rembourser a nourri, dans les sociétés antiques, l'esclavage. Choqués par cette situation, les philosophes grecs, notamment Aristote, ont condamné le principe du prêt rémunéré dont le nom usuel – l'usure – est devenu synonyme d'abus. Le christianisme a maintenu ce point de vue. Les penseurs chrétiens se réfèrent à un extrait de l'Évangile selon saint Luc où il est dit : « Aimez vos ennemis, faites du bien et prêtez sans rien espérer en retour. » Le XIII^e^ siècle est, vis-à-vis de la banque et du prêt qui sont en train de s'affirmer, relativement ambigu. Les penseurs scolastiques, notamment saint Thomas, appellent à faire la différence entre l'usure, exigence excessive concernant ce que

l'emprunteur doit rendre au prêteur, et l'intérêt, qui associe prêteur et emprunteur dans les bénéfices tirés d'un usage pertinent du temps. Ils s'appuient sur une parole de saint Basile qui, au IVe siècle, affirme que demander un intérêt sur un prêt, c'est « spéculer sur l'indigence de son prochain ». Dès lors, prêter à quelqu'un qui n'est pas dans le besoin immédiat et qu'on ne peut pas qualifier d'indigent, mais qui est dans la construction d'un projet économique, devient acceptable. Malgré ces subtilités de la pensée scolastique, le pape Clément V, élu en juin 1305, renouvelle la condamnation de la rémunération des prêts [16].

La banque et le prêt à intérêt ainsi que les débuts de la procédure budgétaire comptent parmi les acquis les plus marquants du XIIIe siècle européen. En outre, la remise en honneur des métaux précieux conduit les États européens, parallèlement à la mise en place d'une procédure budgétaire normalisée, à créer un système monétaire organisé. Ainsi, la monnaie mythique de la France, qui s'est dissoute dans l'euro à la fin du XXe siècle, à savoir le franc, était née au XIVe siècle, très précisément le 5 décembre 1360. On pourrait penser que ce nom de baptême fait référence à la France et au peuple franc. Mais une telle interprétation serait anachronique car au XIVe siècle, la monnaie se réfère au roi et non au pays. En 1360, le roi de France est Jean II, dit Jean le Bon. Ce qualificatif ne veut pas dire qu'il est aimable et gentil mais qu'il est courageux ; un courage dont il fait preuve, en particulier en 1356, à Poitiers, où son armée affronte les Anglais. Nous sommes au moment des premières batailles de la guerre de Cent Ans. Celle de Poitiers se conclut par la déroute des Français. Pour libérer Jean le Bon fait prisonnier à l'issue de ces combats, son fils, le futur Charles V, doit présenter une rançon énorme. Pour y parvenir, il s'appuie sur son conseiller économique Nicolas Oresme, immense personnage, esprit universel

à la fois mathématicien, musicien et économiste. Il est l'auteur d'un *Traité des monnaies* où il défend l'idée née d'Aristote que la monnaie ne relève pas des décisions du prince mais des besoins des marchands. Il y condamne les altérations et le rognage des pièces et, d'une façon générale, tout ce qui menace le pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Milton Friedman, le théoricien du monétarisme, a fait de cet ennemi de l'inflation le père de cette théorie économique. Pour arriver à leurs fins et rassembler la rançon exigée par les Anglais, Charles V et Oresme mobilisent tous les moyens possibles et imaginables. Ils vendent des actifs publics. Parmi ces ventes, la plus profitable celle… de la fille de Jean le Bon et sœur de Charles V, obligée d'épouser Galéas Visconti, le richissime duc de Milan… Ils augmentent les impôts, surtout celui sur le sel, la célèbre gabelle. Pour rendre ces augmentations acceptables, ils s'engagent à faire en sorte que le monde des affaires ne soit plus perturbé par des variations incessantes du poids en or des pièces. Une nouvelle pièce est donc frappée, dont la teneur en métal est durablement garantie. C'est Jean le Bon enfin libéré qui annonce cette frappe, solennellement, le 5 décembre 1360. Cette pièce reçoit le nom de « franc », car sa naissance est associée à la liberté retrouvée du roi ; et au XIV^{e} siècle, « libre » se dit « franc » (sens qui subsiste dans le mot « affranchi ») ; en outre, « franc » est alors en train de prendre le sens de « sincère », si bien qu'Oresme, jouant sur l'ambiguïté, affirme que la nouvelle monnaie ne mentira pas et gardera sa valeur.

Par la suite, utiliser le mot « franc » signifie implicitement que l'on s'inscrit dans son héritage et que l'on souhaite éviter tout dérapage inflationniste. C'est pourquoi Charles VI, fils et successeur de Charles V, abandonne le mot quand on diminue la quantité de métal contenu dans la monnaie émise sous son règne.

1. Sur la base du cours moyen de l'or en 2019, cela représente un revenu annuel de 1,5 million d'euros. Au temps de la splendeur de Rome, un empereur ou un sénateur gagne environ 70 millions d'euros par an.

2. Rappelons que le mot « païen » signifie au départ « paysan ».

3. Kyle Harper, *Comment l'Empire romain s'est effondré*, Paris, La Découverte, 2019.

4. Rappelons qu'étymologiquement parlant, le mot « maréchal » vient de l'allemand et désigne celui qui s'occupe des chevaux. Cela signifie que le maréchal-ferrant est né sous les carolingiens, à une époque où la composante germanique de l'Europe occidentale est forte.

5. Paris, La Découverte, 2011 (il s'agit d'une traduction car le texte original est en provençal).

6. *Cathay* désigne la Chine.

7. Écrit au XIX^e^ siècle, *Ivanhoé* (Paris, Gallimard, « Folio », 1998) de Walter Scott est un des chefs-d'œuvre connus et reconnus de la littérature anglaise et, par-delà, mondiale.

8. Outre des principes fiscaux, ce texte instaure l'*Habeas corpus*, qui demeure à ce jour un des éléments clés de la préservation des libertés au Royaume-Uni.

9. Ce fils deviendra Henri III Plantagenêt et cette fille, Jeanne, épousera le roi d'Écosse.

10. Il est le petit-fils de Louis IX.

11. Ironie de l'histoire, de nos jours, la Belgique est de nouveau envahie par des Français. Toutefois, ce ne sont plus des agents du fisc mais plutôt ceux qui les fuient.

12. Les passants qui déambulent dans la rue de la Grange-aux-Belles dans le X^e^ arrondissement de Paris se demandent souvent qui sont les « Belles » en question. En fait, la rue est un ancien chemin sur lequel se trouvait une grange servant à stocker des pelles. Sa renommée historique tient à un autre élément. C'est en effet à hauteur du numéro 53 que l'administration de Philippe IV, dit Philippe le Bel, installa au début du XIV^e^ siècle, en un lieu qui était alors à l'extérieur immédiat de Paris, un gibet entré dans l'histoire pour ne pas dire dans la légende sous le nom de « gibet de Montfaucon » ». Un gibet est un endroit où l'on expose, pendant des périodes généralement longues, le cadavre d'un condamné à mort pour impressionner la population mais aussi, dans certains cas, lui permettre de venir exprimer sa vindicte.

13. Voir le glossaire.

14. Il s'agit de Pékin.

15. Le gestionnaire de la politique monétaire doit tenir compte des prix et des quantités de la monnaie qu'il gère. Ce gestionnaire est aujourd'hui la banque centrale. Les quantités, ce sont les capitaux qui entrent ou quittent le territoire. Le prix de la devise, le prix de la monnaie que gère la banque centrale est en fait double. Il y a le prix intérieur, celui qu'elle facture aux banques de second rang, et le prix extérieur, celui qu'elle facture aux étrangers qui souhaitent disposer de sa devise. La banque centrale gère la monnaie sur deux marchés : à l'intérieur, c'est le marché monétaire, à l'extérieur, c'est le marché des changes. La banque centrale doit donc examiner deux prix et une quantité. Pour chacun de ces paramètres, deux options s'ouvrent. Soit la banque centrale agit en parfaite liberté, soit elle gère une contrainte. Cela se représente dans un triangle dit « triangle de Mundell ». Sur le sommet, on examine le problème des mouvements de capitaux (liberté de circulation ou contrôle des changes), sur la base celui des deux prix. La banque centrale exerce une contrainte sur les quantités en en limitant les mouvements, grâce au contrôle des changes. Elle exerce une contrainte sur le taux de change, sur le prix externe, en fixant le taux de change et en l'imposant au marché. Dans le cas contraire, on parle de changes flottants, la banque centrale étant incapable de les prévoir. La contrainte sur le prix intérieur, c'est de ne pouvoir fixer librement son taux d'intervention. Pour la banque centrale, la situation optimale serait de bénéficier des trois libertés. Mais, en vertu du principe d'incompatibilité de Mundell, il est impossible d'avoir les trois simultanément. On ne peut en avoir que deux.

16. Élu le 5 juin 1305, Bertrand de Goth, l'archevêque de Bordeaux, devient le pape Clément V. Il se fait couronner à Lyon, puis erre en France avant de s'installer à Avignon en 1309, premier de la série des sept papes qui y résidèrent. Lorsqu'il meurt en avril 1314, son bilan est si peu glorieux que, dans sa *Divine comédie*, Dante l'envoie croupir en enfer. Milite pour cette condamnation le fait qu'il a lâchement couvert l'élimination des templiers fomentée par Philippe le Bel pour s'emparer de leur supposé trésor, et qu'il a abondamment promu sa famille (il nomme huit de ses membres cardinaux), au point qu'il serait à l'origine de l'invention du mot « népotisme ». Pourtant, il mérite l'absolution ; car il a réorganisé à côté d'Avignon le vignoble de Châteauneuf du pape, qui lui doit son nom, et à côté de Bordeaux, celui de Pessac, où il devient propriétaire en 1299 d'un domaine qui produit encore du vin sous le nom de Château Pape Clément…

CHAPITRE 3

Renaissance, Amérique et… banqueroute

Avec Charles VII s'achève une période particulièrement difficile pour la France, mais aussi pour l'Europe et pour le monde. La guerre de Cent Ans entre les Français et les Anglais ravage l'Europe occidentale de 1346 à 1453. À la même époque, Tamerlan (1336-1405), guerrier turco-mongol, ravage l'Asie centrale : en septembre 1398, il fait tuer 100 000 Indiens dont les têtes sont entassées dans de gigantesques pyramides ; et en 1402, il défait les Ottomans de Bajazet I^{er}, donnant cinquante ans de répit à l'Empire byzantin.

Mais le plus redoutable massacreur du temps est la peste bubonique, la peste noire. Venue d'Asie centrale, transportée par des bateaux génois depuis la mer Noire, elle se manifeste à Messine en septembre 1347, à Gênes et à Marseille en novembre, à Venise en janvier 1348, ainsi qu'à Damas et au Caire. Au total, elle tue 45 millions de personnes en Europe et 200 millions sur l'ensemble de la planète. En France, la population passe de 17 millions en 1340 à 10 en 1440. Celle de Paris passe de 220 000 à 100 000. Impuissant face à l'événement, l'État laisse l'Église le gérer. En 1348 et 1349, cette peste noire donne une impulsion nouvelle à des groupes sectaires regroupés sous le nom de « flagellants ». Les processions au cours desquelles on se fouette pour se punir de ses péchés se succèdent afin de détourner la colère divine. Le Liégeois Jehan Le Bel (1290-1370) est entré dans l'histoire pour avoir été le

chroniqueur de référence de ces années noires. Il décrit les excès des populations et, notamment, les pogroms antisémites qui se déchaînent dans toute l'Europe :

> Pendant que ces flagelleurs cheminaient, se produisit un événement d'un grand étonnement que l'on ne doit jamais oublier. Quand on s'aperçut que cette mortalité et pestilence ne cessaient point malgré les actes de pénitence, naquit une rumeur disant que cette mortalité venait des juifs et que les juifs avaient jeté venins et poisons dans les puits et les fontaines du monde entier afin d'empoisonner toute la chrétienté pour s'emparer du pouvoir sur toute la terre ; c'est pourquoi chacun, puissant ou modeste, fut si remonté contre eux, que ceux-ci furent tous brûlés et mis à mort par les seigneurs et la justice locale partout où les flagelleurs passaient.

Et puis l'épidémie se tasse. L'activité repart, et la situation économique s'améliore. On parle de « Renaissance », une renaissance surtout culturelle qui commence dès le XV^{e} siècle en Italie, mais aussi économique grâce au changement de mentalité. La traduction la plus spectaculaire en est l'avènement de la Réforme (religieuse).

L’imprimerie favorise le déploiement foudroyant du protestantisme

C’est le 31 octobre 1517 que Martin Luther (1483-1586), un moine de Wittemberg, ville située à 100 kilomètres au sud-ouest de Berlin, publie un texte qui va considérablement changer la donne européenne. Il y dénonce avec précision les dérives de la papauté. L’histoire a retenu que, pour donner du retentissement à sa démarche, il en a placardé une copie sur la porte de la cathédrale locale. Que l’on parle à propos de son action de Réforme ou de protestantisme, c’est bel et bien une nouvelle forme de christianisme qui naît ce jour-là. Luther n’est certes pas le premier dans l’histoire à affronter l’autorité papale. L’histoire du christianisme, religion de paix et d’amour, est faite de guerres et de haine, d’excommunications et de condamnations à mort des « hérétiques ». Au tout début, les disputes qui rebondissent d’Antioche à Alexandrie, de Rome à Constantinople, sont doctrinales. On s’invective sur la nature profonde du Christ en tant qu’homme et en tant que Dieu. Progressivement, les contestataires prennent pour cible l’Église et ses dignitaires dont le train de vie est très éloigné de la pauvreté magnifiée par les Évangiles. Aux XV^{e} et XVI^{e} siècles, deux papes alimentent cette contestation par leur débauche et leur aventurisme guerrier. Il s’agit d’Alexandre VI Borgia qui meurt en 1503, et dont la réputation n’est plus à faire, puis de Jules II, pape de 1503 à 1513 qui, pour financer la basilique Saint-Pierre dont il pose la première pierre en 1506, rançonne le monde catholique.

Portées par le ressentiment des populations, les idées de Luther connaissent un succès foudroyant. Un de leur atout est qu’elles sont

diffusées par la toute jeune imprimerie dont l'invention en Occident est associée à un nom, celui de Gutenberg, à une époque, celle des années 1450, et à une ville, celle de Mayence. Gutenberg s'appelle Johannes Gensfleisch zur Laden zum Gutenberg. On ne sait pratiquement rien de lui et, aujourd'hui, certains expriment des doutes sur le fait qu'il soit l'inventeur effectif de l'imprimerie. Gutenberg a popularisé un procédé qui a révolutionné l'art d'imprimer et de reproduire des textes, mais sa découverte a reposé sur plusieurs autres inventions et, bien sûr, sur de nombreux inventeurs. L'Asie avait d'ailleurs pris les devants puisque, comme dit précédemment, elle fabriquait du papier-monnaie, et surtout parce que l'utilisation de caractères amovibles y est courante à partir de 1041, date de leur invention par le typographe chinois Bi Sheng (990-1051). Les caractères sont en argile cuite, et donc fragiles. Mais au début du XIV^{e} siècle, Wang Zhen (1290-1333) impose l'usage des caractères en bois, ce qui installe définitivement l'imprimerie dans le monde asiatique.

Avec l'imprimerie apparaît le premier mode universel, et surtout relativement peu coûteux, de communication. Un de ses premiers résultats est de briser le monopole de l'Église sur la circulation de l'information et donc sur le contrôle des esprits. Pour l'historien et économiste britannique Niall Ferguson, cette invention constitue un des événements les plus importants de l'histoire économique du monde. Dans son livre *La Place et la Tour*[1], il analyse l'histoire longue de l'humanité comme une opposition entre une logique de réseaux, qu'il identifie à « la place » et une logique hiérarchique, qu'il identifie à « la tour ». La tour domine dans les sociétés où une aristocratie militaire ou religieuse contrôle la circulation de l'information. La place s'émancipe du pouvoir de la tour quand la classe intellectuelle qui produit des idées et des informations peut

appuyer sur un outil décentralisé de circulation de l'information. La réforme protestante est une avancée de la place favorisée par l'émergence du livre. En outre, cette émergence illustre parfaitement l'impact du progrès technique sur les prix et donc, *in fine*, sur la consommation d'un bien. Niall Ferguson indique que le prix du missel acheté en 1383 pour l'évêque de Westminster représentait l'équivalent de la rémunération de 208 jours de travail d'un artisan londonien. En 1640, on vendait en Angleterre des almanachs d'une cinquantaine de pages donnant conseils pratiques et informations sur l'actualité pour l'équivalent d'un cinquième du salaire journalier anglais. Le résultat est une diffusion à 300 000 exemplaires de ces almanachs. Entre 1500 et 1600, le prix d'un livre à Londres est divisé par dix. Une telle évolution a conduit à une diffusion croissante de la lecture et donc de l'information et de l'éducation.

Charles Gide (1847-1932) qui fut le premier professeur d'économie dans le système universitaire français, un peu à l'instar de William Nassau Senior (1790-1864) au Royaume-Uni[2], faisait de l'invention de l'imprimerie l'exemple de ce qu'Alfred Sauvy a théorisé sous le nom de loi du déversement. Il écrit en effet dans ses *Principes d'économie politique* :

> Toute invention mécanique par cela seul qu'elle amène une baisse des prix, doit provoquer une augmentation de débit correspondante, et par conséquent elle finit toujours par rappeler les travailleurs qu'elle avait momentanément expulsés. Au lieu de leur enlever de l'ouvrage, elle leur en crée. Et les exemples à l'appui abondent : par suite de la multiplication des livres depuis l'invention de l'imprimerie, combien plus d'ouvriers typographes que de copistes au Moyen Âge.

Sans l'imprimerie, Luther aurait probablement connu le destin d'un Jan Hus, théologien tchèque supplicié en 1415 dont les idées contestataires n'eurent guère d'écho au-delà de la Bohême. En revanche, de nombreux émules ont emboîté le pas à Luther, comme Jean Calvin. Le catholicisme romain ne disparaît pas pour autant. Commence avec Luther et Calvin une longue série d'affrontements entre catholiques et protestants, qui quittent souvent le champ des idées pour prendre un tour violent. Songeons au massacre de la Saint-Barthélemy (1572) en France, ou à la sinistre guerre de Trente Ans (1618-1648) en Allemagne, la patrie de Luther.

Pour les économistes, l'enracinement du protestantisme est associé à une théorie sur l'émergence de l'économie moderne, celle du sociologue Max Weber (1864-1920). En 1904, il publie un livre qui met en parallèle éthique protestante et développement du capitalisme. Si la réussite économique du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Allemagne peuvent justifier ses thèses, constatons que l'étude d'autres pays conduit à les relativiser. Ainsi en est-il des résultats de la France et de l'Italie catholiques qui, malgré leurs difficultés récentes, ne s'en sont pas si mal sorties ; de la Bavière tout aussi catholique qui dame aujourd'hui le pion à une Allemagne du Nord protestante à la traîne ; du Japon, qui n'est ni protestant ni catholique.

Découvertes scientifiques et grandes expéditions

En 1500, à l'aube de la Renaissance, le PIB de la planète calculé par Maddison équivaut à 250 milliards de dollars. La population mondiale s'élève à 458 millions de personnes, soit un revenu moyen par tête de 550 dollars, soit 715 dollars de 2020. Ce niveau est 35 % supérieur à celui de l'an 1000 et 25 % par rapport à celui de l'époque de la naissance du Christ. Le quart de la production mondiale vient de la Chine devenue celle des Ming, la dynastie qui règne sur le pays de 1368 à 1644. La Chine compte 85 millions d'habitants, ce qui lui donne un revenu par habitant de 735 dollars. En Europe, Constantinople domine encore, mais sous un nouveau pouvoir, celui des Ottomans. Leur empire, dont la dimension peut se comparer à celle de l'empire de Justinien, représente 4,5 % de la production mondiale. Le revenu par habitant y est de 490 dollars. L'Europe occidentale est encore à la traîne, mais le basculement du monde à l'Ouest se prépare. Selon la formule célèbre de Karl Marx, « le commerce mondial et le marché mondial inaugurent au XVI^{e} siècle la biographie moderne du capitalisme ».

Cela signifie que ce basculement à l'Ouest qui va assurer l'affirmation de ce qu'il est convenu d'appeler le capitalisme est symboliquement initié par le développement du commerce international né avec les expéditions de Christophe Colomb, découvreur de l'Amérique en 1492. Cette découverte, abondamment décrite par la littérature, a fini par occulter d'autres découvertes maritimes dont le rôle fut tout aussi fondamental. Faites au nom de l'Espagne, les expéditions de Christophe Colomb sont

contemporaines de celles de plusieurs navigateurs portugais. Dès le XIII^e siècle, les Portugais développent une flotte puissante. Ils sont les premiers en Europe à systématiser l'usage de la boussole inventée par les Chinois. Ils cherchent à gagner l'Inde par la mer pour contourner les droits de douane des pays musulmans et réduire ainsi le coût des épices qu'ils importent d'Asie. En 1487, Bartolomé Diaz franchit le « cap des Tempêtes » qui deviendra par la suite le « cap de Bonne-Espérance ». En 1498, Vasco de Gama renouvelle son voyage et ouvre définitivement la route maritime entre l'Europe et l'Asie. En 1500, Álvares Cabral débarque au Brésil. De 1519 à 1522, les navires de Magellan réalisent le premier tour du monde[3].

Une approche strictement économique de ces découvertes géographiques conduit à les assimiler à une innovation. La découverte de l'Amérique en tant qu'innovation a apporté de nouvelles matières premières (des terres nouvelles, des métaux précieux) et une nouvelle organisation. Car les Espagnols réintroduisent une main-d'œuvre servile abondante, réduisant comme cela était le cas dans l'Antiquité les populations vaincues à l'esclavage avant que le commerce triangulaire entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique ne consolide ce mode d'organisation. Cette découverte apporte également de nouveaux produits aux Européens, inconnus d'eux jusqu'alors, comme le maïs, le chocolat, le tabac, la pomme de terre ou encore la tomate. Aujourd'hui, les deux tiers des produits que fournit l'agriculture mondiale trouvent leur origine dans l'Amérique précolombienne, cette Amérique d'avant l'arrivée des Espagnols et des Portugais. Quant à l'ouverture de nouvelles voies commerciales, elle permet des gains de productivité sur la durée des transports assimilables à du progrès technique. Mais la diffusion de ces progrès est lente alors que la

violence déployée par les conquistadors est spectaculaire et ses conséquences, immédiates.

Économie précolombienne

Quand les conquistadors débarquent, l'Amérique est dominée par deux empires. Au nord, l'Empire aztèque est l'héritier du monde maya dont l'apogée eut lieu au IX^{e} siècle et qui fut remplacé par le monde toltèque ; au sud, l'Empire inca est en train de s'affirmer. L'Empire aztèque est détruit par Herman Cortés en 1519-1521. Vient ensuite le tour de l'Empire inca qui est attaqué par Francisco Pizarro (1475-1541). Celui-ci est à la tête d'à peine 167 aventuriers espagnols. Malgré leur faible nombre, ils réussissent à envahir le Pérou et pulvérisent l'armée des Incas en novembre 1532 à Cajamarca. La rapidité de ces conquêtes a surpris les contemporains et reste un mystère. Les Aztèques comme les Incas, sur lesquels s'abattent les Européens, ont en effet développé une civilisation raffinée dont témoignent de nombreux monuments. Mais ils en sont restés à un stade de développement économique très axé sur l'agriculture, avec des faiblesses technologiques manifestes par rapport à leurs agresseurs.

Ces deux empires n'ont pas exactement le même type d'organisation. Dans les deux cas, comme d'ailleurs en Europe et en Asie, les paysans, qui constituent l'essentiel de la population productive, doivent entretenir une bureaucratie divisée en deux branches, une branche religieuse et une branche politique organisée autour de l'armée. À la différence de ce qui se passe en Europe, la branche religieuse continue de fonder sa légitimité sur un service immédiat rendu aux paysans et non sous forme d'un message transcendantal. Les prêtres multiplient les cérémonies dont le but officiel est d'aider les paysans. Au travers du culte qu'ils rendent au

soleil, ils affirment être en mesure de réguler la météo et d'apporter la pluie en temps voulu. Mais le poids relatif de ces deux bureaucraties n'est pas le même dans les deux empires. Le monde aztèque est plutôt dominé par les religieux, le monde inca par l'État et la caste des fonctionnaires, au point que certains ont pu qualifier l'Empire inca de pays socialiste.

Pour Jacques Soustelle[4], le monde aztèque obéit à deux principes : la recherche de l'enrichissement individuel d'une part, l'attachement à un code de l'honneur fondé sur le respect de la parole donnée et sur une forme d'altruisme, d'autre part. Le paysan et l'artisan des villes cherchent la richesse ou tout au moins tentent d'échapper à la pauvreté et n'ont aucune notion de ce que signifie l'honneur. Les hauts fonctionnaires et l'entourage de l'empereur cherchent à la fois l'honneur et la richesse. Ils acquièrent cette dernière par une prédation fiscale particulièrement bien organisée. Dans chaque bourgade existe un service de collecte de l'impôt placé sous l'autorité de 38 percepteurs régionaux qui portent le nom de *calpixqui*. Une des difficultés de cette collecte réside dans le fait que les Aztèques ignorent la monnaie. Le commerce se fait donc sur la base du troc et les impôts sont versés sous forme de denrées, obligeant l'État à gérer d'immenses hangars de stockage. Quoi qu'il en soit, comme le souligne Soustelle, dans ce milieu social de l'aristocratie, « on est riche parce que l'on est honoré, mais on n'est pas honoré parce que l'on est riche ». Enfin, le clergé incarne l'honneur et vit modestement, voire pauvrement. Cette pauvreté relative contribue à asseoir son autorité ; une autorité redoutable puisqu'elle repose plus sur la terreur qu'il inspire que sur les services objectifs qu'il rend. Il n'hésite pas pour entretenir la peur collective à pratiquer des sacrifices humains.

Au sud, le contrôle social du monde inca est aux mains du pouvoir étatique. Si tout cela s'inscrit dans la soumission aux dieux dont le principal est le soleil, c'est la caste des fonctionnaires qui détient le pouvoir en réalité. Elle organise en particulier la grande fête du solstice d'hiver qui rend grâce au dieu soleil de son retour. À l'instar des Aztèques, les Incas n'ont pas inventé la monnaie. La ponction fiscale se concrétise dans une accumulation de réserves publiques et dans un système généralisé de corvée. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'organisation de la vie quotidienne de chacun par l'État. De la naissance à cinq ans, l'enfant est pris en charge par ses parents ; de cinq à douze ans, l'Inca reçoit un enseignement qui se veut généraliste ; de douze à dix-huit ans, il se spécialise, les individus les plus brillants ayant vocation à rejoindre des écoles prestigieuses ouvrant l'accès à la haute fonction publique[5] ; de dix-huit à vingt-cinq ans, il accomplit une sorte de service national qui fournit à l'État une main-d'œuvre quasi gratuite, notamment pour la construction et l'entretien des voies de communication ; de vingt-cinq à cinquante ans, il travaille sur des propriétés qui sont soit celles de l'État, soit celles de l'aristocratie, en échange d'une prise en charge de ses besoins et de ceux de sa famille ; à cinquante ans, il part à la retraite, que l'État assume jusqu'à ses soixante ans.

Alors que ces empires ont laissé des monuments très importants ainsi que des travaux d'irrigation et de terrassement considérables, on reste surpris de leurs lacunes. Sur le plan économique, ils ne disposaient pas de monnaie. Sur le plan technologique, ils ne disposaient ni de la roue (ni donc de la brouette), ni de la maîtrise théorique de la statique (ni donc de la capacité à mettre en œuvre des effets de levier). Surtout, pour des raisons inconnues, le cheval a très tôt disparu du continent américain. Sur une longue période, cela a pénalisé l'agriculture. De façon plus définitive et plus

dramatique, les Amérindiens virent avec effroi les cavaliers espagnols fondre sur eux et bénéficier d'une rapidité d'exécution de leurs manœuvres sans équivalent. Entre les débuts de l'ère chrétienne et l'arrivée des Espagnols, la croissance moyenne annuelle de l'Amérique précolombienne est de 0,07 %. Elle est portée presqu'exclusivement par des facteurs démographiques. Cette évaluation est celle d'Angus Maddison qui ne cache pas dans ses travaux combien il est difficile de porter un diagnostic solide sur une économie ignorant la monnaie. Il chiffre cependant le poids relatif du monde précolombien à 2 % de l'économie mondiale sous Tibère, à 4 % en l'an 1000 et 3 % en 1500. À cette date, le revenu par habitant des Amérindiens est d'environ 370 dollars de 1990, soit 70 % du revenu mondial moyen.

Quant aux conquistadors, le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne viennent pas s'approprier les multiples productions agricoles de l'Amérique. Le maïs, les tomates ou les pommes de terre qui vont jouer par la suite un rôle si important dans la vie des Européens sont le cadet de leurs soucis. Ils s'emparent avant tout de l'or et de l'argent. On évalue à 265 millions de dollars actuels le trésor que récupère Pizarro lors de la première des trois expéditions qu'il mène en Amérique. Cette somme est tellement énorme que lui et ses acolytes se déchirent (Pizarro finit assassiné par ses pairs). Par ailleurs, la réduction en esclavage des Amérindiens est systématique, dans l'objectif de les faire travailler dans les mines d'or et d'argent. Elle fut menée avec une telle violence que la force de travail constituée par ces malheureuses populations indigènes s'est amoindrie très rapidement. En 1500, l'Amérique comptait 20 millions d'habitants. En 1550, ils ne sont plus que 10 millions d'Amérindiens. L'Empire inca comptait 12 millions d'habitants à l'arrivée de Pizarro. En 1600, ils sont moins de 6 millions. Rares

étaient en effet les autochtones capables de résister aux maladies apportées par les colons européens et aux conditions de travail particulièrement pénibles imposées dans les mines.

Percée technologique en Europe

Loin du Pérou à la richesse mythique et de ses métaux précieux, l'Europe occidentale entame une mue sur le plan strictement scientifique. Elle bénéficie notamment de la deuxième prise de Constantinople. À l'instar du pillage de l'Amérique, celle de 1204 par les croisés avait apporté de l'or. Cet or byzantin a donné naissance à une économie monétaire moderne construite sur les banques. En revanche, celle de 1453 par les Ottomans apporte des écrits et des résultats scientifiques venant des travaux des Grecs de l'Antiquité. Ainsi, Johannes Müller (1436-1476), un savant de Königsberg qui se fait appeler Regiomontanus, traduit et analyse les écrits du géographe Ptolémée et en tire en 1464 son *De triangulis omnimodis* qui répand dans toutes les universités les résultats de la trigonométrie. Son ennemi personnel est l'Italien Jérôme Cardan, qui l'accuse de plagiat mais qui lui-même vole à Niccolò Fontana (dit « le bègue », c'est-à-dire Tartaglia) la solution de l'équation du 3^{e} degré.

En cette période où commence à se construire une pensée scientifique, les personnages qui l'incarnent se jalousent, s'affrontent, se calomnient et surtout se menacent et se prédisent les pires tourments à venir car ils sont souvent astrologues, mêlant ainsi pensée scientifique et imposture occultiste. Sur le plan technique, peu d'innovations sont aussi marquantes que celle de l'imprimerie. Le philosophe et historien des sciences Lewis Mumford parle d'époque « éotechnique » pour qualifier cette période allant du x^{e} siècle à la révolution industrielle, durant laquelle la technique se met lentement en place. L'élément déterminant qu'est l'énergie se

développe grâce à une augmentation importante du nombre de moulins à eau et à vent. Ces sources restent néanmoins marginales par rapport à celles venant du travail des hommes, des animaux, et de l'utilisation du bois. Quand Henri II (1519-1559) devient roi de France en 1547, la France dispose de 600 000 moulins à eau et de 20 000 moulins à vent. Jacques Ellul a calculé que ces moulins produisaient en un an une énergie équivalente à celle fournie par 400 000 tonnes de pétrole, soit deux jours de consommation de pétrole dans la France actuelle.

Ce qui progresse le plus au XVI^{e} siècle est la maîtrise du temps. Dans le monde méditerranéen de l'Antiquité, la clepsydre – sorte de sablier qui utilise l'eau pour mesurer l'écoulement du temps – satisfait les besoins quotidiens des habitants. Mais dans les pays du Nord comme l'Angleterre, les Flandres ou l'Allemagne du Nord, en hiver, quand il gèle, les clepsydres sont paralysées. Or, la mesure du temps est nécessaire en cette époque où se développent artisanat et proto-industrie autour de la laine, et où les moines ont besoin de repérer le moment des prières. L'Église s'investit donc dans la mesure du temps et la diffusion de l'heure. Un moine, Gerbert, qui deviendra le pape de l'an 1000 sous le nom de Sylvestre II, serait l'inventeur de l'horloge à balancier. Ce sont les cathédrales et les églises qui portent les premières horloges publiques. Mesurer le temps a trois avantages. D'abord, cela permet de fixer la durée de présence de tout un chacun en un lieu donné, en particulier sur un lieu de travail. Concrètement, le travail de l'Antiquité et du Moyen Âge est soit servile, soit artisanal. Avec l'horloge, il devient progressivement salarial. Ensuite, l'horloge permet de calculer la position d'un navire. C'est grâce à la capacité à établir l'heure de l'endroit où l'on est par rapport à celle de l'endroit d'où l'on vient que l'on peut calculer la longitude. C'est en 1594 que des horloges

embarquées sur un bateau permettent à un équipage de savoir précisément quelle est sa longitude. Cette opération est une forme d'aboutissement pour un siècle qui fut celui de la navigation lointaine. Enfin, mieux comprendre le temps permet d'établir un calendrier fiable et une situation des jours dans le déroulement de l'année, ce qui constitue une aide précieuse pour le paysan.

Le calendrier se modifie et gagne en précision. Tous ceux qui s'intéressent à la vie des saints savent ainsi que Thérèse d'Avila, née en Espagne le 28 mars 1515, est morte dans la nuit du 4 au 15 octobre 1582 ! S'il y a là de quoi surprendre, cela correspond à une des réformes les plus importantes de la Renaissance. Dans beaucoup de civilisations, l'année est calée sur les phases de la lune. Une des originalités des Romains est d'avoir préféré imaginer un calendrier assis sur les mouvements du soleil. Officialisé sous Jules César, le calendrier qualifié de « julien » repose sur le temps mis par la Terre pour parcourir son orbite. Les calculs des Romains en fixaient la durée à 365 jours et quart. D'où une séquence de trois années de 365 jours suivies d'une année de 366, dite année bissextile. Au concile de Nicée en 325, les chrétiens en passe de prendre le pouvoir dans l'empire récupèrent le calendrier julien. Pourtant, ils constatent déjà que l'enchaînement trois ans plus une année bissextile conduit à un équinoxe de mars décalé. Préférant la tradition à une correction difficile à établir, le pouvoir qui s'installe à Constantinople garde le vieux calendrier.

L'astronomie, qui est précise, s'appuie sur la nature, qui est malicieuse. Ainsi, l'année effective ne dure que 365 jours 5 heures et 48 minutes, soit 12 minutes de moins que l'année du calendrier julien. Au XVI^{e} siècle, le souci scientifique et le décalage croissant entre le rythme vécu des saisons et celui décrit par les calendriers poussent les savants à envisager une révision de ceux-ci. Pour

qu'une décision de cette ampleur s'impose, il faut qu'elle vienne de la puissance politique dominante. Le calendrier julien était la référence car il était né sous la Rome toute-puissante. Au XVI^e^ siècle, le pays qui joue ce rôle est l'Espagne. Les Espagnols, par conviction et par souci d'efficacité, tiennent à ce que le changement de calendrier se fasse sous l'autorité du pape. Ugo Boncompagni a été élu pape en 1572 à l'âge de soixante-dix ans. Il a pris le nom de Grégoire XIII. Cet Italien est un pur produit de la bureaucratie du Vatican. Il sait naviguer dans l'intrigue et a conscience qu'un des conditions de sa survie est de satisfaire les Espagnols. Il promulgue donc un nouveau calendrier supprimant certaines années bissextiles et corrige le retard pris en effaçant dix jours. C'est ainsi que les jours du 5 au 14 octobre 1582 ont disparu. La refonte du calendrier, adoptée immédiatement dans les terres catholiques, est rejetée dans un premier temps par les protestants et les orthodoxes. Eu égard au nom du pape, le nouveau calendrier reçoit le nom de « calendrier grégorien ». Peu à peu, ce calendrier s'est imposé à la planète entière[6].

Autre forme de maîtrise du temps, celle de son introduction en finance pour la gestion des dettes. Dès lors que la banque est devenue un acteur courant de la vie économique et que le prêt à intérêt qu'elle gère est une réalité de plus en plus admise, chacun emprunteur doit fournir une description de sa réalité économique pour que le prêteur puisse lui prêter en relative sécurité. C'est ainsi que la comptabilité devient une nécessité. Et grâce à l'imprimerie, là encore, elle se propage. En 1494, à Venise, paraît un ouvrage de Luca Pacioli qui explique et détaille les principes de la comptabilité en partie double mise au point au siècle précédent à Gênes.

Juros et serments trahis

L'or et l'argent qui arrivent d'Amérique ne trouvent en Europe ni les capacités productives à même de les absorber, ni les réserves de croissance capables d'accroître ces capacités. Défenseur de l'inflation, l'historien Jacques Marseille (1945-2010) souhaitait corriger ce diagnostic. Il faisait de cet apport de métaux précieux et donc de monnaie un élément extrêmement positif pour l'économie. C'est ainsi qu'il a écrit :

> Dès la fin du XV^e^ siècle, et plus précisément à partir de 1507-1510, s'ouvre en Europe une longue période de prospérité. Alors que, depuis 1340, trois grandes calamités – la peste, la famine et la guerre – fauchaient les populations, s'épanouit soudain un siècle pressé de vivre où, selon une expression du temps, les hommes se multiplient comme des souris dans une grange.
>
> Une question mérite d'être posée : est-ce l'inflation provoquée par la conquête de l'Amérique, est-ce l'arrivée des métaux précieux importés du Nouveau Monde par l'Espagne et le Portugal qui ont ainsi dynamisé les économies européennes ? Bref, y a-t-il un lien direct entre le voyage de Christophe Colomb en 1492 et la poule au pot promise aux Français, un siècle plus tard, par le bon roi Henri ?
>
> Pour les observateurs du temps, cette liaison était évidente. C'est Brantôme qui écrivait : « Ça a été une très grande richesse, non pas seulement pour l'Espagne, mais

> pour toute la chrétienté qui s'en est quasi saoulée, n'ayant auparavant que fort peu de mines d'or et d'argent. »

À ceci près, précise Jacques Marseille :

> Et c'est Jean Bodin, célèbre juriste du XVIe siècle et un des premiers économistes de l'histoire, qui affirmait que l'abondance d'or et d'argent a fait enchérir toutes choses dix fois plus qu'elles n'étaient il y a cent ans.

Car l'afflux de monnaie a eu un effet double : croissance mais aussi et surtout inflation. Les prix moyens annuels du setier de froment à Paris passent en effet, en livres-tournois, de 0,67 en 1460-1469 à 1,57 en 1500-1509 et à 6,45 en 1560-1569. En 1566, à la date où Jean Bodin établissait son constat, les grains de bonne qualité se vendaient dix fois plus cher qu'un siècle auparavant. Même si le prix des autres articles a progressé moins vite, il est raisonnable de penser que le coût de la vie a augmenté, entre le début et la fin du XVIe siècle, de 300 à 400 %.

Mais pour Jacques Marseille, cette inflation fut positive :

> Le gonflement monétaire dû à l'afflux des métaux précieux a stimulé la consommation, donc l'innovation. Au XVIe siècle, en France, les coffres se transforment en armoires et, aux fenêtres, les vitres remplacent les toiles et papiers translucides. Chez les riches, qui, de tout temps, ont servi de modèles, on mange désormais avec des fourchettes, on chausse des lunettes et on voit se multiplier des objets comme les épingles, les rasoirs

> d'acier, les ciseaux, les plaques de cheminée, les verrous et les serrures.

Et il conclut :

> En affaiblissant les féodaux créanciers et en allégeant les dettes du menu peuple, l'inflation fut probablement, au XVI^e^ siècle, le meilleur agent de la redistribution des richesses.

Aux dires de Jacques Marseille, l'économie du XVI^e^ siècle confirme le 10^e^ principe de Mankiw[7], à savoir qu'« à court terme, il faut arbitrer entre inflation et chômage ». Il n'en reste pas moins que la croissance et le développement de l'emploi ne furent pas à la hauteur des attentes des États, en particulier des attentes espagnoles.

L'inflation qui s'installe en Europe a poussé les autorités anglaises de l'époque élisabéthaine à mettre au point un indice d'évolution des prix. Sa base 100 correspond à la période de l'accession au trône d'Élisabeth I^re^ en 1558. Un siècle plus tard, en 1650, les prix alimentaires sont à l'indice 230 et les prix industriels, 165. C'est-à-dire que l'inflation a favorisé le monde paysan plus que celui des activités plus modernes, le monde des sédentaires plus que celui des nomades, infirmant en partie le diagnostic de Jacques Marseille.

De ce mélange de croissance et d'inflation, les États ont cherché à profiter selon une logique qui justifie la loi de Wagner. À ceci près que dans leur volonté de s'approprier une partie de la dynamique économique environnante, ils n'ont pas trouvé le point d'équilibre. Ce qui a inspiré les publications des proto-économistes apparaissant

aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, comme en France Jean Bodin (1529-1596), est le succès spectaculaire de l'Espagne grâce à l'or des Amériques. Cette Espagne est celle du roi Charles I^er^ (qui devient empereur du Saint Empire romain germanique sous le nom de Charles Quint) et de son fils Philippe II. Ce que constatent ces proto-économistes, c'est que, dans un monde où le christianisme domine, un christianisme qui fait du travail la ressource première et dernière de l'économie d'un pays (idée que Jean Bodin renouvelle au travers d'une formule ultra-célèbre : « Il n'est de richesse que d'hommes »), l'Espagne a conquis son statut de grande puissance sans que sa population ne fournisse un travail particulièrement intense. Son ascension est due à l'accumulation des métaux précieux pillés en Amérique. Pays brigand qui légitime ses conquêtes et ses vols par la religion, l'Espagne capte et détourne l'or du vaincu. Si le bénéfice pour la population est contestable, pour l'État, il est évident. Non seulement, il s'approprie une part considérable de l'or, mais il peut emprunter parce qu'un trésor lointain est à sa disposition, qui rassure les prêteurs. Ce trésor, sans être illimité, est important. Entre 1550 et 1650, la quantité de métal précieux en circulation en Espagne est multipliée par huit.

Mais l'excès de prélèvement immédiat sur la production d'or et d'argent puis de prélèvement envisagé sur la production future va conduire à un enchaînement régulier de banqueroutes. Tout commence en août 1557. Philippe II est roi depuis que son père Charles I^er^ a abdiqué en 1556. À l'époque, la Belgique et le nord actuel de la France sont espagnols. Saint-Quentin se trouve ainsi à la frontière entre la France et l'Espagne. Philippe II décide de s'en emparer. La bataille, particulièrement sanglante, tourne à l'avantage des Espagnols. L'armée française, broyée par l'artillerie ennemie, est en déroute. Résultat, la voie vers Paris est libre. Les troupes

espagnoles pourtant s'arrêtent. En effet, le Trésor est vide et les soldes n'ont pas été payées. Les généraux arguent que Paris est à portée de canon et que le pillage sera bien plus lucratif que les soldes dues. Mais rien n'y fait : les soldats refusent d'aller plus loin, privant la monarchie espagnole des bénéfices de sa victoire. Furieux, Philippe II décide de faire banqueroute : pas question de verser des intérêts à des banquiers qui au dernier moment ont refusé de faire la trésorerie de sa campagne militaire et ont gâché sa victoire.

De plus en plus réticents à prêter au monarque le plus puissant de l'époque, les financiers avaient pourtant toujours répondu sans hésitation aux sollicitations de son père. La raison en est que Charles Quint, très religieux, avait juré sur la Bible qu'il ne ferait jamais banqueroute, si bien que les titres de dette publique émis par l'Espagne s'appelaient des *juros*. Quand Philippe II fait banqueroute à l'automne 1557, les créanciers lui rappellent la promesse paternelle. Ils pointent du doigt le risque encouru par le roi pour ne pas avoir respecté le serment de la monarchie. Ils demandent même à être reçus par Charles, toujours vivant mais retiré dans un monastère. Celui-ci y consent. Ils évoquent devant lui le courroux céleste qui ne manquera pas de le punir. Philosophe et souffrant, Charles leur déclare qu'il va avoir bientôt l'occasion de vérifier en direct l'ampleur du mécontentement divin. De fait, il meurt le 21 septembre 1558… En choisissant de jurer sur la Bible, il avait donné à ses emprunts une crédibilité forte, qui lui avait permis, ainsi qu'à son fils, d'atteindre des niveaux de dette largement supérieurs aux capacités fiscales de son gouvernement : la crédibilité est une arme ; il faut savoir en user mais éviter d'en abuser.

En 1559, cette banqueroute est soldée au Cateau-Cambresis. C'est dans cette ville du nord de la France que le roi de France

Henri II signe avec les Espagnols un traité qui met un terme aux expéditions françaises en Italie lancées par Charles VIII en janvier 1494. Les successeurs de Charles VIII – Louis XII, François I[er] et Henri II – avaient pris le relais. Sur le terrain, ils ont affronté Charles Quint puis Philippe II. De ce conflit confus, la France a retiré un contact privilégié avec la civilisation italienne au moment même où celle-ci invente la Renaissance. Mais elle subit une série de déconvenues militaires qui la convainquent de quitter le territoire italien. Elle ne perd pas tout, puisqu'elle récupère les célèbres « trois évêchés » lorrains que sont Metz, Toul et Verdun. Si elle s'en sort à si bon compte, c'est que l'Espagne qui a gagné à Saint-Quentin a perdu face à ses créanciers.

Peu après ce traité, la France s'enfonce dans les guerres de Religion, tandis que l'Espagne, alors à son apogée, se débat dans des problèmes budgétaires sans fin débouchant sur une succession assassine de banqueroutes. La première puissance du monde est incapable d'équilibrer ses comptes. Un des acteurs qui émerge avec la signature du traité est l'Angleterre d'Élisabeth I[re]. Le 2 avril 1559, bien qu'initialement alliée de l'Espagne, elle s'est entendue avec la France. À cette occasion, elle lui restitue Calais, ville qu'elle avait conquise en 1347. Ainsi, l'Angleterre se retire physiquement du continent, comme pour mieux se préparer à le conquérir économiquement.

1. Paris, Odile Jacob, 2019.

2. Voir le glossaire.

3. Magellan meurt au cours du voyage en avril 1521. C'est son second, Juan Sebastián Elcano, qui réalise la fin du périple.

4. Normalien, Jacques Soustelle (1912-1990) est entré dans l'histoire comme un des meilleurs spécialistes de l'Amérique précolombienne. Il est également

connu comme homme politique qui, après avoir accompagné de Gaulle dans la Résistance, a rompu avec lui à cause de la décolonisation et s'est fourvoyé dans une défense inconditionnelle de l'Algérie française.

5. Une des caractéristiques de l'enseignement donné dans les écoles de formation de l'élite, et qui fascinera les Espagnols, est que l'histoire y est enseignée sous deux versions : la réalité, d'une part, qui doit rester l'apanage des dirigeants ; une version orientée dans le sens de la consolidation du régime, d'autre part, qui est servie à l'ensemble de la population. Les dictatures socialistes du XX^{e} siècle n'ont rien inventé… !

6. Le temps mis à sa diffusion générale a laissé quelques curiosités. Par exemple, Adam Smith et John M. Keynes, bien que nés tous les deux un 5 juin (de deux années différentes), ne sont pas nés le même jour ! En effet, à l'époque de la naissance de Smith, l'Angleterre utilise encore le calendrier julien.

7. Voir glossaire.

CHAPITRE 4

Quand les mercantilistes soutiennent la science et l'industrie

Le 7 juin 1494, à Tordesillas, en Espagne, Espagnols et Portugais signent un traité par lequel ils se partagent le monde qu'ils sont en train découvrir. C'est le pape, le sulfureux Alexandre VI, qui a négocié entre les souverains portugais et castillan les conditions du partage. Les découvertes de nouveaux territoires qui s'enchaînent après 1494 et l'intrusion dans le dispositif d'autres puissances européennes rendent très rapidement ce texte caduc. Mais les approches respectives de l'économie développées par ces deux pays, dans le cadre des négociations, sont intéressantes. Les Portugais ont une logique de « nomades » et de « réseaux ». Il s'agit pour eux de mettre en place des relais où leurs navires peuvent faire escale et charger ou décharger des marchandises. Les Espagnols ont une logique de « sédentaires » et de création de « tours ». Ils conquièrent d'immenses espaces qu'ils pillent et rançonnent. Pour certains, cette différence d'approche était inscrite dans la localisation de leur capitale : en choisissant un port comme capitale, les Portugais ont montré leur ouverture sur l'extérieur. En installant la leur à Madrid, sur un plateau loin des mers, les Espagnols ont confirmé un repli sur eux-mêmes et surtout une vision du rapport à l'autre fondée sur la domination et non sur l'échange. Ce parallèle peut se faire en comparant la personnalité du roi portugais Henri le navigateur (1394-1460), qui n'embarqua jamais sur aucun navire

mais reçut son surnom de son action en faveur du développement de la marine de son pays, et celle de Philippe II, le roi de l'apogée de l'Espagne, qui n'ignora pas le rôle de la mer mais en eut une vision militaire. Avec bonheur quand sa flotte, épaulée par celle de la République de Venise, détruisit celle des Ottomans à Lépante, le 7 octobre 1571, mettant un terme à l'expansion turque en Méditerranée. Avec malheur quand la tempête empêcha en 1588 l'Invincible Armada d'atteindre l'Angleterre.

Pour un observateur des débuts du XVII^e^ siècle, l'Espagne est toutefois incontestablement la puissance dominante du XVI^e^ siècle. Le Portugal s'est effacé, au point d'avoir été absorbé en 1580 par l'Espagne. Quant à l'Angleterre, elle signe en 1604 avec Philippe III (1578-1621), le fils et successeur de Philippe II, un traité plutôt favorable à Madrid. Ce succès espagnol va inspirer les politiques économiques du XVII^e^ siècle et assurer la domination de ce que l'on appelle le mercantilisme.

Mercantilisme et percées scientifiques

En 1832 paraissent à Paris et à Berlin des *Essais de philosophie, de politique et de littérature* dus à la plume de Frédéric Ancillon (1767-1837). Ce descendant de huguenots messins installés à Berlin à la fin du XVII^e^ siècle a été ministre des Affaires étrangères de Prusse. Il est un des historiens les plus reconnus de son temps. Dans ses travaux, il identifie trois formes d'organisation de l'économie. À certaines périodes, elle est chrysohédoniste, c'est-à-dire que les dirigeants font tout pour que le pays accumule de l'or (*chrysos* en grec) ; à d'autres périodes, ils favorisent le travail et ce sont des périodes ponocratiques (*ponos* désignant le « travail » en grec) ; enfin, à d'autres périodes, l'économie est physiocratique, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur les ressources naturelles du pays, et singulièrement sur les performances de l'agriculture (*physis* signifiant la « nature » en grec).

Pour Ancillon, le XVII^e^ siècle fut chrysohédoniste, et ce par fascination intellectuelle pour le destin espagnol du XVI^e^ siècle. Depuis, on parle plutôt de « mercantilisme ». Le mot précis n'apparaît qu'au XX^e^ siècle dans un ouvrage considérable rédigé par un économiste suédois du nom d'Eli Heckscher (1879-1952). Pour les tenants du mercantilisme – les mercantilistes –, l'économie ne peut connaître de croissance que si la quantité de monnaie en circulation s'accroît. Cet accroissement est une condition nécessaire. Néanmoins, les mercantilistes admettent qu'elle n'est pas suffisante puisqu'il peut conduire non pas à une croissance de la production mais, comme on l'a vu en Europe après l'afflux des métaux américains, à de l'inflation. Trois moyens permettent

d’obtenir cet accroissement du stock de monnaie. On peut soit s’emparer par la guerre d’un territoire où se trouvent des mines d’or et d’argent (ce qu’a fait l’Espagne en Amérique), soit mener des guerres victorieuses contre des États qui ont accumulé de l’or et leur imposer après la défaite de payer une indemnité (*vae victis*…), soit enfin vendre plus à l’étranger qu’on ne lui achète. L’excédent commercial ainsi réalisé permet d’accroître son stock d’or et d’argent car chaque bien que l’on vend à un pays étranger est payé par ce dernier sous forme de transfert d’or ou d’argent. Comme l’État n’est pas sûr que les pays étrangers soient disposés à acheter sa production, il s’assure d’un excédent commercial en limitant les importations. Il dissuade sa population de se fournir à l’étranger soit en élevant le prix des importations par des droits de douane, soit en pratiquant des politiques de contingentement des importations. Pour Heckscher, le mercantilisme prolonge les politiques autarciques de l’époque médiévale. Mais sa logique est différente. Il marque en effet le passage d’une politique de provision – où l’on empêche les exportations pour être sûr que le pays ne perde pas de biens – à un système de protection – où l’on réduit les importations pour que le pays ne perde pas de monnaie. Ce qui est incontestable, c’est que l’augmentation du stock d’or d’un pays dépourvu de mines ne peut venir que de la prédation d’une partie du stock d’un autre pays. Les théoriciens mercantilistes se référaient à ce sujet à Montaigne qui écrit dans les *Essais* : « Nul ne gagne qu’un autre ne perde. » Le mercantilisme développe ainsi une justification économique de la guerre qui fait du XVII^{e} siècle européen un des plus violents de l’histoire. En 1764, Voltaire, que les « despotes éclairés » restés souvent mercantilistes fascinent, conforte cette idée dans son *Dictionnaire philosophique* :

> Être un bon patriote, c'est souhaiter que sa propre communauté s'enrichisse par le commerce et acquière de la puissance par les armes ; il est clair qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre perde, et qu'il ne peut vaincre sans faire des malheureux[1].

Pour exporter et substituer la production nationale aux importations, les mercantilistes soutiennent la création d'usines (des manufactures). Ces manufactures sont soit privées, soit publiques, mais en tout état de cause encadrées par l'État qui en suit la production. L'État mercantiliste quitte le champ de la prédation pure et de la gestion de l'oisiveté pour devenir producteur. Il développe l'idée qu'il est le seul à être capable d'être authentiquement entrepreneur. Cette intrusion de l'État comme producteur rejoint les théories de certains penseurs arabes, notamment celles d'Ibn Khaldoun (1332-1406). Analysant, comme Ancillon le fera plus tard, l'histoire des grandes puissances depuis Alexandre le Grand, celui-ci arrive à la conclusion que l'État ne doit pas se contenter de redistribuer. Il doit aussi dépenser et soutenir ainsi activement la croissance économique, à la fois comme propriétaire d'une partie de l'outil de production et comme client. Dès lors, un excès d'austérité publique peut paralyser l'activité. Pour Ibn Khaldoun, la raréfaction de l'or qui conduit à la baisse des prix étouffe la dynamique économique. Et cette raréfaction a souvent une origine étatique, soit que l'État thésaurise et immobilise une partie des métaux précieux, notamment sous forme de bijoux et de décorations dans les palais des dirigeants, soit qu'il paie des mercenaires étrangers pour pallier sa faiblesse militaire.

Le XVII^{e} siècle marque l'apogée du mercantilisme agressivement nationaliste. Si la « tour » reprend de ce fait incontestablement la

main sur le plan économique, elle recule en revanche sur le plan scientifique, en raison de sa composante religieuse, qui freine le progrès scientifique. Quand Galilée meurt en 1642, il est en résidence surveillée, condamné pour avoir défendu l'héliocentrisme astronomique. Mais l'Église livre alors un combat d'arrière-garde. La physique et les mathématiques avancent inexorablement : le siècle est celui de Descartes et de Fermat ; il voit naître les logarithmes et se termine avec Isaac Newton (1643-1727) qui invente le calcul différentiel et énonce en 1682 la loi de la gravitation. Newton est le savant par excellence du XVII^{e} siècle. Personnalité étrange que certains n'ont pas hésité à qualifier de psychotique, il fascine ses contemporains. Il est le symbole de l'intelligence absolue, du savant parfait combiné avec celui du génie maléfique, voleur, menteur, et même, dans une certaine mesure, assassin puisqu'il utilise les pouvoirs qu'il détient à un moment donné comme responsable de la monnaie britannique pour faire exécuter comme faux-monnayeurs des innocents qui le gênent. Il est l'illustration d'une époque étrange où l'exiguïté du monde universitaire n'a pas que des inconvénients puisqu'elle permet, dans la rareté des compétences, de remarquer les talents de ce fils d'une servante qui, à quatorze ans, semblait destiné à devenir ouvrier agricole. Grand mathématicien et physicien, il a pourtant consacré énormément de temps à chercher à fabriquer la pierre philosophale chère aux alchimistes, incarnant ainsi toutes les ambiguïtés d'un siècle où la raison est en butte aux superstitions et à l'irrationnel.

Autre personnage clé parmi les savants de l'époque, le néerlandais Huygens (1629-1695). Dépressif, à la limite lui aussi de la folie, il calcule la période du pendule, son calcul étant appelé à révolutionner l'horlogerie. Et c'est aussi à la fin du XVII^{e} siècle que

Denis Papin (1647-1713) expérimente la puissance de la vapeur : le charbon va bientôt entrer en action.

En attendant, en 1600, le PIB mondial est 330 milliards de dollars. La Chine des Ming représente 30 % de ce PIB et l'Inde, 23 %. L'empire espagnol est désormais la troisième puissance économique mondiale. Sa production représente 6,3 % de la production mondiale. La France, quant à elle, prépare son envol et représente 4,7 % du PIB mondial.

France : colbertisme et édit de Fontainebleau

La France du XVII^e^ siècle se substitue progressivement à l'Espagne comme puissance dominante européenne, voire mondiale. Et à l'instar de l'Espagne qui l'inspire plus ou moins et avec laquelle elle est en guerre jusqu'au début du XVIII^e^ siècle, elle est mercantiliste. On identifie souvent ce mercantilisme français à Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), le célèbre ministre de Louis XIV. Mais celui-ci n'est que le continuateur de la politique initiée sous Henri IV par Barthélemy de Laffemas (1545-1612). Issu de la noblesse désargentée, celui-ci est devenu, à vingt-trois ans, le valet de chambre d'Henri de Navarre, le futur Henri IV. Après l'accession au trône de ce dernier, il est dans le premier cercle du pouvoir. Il se heurte à Sully (1559-1641) dans la définition de la politique à mener pour redresser une France ravagée par les guerres de Religion. Sully défend l'agriculture, voyant le salut du pays dans le « pâturage et le labourage », qu'il définit dans ses *Mémoires* publiés en 1638 comme « les deux mamelles de la France ». La formule a traversé le temps. Laffemas prône en revanche une politique industrielle mercantiliste qui s'incarne en particulier dans sa volonté de faire en sorte que la France produise la soie qu'elle utilise !

Son obsession de promouvoir la sériciculture tient à la nécessité de réduire un déficit commercial français largement dû aux importations de soie en provenance de Toscane. Depuis l'époque de l'empereur byzantin Justinien, la production de soie s'est déplacée. D'abord située en Grèce, elle a émigré en Italie avec la conquête turque. Laffemas souhaite l'implanter en France. Il fait signer à Henri IV un édit qui ordonne à toutes les paroisses de planter trois mûriers. Henri IV lui-même se plie à cet exercice dans le jardin des

Tuileries. Mais à part dans la vallée du Rhône où naîtra l'industrie de la soie lyonnaise, le mûrier ne s'est acclimaté nulle part. Cet échec fournira aux critiques du mercantilisme une illustration parmi d'autres des limites du volontarisme économique de l'État.

Le nationalisme agressif que nourrit le mercantilisme conduit la France à multiplier les guerres. Elle affronte principalement les puissances protestantes et singulièrement les Provinces-Unies (les Pays-Bas actuels), pays nomade par excellence qui connaît une croissance économique forte. Pour arriver à leurs fins, les autorités françaises deviennent des catholiques militants, ce qui, sur le plan intérieur, provoque un événement extrêmement préjudiciable à long terme. Le 18 octobre 1685 paraît en effet un édit, entré dans l'histoire sous le nom d'édit de Fontainebleau. Alors que la France est au sommet, cet écrit va contribuer à ruiner sa position. Après quelques considérations générales sur la situation du pays, il stipule :

> Faisons savoir que Nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvant, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité Royale, avons par ce présent édit perpétuel et irrévocable, supprimé et révoqué, supprimons et révoquons, l'édit du Roi notre dit aïeul, donné à Nantes au mois d'avril 1598.

Pour parler clair, l'édit de Fontainebleau est l'expression juridique de ce que le grand public appelle la « révocation de l'édit de Nantes ». L'édit de Nantes avait été promulgué par Henri IV en 1598. En pratique, il a été rapidement contourné et réaménagé. Dès 1629, Louis XIII, le fils et successeur d'Henri IV, publie un texte, dit « paix d'Alès », dont le contenu réduit les droits des protestants. Si

sa publication dénote chez Louis XIV, et son entourage, un réel fanatisme religieux, il ne faut pas pour autant limiter l'analyse de leur décision à cette dimension du problème. Ils estiment également qu'une coexistence pacifique est impossible entre groupes religieux aussi déterminés que les catholiques et les protestants de l'époque. Ils sont convaincus que la paix civile et le dynamisme économique réclament l'uniformisation culturelle et donc cultuelle.

De nos jours, avec le recul du temps, nul ne conteste les dégâts non seulement politiques et moraux mais encore économiques de cette révocation. Ces dégâts furent perçus très tôt, puisque, dans *Le Siècle de Louis XIV*, Voltaire, pourtant favorable au Roi-Soleil, en fait déjà le constat. Selon lui :

> La France perdit environ cinq cent mille habitants, une quantité prodigieuse d'espèces et surtout des arts dont ses ennemis s'enrichirent.

Tandis que l'État essaie de créer une industrie nationale, avec difficulté dans le domaine de la soie, avec plus de bonheur quand il favorise la création de Saint-Gobain, en 1665, sous le nom de Manufacture des glaces, la France « d'en bas » innove à son rythme. Le monastère d'Hautvillers, situé près d'Épernay, en Champagne, en est un exemple probant. Le 24 septembre 1715, trois semaines après la mort du roi Louis XIV, le monastère partage le deuil national, quand les moines apprennent que l'un des leurs, Pierre Pérignon, vient également de mourir. Ceux qui veillent sa dépouille se font la remarque qu'il était né en décembre 1638 (il a été baptisé le 5 janvier 1639), c'est-à-dire quelques semaines après le futur Louis XIV. De cette coïncidence, ils tirent la conclusion que cette simultanéité de destin pourrait éventuellement assurer une

certaine notoriété à celui qui s'appelle, depuis qu'il a rejoint en 1656 l'ordre des Bénédictins, « dom Pérignon ». Pour eux, il n'y a guère d'autre raison de se souvenir de la vie simple et bien organisée de Pierre Pérignon. Il vient d'une famille de magistrats propriétaire de vignes de Sainte-Ménehould, si bien que Pierre Pérignon s'intéresse très jeune à la fabrication du vin. En 1668, il est nommé procureur, c'est-à-dire intendant, de l'abbaye Saint-Pierre d'Hautvillers. Il occupe ce poste jusqu'à sa mort. L'abbaye vit repliée sur elle-même, n'abritant qu'une poignée de moines. Dom Pérignon s'y consacre entre autres à la gestion du vignoble. Ayant modifié le bouchon de certaines bouteilles en les enrobant de cire d'abeille, il constate que le sucre que contient cette cire se mélange au vin et en relance la fermentation, le transformant en un vin pétillant. Intrigué, il décide de systématiser sa démarche. Problème, cette nouvelle fermentation augmente la pression dans les bouteilles qui explosent systématiquement. En 1670, il envisage de changer d'abbaye et visite Sainte-Hilaire en Languedoc, près de Limoux. Préférant revenir en Champagne, il a néanmoins eu le temps d'étudier le procédé utilisé par les viticulteurs de Limoux depuis le milieu du XVI^{e} siècle pour fabriquer un vin mousseux connu sous le nom de « blanquette de Limoux ». Un des secrets pour éviter que les bouteilles en verre n'explosent est qu'elles soient plus épaisses… Dans son entreprise de renouvellement de la vinification des vins de son abbaye, dom Pérignon est aidé par un jeune condisciple, le moine Thierry Ruinart. Celui-ci a un neveu, Nicolas Ruinart, négociant à Reims. Il vend des produits textiles dans l'Europe entière, notamment en Angleterre. Intéressé par le vin de dom Pérignon, il se lance dans sa promotion commerciale au travers de son réseau de clients. Nicolas Ruinart pense qu'on peut se faire une place sur le marché anglais alors dominé par les vins de Bordeaux à

condition d’y proposer un produit radicalement différent comme le champagne de dom Pérignon. C’est ainsi que, loin de Colbert, s’organise une aventure exceptionnelle qui a donné à dom Pérignon une immense célébrité et à la France un secteur d’activité particulièrement performant.

Révoltes fiscales

Un État mercantiliste repose sur sa situation financière. En effet, ayant fait de la guerre une composante nécessaire de sa politique économique, il doit accroître ses dépenses militaires. L'armée du XVII^e^ siècle devient une institution assez strictement organisée. Sous Louis XIV, François Le Tellier, plus connu sous le nom de marquis de Louvois (1641-1691), introduit dans l'armée française deux réformes qui en rationalisent le fonctionnement mais qui se révèlent coûteuses. Pour éviter les déconvenues rencontrées par l'armée espagnole après sa victoire de Saint-Quentin, il interdit toute forme de pillage, ce qui impose un versement régulier de soldes et un renforcement de l'intendance militaire. Pour éviter les erreurs et « les tirs amis », en 1685, il rend reconnaissables les soldats français en normalisant les uniformes dont ils sont équipés. Cela donne des débouchés aux usines textiles créées par Colbert, mais à un prix élevé qui obère les finances publiques. Résultat, les augmentations d'impôts suivis de révoltes fiscales alternent avec les banqueroutes.

L'époque est féconde en créations d'impôts. L'imagination fiscale paraît sans limite. En Russie, le tsar Pierre le Grand (1672-1725) introduit en 1704 l'impôt sur la barbe qui était né en Angleterre en 1535. En Angleterre, Cromwell (1599-1658) crée un impôt sur le savon au prétexte que les riches se lavent trop et polluent de ce fait les rivières… (le souci écologique comme prétexte à l'impôt est donc ancien !). La France n'est pas en reste, l'époque étant marquée par la célèbre formule de Colbert selon laquelle « l'art de l'imposition consiste à plumer l'oie pour obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris ». Mais l'administration royale des XVII^e^ et

XVIII[e] siècles a bien du mal à mettre ce principe en application. Les révoltes s'enchaînent, certaines étant restées célèbres comme celle des Bonnets rouges (1675) ou celle des Lustucru (1662)[2]. Le maréchal Vauban (1633-1707), célèbre pour les citadelles construites dans le but de protéger les frontières du pays, publie en 1707 un *Projet de dîme royale* incluant des propositions de refonte de la fiscalité française. Dans la préface, il en déplore la mauvaise répartition :

> La vie errante que je mène depuis quarante ans et plus m'ayant donné l'occasion de voir et de visiter plusieurs fois et de plusieurs façons la plus grande partie des provinces de ce royaume, j'ai souvent eu l'occasion de donner carrière à mes réflexions et de remarquer le bon et le mauvais du pays ; d'en examiner l'état et la situation et celui des peuples dont la pauvreté ayant excité souvent ma compassion m'a donné lieu d'en chercher la cause.

Et la cause de cette pauvreté ne fait à ses yeux aucun doute : c'est la fiscalité abusive qui paralyse l'économie. Plus tard, racontant dans ses *Confessions* son premier voyage le menant de Lyon à Paris, Jean-Jacques Rousseau décrit comment il a été accueilli en Bourgogne par des paysans en haillons se plaignant amèrement de leur condition misérable avant que, comprenant qu'il n'était pas un collecteur de taille, ils ne fassent bombance avec lui.

Dans ce maquis fiscal, un cas intéressant est celui de la « paulette ». Cette taxe doit son nom à son concepteur, Charles Paulet. Proche du roi Henri IV, il lui fait signer l'édit créant cette taxe le 12 décembre 1604. Avant son instauration, quiconque voulait entrer dans la haute fonction publique devait payer une charge. En

retour, il percevait une rémunération que la coutume appelle un traitement[3], tout au long de sa carrière, pour les responsabilités assumées. Cette opération était rentable pour l'État si la somme des traitements cumulés reçus par un individu durant sa vie publique restait inférieure au versement initial. À l'inverse, l'acquéreur de la charge était gagnant s'il l'exerçait suffisamment longtemps. Mais, au XVI^e^ siècle, les troubles liés aux guerres de Religion ont rendu les carrières administratives aléatoires, si bien que l'on ne se précipite guère pour acheter les charges. Leur prix de vente ne cesse de s'effondrer. Le but des réformes de Paulet est de rétablir la situation, notamment sur un plan financier, en rendant les emplois publics plus attractifs. Pour cela, il améliore ce que l'on obtient grâce au versement initial. Désormais, celui-ci vaut pleine acquisition de l'emploi public. Ainsi, le détenteur peut revendre sa charge comme il l'entend, ou la transmettre à ses héritiers à son décès. En échange, l'État perçoit un impôt, qui vient, en fait, en déduction du traitement du haut fonctionnaire. C'est la paulette, du montant d'un soixantième du prix d'achat de la charge.

La paulette a régulièrement suscité l'ire des parlements, instance où siègent, sous l'Ancien régime, les magistrats. La Fronde, révolte qui court de 1648 à 1653, commence par un appel du Parlement de Paris à la baisse de la paulette. Pendant tout le XVIII^e^ siècle, chaque manifestation de l'opposition parlementaire au pouvoir – et il y en eut beaucoup – est l'occasion d'exiger la disparition de cet impôt accusé d'éloigner les talents des professions juridiques… Évidemment, ce type d'argument n'est guère original ! Est-il en effet un impôt qui ne soit pas accusé de nuire au travail de ceux qui le paient ? Cette histoire illustre bien le paradoxe de l'État pourvoyeur d'oisiveté rentière essayant d'en corriger les excès par l'impôt.

La paulette finit par disparaître, avec la Révolution, après avoir plumé, au sens de Colbert, l'oie grasse de la haute fonction publique, et singulièrement la magistrature. Ce qui lui valut une longue litanie de cris. Mais l'État impécunieux des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles avait fait mine de ne pas les entendre.

Excès financiers

L'obsession chrysohédoniste et les difficultés des finances publiques renforcent le rôle de la finance. Pas seulement celui du banquier et des prêts aux particuliers. Mais aussi celui de tous les mécanismes permettant de financer l'État. Comme la spéculation qui sévit aux débuts du XVIII^{e} siècle.

Qui ne connaît pas l'histoire des tulipes hollandaises ? Un mot – la « tulipomanie » – désigne cette frénésie spéculative sur les bulbes de tulipe qui s'empare de la Hollande entre 1633 et 1637. Durant cette période, le prix des bulbes de tulipe est multiplié par cinq entre le 12 et le 25 novembre 1636. Puis à nouveau par deux entre le 25 novembre et le 3 février 1637, jour qui amorce la chute des cours. En ce 3 février, le prix d'un bulbe de tulipe représente dix fois la rémunération annuelle d'un artisan hollandais de l'époque. Le 1er mai 1637, le cours est revenu à son niveau du début novembre 1636. Premier épisode moderne de spéculation généralisée, la tulipomanie continue à nourrir les réflexions théoriques des spécialistes de la finance. Cet acte fondateur de ce que l'on appelle « l'hystérie spéculative » est suivi d'autres spéculations suscitées par l'évolution de la dette publique.

Les banqueroutes qui se suivent depuis celle de l'Espagne en 1557 poussent les dirigeants à trouver une solution pour garantir leur dette. La plus efficace et la plus innovante est imaginée de façon très pragmatique par les Anglais. Le XVII^{e} siècle anglais est violent et perturbé. Le 30 janvier 1649, à Londres, le roi Charles I^{er} Stuart a la tête tranchée. Il vient de perdre la guerre qui l'opposait aux troupes des puritains protestants menés par Cromwell. Après sa capitulation,

il a été jugé, condamné à mort et rapidement exécuté[4]. Dans la foulée, Oliver Cromwell proclame la République (Commonwealth en anglais), s'arroge le pouvoir et dirige le pays d'une main de fer jusqu'à sa mort. Son fils, supposé poursuivre l'expérience de cette dictature théocratique, doit renoncer au pouvoir en 1660 et céder la place à Charles II, le fils de Charles I[er][5].

La monarchie anglaise restaurée en 1660 par Charles II, après les onze années de République dictatoriale dominées par Cromwell, cherche à s'inspirer de l'absolutisme de Louis XIV. Pendant près de trente ans, les classes dirigeantes anglaises qui contrôlent le Parlement s'opposent à cette volonté. Les tensions nées de cette opposition conduisent à l'exil de Jacques II, le frère de Charles II devenu roi en 1685. Il s'enfuit en France en 1688. Cet événement est entré dans l'histoire sous le nom de « glorieuse révolution ». Dans la foulée, Marie II, la fille de Jacques II, et Guillaume III, son mari, montent sur le trône. Mais pour ce faire, ils sont obligés d'accepter un *bill of rights*, dont la version définitive paraît le 13 février 1689. La publication de ce *bill of rights* marque l'avènement du parlementarisme à l'anglaise, dont l'exemple va servir de modèle au monde entier.

Commencée en 1215, avec l'encadrement du pouvoir royal imposé au roi Jean sans Terre au travers de la rédaction de la *Magna Carta*, l'affirmation du rôle des représentants élus du peuple franchit en Angleterre une nouvelle étape. Après trois articles de circonstances condamnant implicitement l'action de Jacques II, l'article 4 du *bill of rights* rappelle et insiste sur le fait que le pouvoir des élus est et doit être avant tout un pouvoir fiscal :

> Une levée d'impôt pour la Couronne ou à son usage, sous prétexte de prérogative, sans le consentement du

> Parlement, pour un temps plus long et d'une manière autre qu'il n'est ou ne sera consenti par le Parlement est illégale.

L'affirmation d'une maîtrise des finances publiques par la population permet à Guillaume III de proposer la création d'une institution ayant vocation à prêter à l'État pendant les périodes délicates et à lui donner ainsi du temps pour redresser ses comptes. En 1694 est donc créée la Banque d'Angleterre. Elle a fondamentalement pour rôle d'assurer la trésorerie de l'État et la liquidité de sa dette. Tout détenteur d'emprunts publics ayant un doute sur l'éventualité d'une banqueroute peut lui revendre ses emprunts. Il est important de souligner que dans l'esprit de ses créateurs, la sécurité de court terme qu'apporte la banque centrale ne peut être pérenne que si l'État profite du temps dont il dispose de ce fait pour améliorer durablement sa situation financière.

En 1711, Robert Harley, qui occupe des fonctions que nous pourrions assimiler à celle de Premier ministre, monte une opération dans ce sens, visant à réduire l'endettement de l'État. Il crée la Compagnie des mers du Sud (South Sea Company) et propose d'échanger les titres de dette publique contre des actions de la nouvelle entreprise. Cette création est à l'origine d'une nouvelle vague d'hystérie spéculative entrée dans l'histoire sous le nom de « bulle des mers du Sud ». Sur le papier, la nouvelle compagnie doit faire des bénéfices élevés car il est prévu qu'elle ait le monopole, hors ses homologues espagnoles, du commerce avec l'Espagne et ses colonies. Ces bénéfices sont présentés comme potentiellement supérieurs aux intérêts versés sur la dette publique. En 1711, l'Angleterre est en guerre avec la France. Objet du conflit : précisément l'avenir de l'Espagne au travers du choix de son roi. Le candidat de la France est Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV,

celui de l'Angleterre est Charles de Habsbourg. La paix signée à Utrecht en 1713 confirme la désignation de Philippe d'Anjou comme roi d'Espagne, mais dans des conditions telles que l'Angleterre peut espérer devenir un partenaire commercial privilégié de l'empire espagnol. Les actions de la compagnie se mettent à monter, tout le monde souhaitant se défaire de sa dette publique pour les acheter.

Rapidement, la machine s'emballe. En 1719, sur les 50 millions de livres de dette publique anglaise, 12 sont entre les mains de la compagnie qui a émis l'équivalent sous forme d'actions. En 1720, la spéculation atteint des sommets. Tous ceux qui ont un tant soit peu de dettes se précipitent pour acheter des actions, non seulement de la Compagnie des mers du Sud, mais de tout un tas de sociétés apparaissant à vitesse grand V, sans vraiment prêter attention à la nature de ces sociétés. L'une de celles dont les actions montent le plus vite se définit comme « destinée à promouvoir une entreprise extrêmement avantageuse mais qui doit demeurer ignorée de tous ». Derrière ce titre étrange se dissimule une banale escroquerie. Des personnages illustres, comme Isaac Newton, figurent parmi les acheteurs enthousiastes de cette folle époque.

En juin 1720, inquiètes de voir proliférer des sociétés pour le moins suspectes, les autorités britanniques font adopter par le Parlement anglais une loi – le Bubble Act – exigeant que toute société faisant appel à l'épargne publique ait reçu un agrément royal. Cet acte marque un tournant dans la vie financière et lance le mot « bulle » (*bubble* en anglais) pour désigner un emballement des cours boursiers. En août 1720, le cours de l'action de la Compagnie des mers du Sud dépasse la barre des 1 000 livres. C'est le sommet car le Bubble Act en a déjà poussé certains à vendre. En outre, une information commence à circuler dans Londres : en fin de compte, l'Espagne n'autorise l'entrée dans ses ports que d'un bateau anglais

par an… Tout s'écroule brutalement et le cours redescend à 150 livres. Amer et désabusé, Newton, qui compte parmi les personnes ruinées, déclare : « Je sais calculer les mouvements des corps pesants mais pas la folie des foules. » La formule, restée célèbre, est encore utilisée pour dissuader certains d'acheter sans réfléchir des titres boursiers peu sûrs.

En décembre 1720, c'est à Paris que la finance se distingue après une aventure initiée pour réduire la dette publique. En cet hiver 1720, John Law s'enfuit pour Venise. Ce personnage mythique a mené en France une opération d'échange de dette publique contre des actions d'une société commerciale d'État. John Law est né en 1671 à Édimbourg. Après une vie aventureuse marquée par un duel meurtrier qui le conduit à s'exiler en France, il propose au Régent ayant succédé à Louis XIV, en 1715, à la tête de l'État, un système de réduction de la dette publique calqué sur le phénomène anglo-saxon de la Compagnie des mers du Sud. En 1716, il crée une banque générale qui émet du papier-monnaie en échange d'or. Il rachète en 1717 la Compagnie du Mississippi, société fondée en 1684 pour commercer avec la Louisiane, et propose alors l'échange de titres de dette publique contre des actions de cette compagnie. En 1720, la banque et la compagnie fusionnent. Entre-temps, les actions de la compagnie, qui valaient 500 livres-tournois en 1717, ont atteint les 15 000 à l'été 1720. Mais, les événements londoniens viennent semer le doute chez les porteurs d'actions. C'est la panique : l'action s'effondre pour revenir à 500 livres en janvier 1721. Cette histoire laisse des traces qui en perpétuent la mémoire. Un lieu, tout d'abord, la rue Quincampoix, qui existe toujours à Paris sous ce nom, et où se trouvaient les bureaux de John Law, même si les bâtiments eux-mêmes ont été rasés sous le Second Empire dans le cadre de la percée du boulevard de

Sébastopol. Une littérature ensuite, dont le texte le plus célèbre sera *Le Bossu*, roman écrit par Paul Féval. Et enfin, une aversion réelle des Français du XVIII^e^ siècle pour le papier-monnaie, aversion que confirmera la gestion des assignats pendant la Révolution. En juin 1726, Louis XV solde définitivement l'affaire Law.

Le roi vient d'avoir seize ans. Monté sur le trône en 1715, il ne prend réellement le pouvoir qu'en ce mois de juin, très exactement le 11. Ce jour-là, il nomme comme Premier ministre son précepteur, André Hercule de Fleury, cardinal de son état et ancien évêque de Fréjus. Celui-ci va avoir soixante-treize ans. Après une fin de règne de Louis XIV sinistre et marquée par le drame de la guerre de Succession d'Espagne, après une Régence de Philippe d'Orléans flamboyante et marquée par l'aventure catastrophique de la monétisation de la dette publique imaginée par John Law, la période de Fleury, qui s'étend jusqu'à sa mort, en 1743, apporte au pays calme et sérénité. Il faut dire que le programme du cardinal est simple. Il écrit dans son journal au moment de sa prise de fonction : « Le trop d'esprit a gâté nos affaires, le bon sens peut seul les réparer. » Considération qu'il complète de l'assertion suivante :

> La lecture des *Mémoires* de Sully m'a souvent fait naître cette pensée que, pour bien gouverner les Français, il faut un phlegme, une persévérance, une ténacité de vues qui se rencontrent bien rarement chez notre nation, inconstante et légère.

L'expression la plus immédiate du bon sens réparateur de Fleury prend la forme d'une défense de la stabilité monétaire visant à enterrer les années Law. Pour Fleury, l'enjeu de la monnaie n'est pas sa quantité mais sa vitesse de circulation. Or, celle-ci augmente

avec la confiance, qui elle-même suppose que la quantité de monnaie soit stable et que cette monnaie s'incarne dans les métaux précieux que l'humanité a toujours acceptés comme moyens de paiement.

Dès le 11 juin au soir, Fleury réunit quelques hauts fonctionnaires de ce qui deviendra le ministère des Finances. Le but est de définir la référence or et argent de la livre, la devise de la France de l'époque. Le 15 juin paraît un édit fixant la valeur de la livre à un poids d'environ 0,3 g d'or et 4,5 g d'argent. Ces parités seront celles de la monnaie française jusqu'en 1913, sauf pendant les années folles de la Révolution et de ses assignats, et à ceci près qu'à partir de 1803, le franc – dit « germinal » – se substitue à la livre. Cette réforme, couplée à une politique d'équilibre budgétaire, initie une période de croissance qui redonne à la France sa prééminence en Europe. À la mort de Fleury, Louis XV écrit : « Ayant eu le malheur de perdre mes père et mère avant que j'eusse connaissance, je l'ai toujours regardé comme tel, ce qui rend sa perte plus douloureuse. » Il est néanmoins un des rares à pleurer un personnage qui, malgré l'amélioration de l'économie, laisse l'impression d'avoir installé un profond ennui.

Ces débuts financiers chaotiques du XVIII^{e} siècle font faire naître le sentiment qu'il faut se méfier de la finance et que celle-ci utilise la dette publique pour orienter l'action publique et notamment abattre les gouvernements qui lui sont peu favorables. C'est ainsi que, évoquant les malversations de la période de John Law, la Convention montagnarde interdit en avril 1794 l'exercice de l'activité de banquier. Elle vote une loi qui stipule : « Les compagnies de finances sont interdites sur le territoire de la République. »

Mercantilisme et « despotisme éclairé »

En 1715, lorsque Louis XV succède à Louis XIV, la France est la troisième économie mondiale, derrière la Chine et l'Inde. En 1700, le PIB mondial calculé par Angus Maddison est de 370 milliards d'euros. L'Inde en représente 24 % et la Chine des Qing, la nouvelle dynastie venue de Mandchourie, 22 %. Quant à la France, sa part est de 5,7 %. L'Espagne, hors son empire colonial, voit sa part réduite à 2,2 %. La France et l'Espagne sont résolument mercantilistes et « sédentaires ». En revanche, les Provinces-Unies sont le pays « nomade » par excellence et réussissent à produire 1,1 % du PIB mondial, soit l'équivalent de la production de toutes les colonies espagnoles. L'écart entre l'Europe et les pays asiatiques commence à se creuser. Le revenu par habitant en Chine et en Inde est de 550 dollars, soit 715 dollars en 2020. En France, ce revenu est de 1 060 dollars (1 380 dollars de 2020) tandis que celui des Provinces-Unies, est de 1 600 dollars (2 080 dollars de 2020), ce qui fait de ce pays le plus riche de la planète.

Malgré une fin de règne difficile sur le plan politique et militaire, et malgré la misère évidente dont souffre une partie de la population, la France de Louis XIV devient un modèle pour de nombreux pays. Mélangeant le colbertisme et certaines des propositions des économistes français du XVIII^{e} siècle, les physiocrates – qui misent sur le développement de l'agriculture – dont Ancillon a fait un archétype, les « despotes éclairés », façonnent une économie européenne qui va aller jusqu'au bout des possibilités du protectionnisme et légitimer indirectement l'avènement d'une économie anglaise libre-échangiste.

Indépendamment de la mise en place d'un système douanier très poussé, les « despotes éclairés », dont les plus connus sont le roi de

Prusse, Frédéric II (1712-1786), le saint empereur romain germanique Joseph II (1741-1790), et la tsarine Catherine II de Russie (1729-1796) créent des manufactures, font construire des routes, mettent en place des banques sur le modèle de la Banque d'Angleterre, le succès le plus spectaculaire en la matière étant la création en 1769 de la Banque des assignations en Russie. Et surtout, ils essaient d'améliorer la productivité agricole en allégeant les contraintes pesant sur les paysans. En particulier le servage, qui oblige le paysan à céder une partie de la récolte et de son travail aux seigneurs, est aboli en France sur le domaine royal en 1779 et dans les années 1780 en Autriche. Quant à la mise en place systématique de cadastres, due aux thèses agrariennes des physiocrates afin de préparer la simplification de la fiscalité, elle sera le grand acquis institutionnel du despotisme éclairé.

1. Voltaire, « Patrie », in *Dictionnaire philosophique*.

2. On pourra consulter utilement à ce sujet Jean-Baptiste Noé, Victor Fouquet, *La Révolte fiscale. L'impôt : histoire, théories et avatars* (Paris, Calmann-Lévy, 2019).

3. Cela reste d'actualité. Formellement, les fonctionnaires français reçoivent des traitements et non des salaires.

4. La date du 30 janvier est celle du calendrier julien alors en vigueur en Angleterre L'adoption d'un nouveau calendrier par le Royaume-Uni au XVIII^{e} siècle n'a pas conduit à sa révision tant elle est symboliquement forte.

5. Le destin tragique de Charles I^{er} a suscité bien des commentaires. Parmi ceux-ci, l'un des plus célèbres est celui de Turgot. On le trouve le 12 mai 1776 dans sa lettre de démission du poste de contrôleur général des Finances. Il occupe cette fonction depuis presque deux ans. Deux ans de tentatives de réformes audacieuses, qui se sont heurtées à l'opposition systématique non seulement des nobles, mais encore de tout ce que la France compte de rentiers, de corporations et d'agents publics. Turgot, amer, se permet d'ultimes conseils au roi qui a fait appel à lui en 1774, au point que certains réclameront que son insolence soit châtiée par un séjour à la Bastille. Il écrit en particulier :

« N’oubliez jamais, Sire, que c’est la faiblesse qui a mis la tête de Charles I^{er} sur un billot. » Est-il utile de préciser que le roi qui reçoit cette missive est… Louis XVI ? Sinistre et tristement prémonitoire rappel historique fait par Turgot !

CHAPITRE 5

Le monde anglo-saxon s’affirme, la Chine et la France s’effacent

Le 10 février 1763, à Paris, la France et la Grande-Bretagne signent un traité qui met fin à la guerre de Sept Ans. Alors qu’en 1756, au début du conflit, la France a en main toutes les cartes qui doivent lui permettre de gagner contre l’Angleterre et la Prusse avec l’aide de l’Autriche, de l’Espagne et de la Russie, en 1763, la paix conclue est plus que honteuse pour elle. La mémoire collective a surtout retenu de cette guerre les volte-face russes – qui se reproduiront dans d’autres conflits – et la perte du Québec. Les conséquences de l’événement sont encore plus graves : les finances publiques de la France ne s’en remettront pas. Le pays commence de s’effacer au profit du Royaume-Uni. La Chine fera aussi les frais historiques de l’avènement britannique. En revanche, les États-Unis montent en puissance. La croissance britannique marque le triomphe d’un nouveau modèle, prolongeant celui des Provinces-Unies et en rupture avec l’étatisme colbertiste et la bureaucratisation de l’économie par les mandarins de la cour impériale chinoise.

Se défaire de la banqueroute par la croissance ou les limites du chrysohédonisme

Les XVII^e^ et XVIII^e^ siècles vivent dans les affres de la banqueroute. Les États et les penseurs de l'économie cherchent à tout prix les moyens de l'éviter, surtout après les spéculations des débuts du XVIII^e^ siècle. Les physiocrates, ces disciples de Quesnay pour qui, rappelons-le, le charbon et l'agriculture sont les principales sources de croissance, émergent alors. Ils sont souvent présentés comme les premiers penseurs à pouvoir être considérés comme des économistes à part entière. Anne Robert Turgot (1727-1781) concrétisa leur message, faisant un usage politique de leurs recommandations. Théoricien de l'économie mais également praticien, il est nommé en 1774 contrôleur général des Finances par le jeune roi Louis XVI. Il doit son ascension à Jacques Vincent de Gournay[1] (1712-1759), un haut fonctionnaire qui l'introduit à la cour et parmi les cercles physiocratiques. Vincent de Gournay est entré dans l'histoire pour avoir popularisé le mot d'ordre du libéralisme économique naissant : « Laissez faire, laissez passez[2]. »

En acceptant de devenir contrôleur général des Finances, Turgot écrit au roi une lettre qui va devenir une référence. Son programme est simple :

> Point de banqueroute ; Point d'augmentation d'impôts ; Point d'emprunts.
> Point de banqueroute, ni avouée, ni masquée par des réductions forcées.
> Point d'augmentation d'impôts, la raison en est dans la situation de vos peuples, et encore plus dans le cœur de

> Votre Majesté.
> Point d'emprunts, parce que tout emprunt diminue toujours le revenu libre ; il nécessite au bout de quelque temps ou la banqueroute ou l'augmentation des impositions. Il ne faut en temps de paix se permettre d'emprunter que pour liquider les dettes anciennes, ou pour rembourser d'autres emprunts faits à un denier plus onéreux.
> Pour remplir ces trois points, il n'y a qu'un moyen. C'est de réduire la dépense au-dessous de la recette, et assez au-dessous pour pouvoir économiser chaque année une vingtaine de millions, afin de rembourser les dettes anciennes.

Le mathématicien Condorcet (1743-1794), très proche collaborateur de Turgot, raconte son expérience dans un court texte qu'il publie en 1786, intitulé *Vie de Monsieur Turgot*. Il y condamne la banqueroute pour diverses raisons. D'abord parce qu'elle trahit la promesse royale. Ensuite et surtout parce qu'elle conduit les créanciers ruinés à demander des taux d'intérêt plus élevés sur les emprunts futurs. Le gain immédiat obtenu en supprimant la dette se paie donc dès qu'il faut à nouveau s'endetter. Quand la pratique de la banqueroute devient une habitude, un stock élevé de dettes conduit en effet les prêteurs à anticiper un refus imminent de l'État d'honorer ses engagements, c'est-à-dire à annuler une partie de ce stock de dettes. Dans ces conditions, les prêteurs se font plus exigeants et réclament des taux d'intérêt majorés. La dette publique est sur le plan économique un stock. En tant que telle, elle ne devrait pas influer sur le taux d'intérêt qui est le prix des flux, c'est-à-dire des emprunts contractés chaque année. Mais la pratique de la

banqueroute, en modifiant les anticipations, pousse les taux d'intérêt à la hausse.

Turgot et Condorcet n'auront guère le temps d'agir. Turgot doit en effet quitter le pouvoir en 1776 sous les quolibets de la cour et d'une partie de la population parisienne. Son but initial, par-delà l'équilibre budgétaire, était de moderniser l'économie en la libéralisant, conformément aux thèses des physiocrates. Il supprime ainsi les corporations et surtout libère le prix des céréales. Ce faisant, il s'inscrit dans une tendance qui s'impose depuis quelque temps en France. En 1763, le contrôleur des Finances Jean-Baptiste Bertin (1720-1792) prépare une libéralisation du commerce des grains. Bertin est un ami des physiocrates dont il partage l'amour inconditionnel de la Chine et la fascination qu'inspirent son appareil bureaucratique et sa sélection des élites administratives par des concours. C'est lui qui supervise l'édition des œuvres du père Amiot sur la Chine. Ce jésuite célèbre y a longtemps séjourné et ses livres servent toujours de référence en la matière. Bertin justifie sa démarche dans un court texte où, pour la première fois peut-être depuis la création de la monarchie française, de façon explicite, un haut fonctionnaire royal explique qu'il n'est pas du ressort de l'État d'assurer le niveau de vie de la population. Il refuse ainsi la logique de la loi de Wagner et les idées mercantilistes, et assume un modèle intellectuel où la croissance économique portée par l'initiative individuelle est le plus sûr moyen de réduire la pauvreté. En juillet 1764, son successeur, François de Laverdy (1723-1793), décide de passer à l'acte. Il fait publier l'édit de Compiègne qui organise une libéralisation effective bien que partielle de la circulation du blé. En 1768, la hausse du prix du pain qui en découle le contraint à la démission. Il sera accusé sous la Terreur d'avoir voulu affamer le peuple pour le plus grand profit des agioteurs – on

parle d'un « pacte de famine » – et est guillotiné. En 1770, l'abbé Terray (1715-1778), devenu contrôleur général des Finances, met un terme à ce type de politique. Il rétablit la gestion administrative de la distribution des céréales et procède à des annulations de dettes. Son agressivité fiscale est telle que, pour le philosophe Denis Diderot, il mérite qu'une rue de la capitale porte son nom. Et c'est ainsi que le Tout-Paris participe à une cérémonie visant à donner le nom de rue de l'abbé Terray à une rue bien choisie au préalable. Il s'agit en effet de la « rue Vide-Gousset[3] »…

La mort de Louis XV et l'avènement de Louis XVI, en amenant Turgot au pouvoir, remettent la libéralisation du commerce des grains à l'ordre du jour. Et Turgot se heurte, à l'instar de Laverdy, à une hausse du prix du pain qui provoque en 1775 des émeutes violentes connues dans l'histoire sous le nom de « guerre des farines ». Quand Turgot meurt, en 1781, la plupart de ses réformes ont été annulées et la France fera de nouveau banqueroute quelques années plus tard, pendant la Révolution.

Le problème budgétaire n'est en effet pas étranger à ce bouleversement politique majeur. Après Turgot, les ministres des Finances se succèdent. Certains entrent dans l'histoire, comme Jacques Necker (1732-1804) ou encore Charles-Alexandre de Calonne (1734-1802). Mais c'est Étienne-Charles de Loménie de Brienne, prélat de son état, qui va avoir la lourde tâche de constater, en août 1787, l'impossibilité de couvrir un emprunt de 120 millions de livres. Il demande au roi de convoquer les états généraux pour que ceux-ci mettent en place une politique d'augmentation des impôts, puis se retire en décembre 1788.

L’inflation comme solution

Les états généraux qui se réunissent à partir du 5 mai 1789 ont conscience de la situation. Cependant, ils cherchent à gagner du temps dans un rapport de force politique avec l’administration royale et avec Necker, contrôleur général des Finances en 1789. Les députés vont même jusqu’à voter en juin 1789 la suppression des impôts… pour les remplacer immédiatement par des contributions. Ils maintiennent néanmoins leur opposition au principe de la banqueroute. Mirabeau, le leader de la gauche des débuts de la Révolution, prononce ainsi en septembre 1789 un discours *célèbre où il proclame* : *«* La banqueroute, la hideuse banqueroute est à nos portes ! » Et il convainc les états généraux devenus Assemblée constituante d’écarter cette pratique. Refusant *de facto* l’augmentation d’impôts et *de jure* la banqueroute, il ne reste à la Révolution naissante qu’à s’adonner à l’inflation. Certes l’inflation lamine l’épargne, ce qui nuit au commerce. Mais elle permet à l’État de continuer à s’endetter, évitant ainsi de faire banqueroute. Théoriquement. Car la mise en place des assignats en 1790 et leur multiplication prouvent hélas le contraire.

Le 30 Pluviôse an IV, place Vendôme à Paris, il fait un froid intense. Paris est alors une ville brisée. En peu d’années, elle, qui faisait fantasmer par sa richesse économique et culturelle le reste de l’Europe, est devenue un immense cloaque où règnent l’anarchie et la misère. Le roi Louis XVI a été guillotiné en janvier 1793 ; ont été également guillotinés par la suite la plupart des leaders de la Révolution qui l’avaient mené à l’échafaud. Nous sommes à la fin de cette Révolution ; bientôt Bonaparte va emporter le Directoire, qui

est le régime en vigueur en l'an IV. Les frères Goncourt ont fait une description hallucinante et hallucinée de cette période dans leur *Histoire de la société française sous le Directoire*[4]. Leur livre commence par une promenade dans un Paris qui n'est plus que ruine et errance de foules affamées. La Sainte-Chapelle sert d'entrepôt et le Palais-Royal est une gigantesque maison de passe. À propos de la place Vendôme, les frères Goncourt écrivent :

> Les administrations, les industries particulières ont envahi les hôtels ; sur une porte vous lisez : Agence générale des Rentiers, et sur l'autre : Magasin militaire établi pour le droit de préhension.

Cette « agence des rentiers » est l'ancêtre de notre Agence France Trésor. Elle gère la dette publique. Comme plus personne ne se sent en devoir ni de payer ses impôts, ni d'acheter les emprunts d'État, l'essentiel de son activité est d'imprimer sans limite les assignats qui servent de monnaie. En Pluviôse an IV, ceux-ci ont perdu toute valeur. C'est pour cela que le Directoire décide de les remplacer par ce qu'il appelle des « mandats territoriaux », reprenant ainsi la référence d'origine des assignats puisqu'initialement, les assignats étaient supposés être convertibles non pas en or, mais en hectares de terrains confisqués à l'Église. Pour montrer sa volonté de ne pas imprimer de façon inconsidérée des mandats territoriaux, le 30 Pluviôse an IV, c'est-à-dire le 19 février 1796, on brûle sur la place Vendôme la « planche à billets ». Il y a urgence : de 1790 à octobre 1795, les prix ont été multipliés par 40 pour les chaussures et les vêtements, par 100 pour la nourriture, notamment le pain. Et pendant l'hiver 1795-1796, la situation s'aggrave, au point que le troc gagne de plus en plus de

terrain. La substitution des mandats territoriaux aux assignats et le gigantesque feu de joie alimenté par la planche à billets n'arriveront pas pour autant à rétablir la situation.

Le 30 septembre 1797, dans l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères à Paris (aujourd'hui dans le IIe arrondissement), a lieu la dernière en date des banqueroutes de la France. En 1797, cette église est devenue le siège de la Bourse de Paris. À gauche de l'autel, on cote la rente – c'est-à-dire les emprunts d'État – et les actions. Ce 30 septembre 1797, le héros de la séance est Dominique Ramel. Il est ministre des Finances et ne participe que rarement aux séances boursières. Il est venu fermer le marché des titres publics. Dans la foulée, il fait voter une loi annulant deux tiers de la dette publique. L'événement restera dans l'histoire sous le nom de « banqueroute des deux tiers ». Cette banqueroute, qui n'est pas la première en France, reste à ce jour la dernière. Depuis cette date, la signature de l'État a toujours été honorée. En particulier parce que la Révolution a quand même laissé en héritage l'idée que l'inflation pouvait être utile ! C'est elle en effet qui va permettre, après chacune des deux guerres mondiales, de gommer les dettes de l'État.

Le coup d'éclat financier du 30 septembre a été rendu possible par le coup d'État politique du 18 Fructidor (4 septembre 1797). Les républicains gardent le pouvoir, à cette occasion, alors que les résultats des élections législatives étaient favorables aux royalistes. Dans un pays en révolution depuis dix ans, les républicains n'envisagent pas de s'en aller. Ils s'engagent dans une nouvelle répression politique, limitant la liberté d'expression de leurs adversaires et en exilant certains. Ils décident néanmoins de consolider leur pouvoir par des réformes de long terme. Ils réorganisent les finances de l'État non seulement en effaçant une

partie de la dette mais également en créant une fiscalité nouvelle. Ramel aurait déclaré, pour justifier cette ultime banqueroute : « J'efface les conséquences des erreurs du passé pour donner à l'État les moyens de son avenir. »

Le risque de banqueroute est néanmoins de voir les taux d'intérêt s'envoler et de recréer des dépenses publiques excessives sous forme de charges d'intérêt : c'est le danger mis en avant naguère par Condorcet. Mais les dirigeants du Directoire pensent inconsciemment qu'une victoire militaire apportera des moyens nouveaux permettant d'éviter le déficit budgétaire. Il faut dire qu'en cette année 1797, un général inconnu du grand public joue les matamores. Commandant en chef des armées de la République engagées contre le Piémont et l'Autriche en Italie du Nord, ce général nommé Napoléon Bonaparte vole de succès en succès et envoie à Paris une partie d'un butin qui s'annonce colossal. Il va apporter la solution au problème financier récurrent de la France, non pas par ses victoires militaires, mais par la création d'une institution imitée des pratiques anglaises.

Le 18 janvier 1800, la France est toujours officiellement en république. Mais une république autoritaire depuis le coup d'État de Napoléon Bonaparte du 18 Brumaire (9 novembre 1799). Une nouvelle Constitution dite « Constitution de l'an VIII » régit le pays depuis le jour de Noël 1799, même si juridiquement, elle ne sera ratifiée par plébiscite qu'en février 1800. Le Directoire, que Bonaparte vient de remplacer par le Consulat, laisse un héritage moins calamiteux que ce que l'on pourrait penser. Après avoir annulé deux tiers de la dette publique, il a réformé la fiscalité en créant l'impôt sur les portes et les fenêtres qui, malgré les critiques, survivra jusqu'en 1926. Il a essayé de recréer une banque centrale appelée « Caisse des comptes courants », reprenant les missions

de la « Caisse d'escompte » créée en 1776. À l'époque, ayant théorisé que la force du Royaume-Uni tient sa solidité financière à l'action de la Banque d'Angleterre, le suisse Isaac Panchaud (1737-1789) persuade Turgot de créer en France l'équivalent sous le nom de « Caisse d'escompte ». Panchaud a le bon goût de mourir très précisément le 14 juillet 1789, évitant les excès de la Révolution et laissant à un de ses disciples, Jean-Frédéric Perregaux (1744-1808), banquier et actionnaire de la Caisse d'escompte, le soin de convaincre une fois pour toutes les Français de la nécessité de se doter d'une banque centrale. Perregaux, qui sait s'adapter aux fluctuations de la période révolutionnaire, refait surface après la chute de Robespierre en 1794. Il obtient, dans un premier temps, du Directoire la création de la Caisse des comptes courants. Il propose par la suite au Premier consul de transformer cette caisse en une banque centrale de modèle anglais, dépassant le simple enjeu de la solvabilité de l'État. C'est ainsi que naît la Banque de France. Son statut précis paraît le 13 février 1800. Son rôle y est défini par l'article 5 qui dit notamment :

> Les opérations de la Banque consisteront à escompter des lettres de change et billets à ordre […] et à émettre des billets payables au porteur et à vue.

En outre :

> Ces billets seront émis dans des proportions telles, qu'au moyen du numéraire réservé dans les caisses de la Banque, et des échéances du papier de son portefeuille, elle ne puisse dans aucun temps être exposée à différer le payement de ses engagements.

La France enclenche ainsi le passage de la monnaie métallique à la monnaie fiduciaire, avec comme condition le refus de l'inflation. L'opération est un succès ; à tel point qu'après son décès, Perregaux entre au Panthéon où il est encore[5].

Si la Révolution laisse à la France un système financier stabilisé, elle est aussi l'occasion manquée de retrouver sa place de première puissance économique en ratant son virage libéral-nomade. Cette évolution n'était pas écrite.

Adam Smith théorise les avantages du marché

En mars 1776, alors que Turgot est sur le départ, paraît à Londres *La Richesse des nations* d'Adam Smith. Son importance est colossale, même si l'auteur n'en a pas conscience. La vie de ce personnage est en effet ponctuée d'événements tragiques. Il ne connut jamais son père, dont il porte non seulement le nom mais aussi le prénom. Le 5 janvier 1723, Adam Smith père, douanier à Kirkcaldy, en Écosse, meurt en effet dans l'indifférence générale, laissant une veuve de dix-sept ans enceinte. Son fils naît cinq mois plus tard, le 5 juin 1723, d'une mère si mal remise de son veuvage, qu'elle baptise l'enfant du nom du disparu. Étouffé par une affection exclusive, Adam Smith fut de ce fait un personnage introverti, d'autant plus réservé qu'il souffrait d'un physique disgracieux et d'une tendance affirmée au bégaiement.

Après des études à Oxford, il occupe la chaire de logique puis celle de philosophie morale à l'université de Glasgow. Professeur bègue et besogneux, il est rapidement célèbre. En 1759, il publie un résumé de son cours sous le titre *Traité des sentiments moraux*, livre qui assoit son prestige intellectuel. David Hume, dont la réputation de philosophe et historien n'est plus à faire, le présente à Charles Townsend, un homme politique influent qui, désireux d'éloigner les enfants que sa femme a eus d'un premier lit, lui propose d'être le précepteur de l'un d'entre eux. Il l'envoie dans la foulée en France en 1763. Grâce encore à David Hume, alors secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris, Adam Smith fréquente les philosophes français, notamment Turgot et d'Alembert. Il doit mettre

un terme à son séjour parisien à la suite d'un événement dramatique : le frère de son élève est assassiné sous ses yeux dans une rue de Paris. Traumatisé, il regagne en 1766 l'Écosse où, reclus, il rédige *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

Le livre n'est guère original. Il est très largement inspiré des idées françaises. Il reprend en particulier les écrits de Turgot. Quant à la parabole de l'usine d'épingles comme démonstration de l'efficacité de la division du travail pour augmenter la productivité, parabole dont l'histoire a fait le premier plaidoyer ponocratique, elle est directement plagiée de textes d'Henri Louis Duhamel du Monceau (1700-1782), un des proches du physicien René-Antoine Ferchault de Réaumur (1683-1757). Le succès du livre tient au fait qu'il arrive au bon moment. Paru l'année de l'indépendance américaine, il est le manifeste économique individualiste qu'attendent des sociétés occidentales qui s'interrogent sur les visions holistes en cours, selon lesquelles les individus sont au contraire socialement déterminés. Ces visions holistes sont celles des bureaucraties des monarchies en place ou des pré-socialistes rousseauistes. Progressivement, l'ouvrage d'Adam Smith acquiert le statut de texte fondateur de la pensée économique pour son affirmation du rôle bénéfique du marché et de la concurrence, et pour sa défense de la division du travail. Quant à l'expression « main invisible » qui lui est systématiquement associée, elle n'apparaît qu'une fois dans le texte.

À la fin de sa vie, au gouvernement qui lui propose une chaire prestigieuse, Adam Smith demande un poste de… douanier. Devenu de plus en plus excentrique après le décès de sa mère en 1782, c'est revêtu de l'uniforme paternel qu'il erre dans les rues. Et le

17 juillet 1790, Adam Smith, douanier écossais, meurt dans un oubli relatif.

Néanmoins, l'idée que la concurrence est plus efficace que la volonté étatique pour dynamiser la croissance s'enracine. La page mercantiliste est tournée. Après les réformes de Turgot, la France signe un traité de libre-échange avec l'Angleterre en 1786. Les premières réformes de 1789 vont dans ce sens. Certes, en 1789, l'Assemblée constituante commence par s'attacher à définir les conditions de la liberté politique. Elle publie la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais, en 1791, elle complète 1789 en promouvant la liberté économique. Deux textes symbolisent cette démarche. Le premier, publié en mars à l'instigation de Pierre d'Allarde, stipule :

> À compter du 1er avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon.

La seule condition mise à la création d'entreprise est de payer une patente. Cet impôt qui vient de naître et qui sera conforté par le Directoire va vivre jusqu'au milieu des années 1970. Trois mois après la publication du décret d'Allarde, le 14 juin 1791, l'Assemblée constituante promulgue la loi Le Chapelier, qui marque l'entrée hélas temporaire de la France dans le libéralisme économique. Ce jour-là Isaac Le Chapelier prolonge l'action d'Allarde. La loi à laquelle il associe son nom devient un marqueur du libéralisme français. Elle contient la formule suivante :

> Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte ne pourront,

> lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibération, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

En septembre, Le Chapelier précise son point de vue en déclarant : « Il n'y a plus que l'intérêt de chaque individu et l'intérêt général. »

Sur le plan économique, cela signifie qu'il faut laisser le marché libre et concurrentiel permettre à chacun d'assumer son destin personnel et que, simultanément, il faut confier à l'État la responsabilité de l'intérêt général. En ce mois de septembre 1791, Le Chapelier est un des dirigeants-fondateurs du club des Feuillants. Élu de Rennes, il a été l'un des créateurs en 1789 du Club breton. À l'origine, celui-ci regroupe des députés venus principalement de l'ouest du pays désireux de remettre à l'ordre du jour l'entreprise de réforme amorcée sous Turgot entre 1774 et 1776, mais abandonnée après sa disgrâce. À l'automne 1789, le roi et l'Assemblée quittent Versailles pour Paris. Le Club breton qui les suit devient le club des Jacobins. À l'été 1791, son aile modérée rompt avec lui pour fonder le club des Feuillants. Commence ainsi l'aventure d'une gauche libérale et de gouvernement, pour laquelle la liberté ne se divise pas. La liberté politique réclame la liberté économique et inversement, et l'égalité est celle des droits et non des places. La loi Le Chapelier résistera aux poussées dirigistes qui reviennent en force avec Napoléon et dominera le XIX^{e} siècle.

Blocus continental et vains sursauts mercantilistes

Le 20 avril 1814, à Fontainebleau, Napoléon I^{er}, qui a abdiqué le 6, fait ses adieux à ses proches. C'est le début de la Restauration, celle de la monarchie des Bourbons. Louis XVIII débarque à Calais le 24 avril et fait son entrée à Paris le 3 mai, après vingt-trois ans d'exil. Le bilan de Napoléon I^{er} a fait l'objet de multiples analyses, tant le personnage et son destin ne laissent pas indifférent. Ses décisions économiques sont controversées, même si elles ne furent pas l'essentiel de ses préoccupations. Dans le célèbre *Mémorial de Sainte-Hélène* rédigé plus ou moins sous sa dictée par Las Cases, il ne consacre que trois pages à l'économie, pages dans lesquelles il s'affirme clairement protectionniste. De fait, le blocus continental décidé en novembre 1806, marque sa politique économique. Ce blocus avait pour objectif de priver l'Angleterre de ses débouchés et d'assurer au continent européen largement sous contrôle français une croissance industrielle fondée sur la substitution aux importations anglaises. Néanmoins, le bilan du Consulat et de l'Empire, période qui va de novembre 1799 à avril 1814, ne se résume pas au protectionnisme. Certaines de ses actions furent couronnées de succès et demeurent peu ou prou dans notre paysage économique. D'autres furent contestables. Et certaines ont clairement nui au développement économique du pays.

Les succès napoléoniens sont associés au retour à l'ordre d'un pays secoué par dix ans de révolution. Le retour à l'ordre monétaire, tout d'abord, avec la création de la Banque de France en 1800 et celle du franc germinal en mars 1803 (en Germinal, an XI suivant le

calendrier républicain). Ce franc retrouve le poids d'or fixé pour la devise française en 1726 après les dérives monétaires de John Law. Par ailleurs, Napoléon rationalise l'administration. En février 1800, il publie le texte rédigé par le Directoire créant le corps préfectoral. En février 1805, les Parisiens se retrouvent dotés d'une adresse. Cela paraît anecdotique mais c'est fondamental, notamment pour la poste. Un décret impérial du 15 Pluviôse, an XIII (4 février 1805) instaure une numérotation des maisons de la capitale permettant de les identifier et de repérer précisément l'endroit où habitent les destinataires du courrier. La grande innovation du procédé retenu par le décret est donnée par son article 4. Celui-ci énonce : « La série des numéros sera formée des nombres pairs pour le côté droit de la rue, et des nombres impairs pour le côté gauche. » Cette règle de numérotation qui définit un côté pair et un côté impair des rues va se répandre dans l'Europe entière au fur et à mesure que celle-ci passe sous le contrôle des armées françaises. Et donc elle sera ignorée du Royaume-Uni…

La décision de Napoléon répond au développement de l'activité postale. Quand Louis XI crée la poste en 1476 et qu'il lui donne le monopole de la circulation du courrier, le rôle de l'institution est autant d'en vérifier discrètement le contenu tout en prétendant en protéger la confidentialité que d'en assurer la distribution. Mais à partir du XVII^{e} siècle et du développement progressif de l'enseignement, de plus en plus de gens savent lire et écrire, et donc s'envoient des lettres. Pour la poste, la première phase de rationalisation de son activité a lieu en 1758 avec la création à Paris des boîtes aux lettres où l'on dépose le courrier à expédier. Cette innovation mettra du temps à se généraliser. Au Royaume-Uni, l'écrivain Anthony Trollope (1815-1882), par ailleurs inspecteur des postes, la met en place, vers 1860, sur l'ensemble du territoire

britannique. Si le problème de la collecte trouve en fait assez rapidement une solution, celui de la distribution reste pendant et mobilise les réformateurs du XVIII^{e} siècle. Parmi eux, on compte un écrivain français dont la renommée dépasse celle de Trollope. Il s'agit de Pierre Choderlos de Laclos. Officier d'artillerie né en 1741 à Amiens, il trompe l'ennui de la vie de garnison en s'adonnant à de multiples occupations. Il écrit, publiant en 1782 ce chef-d'œuvre de la littérature mondiale que sont *Les Liaisons dangereuses*. Il enseigne les mathématiques, ayant le jeune Napoléon Bonaparte parmi ses élèves. Il conseille le duc d'Orléans, cousin du roi Louis XVI qui se pique d'idées avancées. Parmi les suggestions qu'il lui fait figure celle de numéroter les maisons en créant dans chaque rue un côté pair et un côté impair. Marqué par la mort de Laclos en 1803, Napoléon demande que l'on regarde de près ses propositions sur l'organisation de Paris, ce qui débouche sur le décret du 4 février 1805. C'est ainsi que Laclos, qui fit beaucoup pour les lettres françaises, fit aussi énormément pour les lettres des Français…

En septembre 1807, Napoléon transforme la Commission de la comptabilité de l'époque directoriale en Cour des comptes, en lui donnant des pouvoirs élargis. Le travail de remise en ordre économique passe également par la publication des codes qui constituent le cadre juridique dans lequel l'action économique se déploie. En complément du Code civil de 1804 paraît en 1807 un nouveau code de commerce où la société anonyme fait son apparition. Il appartiendra au « neveu », Napoléon III, en 1867, de libérer les créations d'entreprises de toute contrainte gouvernementale.

Le 17 mars 1808 Napoléon réorganise l'enseignement, avec plus de succès que jadis Charlemagne. D'un empereur à l'autre, la

réflexion s'est affinée. Conseillé par Jean-Baptiste de La Salle (1651-1719)[6], Louis XIV instaure formellement en 1689 l'obligation scolaire. La force de La Salle est de concevoir une éducation de groupe quand le système scolaire et universitaire obéit plutôt à une logique de précepteur, que défendra ensuite Jean-Jacques Rousseau dans *Émile*. Au moment où Rousseau écrit sur l'éducation, certains pédagogues divisent l'enseignement en trois domaines : un enseignement indispensable, qui consiste à apprendre à lire et à écrire à tout le monde ; un enseignement utile, qui a une forte composante professionnelle et repose sur l'apprentissage ; et un enseignement agréable, payant et dispensé dans des institutions universitaires.

En 1792, Condorcet, devenu député, présente à l'Assemblée législative un rapport sur l'instruction publique qui reprend ces catégories et insiste sur la nécessité de construire un enseignement indispensable efficace. Il commence ainsi son rapport :

> Offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs ; assurer à chacun la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il a le droit d'être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature ; et par là, établir entre les citoyens une égalité de fait et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi. Tel doit être le premier but d'une instruction nationale et, sous ce point de vue elle est, pour la puissance publique, un devoir de justice.

> Diriger l'enseignement de manière que la perfection des arts augmente les jouissances de la généralité des citoyens et l'aisance de ceux qui les cultivent, qu'un plus grand nombre d'hommes deviennent capables de bien remplir les fonctions nécessaires à la société et que les progrès toujours croissants des lumières ouvrent une source inépuisable de secours dans nos besoins, de remèdes dans nos maux, de moyens de bonheur individuel et de prospérité commune.
>
> Cultiver enfin dans chaque génération les facultés physiques, intellectuelles et morales, et par là contribuer à ce perfectionnement général et graduel de l'espèce humaine, dernier but vers lequel toute institution sociale doit être dirigée.
>
> Tel doit être l'objet de l'instruction, et c'est pour la puissance publique un devoir imposé par l'intérêt commun de la société, par celui de l'humanité entière.

Condorcet est un des derniers représentants des Lumières. Il a connu l'émergence de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert dont la publication s'échelonne de 1751 à 1772 et où d'Alembert parle de savoir utile et de savoir agréable. Cet ouvrage n'est pas le premier du genre. L'Antiquité rassemblait ses connaissances dans de gigantesques bibliothèques et la Chine a connu au Moyen Âge l'édition des quatre grands livres des Song. L'importance de l'*Encyclopédie*, œuvre privée qui se heurte à l'hostilité des pouvoirs publics (Louis XV envisage de l'interdire), réside dans sa large diffusion. La diffusion du savoir participe au décollage économique. En 1700, il paraît dans le monde 10 périodiques scientifiques et

techniques. En 1800, ce nombre est passé à 100. En 1900, il atteint 10 000.

Les débordements de la Révolution empêchent la mise en œuvre du rapport de Condorcet. Il appartient à Napoléon de reprendre la construction d'un système scolaire. Il impose une vision, sinon militaire, du moins très centralisatrice de l'enseignement. L'article 2 du décret qu'il signe en mars 1808 est sans ambiguïté :

> Aucune école, aucun établissement quelconque d'instruction ne peut être formé hors de l'Université impériale, et sans l'autorisation de son chef.

Ce monopole public délivre des diplômes qui sont définis à l'article 16 :

> Les grades dans chaque faculté seront au nombre de trois, savoir, le baccalauréat, la licence, le doctorat.

Et c'est ainsi que le baccalauréat a commencé une longue carrière. La première session a lieu en juillet 1809. Trente-neuf candidats se présentent. L'épreuve se résume à un oral assez général. L'écrit est introduit en 1830. D'abord facultatif, il deviendra obligatoire en 1840, confortant l'existence du bac. En 1881, Jules Vallès publie *Le Bachelier*. Il tire à sa façon un constat amer sur une certaine inadéquation de l'enseignement du XIX^{e} siècle à la société qui se met en place. La dédicace résume bien son analyse :

> À ceux qui, nourris de grec et de latin, sont morts de faim, je dédie ce livre.

Ce constat n'a pas empêché nos dirigeants de se persuader que la diffusion sans limite du titre de bachelier était la garantie du plein-emploi. En 1983, Jean-Pierre Chevènement quitte le gouvernement en socialiste keynésien déçu par la rigueur. Il y revient en juillet 1984 en républicain affirmé continuateur autoproclamé de Jules Ferry. Et puisque ce n'est pas la relance de la consommation qui viendra à bout du chômage, il annonce que ce sera la distribution du baccalauréat. À l'époque, 25 % d'une classe d'âge sont des bacheliers et la France compte 2 millions de chômeurs. Il prévoit que quand 80 % d'une classe d'âge auront le bac, il n'y aura plus qu'un million de chômeurs. Nous sommes arrivés aux 80 % en question et le nombre de chômeurs peine à descendre en dessous de 3 millions…

La France d'aujourd'hui est en train de (re)découvrir la nécessité d'un enseignement utile et de constater que celui-ci ne s'identifie pas à l'attribution sans contrôle de titres plus ou moins prestigieux, mais à l'acquisition de réels savoir-faire. En fin de compte, quand tout le monde a le bac, plus personne ne l'a, ce qui crée aigreurs et déceptions.

Plus contestable est l'interventionnisme dont Napoléon fait preuve dans la vie du monde des affaires. Le chimiste Jean Antoine Chaptal (1756-1832), qui est son ministre de l'Intérieur entre 1800 et 1804, et est considéré à ce titre comme le premier ministre de l'Industrie de l'histoire, écrit dans ses mémoires à propos de Napoléon :

> Accoutumé à tout faire plier à ses ordres, il s'indignait de la résistance qu'opposait le commerce à ses vues[7]. Il prétendait le faire manœuvrer comme un bataillon et exigeait de lui une soumission aussi passive.

Ce dirigisme plutôt contre-productif va toutefois faire de la France un des principaux producteurs mondiaux de sucre avec l'introduction de la culture de la betterave. On l'ignore souvent, mais la production de sucre est l'un des domaines où la France excelle. Elle est même aujourd'hui le premier producteur mondial de betteraves sucrières avec près de 40 millions de tonnes en 2019, soit 15 % de la production mondiale. Tout a commencé le 2 janvier 1812. Ce jour-là, Napoléon visite à Passy l'usine créée par Benjamin Delessert pour fabriquer du sucre à partir de betterave. La France manque alors de sucre. Celui-ci y est traditionnellement fabriqué à partir de cannes cultivées dans les Antilles. Or, le 21 novembre 1806, Napoléon a signé à Berlin, où il réside – depuis la défaite de la Prusse à Iéna le 14 octobre –, un décret organisant le blocus continental contre l'Angleterre. Celle-ci riposte en arraisonnant systématiquement les bateaux transportant les cannes. Pour remplacer le sucre de canne devenu de plus en plus rare, les scientifiques français multiplient les propositions. Antoine Parmentier (1737-1813), célèbre pour avoir introduit la pomme de terre en France sous Louis XV et qui est pharmacien de formation, propose de tirer le sucre des fruits, notamment du raisin. Mais c'est de Prusse, où est né en partie le problème puisque c'est là que Napoléon a formalisé le blocus continental, que va venir la solution. En 1747, le chimiste Andreas Sigismund Margraff (1709-1782) a réussi à extraire 25 g de sucre d'un kilo de betterave. En 1786, le gouvernement prussien, en pleine période de despotisme éclairé, prétend se mêler de doter le pays d'une industrie capable de couvrir les besoins de la population dans presque tous les domaines. C'est pourquoi il aide Charles-François Achard, un protestant français dont la famille a fui la révocation de l'édit de Nantes, à construire la première sucrerie fondée sur la betterave. Vingt ans après, les troupes françaises trouvent

l'entreprise d'Achard végétant dans une quasi-faillite. Son procédé n'en impressionne pas moins l'entourage de Napoléon. En particulier, Benjamin Delessert. Appartenant à une famille de banquiers et d'industriels, cet esprit orignal, fasciné par le dynamisme industriel anglais, se fait fort de moderniser le processus mis en œuvre par Achard. Pour ce faire, il constitue une équipe autour du chimiste Jean-Baptiste Quéruel (1779-1845). En 1811, celui-ci a suffisamment amélioré la technique d'Achard pour que Delessert décide d'en présenter les résultats à l'empereur. Napoléon est si enthousiaste qu'il interdit toute production de sucre autre que de betterave à compter du 1er janvier 1813. Au passage, il nomme Delessert chevalier de la Légion d'honneur et baron d'empire.

Si cette introduction de la betterave est une conséquence plutôt positive du blocus continental, il n'en reste pas moins que celui-ci constitue la première des erreurs que nous allons recenser. En effet, en signant le décret de Berlin en 1806 qui régit ce blocus, Napoléon amplifie le caractère protectionniste de son action. Il le fait pour des raisons politiques car il pense briser la dynamique exportatrice du Royaume-Uni, mais également par conviction économique car il doute des bienfaits du libre-échange. Lors des négociations du traité d'Amiens, qui débouche sur la courte période de paix de son règne avec l'Angleterre entre 1802 et 1803, il refuse un retour au libre-échange mis en place entre les deux pays en 1786, puis abandonné à la déclaration de guerre en 1793. Napoléon est persuadé que l'empire, devenu immense du fait de ses conquêtes, peut vivre quasiment en autarcie. Il ne voit pas que les droits de douane jouent un rôle de pression fiscale récessive, dont la conséquence est la sévère crise de 1810-1811. Ainsi, à cause du renchérissement du prix du coton, les entreprises textiles ferment les unes après les

autres, provoquant à Paris le chômage de 40 % des ouvriers du secteur.

Cette crise se combine avec la défaite pour détériorer les finances publiques. Quand Bonaparte prend le pouvoir en 1799, le Directoire a annulé deux ans auparavant deux tiers de la dette. Cela a donné une très éphémère bouffée d'oxygène budgétaire. Mais c'est le retour de l'ordre et les versements effectués par les pays vaincus qui permettent un réel équilibre des comptes jusqu'en 1813. Ensuite, l'arrivée des troupes étrangères en France qui désorganise la collecte des impôts, les exigences des vainqueurs, la réduction du territoire (ramené après avril 1814 à celui de 1792, réduisant d'autant le nombre contribuables) sont autant de facteurs qui creusent le déficit. Le retour de Napoléon pour une brève et malheureuse aventure au printemps 1815 (les Cent Jours) aggrave les exigences des vainqueurs, à savoir un retour au territoire de 1790 et le versement d'une indemnité de 700 millions de francs. Tout cela porte la dette qui avait pratiquement disparu à l'équivalent de 25 % du PIB. Les recettes budgétaires, qui étaient de 1 180 millions en 1813, ne sont plus que de 620 millions en 1815. Il faut dès lors réduire drastiquement les dépenses, notamment militaires, faisant du personnage du « demi-solde » (officier mis en retraite anticipée et payé 50 % de son traitement précédent) un des personnages emblématiques de la Restauration. Le lundi 30 novembre 1818 achève la séquence historique de la Révolution et de l'Empire.

En 1818, la France est redevenue une monarchie depuis la défaite de Napoléon I^{er}. Elle est dirigée par le roi Louis XVIII. Son principal collaborateur, l'équivalent d'un Premier ministre, est le duc de Richelieu. Depuis le traité de Paris de 1815, les quatre « grands » de l'époque (le Royaume-Uni, l'Autriche, la Prusse et la Russie), qui sont les vainqueurs de Napoléon, maintiennent des troupes dans le

nord de la France. Leur départ est prévu pour 1820. Mais le gouvernement français a conscience que les exactions commises par ces soldats entretiennent l'exaspération des populations et nourrissent la nostalgie de la période impériale. Il veut donc les voir partir au plus vite. S'appuyant sur la Russie, où il a vécu de 1791 à 1814, le duc de Richelieu joue des tensions croissantes entre les « quatre » pour négocier une libération anticipée des territoires occupés. Il y parvient moyennant le versement là aussi anticipé des dernières sommes dues aux vainqueurs au titre du traité de Paris. Cette double anticipation est entérinée au congrès qui réunit à Aix-la-Chapelle, à partir de fin septembre 1818, la France et ses quatre vainqueurs.

Ce congrès fixe la date de l'évacuation complète du territoire français au 30 novembre 1818, mettant *de facto* un terme définitif aux conflits nés de la Révolution française. À Aix-la-Chapelle, les diplomates français se heurtent à l'intransigeance des Prussiens. Leur succès repose sur le soutien russe et la volonté britannique d'effacer les suspicions issues du passé napoléonien. Mais il est surtout dû au versement effectif du reliquat de l'indemnité de 700 millions de francs due par la France au titre du traité de Paris, versement auquel Berlin attache une importance toute particulière. Quand on sait que le budget annuel de la France de l'époque est de 600 millions, on mesure ce que représentait l'effort exigé par ce traité.

On ne peut pas conclure ce bilan économique sans évoquer les morts dus à la guerre quasi permanente qui caractérise la période napoléonienne. On évalue à un million le nombre de Français tués, soit 30 % des pertes subies par l'ensemble de l'Europe. Le dynamisme démographique de la France limite les dégâts, Napoléon déclarant non sans cynisme qu'une nuit de Paris efface les

conséquences d'une journée de bataille. Mais la défaite, la lassitude brisent le ressort du pays qui entame son relatif déclin démographique.

Le principal économiste des temps napoléoniens est Jean-Baptiste Say. Connu pour avoir énoncé la célèbre loi des débouchés que l'on résume en disant que l'offre crée sa propre demande, Say a fortement critiqué Napoléon. De sa politique économique, il a tiré la conclusion :

> Il est impossible qu'un gouvernement puisse, je ne dis pas se mêler utilement de l'industrie, mais éviter, quand il s'en mêle, de lui faire du mal.

Les débuts d’un futur géant

Pendant que la France de la fin du XVIII^e^ siècle plonge dans le désordre, les anciennes treize colonies anglaises d’Amérique du Nord, devenues un pays indépendant – les États-Unis d’Amérique – grâce au traité de Paris de 1783, construisent leur ordre, notamment économique.

Le personnage clé en la matière est le premier secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton (1757-1804). Il supervise la création d’une monnaie et impose le protectionnisme pour créer un territoire national relativement unifié par son opposition économique au reste du monde, et pour fournir avec les droits de douane des ressources à un budget fédéral en construction. Le 4 avril 1792, à New York, sa ville de résidence, il donne indirectement un second souffle à une devise aujourd’hui disparue depuis longtemps : le thaler autrichien, émis à partir de 1751. Il est en argent du fait d’une production importante de ce métal en Bohême. L’Autriche le distribue chez ses partenaires commerciaux, pour solder un déficit extérieur récurrent. Ainsi abondamment répandu, il acquiert une exceptionnelle renommée car il est à l’effigie de l’impératrice Marie-Thérèse d’Autriche (1717-1780). Cette effigie inspire à ceux qui manient le thaler une révérence quasi religieuse. À la mort de Marie-Thérèse, son fils et successeur Joseph II décide d’en arrêter la frappe. Il vend même le stock restant de pièces fabriquées sous le règne de sa mère. Le déclin du thaler de Marie-Thérèse s’amorce, et le XIX^e^ siècle, qui assure le triomphe de la livre sterling, fait oublier aux grands argentiers son existence. Néanmoins, un de ses avatars va connaître un destin remarquable. En effet, à l’époque où sa gloire

est au zénith, sa réputation traverse l'Atlantique et atteint les tout nouveaux États-Unis. Si bien qu'Alexander Hamilton choisit d'utiliser son nom pour définir la monnaie du nouvel État. Thaler, déformé par des bouches anglo-saxonnes, devient « dollar », d'autant plus facilement qu'en Amérique latine, le thaler est appelé *dolar*… Ce passage par les pays de culture espagnole expliquerait d'ailleurs le symbole $, qui serait la première lettre de *Spain*, c'est-à-dire « Espagne » en anglais.

Un autre événement majeur survient en mai 1792. Mai est un des mois les plus agréables de l'année à New York, ville dont le climat extrême se traduit par des hivers très froids et des étés caniculaires. Cette douceur de mai fut particulièrement marquée en 1792. Si bien que le 17, 24 financiers décident de se réunir dans un tout petit jardin, à l'ombre d'un platane, situé à la hauteur du 68 d'une rue que la municipalité de la période anglaise qui vient de s'achever a dénommée *Wall Street*. Beaucoup sont persuadés qu'elle doit son nom à un mur construit pour protéger le sud de Manhattan des attaques venues du nord de l'île. En fait, c'est là que se sont réfugiés, les descendants des premiers colons, au XVIII^{e} siècle, au fur et à mesure que les Anglais ont peuplé la ville. Or, ces premiers colons étaient flamands, plus particulièrement belges. Ils étaient des Wallons, si bien que la rue où ils s'installèrent prit le nom de « rue des Wallons », que les Anglais ont transformée en « Wall Street ». En ce 17 mai 1792, la réunion qui se tient sous le platane (*buttonwood* en anglais) de Wall Street a pour but de tirer les conséquences de la naissance du dollar en tant que monnaie fédérale des États-Unis. Elle débouche sur un accord, qui entre dans l'histoire sous le nom de l'« accord de *buttonwood* ». Selon cet accord, le monde de la finance new-yorkaise s'engage à se retrouver régulièrement aux alentours du platane pour échanger les

actions et obligations émises en dollars. Pour les historiens, cet accord constitue la date de naissance de la Bourse de New York. La date est symbolique car en ce 17 mai 1792, seuls cinq titres sont cotés, dont les obligations émises par trois des anciennes treize colonies. Juridiquement, la Bourse de New York est née plus tard, en mars 1817. Et elle n'a reçu ses statuts et son nom définitif, NYSE (New York Stock Exchange), qu'en 1863. La Bourse de New York, devenue la première place financière mondiale, est désignée dans le monde entier par son adresse de Wall Street, car elle est restée au même endroit depuis 1792. Et sa renommée est non seulement due à la force acquise par l'économie américaine, mais aussi à l'apparition en 1889 du *Wall Street Journal*, destiné à concurrencer l'anglais *The Economist* créé en 1842. Ses fondateurs étaient Charles Dow, Edward Jones et Charles Bergstresser. Le *Wall Street Journal* tire son rapide et incontestable succès de ses analyses économiques, mais aussi de l'idée de Charles Dow et Edward Jones de calculer un indice retraçant de façon synthétique les cours du NYSE. Il est probable que les 24 financiers qui conversaient paisiblement en mai 1792 sous le platane de Wall Street n'avaient pas anticipé le rôle que cet indice, le désormais célèbre Dow-Jones, allait jouer dans l'histoire de l'humanité !

Dernière grande réforme de Hamilton, la création d'une banque centrale. Le 25 février 1791, le Congrès en vote le principe. Dès que le dollar est mis en place, la banque mobilise un capital de 10 millions de dollars. Elle s'installe à Philadelphie et se donne comme mission d'acheter la dette publique américaine en cas de défiance à son sujet. Elle est dès lors créée à titre provisoire, pour une durée de vingt ans, le temps que les États-Unis se donnent pour résorber leur dette publique. Elle disparaît de fait en 1811. Mais la guerre que mènent les États-Unis contre le Royaume-Uni en 1812

conduit à une nouvelle phase d'endettement et à la création d'une nouvelle banque centrale en 1816, de nouveau pour vingt ans. Le 3 mars 1836, lors de la fin programmée de la Second Bank of the United States, le président Andrew Jackson (1767-1845) refuse que l'on prolonge son existence. Les États-Unis vont donc vivre sans banque centrale de 1836 à 1913, date de création de l'actuelle Réserve fédérale. Ces réticences illustrent la conviction des pères fondateurs du pays de la nocivité de la dette publique et de la nécessité de limiter de ce fait les dépenses de l'État. John Adams (1735-1826)[8], qui fut le deuxième président des États-Unis, s'est illustré pour avoir déclaré :

> Il y a deux manières de conquérir et asservir une nation. L'une est par l'épée. L'autre est par la dette.

Assertion que partageait Alexander Hamilton mais que ne partagent manifestement plus les dirigeants actuels des États-Unis !

Les déboires d'un ancien géant : guerre de l'opium et révolte des Taiping

Pendant que la France s'enfonce à cause de sa Révolution, et que les États-Unis s'envolent grâce à la leur, la Chine sombre. En 1820, elle représente encore une part significative du PIB mondial (33 %), mais principalement parce que l'Europe souffre de la saignée démographique imposée par Napoléon I^{er}. La France, le Royaume-Uni et l'Empire russe pèsent à peu près le même poids (5,5 %), mais avec des populations bien différentes. Si on prend comme indicateur le PIB par tête, les hiérarchies du XIX^{e} siècle sont en train de se mettre en place. Le pays le plus riche est désormais le Royaume-Uni avec un PIB par tête, selon Angus Maddison, de 1 405 dollars du début des années 1990 (soit 1 830 dollars 2020). Les Pays-Bas sont le second pays le plus riche, avec un PIB par habitant qui s'élève à 0,93 % de celui du Royaume-Uni. Tandis que la France arrive en quatrième position, derrière les États-Unis, avec un PIB par habitant ne représentant que les trois quarts de celui des Anglais, comme l'indique le tableau suivant.

PIB par habitant en 1820 (en % du PIB par habitant au Royaume-Uni)

Royaume-Uni	100
Pays-Bas	93
États-Unis	87
France	75
Prusse	66
Espagne	63
Autriche (Bohême)	60
Japon	42
Chine	35
Inde	33
Brésil	40

Source : Angus Maddison, « La croissance économique mondiale. Les leçons du long terme », art. cit.

Les pays qui abordent le XIX^{e} siècle en position de force sont clairement les pays nomades et de réseau. La France élabore des compromis entre la « tour » sédentaire de Louis XIV et de Napoléon, et la dynamique des physiocrates et de la loi Le Chapelier.

En revanche, la Chine est l'exemple type du pays qui se replie sur lui-même dans une « tour sédentaire ». La dynastie des Ming a succédé aux Mongols qui accueillirent Marco Polo. Elle est fondée par un nommé Hongwu (1328-1398). Il est l'un des chefs de la révolte dite des Turbans rouges qui secoue le pays de 1351 à 1368

et s'achève par son accession au trône impérial. Cette révolte est due à l'incapacité des autorités mongoles de Pékin de financer par l'impôt un certain nombre d'investissements publics en faveur de la navigation fluviale. Elles décident alors de recourir à l'antique pratique de la corvée. Les quelque 150 000 ouvriers qui sont réquisitionnés pour endiguer le Fleuve jaune deviennent le noyau dur de la rébellion. Pendant vingt ans, la Chine est à feu et à sang, avant que Hongwu n'impose son pouvoir. Avec lui commence la dynastie Ming. Paysan pauvre à l'origine, il imprime à son administration un esprit « sédentaire ». La conclusion que le gouvernement chinois tire des voyages de Zheng He (1371-1433) illustre cet état d'esprit. Entre 1405 et 1433, à la demande du troisième empereur Ming, Zheng He réalise sept voyages qui le mènent jusqu'en Afrique de l'Est. Alors que les Portugais font leur apparition dans la zone et cherchent à y établir des comptoirs, les Chinois ne retiennent de leurs expéditions que le sentiment de leur supériorité et surtout de l'inutilité de chercher à multiplier les contacts avec le monde extérieur. En 1557, les Chinois accordent aux Portugais le droit de s'installer durablement à Macao sans attacher à cette présence une quelconque importance.

La dynastie qui renverse les Ming en 1644 est d'origine mandchoue. Elle maintient la tendance à l'isolationnisme des Ming. Le règne de l'empereur Kangxi (1654-1722) qui dure soixante et un ans marque le début du déclin de la Chine par rapport à l'Europe. Si les mesures qu'il prend à partir de 1685 pour protéger la petite propriété rurale favorisent l'amélioration des conditions de vie des paysans, la Chine se bloque dans une situation dominée par le monde rural. Il défend la tradition, se rendant régulièrement sur la tombe de Confucius. Il fait éditer un ouvrage recensant les caractères de l'écriture chinoise (le *Dictionnaire Kangxi*), dont

l'objectif est de consolider la procédure de sélection des hauts fonctionnaires par des concours fondés sur la maîtrise de la littérature.

Cette Chine traditionaliste qui a accueilli avec un mélange de curiosité et de mépris les jésuites français au XVIII^e^ siècle découvre à ses dépens la nouvelle puissance dominante du XIX^e^ siècle, à savoir le Royaume-Uni. En 1870, le PIB par habitant de la Chine est le même qu'en 1820 ! C'est-à-dire qu'il ne représente plus que 19 % de celui du Royaume-Uni. Les problèmes entre les deux pays naissent un peu sur le mode des problèmes nés entre l'Empire romain puis byzantin et la Chine. En effet, la Chine est à la fin du XVIII^e^ siècle le premier producteur mondial d'un produit que les Anglais se mettent à consommer en abondance : le thé. À partir de 1825, la balance commerciale anglaise est déficitaire et un des principaux postes de déficit est le thé. Les Anglais demandent donc aux Chinois de leur acheter quelque chose en retour. À partir de 1773, l'opium devient le produit phare des exportations anglaises vers la Chine. Or, en 1839, vu les dégâts de la consommation de l'opium sur sa population, le gouvernement de Pékin en interdit la vente sur son territoire. Le Royaume-Uni lui déclare immédiatement la guerre. C'est la guerre de l'opium, qui dure de 1839 à 1842. La victoire britannique est totale malgré la disproportion des moyens humains en faveur des Chinois. Ceux-ci alignent en effet 800 000 hommes alors que le corps expéditionnaire britannique n'en compte que 7 000. Mais les soldats anglais ont des fusils et des canons, quand certains corps d'armée chinois sont encore équipés d'arcs et de boucliers. En 1842, tandis que les Anglais assiègent Nankin, la « capitale du Sud », les autorités de Pékin, la « capitale du Nord », capitulent. Elles acceptent de signer le traité de Nankin le 29 août 1842.

L’opium entre de nouveau en Chine et les Anglais s’installent en face des Portugais de Macao, à Hong Kong.

À l’instar de l’empereur byzantin Justinien qui s’empara des techniques chinoises de production de la soie en 552 en volant des vers à soie, les Anglais vont décider de réduire leurs importations en provenance de la Chine et en conséquence de voler des plants de thé pour le produire eux-mêmes. La cheville ouvrière de l’opération n’est pas un religieux comme ce fut le cas avec les Byzantins, mais un botaniste : Robert Fortune (1812-1880). Il parcourt la Chine sous divers déguisements pour identifier, à l’insu des autorités chinoises, les plants les plus productifs et dont le goût est le plus en conformité avec les attentes de la population britannique. En 1848, il rassemble 20 000 pieds de théier qu’il exporte en Inde, alors colonie britannique. En 1853, l’Inde produit 185 tonnes de thé. En 1900, cette production dépasse les 100 000 tonnes Aujourd’hui, tandis que la Chine produit 30 % du thé mondial, les anciennes colonies britanniques en fournissent pratiquement 50 % (28 % pour l’Inde, 10 % pour le Kenya et 9 % pour le Sri Lanka – l’ancienne Ceylan).

Affaiblie par le traité de Nankin, la Chine subit une nouvelle invasion étrangère entre 1856 et 1860, appelée seconde guerre de l’opium. Au Royaume-Uni se sont joints principalement l’empire français de Napoléon III et accessoirement la Russie et les États-Unis. Cette guerre est restée célèbre pour le sac du palais d’été en 1860. La convention de Pékin qui met un terme au conflit impose à la Chine d’ouvrir ses ports et d’accepter l’installation des « concessions », c’est-à-dire de territoires de faible superficie d’où les Occidentaux peuvent contrôler le commerce international du pays et en profiter pour encaisser des droits de douane. Attaquée par les puissances étrangères, la Chine s’enfonce également dans la guerre civile. De 1851 à 1864, des hordes fanatisées dirigées par

un nommé Hong Xiuquan (1814-1864), un intellectuel qui ne se remet pas de son échec au concours pour accéder au mandarinat, s'emparent du sud du pays. Il est soutenu au début par une population appauvrie et humiliée. On appelle ces révoltés les Taiping. Ce nom provenant de l'expression « *Taiping tian guo* », qui signifie « Royaume de la paix céleste », incarne le but affiché de leur mouvement. Mais ils sont finalement vaincus après une guerre qui fait 25 millions de victimes. Marx, qui a vu au début dans cette révolte les prémices de la révolution mondiale, commente en 1862 :

> Ils mènent une destruction sans germe de régénération ;
> ils sont le produit d'une vie sociale fossilisée.

Ces déboires militaires à répétition, et cette guerre civile expliquent pourquoi, entre 1820 et 1870, la Chine ne connaît aucune croissance. Et la situation ne va pas s'améliorer. Dès 1894, le Japon attaque sa voisine, première d'une des agressions qui vont se succéder jusqu'en 1945. Vaincue en 1895, cette dernière abandonne la Corée et Formose (Taïwan) et paie une indemnité en or fournissant au Japon la base monétaire qui lui permet d'adhérer au système monétaire international d'étalon-or structuré autour de la livre sterling. Quant aux Européens, ils reviennent en masse entre 1899 et 1901 à l'occasion de la révolte des Boxers. À l'instar des Taiping, le mouvement a un fondement mystique. Il se donne comme objectif de libérer la Chine de la présence étrangère. L'épisode le plus spectaculaire est le siège, pendant 55 jours de l'été 1900, du quartier diplomatique de Pékin.

Lorsque le régime impérial disparaît en 1912, le PIB par habitant du pays ne représente plus que 12 % de celui du Royaume-Uni. L'échec de la Chine tient à son immobilisme scientifique entretenu

par une sélection des élites figée dans des références littéraires et un fort isolationnisme culturel. La Chine est une « tour sédentaire » que les nomades anglais ont abattue. Pour se redresser, elle va importer des idées venues du pays de ces nomades. Elle ira de fait chercher à Londres un inspirateur. Pour le plus grand malheur de son peuple, ce sera Karl Marx…

1. Vincent est son nom et Jacques son prénom ; il est courant de voir dans certains textes l'erreur consistant à faire de Vincent son prénom.

2. Deux questions se posent concernant cette formule : la première est de savoir s'il faut l'écrire à l'infinitif ou à l'impératif. Bien que Vincent de Gournay, à titre personnel, ait utilisé l'infinitif, la formule a un sens plus fort dans la forme à l'impératif. La seconde porte sur son inventeur. Si, pendant longtemps, on l'a effectivement attribuée à Vincent de Gournay, certains lui donnent d'autres inventeurs ; en particulier un certain Legendre, commerçant-industriel marchand de vin de Bordeaux (ou négociant à Rouen…) qui l'aurait employée pour répondre à Colbert l'interrogeant sur les attentes des négociants.

3. Cette rue existe encore ; elle est dans le II^{e} arrondissement de Paris.

4. Paris, Le Promeneur, 1992.

5. Sur cette séquence économique de la révolution, le livre incontournable reste *La Grande Inflation* de François Crouzet (Paris, Fayard, 1993).

6. Il a été canonisé en 1900.

7. Précisons qu'à l'époque, « commerce » a un sens plus large qu'aujourd'hui et signifie « économie concrète ».

8. Il est mort très précisément le 4 juillet 1826, jour anniversaire de la déclaration d'indépendance des États-Unis. Une des curiosités de l'histoire est que Thomas Jefferson, qui fut son successeur et un de ses ennemis politiques, est mort exactement le même jour.

CHAPITRE 6

Le capitalisme carbonifère et le modèle anglais

Au début du XIX^e^ siècle, le Royaume-Uni est le pays le plus riche de la planète, celui dont le PIB par habitant est le plus élevé. Ce succès n'est pas seulement dû au fait que la Grande-Bretagne, qui a accueilli Marx, a eu la clairvoyance d'ignorer ses idées d'une « tour sédentaire » dirigée par des révolutionnaires professionnels, à la différence de la Chine du XX^e^ siècle. Cette réussite a des raisons plus profondes. Elle est due, en partie, aux erreurs de la France et de la Chine. Si l'effondrement chinois est saisissant, l'effacement de la France est cependant moins marqué. Pour cause, la difficulté de l'Hexagone à faire revivre l'héritage physiocratique qui avait marqué les réformes de la fin du XVIII^e^ siècle après la tourmente de la Révolution et de l'Empire. En 1815, cet héritage physiocratique est fragilisé pour quatre raisons.

La première est que l'économie politique des Lumières, que Quesnay s'est plu à appeler la « science économique », manque encore de réelle scientificité. Elle s'exprime de façon littéraire, sans quantification et souvent sans que soient définis les mots employés et les hypothèses retenues. Deuxième raison : les politiques économiques référencées sur la physiocratie ont échoué. Leur but était de donner à des États en banqueroute potentielle les moyens de redresser leur situation. Or, la France n'a pas pu résoudre ses problèmes de dette et a sombré dans la Révolution. Quant au traité de libre-échange entre la France et l'Angleterre de 1786, qui avait

été salué avec enthousiasme en France par les physiocrates et en Angleterre par Adam Smith, il a été dénoncé dès le début des hostilités entre les deux pays en 1793, moins pour des raisons politiques qu'à la demande insistante des opérateurs économiques de part et d'autre de la Manche. *Tertio*, la vanité de prétendre construire un monde meilleur, héritée de la Révolution, paraît vaine, voire dangereuse. Le fait que les Lumières aient pu conduire à Robespierre et à Napoléon incite en effet à la prudence. La pensée économique qui émerge après 1815 se veut réaliste et se fait souvent pessimiste. Enfin, la reprise de la réflexion économique théorique qui prolonge la physiocratie devait remettre en cause en profondeur ce courant de pensée. Pour David Ricardo (1772-1823), qui devient le penseur de référence du décollage économique du Royaume-Uni, l'économie politique du XVIII^{e} siècle n'a pas traité un problème crucial : celui des rendements décroissants.

En revanche, le XIX^{e} siècle va retenir un aspect fondamental de l'héritage physiocratique : le rôle positif de la concurrence. À la veille de la Révolution française, Pierre Samuel Dupont de Nemours (1739-1817), un des penseurs de la physiocratie qui sera à la fois un acteur important de cette Révolution et le fondateur aux États-Unis d'une entreprise chimique appelée à devenir une des plus importantes de la planète, justifie, en quelques mots simples, le recours à la concurrence :

> Les fabriques et le commerce ne peuvent fleurir que par la liberté et la concurrence, qui dégoûtent des entreprises inconsidérées ; qui mènent aux spéculations raisonnables ; qui préviennent les monopoles et restreignent à l'avantage du commerce les gains particuliers des commerçants ; qui aiguisent l'industrie et

> simplifient les machines ; qui diminuent les frais considérables de transport et de magasinage ; qui font baisser le taux d'intérêt et d'où il arrive que les productions de la terre sont à la première main achetées le plus cher qu'il soit possible au profit des cultivateurs et revendues en détail le meilleur marché qu'il soit possible au profit des consommateurs, pour leurs besoins et pour leurs jouissances.

Ces faiblesses et ces acquis de la physiocratie font donc entrer le monde dans une période nouvelle, une période ponocratique selon le schéma d'Ancillon, en vertu duquel le travail fait la richesse. L'Angleterre en conçoit le contenu théorique et met ce principe en application. À observer cette Angleterre ponocratique qui choisit la concurrence et le libre-échange, on retrouve les principes de Nicholas Gregory Mankiw. Le Royaume-Uni du XIX^{e} siècle, où Senior commence son enseignement, inspire et valide ce que les économistes établissent et que l'économiste américain Mankiw résume dans le huitième de ses dix principes[1].

Fondement technologique de la ponocratie

Le travail des ponocrates se substitue à la nature des physiocrates comme référence pour nourrir la croissance, parce que le progrès technique a grandement accru l'efficacité du travail. Les avancées scientifiques du XVIII^e^ siècle préparent le progrès technique du XIX^e^ siècle. On pourrait faire une longue liste des savants que le siècle des Lumières a connus. Dans les salons où se réunit l'élite parisienne, les mathématiques sont à la mode et chacun se pique de lire et de commenter les traités de calcul différentiel. D'Alembert domine la période. Il ne se contente pas de codiriger la publication de l'*Encyclopédie* avec Diderot tout en développant des travaux mathématiques de bon niveau. Assez représentatif d'une science devenue mondaine, il énonce le théorème fondamental de l'algèbre qui permet la factorisation théorique des polynômes mais en donne une fausse démonstration, la vraie étant apportée ultérieurement par Carl Friedrich Gauss (1777-1855). Antoine Lavoisier (1743-1794), immense chimiste qui décompose l'air et l'eau, est aussi fermier général et mène une vie mondaine active.

L'*Encyclopédie* traduit une rupture intellectuelle forte qui cherche à libérer la science de la tutelle de la religion. Face aux difficultés qu'il rencontre, l'homme doit comprendre avant d'agir, et cesser de croire que processions et prières résoudront ses problèmes. Le 1^er^ novembre 1755, la ville de Lisbonne est détruite par un tremblement de terre. Voltaire réagit en publiant un poème vengeur contre la religion, *Poème sur le désastre de Lisbonne*, appelant

l'homme à étudier le monde dans lequel il vit sans lui donner de volonté propre. Son poème commence par les vers suivants :

> Cent mille infortunés que la terre dévore,
> Qui, sanglants, déchirés, et palpitants encore,
> Enterrés sous leurs toits, terminent sans secours
> Dans l'horreur des tourments leurs lamentables jours !

Ce tremblement de terre est d'une violence exceptionnelle. Les spécialistes estiment qu'il n'en survient d'aussi intense que tous les 2 000 ou 3 000 ans dans cette partie du globe. Il est d'autant plus meurtrier qu'il est suivi d'un raz-de-marée ressenti jusque sur la côte sud de l'Angleterre, et surtout, d'un incendie spectaculaire qui ne laisse presque aucun bâtiment intact. Si Voltaire exagère le nombre de victimes, il n'en reste pas moins que celui-ci se situe probablement aux alentours de 80 000. En cet automne 1755, le roi du Portugal est Joseph I^{er}. Monté sur le trône cinq ans auparavant, il se veut réformateur. Il va progressivement laisser le pouvoir entre les mains du marquis de Pombal, qui devient Premier ministre et principal dirigeant du pays en 1756. Personnage pragmatique qui se réclame des Lumières et se réfère aux pratiques des despotes éclairés, Pombal a deux obsessions : combler le retard économique du pays en s'appuyant sur la création de monopoles industriels ; affronter l'Église et singulièrement les Jésuites qu'il souhaite chasser des terres portugaises.

Au soir du 1er novembre 1755, le roi, qui assistait lors du drame à la messe de la Toussaint à l'extérieur de Lisbonne, est sauf. Mais, traumatisé, il laisse Pombal en gérer les conséquences. Dans l'immédiat, celui-ci déclare : « Enterrez les morts et nourrissez les vivants. » Puis il organise la reconstruction de la ville dont il fait un

modèle de l'urbanisme du XVIII^{e} siècle. Par-delà son côté douloureux, ce tremblement de terre suscite un débat sur la bienveillance de la Providence dont le texte de Voltaire constitue une des pièces majeures. Désireux de dénoncer ce qu'il considère comme un optimisme béat et irréfléchi de certains philosophes, notamment l'Allemand Leibniz, il décide de prolonger son poème sur Lisbonne par un conte qu'il publie en 1759. Ce conte est un des rares textes de son œuvre abondante – et à bien des égards remarquable – que l'on continue à lire. Il s'agit de *Candide*, dont le héros découvre à ses dépens les duretés et les injustices de la vie. Celles-ci viennent non seulement des hommes mais aussi de la nature. Car, comme l'écrit Voltaire dans la suite de son poème sur le tremblement de terre :

> La nature est muette, on l'interroge en vain.

Et l'*Encyclopédie* a vocation à remplacer le missel… Elle détaille en particulier certaines innovations du XVIII^{e} siècle. Ces innovations de l'époque des Lumières vont nourrir ce que le XIX^{e} se met à appeler la « révolution industrielle » depuis que l'économiste français Adolphe Blanqui a lancé l'expression en 1837. C'est dans le textile que les premières innovations changent la donne. L'Anglais John Kay (1704-1780) invente en 1733 la navette volante. Pour réaliser un tissu, les artisans font se croiser perpendiculairement les fils de trame et les fils de chaîne. Jusqu'à Kay, la trame, qui représente la largeur, est limitée par la longueur des bras du tisserand. Avec la navette volante de John Kay, cette contrainte disparaît. Les capacités de l'industrie textile s'en trouvent considérablement accrues. John Kay se heurte, comme souvent les inventeurs, à l'hostilité des ouvriers qui associent son invention à la disparition de leur emploi. Il se heurte aussi aux patrons, qui utilisent son procédé

mais refusent de lui verser une redevance. John Kay est le premier à affronter les problèmes les plus évidents du progrès technique.

La question de la rémunération de l'invention se pose rapidement. Elle est indispensable si on ne veut pas décourager toute innovation, mais nécessairement limitée dans le temps pour ne pas créer des monopoles conduisant à des accumulations de rentes. Comme qui dit rente dit intervention de l'État, la diffusion des innovations commence à relever de dispositifs législatifs ou réglementaires. La gestion des brevets devient un enjeu à partir de la révolution industrielle. Jusqu'à la Renaissance, la possession monopolistique d'un processus de production repose de façon aléatoire sur le bon vouloir du prince. En 1421, l'architecte Filippo Brunelleschi (1377-1446), connu pour sa contribution à la construction de la cathédrale de Florence, obtient des autorités de la ville ce qui est considéré comme le premier brevet moderne. Il porte sur une machine de chargement des navires. En France, c'est une loi de 1791 qui introduit la notion de « brevet d'invention » et définit les conditions de la protection des innovateurs. En 1800, 19 brevets sont enregistrés par l'État. En 1840, ce chiffre est de 750. Il est de 10 000 en 1900.

Le progrès technique provoque aussi des réactions liées à ses conséquences sur l'emploi. Et, si John Kay ne se heurte pas à Vespasien – qui, au I^{er} siècle après J.-C., s'était opposé à l'utilisation d'une machine de crainte qu'elle ne menace l'ordre social –, il n'en est pas moins soumis à une forte opposition. La navette de John Kay provoque également des tensions sur la fourniture des fils à tisser, ce qui démultiplie les recherches pour accroître la productivité des usines de fabrication de fils. Deux ingénieurs anglais y contribuèrent de façon significative, à savoir Lewis Paul (mort en 1759) et Richard Arkwright (1732-1792). Parallèlement, les

importations de la matière première servant à faire des fils, à savoir le coton, augmentent massivement. Arkwright est installé à Nottingham. Sa découverte favorise le port relativement proche de Liverpool où arrive le coton d'Amérique. Au final, l'industrie textile anglaise, fondée sur l'importation de coton et l'exportation de vêtements, s'installe entre Liverpool et Nottingham, dans un vieil oppidum romain du nom de Manchester. Au début du XIX^e^ siècle, Manchester se trouve ainsi transformé en « Cottonopolis ». Elle devient le lieu où s'invente la révolution industrielle, y compris dans son idéologie, c'est-à-dire où s'invente le « modèle anglais ».

Outre le textile, le XVIII^e^ siècle fait faire des progrès importants à la sidérurgie et prépare la promotion du fer et de l'acier qui vont structurer le XIX^e^ siècle. En 1784, Henry Cort (1740-1800) met au point ce que les spécialistes appellent le « puddlage », c'est-à-dire un procédé permettant d'améliorer la qualité de la fonte et de l'acier en réduisant leur teneur en carbone. Autres personnages clés du développement de la sidérurgie, de nouveau deux Anglais en les personnes de John et William Wilkinson qui développent la fabrication de fonte non seulement au Royaume-Uni mais encore en France, au Creusot, à compter de 1782. Le progrès le plus sensible est celui de l'utilisation du charbon comme source potentielle d'énergie, pour produire de la chaleur sous forme de vapeur. Depuis Denis Papin, les avancées technologiques s'accumulent jusqu'à ce que James Watt (1736-1819) perfectionne les machines utilisant la vapeur, conçues par Thomas Newcomen (1663-1729). En 1769, Watt dépose le premier brevet décrivant ce que l'on peut considérer comme une machine à vapeur moderne. En 1788, il met au point le régulateur à boules qui permet de mieux contrôler la pression dans la machine et de réduire le risque d'explosion[2]. Nombreux sont les

Britanniques parmi ces innovateurs. La primauté économique du Royaume-Uni commence ainsi par être une primauté technologique.

Fondement économique de la ponocratie : le modèle anglais

En 1815, le Royaume-Uni n'a pas la confiance en lui que son nouveau statut de pays dominant pourrait lui donner. Sur le plan politique, sa diplomatie doit tenir compte des résistances de ses alliés d'hier. En Europe, si elle défend le principe de l'« équilibre des puissances » pour garantir la paix, elle se heurte à l'Autriche qui s'assume comme la championne d'une politique réactionnaire. Hors de l'Europe, l'Angleterre qui a mis fin à la guerre de 1812 avec les États-Unis, à Gand, en décembre 1814, doit néanmoins les affronter sur le problème de l'esclavage, les Anglais s'opposant à la poursuite de la traite des Africains. Sur le plan moral, l'heure est au désenchantement. Après l'exaltation des années de guerre contre Napoléon, le romantisme distille le dégoût de soi. Symbole de ce mal-être, Robert Stewart, deuxième marquis de Londonderry et Lord Castlereagh (1769-1822), l'homme le plus important de la politique anglaise, le grand organisateur de l'Europe au congrès de Vienne, se suicide en août 1822. Sur le plan économique, la croissance qui devrait apporter un mieux-être à la population s'accompagne de l'apparition d'une classe ouvrière aux conditions de vie dramatiques. La révolution industrielle installe les révoltes sociales. En août 1819, à Manchester, alors la ville la plus avancée en termes d'industrialisation et le symbole du monde nouveau que l'industrie est en train de faire émerger, l'armée charge une manifestation de 60 000 personnes devant l'église Saint-Peter et en tue onze. On parle de « massacre de Peterloo » en référence à l'action – plus

glorieuse – de l'armée anglaise à Waterloo. Le « massacre de Peterloo » est la première émeute sociale moderne menée par des ouvriers dont les revendications portent sur les conditions de travail et des hausses de salaire.

Malgré ses doutes, le Royaume-Uni réussit à conforter sa position de leader grâce à la cohérence de son modèle économique ponocratique/nomade. Celui-ci repose sur cinq piliers. En premier lieu, sur le plan monétaire, la loi bancaire de 1844. Celle-ci a servi de socle à l'organisation du système d'étalon-or et a conduit à donner à la livre sterling le statut de monnaie mondiale. L'étalon-or s'est imposé progressivement comme le mode de fonctionnement monétaire international, atteignant sa pleine expansion avec son adoption par le Japon en 1897 En imposant l'étalon-or et en assumant ses conséquences en termes de discipline dans la politique économique, le Royaume-Uni a pu ainsi bénéficier d'une véritable rente dans la finance. La discipline de politique économique associée à l'étalon-or se manifeste en termes monétaires et budgétaires. Sur le plan monétaire, la survie de l'étalon-or exige une forme d'homogénéité des politiques menées en la matière, reposant sur l'absence d'inflation. Et puisque l'absence d'inflation signifie l'impossibilité de dévaloriser les dettes, ce choix est complété sur le plan budgétaire par la systématisation de l'équilibre.

En deuxième lieu, le modèle économique britannique promeut le libre-échange. William Gladstone (1809-1898) est le principal ministre du gouvernement de Robert Peel (1788-1850) qui initie le libre-échange en 1842. À cette époque, le Code douanier anglais compte 1 150 articles. Dix ans plus tard, il n'en a plus que 50. Une légende veut que le libre-échange anglais ait été la réponse des autorités de Londres en 1847 à la nécessité d'importer des céréales pour faire face à la famine en Irlande. C'est méconnaître le

sentiment profond de la classe politique anglaise de l'époque vis-à-vis de l'Irlande que de penser qu'elle ait pu prendre une décision dans le but de soulager les malheurs de ce pays. D'ailleurs, l'abolition des lois sur l'importation des céréales est antérieure à 1847 : elle date de mai 1846. L'Angleterre devient libre-échangiste, non pas sous le poids d'une quelconque urgence irlandaise, mais selon une vision globale du fonctionnement de l'économie et des avantages de la concurrence internationale. Pour les Anglais des années 1840, la concurrence stimule l'activité économique, que cette concurrence soit nationale ou internationale. Elle est donc la bienvenue… Cette opinion est assez caractéristique de la façon de penser des Anglais. Dans la *Magna carta* de 1215, l'article 41 est considéré comme une des premières manifestations de l'esprit libre-échangiste anglais. Cet article précise :

> Tous les marchands pourront sortir et entrer en Angleterre, y demeurer et circuler librement en toute sécurité par voies terrestres ou voie maritime, pour acheter ou vendre, d'après les anciens droits et coutumes, sans péage malveillant, excepté en temps de guerre.

Certes, cet esprit libre-échangiste a connu des remises en cause. Au XVII^{e} siècle, l'Angleterre a du mal à échapper à la fascination de l'Europe pour Louis XIV. En 1651, Cromwell fait voter une série de lois protectionnistes connues sous le nom des Actes de navigation. Ces textes qui limitent l'accès des ports anglais à certains navires sont écrits à l'origine pour des motifs politiques. Il s'agit d'interdire le commerce avec certains territoires américains où se sont réfugiés les opposants royalistes à la dictature puritaine de Cromwell. Mais leur conséquence est surtout économique et

caractérise une période protectionniste anglaise. En 1764, le Parlement adopte une loi sur le commerce du sucre qui est le dernier texte explicitement protectionniste avant la libéralisation du XIX^{e} siècle. Mais en 1776, Adam Smith, dans sa *Richesse des nations*, défend les actes de navigation. Ceux-ci ne sont abrogés qu'en 1849. Et nous verrons que la réponse britannique à la crise de 1929 a été protectionniste. On peut néanmoins considérer que l'adhésion au libre-échange est forte et durable au Royaume-Uni où elle n'est pas l'apanage de David Ricardo, des économistes classiques du début du XIX^{e} siècle et des membres du gouvernement Peel. La référence des économistes anglais de la fin du XIX^{e} siècle, les économistes dits néoclassiques, est William Stanley Jevons (1835-1882). Et il partage le point de vue de Ricardo sur le libre-échange, comme le prouvent ces *Principes d'économie politique* :

> On suppose souvent qu'en empêchant le public d'acheter des marchandises étrangères, il sera forcé d'acheter des marchandises faites dans le pays et qu'ainsi les manufactures continueront à travailler, en donnant beaucoup de besogne aux ouvriers. C'est là une complète erreur, que nous pourrions appeler l'erreur de la protection. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle s'empare facilement de l'esprit public […]. Aussi quand les produits étrangers sont préférés par les acheteurs, ceux qui fabriquent ces mêmes produits dans le pays, se plaignent-ils amèrement et se réunissent-ils pour persuader le public qu'il est lésé par le commerce étranger.

Jevons conclut :

> Mais qu'adviendrait-il de nos ouvriers, si tout nous venait d'un autre pays ? Un tel état de choses, répondons-nous, ne peut exister. Les étrangers ne penseront à nous envoyer des marchandises qu'autant que nous les paierons, soit avec d'autres produits, soit en argent. Si nous les payons en marchandises, il faudra naturellement des ouvriers pour les fabriquer, et plus nous achèterons au-dehors, plus nous devrons produire à l'intérieur, pour l'échange. Ainsi donc, l'achat de marchandises étrangères encourage les manufactures du pays de la meilleure façon possible, parce qu'elle encourage justement les branches d'industrie pour lesquelles le pays est le mieux fait et à l'aide desquelles la richesse est créée le plus abondamment possible.

Et les vertus du libre-échange ne sont pas célébrées que par les économistes libéraux. Marx, dans son *Discours sur le libre-échange* prononcé à Bruxelles le 7 janvier 1848, s'en fait un défenseur, ironique, mais un défenseur malgré tout. La promotion de l'internationalisme prolétarien rejoint les principes du libre-échange. Dans les deux cas, ces principes sont considérés comme un moyen d'éviter les guerres qui ont ravagé l'Europe à l'époque napoléonienne. Pour les libéraux, le libre-échange écarte les conflits car on n'affronte ni son fournisseur, ni ses clients. Pour Marx, la misère ouvrière généralisée crée la solidarité entre les peuples, l'ennemi de classe se substituant à l'ennemi étranger.

En troisième lieu, le modèle britannique prône une spécialisation de l'économie selon la logique des avantages comparatifs associée au choix du libre-échange. Cette spécialisation britannique se fait dans deux domaines. L'un est lié à la création d'une rente

institutionnelle, l'autre au développement d'une rente naturelle, avantages comparatifs qui se sont révélés stables dans le temps. La rente institutionnelle a consisté à faire de la City londonienne le centre de la finance internationale, et de la livre la monnaie internationale, retrouvant le statut du besant de jadis. Cette rente a été construite sur l'or et organisée par la loi bancaire de 1844. La seconde spécialisation de l'économie anglaise du temps de sa splendeur a été popularisée en France au travers d'un roman de Jules Verne paru en 1877. Son titre – *Les Indes noires* – se veut un résumé des origines de la richesse et de la puissance économique du Royaume-Uni de l'époque. Pour l'auteur, cette puissance repose sur deux piliers : d'une part, l'exploitation coloniale de l'Inde ; d'autre part, la production de charbon qui donne à la révolution industrielle l'énergie dont elle a besoin, le pays minier britannique recevant ainsi le surnom d'*Indes noires*. Dans le premier chapitre de ce roman, Jules Verne écrit :

> On sait que les Anglais ont donné à l'ensemble de leurs vastes houillères un nom très significatif. Ils les appellent très justement les « Indes-Noires », et ces Indes ont peut-être plus contribué que les Indes orientales à accroître la surprenante richesse du Royaume-Uni. Là, en effet, tout un peuple de mineurs travaille, nuit et jour, à extraire du sous-sol britannique le charbon, ce précieux combustible, indispensable élément de la vie industrielle.

Pendant longtemps, le Royaume-Uni a été un producteur et un exportateur d'énergie. La prospérité britannique du XIX^e^ siècle et des débuts du XX^e^ siècle a été entretenue par une production considérable de charbon. En 1913, la production annuelle de

charbon du Royaume-Uni est de 294 millions de tonnes dont 96 millions sont exportés. Cette production représente 22 % de la production mondiale. Elle occupe 1 127 000 ouvriers mineurs. Elle fournit une quantité d'énergie sans équivalent. En 1840, pour obtenir en brûlant du bois la quantité d'énergie fournie par le charbon utilisé, il aurait fallu abattre une forêt couvrant le double de la surface de la Grande-Bretagne. Le charbon est d'autant plus important qu'il fournit à l'Angleterre non seulement l'énergie de ses usines et le chauffage de sa population, mais encore le combustible de ses chemins de fer et la matière première de son industrie sidérurgique.

En quatrième lieu, le modèle britannique repose aussi sur la promotion d'un « État minimal » équilibrant ses comptes et réduisant son rôle de gestionnaire de l'oisiveté. Le but de la politique économique est de réduire au maximum la prédation fiscale. La mise en place de cet État minimal est effective avec la politique menée et symbolisée par William Gladstone qui va s'affirmer comme le leader du parti libéral. Gladstone fut successivement chancelier de l'Échiquier et Premier ministre. Il donne la définition de l'État minimal en 1852, lors de son premier passage à l'Échiquier. Pour lui, la première chose à faire, chaque fois que l'on augmente la dépense publique, est de regarder la conséquence qu'aura la disparition concomitante d'une dépense privée, disparition liée à l'augmentation des impôts. À ce point central de sa démarche, il ajoute quatre considérations. La première est que la dépense publique, même dans une société démocratique, est issue d'un processus de décision long et incertain. En revanche, la dépense privée est liée à l'action d'un citoyen libre si bien qu'elle respecte mieux la liberté. La deuxième est qu'au-delà d'un certain seuil, la population perçoit la fiscalité comme confiscatoire. La troisième est que, pour déterminer le niveau acceptable de prélèvements obligatoires, il faut avoir en

tête que les contribuables qui crient le plus ne sont pas forcément ceux qui sont le plus affectés par l'impôt. Gladstone prend comme exemple le fait qu'en réduisant les droits de douane et en créant un impôt sur le revenu, le gouvernement anglais a fait œuvre de justice puisque le pouvoir d'achat des pauvres a augmenté, tout en accroissant l'efficacité de l'économie anglaise, grâce à une meilleure spécialisation. Mais il s'est heurté à l'opposition des classes possédantes qui ont prétendu que la concurrence internationale allait ruiner le pays. La quatrième considération de Gladstone est que l'État minimal est l'État efficace et non l'État réduit à néant. Il estime ainsi qu'il faut payer suffisamment les soldats pour éviter qu'ils ne se transforment en une bande de soudards menaçant la tranquillité publique. Mais l'État minimal, qui s'inscrit dans un cadre concurrentiel, doit réduire au strict minimum son rôle de gestionnaire des oisifs. En 1834, en supprimant les dispositifs visant à garantir un revenu minimum, les Anglais font le choix d'un accroissement individuel du bien-être et du pouvoir d'achat par la rémunération du travail que fixe le marché. Ce choix de l'État minimal est en opposition directe à la logique de la loi de Wagner.

En cinquième lieu, l'empire britannique, dont la puissance est telle qu'à la fin du XIX^{e} siècle, un être humain sur quatre est directement ou indirectement sujet de la reine Victoria, a pour rôle de fournir non pas des esclaves ou de la main-d'œuvre bon marché mais de garantir des débouchés. Le fondement de cette politique impériale est l'inverse de celui qui animait les Romains du I^{er} siècle, les Espagnols du XVI^{e} siècle ou les Français du XVII^{e} siècle. Les « Indes », dont Jules Verne fait une des deux sources du succès anglais, permettent un accroissement considérable de la demande adressée aux entreprises anglaises grâce à l'ouverture forcée des pays colonisés. Les colonies britanniques sont là pour satisfaire à un

des deux présupposés de la loi de Wagner, selon lequel l'État doit créer la demande nécessaire à l'écoulement d'une offre que le progrès technique accroît sans cesse. La hantise du XIX^{e} siècle est la surproduction dont la correction mène à la crise et au chômage. Au fur et à mesure que la révolution industrielle se développe, les angoisses deviennent liées à l'incapacité de la demande à absorber l'offre, et à l'incapacité d'un système industriel de plus en plus efficace à fournir du travail à tous les habitants. Ces craintes se substituent aux angoisses liées à une incapacité des terres à fournir assez de nourriture, angoisses auxquelles est associé le nom de Malthus. Dès lors, pour l'Angleterre victorienne, les populations indiennes ou africaines colonisées, ou chinoises vassalisées, ont pour mission d'absorber la surproduction potentielle. Le « consommateur en dernier ressort » de l'époque victorienne n'est pas pour l'essentiel la classe oisive britannique, mais les peuples dépendants qui ne sont pas à proprement parler oisifs, mais sont maintenus dans la sous-productivité et l'arriération économique. Simultanément, le Royaume-Uni cherche à contenir les conséquences de son dynamisme démographique en organisant le départ d'une partie de sa population. Entre 1800 et 1920, 60 millions d'Européens s'expatrient. Parmi eux, 17 millions viennent du Royaume-Uni, Irlande comprise[3].

Sur le plan intellectuel, ce modèle dont Gladstone est l'incarnation politique, le libre-échange, la traduction économique, et la croissance, le résultat tangible, est un modèle nomade, ponocratique et concurrentiel ayant réduit la place de l'État et inversé la dynamique de la loi de Wagner. Cependant, le poids de l'industrie et singulièrement de la production minière de charbon, a maintenu une forte composante hiérarchique dans la production. Au point que Lewis Mumford parle de période « paléotechnique » et de

« capitalisme carbonifère ». La mine fonctionne comme une tour, où les ingénieurs jouent le rôle des officiers aristocrates des sociétés antérieures. De même, la politique colonialiste, à laquelle, par ailleurs, Gladstone s'oppose vigoureusement, prolonge le pouvoir de la « tour ». Quoi de plus conforme à l'idée de « tour » que la décision de Benjamin Disraeli (1804-1881), le leader conservateur et grand adversaire de Gladstone, de faire de la reine Victoria, en 1876, une impératrice, celle des Indes ? Il ne faudrait pas pour autant considérer que la « tour » contrôle totalement l'aspect politique du modèle anglais. En 1832, le régime électoral est revu pour se débarrasser des archaïsmes d'un régime parlementaire aux fondements et aux pratiques très aristocratiques. La réforme supprime les « bourgs pourris », ces circonscriptions dont le nombre d'électeurs était si faible que l'élection était souvent achetée et, en tout cas, n'avait guère de sens[4]. Elle engage le Royaume-Uni vers un suffrage censitaire qui devient universel pour les hommes en 1918, année où certaines femmes obtiennent également le droit de vote. L'autre progrès du réseau par rapport à la tour repose de nouveau sur l'imprimerie. Créé en 1785, le principal journal anglais, le *Times*, est imprimé à partir de 1814 sur des presses à vapeur, réduisant ainsi ses coûts et permettant une baisse du prix et une augmentation du contenu.

La révolte des luddites

Ce modèle anglais, qui inspire ou fascine l'Europe puis le monde comme le modèle français du siècle de Louis XIV l'avait fait auparavant, n'est cependant pas du goût de tous. Nombreux sont ceux qui contestent la limitation du rôle de gestionnaire des oisifs assuré par l'État. Le modèle gladstonien assume pleinement la logique du déversement d'Alfred Sauvy, selon laquelle les progrès techniques, améliorant la productivité, engendrent un transfert des emplois d'un secteur vers un autre. Ce modèle refuse également de faire de l'État minimal une forme de pourvoyeur d'emplois en dernier ressort. Gladstone limite l'emploi public. Il exprime des réserves sur la pratique coloniale visant à obliger par la force des pays tiers à acheter des biens anglais. Conséquence, les entreprises, n'ayant pas un volant de demande garantie, maintiennent celle-ci par une pression permanente sur les prix. Et, pour y parvenir, elles cherchent systématiquement à réduire le coût du travail. Ce modèle par essence déflationniste s'est heurté à des réactions parfois violentes, et ce dès les débuts de la révolution industrielle avec le développement du mouvement des luddites, qui rappelle et prolonge les oppositions à l'introduction de la navette de John Kay.

Les luddites tirent leur nom de Ned Ludd, un ouvrier tisserand qui, en 1780, casse deux métiers à tisser pour préserver son emploi. L'action devient légendaire. Au sens propre du terme car il n'est pas sûr que Ludd, gratifié par la suite de titre de colonel, général ou même roi, ait réellement existé. Le mouvement alarme le pouvoir en place. Car, en 1811, cernée et étouffée par le blocus continental décrété par Napoléon à l'automne 1806, l'économie du Royaume-Uni est à la peine. Les entreprises textiles, privées de leurs débouchés à l'export, licencient et cassent les prix sur le marché

intérieur pour être sûres d'écouler la marchandise qu'elles ne vendent plus sur le continent. La chute des prix met en difficulté les petits tisserands, d'autant que la fin de l'arrivée du blé français fait exploser le prix du pain. Ces petits tisserands se persuadent rapidement que leur malheur vient des métiers modernes qu'utilisent les grandes entreprises. En mars 1811, à Nottingham, une émeute éclate. Elle se termine par le bris de 60 métiers. Dans le feu de l'action, les émeutiers placent leur mouvement sous la haute autorité de Ludd. Certains affirment même l'avoir vu physiquement à la tête de la révolte. Les autorités prennent d'autant moins la chose à la légère qu'elles sont persuadées que le mythique Ned Ludd a été ressuscité par les services secrets de la France napoléonienne.

La répression s'organise et prend un tour extrême avec le vote, en mars 1812, d'une loi, punissant de mort le bris de machines. Des débats houleux précèdent le scrutin. En particulier, Lord Byron (1788-1824), qui siège officiellement à la Chambre des lords depuis trois ans, défend les luddites avec force. Le 27 février, il prononce un discours qu'il conçoit comme un coup d'essai, mais qui entre dans l'histoire comme un coup de maître. Il fait le constat de l'origine des émeutes :

> Un tort considérable a été causé aux propriétaires des métiers perfectionnés. Ces machines leur étaient avantageuses, en ce sens qu'elles rendaient inutile l'emploi d'un certain nombre d'ouvriers, qui, en conséquence, n'avaient plus qu'à mourir de faim. Par l'adoption d'une espèce de métier, en particulier, un seul homme faisait l'ouvrage de plusieurs, et l'excédent des travailleurs était laissé sans emploi.

Puis il marque sa sympathie à l'égard des ouvriers qui ont été acculés à briser des machines :

> Ces hommes n'ont brisé les métiers que lorsqu'ils sont devenus inutiles, pire qu'inutiles, que lorsqu'ils sont devenus un obstacle réel à ce qu'ils gagnassent leur pain quotidien. Pouvez-vous donc vous étonner que dans un temps comme le nôtre, où la banqueroute, la fraude prouvée, la félonie imputée, se rencontrent dans des rangs peu au-dessous de celui de Vos Seigneuries, la portion inférieure, et toutefois la plus utile de la population, oublie ses devoirs dans sa détresse, et se rende seulement un peu moins coupable que l'un de ses représentants ? Mais tandis que le coupable de haut parage trouve les moyens d'éluder la loi, il faut que de nouvelles offenses capitales soient créées, que de nouveaux pièges de mort soient dressés pour le malheureux ouvrier que la faim a poussé au crime ! Ces hommes ne demandaient pas mieux que de bêcher, mais la bêche était dans d'autres mains. Ils n'auraient pas eu honte de mendier, mais il ne se trouvait personne pour les secourir. Leurs moyens de subsistance leur étaient enlevés ; aucune autre nature de travail ne s'offrait à eux, et leurs excès, tout condamnables et déplorables qu'ils sont, ne doivent pas nous surprendre.

Le premier soutien de Byron est un économiste genevois du nom de Jean Charles Léonard Simonde de Sismondi (1773-1842). Sa famille est toscane d'origine. Elle s'est installée en France au XVII^{e} siècle avant que la révocation de l'édit de Nantes ne la pousse vers Genève. Aujourd'hui, Sismondi est relativement oublié même si

la science économique lui doit notamment une partie de son vocabulaire. Il est le premier théoricien à parler de « crises ». Il est également le premier à parler de théorie orthodoxe à laquelle il oppose les siennes propres, qu'il qualifie d'hétérodoxie. Au début de sa carrière, il s'est enthousiasmé pour les idées libérales, celles d'Adam Smith et celles des constituants français de 1789. Sous le Directoire, il est clairement libéral en politique comme en économie et fréquente les soirées de Mme de Staël.

En 1819, Sismondi, qui adopte de plus en plus les idées nostalgiques et réactionnaires du romantisme, publie un livre essentiel intitulé *Nouveaux principes d'économie politique*, et qui signe sa rupture avec les idées libérales de sa jeunesse et son adhésion aux convictions luddites de Byron. Il y fait le procès de la concurrence et de la déflation qui l'accompagne. Il théorise que la concurrence entre les ouvriers, qui conduit à des salaires stagnants et donc à la sous-consommation, la concurrence entre les entreprises, qui les pousse à vendre à perte, et l'incertitude qui paralyse les investissements vont détruire l'économie de marché telle qu'elle est en train d'émerger en Europe. Il est un des premiers économistes à construire son approche et son raisonnement quasi exclusivement autour de la demande, quand l'orthodoxie de son époque s'intéresse aux producteurs, au profit et à la formation de l'offre. Sa démarche est intéressante à plus d'un titre. Il soutient les luddites bien qu'il en condamne la violence. Il justifie son soutien non seulement par la solidarité morale que réclament leurs souffrances, mais également par un raisonnement économique. En effet, l'introduction massive de machines dans le textile prive les ouvriers de travail, ce qui les prive *ipso facto* de revenus, ce qui prive *in fine* le système économique de débouchés. Il écrit pour résumer sa pensée et frapper l'imagination :

> Si le machinisme arrivait à un tel degré de perfection que le roi d'Angleterre pût en tournant une manivelle produire tout ce qui serait nécessaire aux besoins de la population, qu'adviendrait-il de la nation anglaise ?

La « manivelle de Sismondi » devient la référence de tous ceux que le progrès technique inquiète. Chose intéressante, David Ricardo lui-même est ébranlé par les arguments de Sismondi. Dans la troisième édition de ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, il introduit un chapitre supplémentaire où il exprime son inquiétude sur les conséquences du machinisme. Inventeur de « la crise », Sismondi en trouve l'origine dans l'épuisement de la demande, épuisement qui est accentué par le progrès technique et le chômage qu'il provoque. Il n'est pas le premier à faire de l'absence de demande la source des maux économiques – il rappelle lui-même que Louis Sébastien Mercier, qui se rendit célèbre par sa description du Paris prérévolutionnaire, écrivait : « Quand il est difficile de vendre, il est très difficile de se vendre. »

Si, nous l'avons vu, au XIV^e^ siècle, le monde arabo-musulman s'interrogeait sur le rôle bénéfique de la demande publique, il ne sera pas le dernier puisque l'absence de demande fondera la vision keynésienne. Mais Sismondi est le premier à proposer une typologie des remèdes pour soutenir cette demande et donc à définir les politiques possibles de relance. Il en identifie trois formes : une politique qu'il qualifie d'« égyptienne » – politique de grands travaux pouvant devenir « pharaoniques », qui sera abondamment pratiquée par les gouvernements keynésiens du XX^e^ siècle ; une politique qu'il qualifie de « sybarite » – qui repose sur la distribution de revenus et la dépense qui s'ensuit, politique que le XX^e^ siècle appellera de « relance par la consommation » ; une politique qu'il qualifie

d'« athénienne » – reposant sur la réduction du temps de travail afin de favoriser le développement de la culture.

Les luddites anglais vont faire des émules. En effet, l'économie du continent n'est pas meilleure que la britannique. Elle subit une grave crise au point que certains pays de l'orbite napoléonienne cherchent à échapper à l'étau douanier. C'est le cas de la Russie dont Napoléon a fait son alliée à Tilsitt en 1807 mais qui est devenue la tête de pont d'un vaste ensemble contrebandier. L'empereur entreprendra de la punir avec le résultat que l'on connaît. Les difficultés économiques surviennent également alors que la mécanisation, source d'hostilité, progresse. En France, ce sont les canuts lyonnais qui se révoltent contre les métiers à tisser en octobre 1831. L'objet de leur colère est l'invention d'un métier fonctionnant à partir de ce que l'on pourrait appeler l'ancêtre des cartes perforées des informaticiens. Joseph Marie Jacquard, son inventeur (1752-1834), prolonge les améliorations de John Kay. Jacquard n'est pas un pauvre et obscur ouvrier, comme on le racontera fréquemment par la suite. Son père était un maître artisan qui possédait deux métiers à tisser alors que la plupart des canuts, qui sont en général eux-mêmes des artisans, n'en ont qu'un. Sous la Révolution, il prend les armes pour résister à la Terreur, puis s'engage dans l'armée du Rhin. Lorsqu'il rentre à Lyon, la ville est dévastée et ruinée par les excès de la période jacobine. Il cherche alors à perfectionner le métier à tisser dans un contexte où la main-d'œuvre a disparu, du fait des guerres civile et extérieure. Dès 1802, il met au point une nouvelle machine, particulièrement performante. L'accueil n'est pas à la hauteur de ses espérances. Sans se dire tels, les canuts réagissent en luddites et brisent les métiers. Néanmoins, en 1840, on élèvera à Lyon une statue à la gloire de Jacquard, qui le proclame bienfaiteur des ouvriers car, en améliorant

les performances des métiers, il a permis à la soierie lyonnaise de prospérer.

1. Voir le glossaire à propos de Senior et de Mankiw.

2. Parmi les inventions de Watt, il y a l'idée de mesurer l'efficacité de la vapeur en la comparant au nombre de chevaux qu'il faudrait mobiliser pour obtenir le même résultat. Il a donc créé une unité de puissance appelée le « cheval-vapeur ». Cette unité ne fait pas partie des unités officielles, la puissance se mesurant aujourd'hui en… watt. Un cheval-vapeur équivaut à 735,5 watts.

3. Les autres pays d'origine des migrants sont l'Allemagne et l'Italie, à hauteur dans les deux cas de 10 millions d'individus.

4. David Ricardo, qui défendait des idées libérales en économie et en politique, fut membre de la Chambre des communes. Il était l'élu d'une circonscription en Irlande de 12 électeurs où il ne se rendit jamais… En 1832, à Dunwich, dans le Suffolk, il y avait deux circonscriptions pour 44 familles. Et dans une de ces deux circonscriptions, il n'y avait qu'un électeur. En revanche, Manchester, qui compte 80 000 habitants en 1800 et 200 000 en 1832, n'a aucun électeur.

CHAPITRE 7

L’essor de l’industrie, le partage de l’Afrique

L’essor de l’industrie, Le partage de l’Afrique

Au XIX^e^ siècle, le libre-échange est anglais, le protectionnisme allemand et américain, le doute français et japonais. Les Américains, surtout avec les présidences de Grant (1822-1885) de 1869 à 1877 et de McKinley (1843-1901) de 1897 à 1901, et les Allemands, après leur unité acquise en 1871, adoptent des politiques résolument protectionnistes. En Angleterre même, à la fin du XIX^e^ siècle, apparaît un courant néoprotectionniste. Son chef de file est Joseph Chamberlain (1836-1914)[1]. Au départ, il est libéral, et c’est sous cette étiquette qu’il devient maire de Birmingham en 1873. Admirateur inconditionnel de Gladstone, il s’éloigne progressivement de lui sur le problème du libre-échange. Dans sa ville, la sidérurgie est la principale source d’emplois. Or, elle est soumise à rude épreuve du fait des concurrences allemande et américaine. Comme ces deux pays pratiquent des politiques protectionnistes, Chamberlain plaide auprès du gouvernement anglais la nécessité de faire de même pour compenser ce qu’il présente comme de la déloyauté commerciale. D’intenses débats sur un éventuel retour au protectionnisme se mettent à agiter la classe politique anglaise. Les libre-échangistes rappellent qu’augmenter les droits de douane augmentera les prix et pénalisera le consommateur national davantage que le producteur étranger. Chamberlain soutient en retour qu’il faut cesser d’être naïf et qu’il faut passer du *free trade* (le

libre-échange) au *fair trade* (l'échange juste), raisonnement qui fait encore partie des arguments protectionnistes d'aujourd'hui. Un compromis est trouvé : au pays de la liberté qu'est le Royaume-Uni, ce compromis consiste à laisser le choix au consommateur entre un produit anglais cher mais garantissant un niveau d'emploi national élevé et un produit étranger bon marché mais conduisant à terme à des délocalisations. Une loi de 1887 impose donc d'apposer sur les produits allemands l'étiquette *Made in Germany* afin de mettre les acheteurs anglais devant leurs responsabilités. Il se produit alors un phénomène *typically british*, les Anglais ne réagissant évidemment pas comme prévu. Associant la production allemande à la qualité, ils se ruent sur les produits *made in Germany*, même quand ils sont plus chers que les produits britanniques équivalents. Le consommateur anglais de la fin du XIX^{e} siècle s'est ainsi contenté d'affirmer ce que, pompeusement dans le jargon économique actuel, on appelle « la compétitivité hors coût ».

Quant à la France, elle est brièvement libre-échangiste dans les années 1860-1870 avant de retourner à son protectionnisme viscéral. L'homme qui défend le libre-échange est Napoléon III. Après avoir combattu la Russie au côté des Britanniques lors de la guerre de Crimée (1853-1856), il décide d'entamer des négociations commerciales avec les Anglais. En septembre 1859, Gladstone, alors chancelier de l'Échiquier, rencontre Michel Chevalier (1806-1879), économiste français envoyé par Napoléon III. C'est le début des pourparlers visant à rédiger un accord de libre-échange entre les deux pays. Le sujet est tellement explosif en France que les négociateurs choisis n'occupent pas des postes officiels de haut niveau. Du côté anglais, il s'agit de Richard Cobden (1804-1865). Cet industriel anime la vie économique et politique de Manchester. Il est un des porte-parole les plus actifs des libre-échangistes anglais.

Du côté français, le négociateur est donc Michel Chevalier. Ce polytechnicien, qui fut saint-simonien avant de se rallier au libéralisme, est professeur d'économie au Collège de France. Malgré les réserves que lui inspire le coup d'État du 2 décembre 1851 par lequel le futur Napoléon III a détruit la II^{e} République, il se rapproche du pouvoir bonapartiste du fait de l'adhésion de l'empereur au libre-échange. Les négociations entre Cobden et Chevalier sont rapides. Elles aboutissent à la signature, le 23 janvier 1860, du traité dit Cobden-Chevalier libéralisant le commerce entre la France et le Royaume-Uni. L'effort de réduction des droits de douane est surtout français car le Royaume-Uni a pris les devants depuis 1842. Les droits français sont, en moyenne, réduits de moitié. Ce traité inaugure une série d'accords de libre-échange entre d'une part la France, et d'autre part l'Italie, la Belgique, l'Autriche et la zone douanière construite autour de la Prusse. Les exportations françaises explosent dans la foulée, passant de 6 % du PIB en 1847, la dernière du règne de Louis Philippe, à 21 % en 1876. Malgré cela, le libre-échange reste impopulaire en France. Les élites économiques s'y opposent au nom affiché de la préservation de leur activité et de l'emploi. Mais, de fait, au nom masqué de la préservation de leurs rentes… Aux ouvriers qui craignent le chômage, on se garde bien de parler des gains de pouvoir d'achat dus à la baisse du coût des importations. Michel Chevalier mesure personnellement l'impopularité du libre-échange lors d'une rencontre avec Victor Cousin (1792-1867). Celui-ci est le philosophe français le plus en vue de la première moitié du XIX^{e} siècle. Il a connu son heure de gloire sous la monarchie de Juillet. Hostile à Napoléon III, il est en froid avec Michel Chevalier. Ce dernier souhaite se réconcilier avec lui afin de conforter sa position dans le monde intellectuel parisien. Les deux hommes se rencontrent en 1863. Victor Cousin

est prêt à pardonner le ralliement de Michel Chevalier à Napoléon III. Mais il lui reproche vertement les traités de libre-échange. Il met fin à leur discussion en déclarant :

> Je comprends qu'un économiste soit partisan du libre-échange mais un patriote se doit d'être pour la protection.

Cette phrase aurait pu être prononcée par Jules Méline (1838-1925), un des dirigeants des débuts de la III^{e} République qui revient sur les traités signés pendant la période impériale et rétablit le protectionnisme en France. Les premiers relèvements de droits de douane ont lieu en 1881. Et Méline fait voter une loi en 1892 permettant d'augmenter les droits de 50 % en moyenne, sachant que sur les produits agricoles, ils sont multipliés par sept. Car la France officielle de la III^{e} République est résolument paysanne et sédentaire, et accessoirement militariste. Commentant cette évolution, Anatole France (1844-1924) écrit, dans *Histoire contemporaine* :

> La République gouverne peu. Je serais tenté de l'en louer plus que de tout le reste. Et, puisqu'elle gouverne peu, je lui pardonne de gouverner mal. Je soupçonne les hommes d'avoir, de tout temps, beaucoup exagéré les nécessités du gouvernement et les bienfaits d'un pouvoir fort.

Gouvernant peu, la III^{e} République des débuts centre son action sur la revanche de la guerre de 1870, revanche qui passe par le maintien d'une population rurale importante car susceptible de fournir des soldats.

Le charbon au-delà du Royaume-Uni

Entre le 1er mai et le 11 octobre 1851, 6 millions de visiteurs défilent dans les couloirs de l'Exposition universelle de Londres pour admirer les réalisations des 20 pays qui y sont représentés. À l'entrée du Crystal Palace qui accueille l'exposition, on trouve d'un côté une statue de Richard cœur de lion, le roi préféré des Romantiques et de l'autre, un énorme bloc de charbon, le symbole de l'industrialisation du XIXe siècle. L'Angleterre de 1850 est fière de son charbon. Elle ne peut imaginer que 150 ans plus tard, on lui fera le procès d'avoir été le pays qui a amorcé le réchauffement climatique en étant le premier émetteur significatif de gaz carbonique (en 1825, elle représente 80 % des rejets de ce gaz dans l'atmosphère).

Parmi les six pays qui font la course en tête de l'économie mondiale à partir du XIXe siècle, certains ont du charbon, d'autre pas. Ce qui les différencie fondamentalement. Parmi les vieilles puissances, l'Angleterre en a, et pas la France (du moins pas assez pour couvrir ses besoins). Parmi les nouveaux venus, les États-Unis et la Prusse puis l'Allemagne ont du charbon ; le Japon, qui prend son envol après 1868, et l'Italie, qui décolle après 1866, n'en ont pas. Le charbon structure non seulement l'activité économique mais également la géographie. En 1800, Essen est une petite bourgade allemande de 4 000 habitants, située sur les bords de la Ruhr, rivière qui parcourt 220 kilomètres avant de se jeter dans le Rhin. En 1913, à la veille de la guerre, Essen compte 450 000 habitants ; le bassin minier autour, dit bassin de la Ruhr, emploie 400 000 mineurs.

La production mondiale de charbon est en 1913 de 1330 millions de tonnes, contre 100 millions en 1850 et 3 500 millions aujourd'hui. En 1913, les États-Unis produisent 38 % du charbon, le Royaume-Uni 22 % et l'Allemagne 20 %. La France, y compris ses colonies, ne représente que 3 % de la production mondiale, ce qui couvre à peine les deux tiers de sa consommation. Quant à la Chine, qui fut le premier pays à utiliser le charbon, comme Marco Polo l'a raconté, elle est en 1913, absente de ce panorama. Aujourd'hui, elle assure 46 % de la production mondiale de charbon, alors même que le charbon est montré du doigt pour ses conséquences écologiques. Au XIX^{e} siècle, on craint son épuisement plutôt que sa nocivité. Il faut dire qu'il fournit 90 % de l'énergie utilisée dans le monde en 1913 contre 0,3 % pour l'énergie hydraulique et éolienne qui dominait le Moyen Âge.

Le rôle déterminant des transports

Une des utilisations prioritaires du charbon est d'alimenter les locomotives qui roulent sur les rails des chemins de fer. La France a longtemps été en avance en matière de transports, notamment collectifs. Au XVIII^{e} siècle, Daniel-Charles Trudaine (1703-1769), devenu intendant des finances en 1743, crée le corps des Ponts et Chaussées et engage une série de travaux de remise à niveau du réseau routier français. Il crée les routes royales, futures routes nationales aujourd'hui confiées aux collectivités locales. Pour que ces routes permettent une circulation des marchandises, Trudaine en fixe une largeur minimale de 80 pieds (soit environ 26 mètres) ; et pour que l'on puisse les utiliser sans se perdre, il fait imprimer et diffuser *L'Atlas de Trudaine*, première collection de cartes routières à disposition du public. En 1775, un des successeurs de Trudaine, à savoir Turgot, crée un service de diligence à six places, les turgotines. Celles-ci améliorent la qualité du service de transport entre Paris et les grandes villes du royaume. Tirée par huit chevaux, la turgotine a un panier pour les bagages. Surtout, sa gestion est normalisée : ses heures de départ et d'arrivée sont annoncées et son parcours est fixé une bonne fois pour toutes. L'Angleterre, s'inspirant de Turgot, met au point un service de diligence rationalisé. À la fin du XVIII^{e} siècle, celui-ci se félicite de pouvoir assurer une liaison Londres-Édimbourg en 13 jours. S'inspirant des idées de Turgot, Stanislas Baudry (1777-1830) ouvre deux lignes de transports en commun à Paris, le 11 avril 1828. Il reprend une expérience de transport urbain dans cette même ville, qui avait eu lieu entre mars 1662 et fin 1677, et dont le prestige historique tient

grandement au fait d'avoir été initiée par Blaise Pascal. Baudry modernise le projet de Pascal et lui assure la pérennité. Ce projet pose les bases de la RATP actuelle. Il symbolise l'importance des transports dans cette révolution industrielle que mène le Royaume-Uni et que suit du mieux qu'elle peut la France.

Né près de Nantes, Stanislas Baudry est fils de Figaro. Généalogiquement, car son père est chirurgien-barbier ; philosophiquement, car il adhère aux idées initiales de la Révolution. La Restauration le trouve médecin militaire et en fait un demi-solde[2]. Très au fait des évolutions technologiques de son temps, il crée dans la banlieue nantaise une entreprise de production de chaleur. Il vend cette chaleur aux artisans qui s'installent autour de son entreprise. Comme il a des surplus, il les utilise pour alimenter des bains inspirés de ceux de la Rome antique. Pour faire venir ses clients, il met au point en 1826 une navette relayant ses bains au centre de Nantes. Le terminus de cette navette est son établissement de bains et le départ, le magasin d'un chapelier du nom d'Omnès, dont la devanture porte l'inscription « Omnès omnibus » (« Omnès pour tous » en latin). Très vite, les Nantais se mettent à utiliser les véhicules de Baudry même s'ils ne se rendent pas dans son établissement, et à les appeler des omnibus. Dans la foulée, Baudry se lance à l'assaut de la capitale où il crée en février 1828 l'EGO (Entreprise générale des omnibus). Le succès est immédiat. Avec comme conséquence la multiplication des concurrents, puis l'enchaînement des faillites. Parmi elles, celle de Baudry lui-même. D'autant plus découragé qu'il découvre que ses employés détournent une partie de la recette, il se suicide en mars 1830.

Ébranlés par cet événement dramatique, les fonctionnaires en charge des transports, les membres du corps des Ponts et

Chaussées créé par Trudaine et qui se recrutent à l'époque comme aujourd'hui parmi les premiers du classement de l'École polytechnique, décident de regarder de plus près le fonctionnement des marchés concurrentiels. Une tradition d'économistes de haut niveau issus de ce corps se met en place[3]. Les X-Ponts du XIX^e^ siècle concluent que les transports dans une grande agglomération constituent un monopole naturel. Ils proposent donc d'en confier la gestion à une compagnie unique, celle-ci devant rester privée, loi Le Chapelier oblige, et être remise en concurrence régulièrement sur la base d'un cahier des charges précis. En 1855, Haussmann (1809-1891), alors préfet du département de la Seine, les suit et donne naissance à la très privée Compagnie générale des omnibus (la CGO), ancêtre de la très publique RATP. En 1879, la CGO entretient un cheptel de 16 500 chevaux pour faire fonctionner les 38 lignes d'omnibus parisiennes, ce qui génère une pollution suffisamment problématique pour freiner le développement des transports en commun à Paris.

Le passage des Omnibus à la RATP est non seulement une des manifestations du passage du libéralisme du XIX^e^ siècle à l'étatisme du XX^e^ siècle, mais encore de l'ambiguïté du rapport français au modèle libéral anglais. On retrouve cette ambiguïté, toujours dans les transports, non plus les transports urbains, mais les transports nationaux. Si comme l'affirme le célèbre dicton, tous les chemins mènent à Rome, en France, les chemins de fer mènent à Paris. Et ce, depuis le 11 juin 1842. Ce jour-là, le roi Louis-Philippe I^er^ promulgue la loi fondatrice de l'organisation du trafic ferroviaire. En 1837 avait été inaugurée la liaison en train entre Paris et Saint-Germain-en-Laye. Avec cette liaison commence le débat sur le statut des compagnies appelées à gérer cette activité toute nouvelle de transport. À l'époque, loi Le Chapelier oblige, il est clair

que l'intérêt des voyageurs est de maintenir le plus de concurrence possible. Néanmoins, il est tout aussi clair que le réseau physique doit être unique, c'est-à-dire qu'il constitue un monopole naturel. Et c'est l'État qui s'en réserve le tracé, laissant le soin de sa construction et de sa gestion à des entreprises privées sélectionnées par appel d'offres. Le travail de tracé est confié à l'administration des Ponts et Chaussées. Son responsable est alors Alexis Legrand (1791-1848). Entré à l'École polytechnique en 1809, il en sort ingénieur des Ponts, entamant une carrière qui va le conduire jusqu'aux plus hauts sommets de l'État. Il est l'archétype du haut fonctionnaire français ingénieur du XIX^{e} siècle. Porteur d'une assez grande autorité naturelle qui nourrit l'admiration de ses collaborateurs, il est, aux dires de ceux qui l'ont croisé, totalement dénué d'imagination. Pour répondre à la demande du gouvernement de définition des lignes de chemin de fer à construire, il entérine les propositions de son administration qui elle-même se contente de reprendre les idées d'un nommé Pierre-Michel Moisson-Desroches. Polytechnicien, comme Alexis Legrand, mais ingénieur des Mines et non des Ponts, celui-ci a eu une carrière fulgurante sous l'empire avant que la Restauration ne le marginalise comme professeur à l'École des mines de Saint-Étienne. Début 1814, il a remis à Napoléon I^{er}, qui veut se persuader que sa défaite n'est pas inéluctable, un projet de réorganisation des transports. Ce projet est conçu autour de la construction – déjà – de voies ferrées conduisant à Paris, capitale de l'empire et en cela héritière de Rome. Ces voies s'enchaînent en spirale à partir de Paris, la première allant à Gênes, préfecture du département de Gênes, la dernière à Mayence, préfecture du département du Mont-Tonnerre. La loi de 1842 reproduit le schéma de Moisson-Desroches tout en redéfinissant les terminus, la France de 1842 n'ayant évidemment plus l'extension

géographique de l'empire de 1811. C'est ainsi que s'est mise en place l'« étoile de Legrand », réseau ferré conçu pour permettre de rejoindre rapidement Paris. Cette étoile symbolise le rôle primordial que joue Paris en France. Mais pas seulement. Elle porte aussi l'héritage indirect de la mégalomanie de Napoléon. Elle résulte également d'une certaine inertie administrative, qui éloigne la France du libéralisme gladstonien.

Quoi qu'il en soit, dans le développement des chemins de fer, la France et le Royaume-Uni évoluent en parallèle. L'Anglais George Stephenson (1781-1848) met au point une locomotive qui entre en service en 1825. Le Français Marc Seguin (1786-1875) invente en 1827 la chaudière tubulaire. Utilisée initialement sur les bateaux qui descendent le Rhône – Marc Seguin habite à Annonay –, elle équipe à partir de 1829 les locomotives de la première ligne de chemin de fer française qui relie Saint-Étienne à Lyon. Mais c'est dans la seconde partie du XIX^{e} siècle que la construction des chemins de fer explose littéralement. Pendant la première moitié de ce siècle, beaucoup considèrent que les voies fluviales sont le mode de déplacement à privilégier et préconisent la construction de canaux. En 1820, en France, Louis Becquey (1760-1849), un prédécesseur de Legrand remet au roi Louis XVIII un plan de développement des canaux (le plan Becquey) qui préconise la création de 10 000 kilomètres de nouvelles voies navigables avant 1840. Entre 1815 et 1830, on creuse 7 000 kilomètres de canaux au Royaume-Uni. Et en 1825, l'inauguration des 584 kilomètres du canal Érié aux États-Unis accélère le développement de la ville de New York.

Résultat, en 1850, le réseau ferré mondial ne représente encore que 35 000 kilomètres. En 1913, il a été porté à 1 081 000 kilomètres. Bien que l'histoire ait associé les chemins de fer à l'Angleterre, en 1913, 40 % des voies installées le sont aux

États-Unis. Pour 10 000 habitants, on compte 8 kilomètres de ligne au Royaume-Uni, 12,3 en Allemagne, 12,6 en France et 43 aux États-Unis. En 1913, les chemins de fer sont les principaux pourvoyeurs d'emplois salariés dans les pays industrialisés. Ils occupent 360 000 personnes en France et 1 700 000 aux États-Unis. La Chine elle-même, malgré sa chute et son refus de se conformer au modèle occidental, finit par se lancer dans l'aventure ferroviaire sous la double pression britannique et japonaise. En 1876, les Anglais inaugurent une voie au départ de Shanghai. Mais les réticences chinoises sont encore fortes et le gouvernement de Pékin nationalise la compagnie de chemin de fer pour pouvoir la fermer, arracher les rails et les revendre. À la proclamation de la République de Chine, en 1912, le réseau représente 9 000 kilomètres. En revanche, l'ère Meiji au Japon, qui enclenche l'insertion du pays dans le monde industriel moderne, est clairement ferroviaire. Le 14 octobre 1872, l'empereur inaugure la première ligne de chemin de fer du pays entre Tokyo et Yokohama, port en pleine expansion située à un peu moins de 40 kilomètres de la capitale.

Transport de l'information : le début des télécommunications modernes

L'envolée américaine apparaît dans un autre domaine que celui des transports : celui du traitement et du transfert de l'information. Le 28 mai 1844 marque le début de cette aventure. Ce jour-là, depuis le capitole de Washington, Samuel Morse envoie un message à son ami Alfred Vail. Celui-ci le reçoit instantanément alors qu'il est à Baltimore, ville située à 600 kilomètres de Washington. Le plus long est alors de le décoder, car le message utilise un nouveau langage, inventé par Samuel et appelé depuis le… *morse*. Le principe consiste à transformer les lettres de l'alphabet en des successions de points et de tirets. Cela permet la transmission de mots et donc de phrases entières sous forme d'impulsions électriques, une courte correspondant à un point, une longue à un tiret. Comme le S est représenté par trois points, et le O par trois tirets, on décide assez vite que la simplicité du message SOS doit en faire un message d'urgence et un appel au secours. Cette décision sera définitivement entérinée en 1906. C'est alors qu'il vint à l'esprit de quelques spécialistes de lui donner une légitimité en prétendant que SOS signifiait « *save our souls* ». En 1844, nous n'en sommes pas là.

Cela fait sept ans que Morse et Vail sont associés pour trouver le moyen d'utiliser l'électricité afin de raccourcir le temps de transmission des messages. Avant eux, l'information se déplace à la vitesse des hommes ou de certains animaux comme les chevaux de la poste ou les pigeons voyageurs. Le pigeon voyageur gardera longtemps des adeptes puisque ce n'est qu'en 2014 que l'armée

française a officiellement dissous sa dernière unité colombophile. À la fin du XVIII^{e} siècle, de nouveaux procédés font leur apparition. C'est le cas en France, sous la Révolution, du télégraphe optique de Claude Chappe (1763-1805). Chappe parle tantôt de télégraphe, tantôt de tachygraphe, pour désigner son invention. Le principe du télégraphe Chappe est de couvrir le territoire de sémaphores qui transmettent des messages codés à des guetteurs, chargés de les observer. Le point de départ du réseau est à Paris, à un endroit où se trouve aujourd'hui la station de métro Télégraphe. Morse découvre justement ce système en se rendant à Paris en 1829. Cet artiste peintre de métier – il enseigne le dessin à New York – assiste par hasard à une conférence d'André-Marie Ampère (1775-1836). Ampère est un des savants les plus importants du XIX^{e} siècle. Son père, soyeux lyonnais, se veut un disciple de Rousseau. Il donne donc à son fils une éducation assez désordonnée car inspirée des préceptes de l'*Émile*. Ampère multiplie les centres d'intérêt et se passionne à la fois pour la philosophie et la physique. Il devient le grand théoricien de l'électrodynamique. Morse est fasciné par la conférence à laquelle il assiste, où Ampère mêle considérations sur le courant électrique et discours métaphysiques. De retour à New York en 1832, Morse s'associe à un de ses collègues physiciens, Léonard Gale, pour essayer de voir comment utiliser les travaux d'Ampère pour dépasser le système Chappe. Alfred Vail les rejoint en 1837 et apporte l'audace entrepreneuriale qui finalise l'opération.

On retrouve dans cette aventure la séquence très schumpétérienne liant progrès technique et croissance économique. Le savant (Ampère), puis l'ingénieur (Gale) et enfin l'entrepreneur (Vail) se regroupent pour donner corps à ce qui sera une innovation majeure. Morse est celui qui assure la jonction entre les trois et a

l’intuition initiale sans avoir l’audace d’en faire une aventure économique. À lui la gloire, mais à la famille Vail la fortune. En effet, Théodore Vail, un cousin d’Alfred, sera le fondateur, en 1885, d’AT&T, le géant américain des télécommunications.

1er octobre 1884 : la conférence de Washington crée les fuseaux horaires

La capacité à faire circuler l'information nourrit la mondialisation. De même que la Renaissance et ses grandes expéditions maritimes ont conduit à la redéfinition du calendrier, de même la révolution industrielle et ses grands réseaux ferroviaires ont conduit à une nouvelle normalisation de la mesure du temps. C'est ainsi que le 1er octobre 1884 fut le jour de gloire du Canadien Sandford Fleming (1827-1915). À cinquante-sept ans, cet ingénieur écossais est un des dirigeants de la compagnie des chemins de fer canadiens du Pacifique. Comme toutes les compagnies de chemin de fer, celle-ci a des problèmes de gestion de ses horaires. Fleming s'est donc investi dans la mise en place d'un dispositif permettant de connaître l'heure, à tout moment, en tous points, de ce vaste pays qu'est le Canada, et plus généralement, partout sur la planète. Le 1er octobre 1884, 25 pays se réunissent donc à Washington pour entériner les propositions d'un rapport résumant ses recherches. Fleming a remis ce rapport en février 1879 aux autorités canadiennes, c'est-à-dire, en pratique, aux autorités britanniques. Au centre de ses propositions figure la création de 24 fuseaux horaires correspondant à la division du jour en 24 heures, chaque fuseau horaire étant assimilable à 15° de longitude. Parmi les 25 participants réunis à Washington se trouvent les grandes puissances du moment comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la Russie. Mais aussi des pays dans la mouvance de la diplomatie américaine, comme le Guatemala ou le Liberia. Et la France.

Celle-ci joue gros sur le plan symbolique. En effet, depuis le XVII^e^ siècle, le méridien de référence à partir duquel on mesure la longitude et l'heure d'un lieu est celui choisi par la France. De 1634 à 1792, les élites françaises optent pour le méridien de Ferro, sur les îles Canaries. En ce XVII^e^ siècle fasciné par la culture antique, ce choix de 1634 correspond au point le plus occidental décrit par Ptolémée, le célèbre géographe grec du II^e^ siècle. La Révolution, bien que tout aussi fascinée par l'Antiquité, adopte par exaltation patriotique le méridien de Paris. Mais en 1884, la France a perdu de sa superbe. Vaincue en 1870, elle est en outre devenue une République. Ce régime politique, bien que modéré dans sa réalité quotidienne, inquiète encore certains participants comme l'Autriche-Hongrie. Résultat, l'Hexagone est obligé de faire profil bas. Il s'abstient au moment du vote final des 25 participants qui impose comme méridien celui de Greenwich, en Angleterre. Ce vote entérine également comme heure universelle l'heure GMT (pour *Greenwich mean time*, même si la tradition a retenu l'expression *Greenwich meridian time*). Seule la République dominicaine défend encore l'usage du méridien de Paris. Pour sauver la face, la France arrache quelques concessions aux Anglais, grâce au soutien des États-Unis. Elle obtient ainsi l'officialisation du système métrique conçu pendant la Révolution comme système de mesure internationalement reconnu par les physiciens, y compris les physiciens anglais. Les Français rentreront néanmoins vexés de Washington. Ultime acte de résistance, la loi française qui reconnaît formellement l'heure GMT comme le temps universel n'est votée qu'en 1911.

Les leçons des révolutions de 1848

Sur le plan politique, le monde anglais, qui s'installe en 1815, sort renforcé de ce moment politique essentiel du XIX^{e} siècle que furent les révolutions de 1848, année du « printemps des peuples ». Le mouvement de contestation commence en janvier à Naples. Il rebondit en février à Paris, où le roi Louis Philippe est contraint au départ et où la République est proclamée. Il s'amplifie quand Vienne s'embrase le 13 mars. L'empire autrichien est depuis 1815 la référence des gouvernements conservateurs européens et sa rivalité avec l'Angleterre est une rivalité entre les nostalgiques de l'Ancien régime et les défenseurs du monde industriel libéral.

Après Waterloo et la défaite définitive de Napoléon I^{er}, les tensions se sont accumulées entre le Royaume-Uni libéral et l'Autriche absolutiste. Selon une tradition toute britannique, le Royaume-Uni se rapproche immédiatement du vaincu, en l'occurrence la France – une France qui se réjouit alors de cette stratégie de la « trahison », mais qui aura à en souffrir après 1919… L'Autriche, en revanche, s'affirme comme la championne du combat contre le libéralisme tant politique qu'économique. Ce combat autrichien s'incarne dans un homme : Clément Wenceslas Népomucène Lothaire, prince de Metternich-Winneburg-Beilstein (1773-1859). Plus connu du grand public sous le nom de Metternich, en mars 1848 il a soixante-quatorze ans. Il a connu la Révolution française et l'empire napoléonien de l'intérieur, ayant été ambassadeur d'Autriche à Paris entre 1806 et 1809 ; de façon intime même puisqu'il a été l'amant quasi officiel de Caroline Bonaparte (1782-1839), la sœur de Napoléon I^{er}. Entre 1815 et 1848, il est

l'homme fort de l'Europe, une Europe qu'il veut ramener à 1788. Ce qui concentre sur lui la haine de tous ceux, des premiers socialistes aux démocrates libéraux, qui espèrent tourner la page de l'Ancien Régime.

À Vienne, le 11 mars, cette haine s'exprime sous ses fenêtres. En voyant la tenue bourgeoise des manifestants venus le conspuer, notamment leurs gants, Metternich les qualifie avec mépris de « révolutionnaires en peau de lapin », lançant, selon certains historiens, l'expression. Résultat, les autorités ne prennent aucune disposition particulière pour contenir la manifestation suivante, celle du 13 mars. Or, celle-ci dégénère, au point que les émeutiers forcent les portes du palais impérial. Metternich s'enfuit en catastrophe, caché dans la panière à linge sale de l'empereur que les révolutionnaires, malgré leur exaltation, laissent respectueusement sortir… Ce départ honteux qui fait rire l'Europe signe la fin d'un monde. Amorcé par la Révolution française, le passage politique et économique de l'Ancien Régime féodal et rural au monde du capitalisme industriel devient irréversible avec la disparition politique de Metternich, malgré la reprise en main violente qui conclut les révolutions de 1848.

Plusieurs leçons seront tirées de ces révolutions. Celle, d'abord, de la nécessité pour tout responsable de comprendre que la liberté ne se divise pas. En refusant systématiquement la liberté politique, Metternich se mettait en contradiction avec la licence morale qui guidait sa vie privée agitée, et la liberté économique qu'exigeait le maintien du statut de grande puissance de l'Autriche. Celle ensuite du changement de la nature des révoltes. Les révolutions de 1848 ne sont plus des révoltes fiscales à l'ancienne. Elles s'apparentent davantage aux révoltes frumentaires dues à la hausse du prix des céréales et donc du pain. Ce type de contestation s'affirme et prend

le relais des révoltes fiscales aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles. En France, sur ces deux siècles, les années d'augmentation brutale du prix du blé furent 1709, 1729, 1740, 1768, 1775, 1788, 1799, 1812, 1829, 1847. Quiconque compare ces dates avec les événements historiques retrouve sans difficulté la guerre des Farines et le départ forcé de Turgot, la Révolution[4], le coup d'État du 18 Brumaire, les Trois Glorieuses et la fuite de Charles X, la révolution de 1848 et le printemps des peuples européens. Publiant au début du XVIII^e^ siècle le premier traité de police jamais édité en France, Nicolas de La Mare, qui fut en quelque sorte un des premiers préfets de police de Paris, écrivait :

> La sûreté publique n'est jamais plus exposée que dans les temps que l'on manque de pain ou que l'on en peut avoir qu'avec peine.

Après 1848, la production agricole est suffisante pour que la disparition des disettes soit effective. Cela permet d'éviter les émeutes de la faim en Europe. Par ailleurs, la production industrielle permet de dégager suffisamment de recettes pour les États afin d'éviter les révoltes fiscales. Désormais, la contestation est sociale et théorisée comme la conséquence de la lutte des classes entre les capitalistes et les ouvriers. Le chômage en est la principale cause. Pour y remédier, l'État change de rôle. Au refus des impôts ou à la demande de gestion indirecte des greniers à blé se substitue, comme priorité, celle de la création d'emplois. Dans le projet initial de constitution de la II^e^ République en France, il est prévu d'instaurer un « droit au travail » obligeant « la société », et donc en pratique l'État, à fournir du travail à tous « les hommes valides qui ne peuvent s'en procurer autrement ». Cette volonté de garantir du travail à tous

reprend un principe énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme associée au projet de Constitution de 1793. Son article 21 stipule en effet :

> Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

Cependant, la Constitution de 1793 ne sera jamais appliquée. Celle de la II^{e} République reprend donc surtout une revendication des socialistes d'avant sa proclamation en 1848. Parmi ceux-ci, le plus en vue sur le droit au travail se nomme Louis Blanc (1811-1882). Il a publié en 1839 *L'Organisation du travail*, un livre où il défend la supervision par l'État de ce qu'il appelle des « ateliers sociaux ». C'est donc lui qui contrôle la mise en place des Ateliers nationaux le 27 février 1848, trois jours après le départ de Louis Philippe et la proclamation de la République. Membre de la présidence collégiale de la République, une instance placée au-dessus du gouvernement, Louis Blanc partage la tutelle de ces ateliers nationaux avec Pierre Marie de Saint-Georges, qui siège au gouvernement en tant que ministre des Travaux publics. Cet avocat bourguignon dont les sentiments républicains sont incontestables n'est pas socialiste. Il n'est guère convaincu par les théories de Louis Blanc. D'où un conflit entre les deux hommes dont on a fait une des causes majeures de l'échec des ateliers nationaux. Car échec il y a, et échec tragique. Au mois d'avril, 100 000 chômeurs sont inscrits et supposés effectuer des travaux de terrassement à Paris. L'Assemblée constituante élue le 23 avril 1848, dominée par les modérés, juge rapidement la situation de ces Ateliers

insupportable sur le plan financier et dangereuse sur le plan politique. Elle en décide la fermeture le 21 juin 1848. Cela conduit à des affrontements violents dans Paris, faisant plusieurs milliers de morts. La raison essentielle du vote de la fermeture est le coût de ces ateliers qui représente 4 millions de francs par mois, soit 50 millions annuels, correspondant à 3,3 % des dépenses publiques. Une des conséquences de ces événements est que le « droit au travail » n'est plus retenu dans la version finale de la Constitution. Néanmoins, on peut considérer que l'État, aligné sur la loi de Wagner, fait en 1848 une entrée en force dans l'histoire. Il s'estime sommé de fournir, sinon un emploi, du moins un statut social à tous. Ce qui devient un enjeu central du débat économique et politique. L'État ne se limite plus à être « l'imposteur » de Rousseau qui s'appuie sur les moines de Voltaire ; désormais, il s'affirme « consommateur en dernier ressort », convaincu que de ce fait il assure indirectement le rôle d'« employeur en dernier ressort ». Cette évolution rencontre encore des résistances, dont certaines sont prestigieuses comme celle de Victor Hugo. Élu député le 4 juin 1848, son premier discours à l'Assemblée porte sur les ateliers nationaux :

> Les Ateliers nationaux sont un expédient fatal. Vous avez abâtardi les vigoureux enfants du travail ; vous avez ôté à une partie du peuple le goût du labeur, goût salutaire qui contient la dignité, la fierté, le respect de soi-même et la santé de la conscience. À ceux qui n'avaient connu jusqu'alors que la force généreuse du bras qui travaille, vous avez appris la honteuse puissance de la main tendue ; vous avez déshabitué les épaules de porter le poids glorieux du travail honnête, et vous avez accoutumé

> les consciences à porter le fardeau humiliant de l'aumône. Nous connaissions déjà le désœuvré de l'opulence, vous avez créé le désœuvré de la misère, cent fois plus dangereux pour lui-même et pour autrui. La monarchie avait les oisifs, la république aura les fainéants…

Une mise en garde hélas bien oubliée…

Amérique, la guerre de Mr Polk

En 1848, alors que l'Europe se réinvente, le continent américain se recompose. Le 2 février est signé, au nord de Mexico, le traité de Guadalupe Hidalgo. Il met fin à la guerre entre les États-Unis et le Mexique, une guerre que les Américains appellent la « guerre de Monsieur Polk ». Monsieur Polk, c'est James Polk (1795-1849). Président des États-Unis depuis 1845, il est démocrate à une époque où les républicains n'existent pas encore. Son parti, miné par des rivalités internes, le choisit par défaut pour l'élection de 1844. Peu connu du grand public, il affiche un seul programme : l'annexion du Texas. À l'origine, le territoire fait partie du Mexique. Plus grand que la France, il attire de nombreux migrants anglo-saxons, qui entendent y reproduire le modèle de société du sud des États-Unis. C'est-à-dire en particulier une économie fondée sur l'esclavage. Or, en 1829, le Mexique abolit l'esclavage. Les colons américains se révoltent pour pouvoir continuer à utiliser des esclaves. Ils vont réussir à présenter leur révolte comme un combat pour la liberté et à en faire une véritable saga. Ainsi, tout amateur de western connaît l'assaut donné par l'armée mexicaine au fort Alamo en 1836. Malgré leur victoire à Alamo, les Mexicains sont obligés d'accorder son indépendance au Texas. Ils y mettent néanmoins une condition, à savoir que le Texas soit réellement indépendant et ne rejoigne pas les États-Unis. C'est peine perdue ; le 1er mars 1845, le Texas devient le 38e État des États-Unis. Les Mexicains protestent, Polk leur déclare la guerre. Le 2 février 1848, la messe est dite : le Mexique, vaincu, cède le nord de son territoire qui deviendra les États américains du sud-ouest des États-Unis. C'est notamment à

cette occasion que la Californie devient américaine. Lieu de découvertes d'or importantes un an après le traité, elle est aujourd'hui un des États les plus prospères du monde : en 2019, son PIB est égal à celui de la France et à celui de l'Inde alors qu'elle ne compte que 45 millions d'habitants… Cette bonne affaire pour les États-Unis est un coup rude pour le Mexique. À la fin du XIX^{e} siècle, l'homme fort du pays, le général Porfirio Díaz (1830-1915), résume assez bien la situation en déclarant : « Pauvre Mexique ; si loin de Dieu et si près des États-Unis. »

Le krach de 1873 et la Grande Dépression

En Europe, l'équivalent économique de la secousse politique de 1848 a lieu en 1873 et Vienne y joue, là encore, un rôle majeur. Le vendredi 9 mai 1873, les habitants de la ville se bousculent dans les stands de l'Exposition universelle. Pour les autorités autrichiennes, cette exposition, qui a commencé quelques jours auparavant, est essentielle. Elle doit restaurer le prestige de l'empire bien écorné depuis 1848 et la chute de Metternich. Vaincue en Italie par la France en 1859 et en Allemagne par la Prusse en 1866, l'Autriche a été écartée de l'Empire allemand né en 1871 à la faveur de la déroute militaire de la France de Napoléon III.

Mais en ce printemps 1873, tout semble oublié. Vienne redevient le centre du monde. D'autant que l'exposition couronne un véritable boom économique. C'est du moins ce que les autorités autrichiennes veulent croire. Elles se trompent, car cet élan s'est construit sur la spéculation immobilière et va se révéler dramatiquement fragile. Le 9 mai marque un réveil brutal : la Bourse perd en une séance 30 % de sa valeur. À Vienne, les faillites s'enchaînent, les rumeurs puis les clameurs se répandent. La fête tourne au cauchemar. L'empereur en titre est François Joseph (1830-1916). Pour le grand public, il est le mari de Sissi ; pour un lecteur plus averti, il est le vieux souverain désabusé de 1914 dont le pays est à l'origine de la Première Guerre mondiale. En mai 1873, il a quarante-deux ans. Face au palais impérial se trouvent les locaux de la banque Rothschild. Les clients, inquiets et donc désireux de retirer leurs fonds, font la queue dans la rue où l'ambiance se tend. Le bruit parvient aux oreilles de François Joseph qui demande à ses

conseillers l'origine de ce vacarme. Et comme vacarme, en allemand, se dit *krach*, le mot fait florès. C'est ainsi que François Joseph est devenu le père légendaire de l'usage du terme pour désigner un effondrement boursier, sans que ses compétences financières ne soient particulièrement développées. Désormais, on parle de Grande Dépression pour décrire la stagnation économique qui s'installe en 1873 et va durer jusqu'au milieu des années 1890. Le *krach* de Vienne joue le rôle de catalyseur d'une crise qui couvait depuis une dizaine d'années. La séquence économique qui l'entoure – montée des contradictions économiques, retournement brutal des tendances financières, ralentissement de la croissance – se reproduira à d'autres époques. Mais 1873 et la Grande Dépression restent un cas d'école.

Les déboires de 1873 se sont préparés dans les années 1860. À compter de cette date, l'économie souffre en effet de trois handicaps : une hausse des prix de l'énergie, c'est-à-dire du prix du charbon (on peut parler de choc charbonnier, à l'instar de ce que sera le choc pétrolier des années 1970) ; des problèmes dans la gestion des compagnies de chemin de fer qui se heurtent, outre à l'augmentation de leurs coûts énergétiques, aux rendements décroissants, c'est-à-dire au fait qu'au fur et à mesure qu'elles mettent en chantier de nouvelles lignes, celles-ci sont de moins en moins rentables ; une hausse des prix du coton liée en particulier à la guerre de Sécession qui sévit aux États-Unis de 1861 à 1865, hausse qui met à mal l'industrie textile. Pour faire face, les politiques économiques se déploient dans deux directions. D'une part, l'État augmente les dépenses publiques, surtout militaires, supposées offrir des débouchés nouveaux à l'industrie. L'État, gestionnaire des oisifs et pourvoyeur de demandes, entre de nouveau en action, mais de façon moins grossière qu'à Paris en 1848. Il met en place, d'autre

part, une politique monétaire accommodante supposée alléger les coûts des entreprises : le taux d'escompte de la Banque de France passe de 3,6 % en 1860 à 2,5 % en 1869. Cette politique monétaire favorise indirectement un gonflement du secteur financier dont l'impact le plus net est le développement d'une bulle immobilière. Celle-ci est particulièrement présente dans les grandes villes austro-hongroises où les mises en chantier sont restées rares malgré la pression à la hausse des prix. Les constructions neuves y sont moins importantes qu'à Berlin ou dans le Paris restructuré par le préfet Georges Eugène Haussmann. La déroute boursière du 9 mai s'accompagne à Vienne d'un effondrement des prix des immeubles d'autant plus marqué que la hausse avait été frénétique.

L'enchaînement fatal se déroule alors suivant un schéma que l'on pourrait qualifier de classique. En trois mois, 89 banques de Vienne et de Budapest déposent le bilan. Dans la foulée, les capitaux, tant nationaux qu'étrangers, quittent l'Autriche-Hongrie. Vient ensuite le tour des pays en phase de décollage, devenus inquiétants aux yeux des investisseurs internationaux qui restent encore surtout britanniques. C'est le cas de l'Allemagne, où les tensions inflationnistes ont été amplifiées par le versement des 5 milliards de francs d'indemnité de guerre due par la France après la signature du traité de Francfort le 10 mai 1871. C'est le cas des États-Unis où la guerre de Sécession a créé une telle inflation que, début 1873, pour essayer de contracter la masse monétaire, l'administration du président Grant annonce son intention de démonétiser l'argent et d'adopter un système d'étalon-or à la britannique. Parti de Vienne en mai, le *krach* traverse l'Atlantique pendant l'été et, le 18 septembre 1873, c'est la Bourse de New York qui s'effondre ; au point que les autorités locales ferment le marché pendant dix jours. Et à l'automne 1873, dix États de l'union,

principalement du Sud, font banqueroute et annulent leur dette publique. Pendant près de dix ans, les faillites bancaires vont se répéter dans tous les pays, la dernière significative survenant en France, en 1882 – la faillite de l'Union générale, qui inspire à Émile Zola (1840-1902) son livre *L'Argent*.

Qui dit réduction du réseau bancaire dit contraction du crédit et donc *in fine* contraction de la masse monétaire. À compter de 1873, la déflation s'installe. Entre 1874 et 1896, la moyenne des prix du commerce mondial baisse de 40 %. La croissance moyenne annuelle de l'Europe – Russie exclue – passe de 2 % dans les années 1860 à 1 %. La déflation frappe en priorité le secteur où les prix sont les plus flexibles et où des progrès techniques importants sont en train de voir le jour, à savoir le secteur agricole. Les campagnes se désolent, les villes s'inquiètent, les pouvoirs publics doivent réagir. Et à l'époque, la réponse spontanée de politique économique, après la phase d'augmentation des dépenses publiques, est le repli national dans le protectionnisme. Si les États-Unis sont alors, et de longue date, très protectionnistes, l'Europe des années 1860 s'était orientée vers le libre-échange. La crise inverse la tendance : l'Allemagne ouvre le bal par un tarif douanier très prohibitif en 1879 ; la France suit, avec les tarifs agricoles de Jules Méline de 1892.

En 1893-1896, l'économie s'améliore. Les prix se stabilisent, voire commencent à légèrement augmenter. Des innovations spectaculaires nourrissent le retour de la croissance : en 1876, Bell invente le téléphone. Une nouvelle Exposition universelle, cette fois à Paris, en 1889, promeut l'avènement de la « fée électricité », tandis qu'apparaissent les premières automobiles. La Grande Dépression a redistribué les cartes : en 1873, le Royaume-Uni représentait 35 % de la production industrielle mondiale. En 1896, sa

part est de 20 %. S'il reste le pays dominant, c'est qu'il a réussi à imposer au monde sa domination monétaire au travers de l'étalon-or que le Japon, dernier des grands pays à le faire, adopte en 1897. Mais son modèle libéral gladstonien a été ébranlé. La croissance de la Belle Époque le conforte avant que 1914 n'en amorce la fin.

Secoués par la crise financière de 1873, les pays émergents de l'époque – Allemagne, États-Unis, Japon – abandonnent à Londres le pouvoir monétaire et à la France une forme de prééminence agricole pour se lancer dans l'aventure industrielle, ce qui fera d'eux les moteurs de la reprise et les pays à suivre au xx^{e} siècle. Mais la mutation la plus spectaculaire de la période de la Grande Dépression est celle du Japon. Replié sur lui-même, le pays n'accepte de commercer avec les États-Unis en 1853 que sous la contrainte. En 1868 commence ce que les historiens appellent l'« ère Meiji ». Pour les responsables nippons, il s'agit d'importer les techniques occidentales pour développer le pays et rivaliser avec les Européens. *Meiji* signifie en japonais « gouvernement éclairé ». L'enjeu est non seulement de rivaliser avec les États-Unis et la Grande-Bretagne qui sont de plus en plus présents en Asie, mais encore de profiter de l'effondrement chinois pour devenir le pays asiatique dominant. Parmi les réformes qui s'enchaînent dans les années 1870, il y a la loi monétaire du 10 mai 1871. C'est ce jour-là que naît légalement le yen dont le premier mérite est d'unifier les instruments monétaires du pays. Désormais, un seul type de pièces est appelé à circuler sur le territoire nippon. Simultanément est créé un système de banques nationales assurant l'émission et la diffusion de billets de banque sur la base de la gestion de l'escompte. Le yen est l'unité de mesure monétaire de ces pièces et de ces billets. Sa valeur est fixée en poids d'argent : il équivaut à 26,956 g de ce métal. S'inspirant des États-Unis, le Japon adopte ainsi l'étalon-

argent. Néanmoins un des leaders réformateurs du pays, Hirobumi Ito (1841-1909), qui a étudié au Royaume-Uni, milite pour le recours à l'étalon-or dont les Anglais ont fait le fondement de leur système monétaire. Il obtient gain de cause en 1897. Il faut dire qu'entre-temps, le Japon s'est abattu, en 1894, sur une Chine bien malade. Vaincue, celle-ci doit notamment renoncer à toute prétention sur la Corée, et surtout verser, au Japon une indemnité en or qui, à l'instar de celle versée par la France à l'Allemagne en 1871, alimente le fonds initial ayant permis l'entrée effective du Japon dans l'étalon-or. Depuis 1871, les guerres mondiales et leur poussée d'inflation ont dévalué le yen. Au cours actuel de l'argent, 1 yen de 1871 vaut 1 400 yens d'aujourd'hui. Mais la puissance monétaire et financière du Japon est plus solide que jamais. Le pays a dégagé pendant des décennies d'énormes excédents extérieurs, si bien qu'il est désormais le créancier de la planète.

Un des aspects du renforcement japonais est une politique nataliste qui porte la population de 33 millions d'habitants à 53 millions en 1913. Ce succès japonais ainsi qu'un début de redressement chinois font apparaître en Europe l'expression de péril jaune. Surtout, il sert de prétexte à redonner vie aux thèses protectionnistes. Méline en France, Chamberlain au Royaume-Uni se nourrissent d'une littérature dénonçant la concurrence qui naît aux quatre coins du globe. En février 1897, l'économiste russe installé en France Jacques Novicow (1849-1912) publie un article cherchant à contrecarrer les arguments des néoprotectionnistes. Il commence en évoquant ces arguments :

> Partout où l'ouvrier chinois ou même nègre est en concurrence avec l'ouvrier blanc, dit M. Émile Faguet, celui-ci est vaincu. Nous avons assez vu cela dans l'outre-

> mer de Paul Bourget, où le terrible problème des races est si nettement posé ! L'ouvrier à cinq sous est naturellement vainqueur de l'ouvrier à cinq francs.

L'ouvrier à cinq sous de Paul Bourget[5] est l'ouvrier chinois. Et pourtant, le pays émergent qui tire son épingle du jeu du fait de la crise de 1873 n'est pas asiatique. Il s'agit des États-Unis. Ceux-ci font deux choix qui vont les propulser au sommet de l'économie mondiale. Ils optent en faveur d'un dynamisme démographique d'abord, appuyé sur une forte immigration venue d'Europe. Ils comptent 62 millions d'habitants en 1890, 75 millions en 1900 et 105 millions en 1920. Ils avivent la concurrence intérieure ensuite. Ce qui est paradoxal car au niveau international, ils maintiennent un très haut niveau de protectionnisme. À défaut de favoriser le libre-échange, les autorités américaines de la fin du XIX^{e} siècle s'engagent ainsi dans la lutte contre les monopoles, le Congrès votant en 1890 la première loi antitrust. Au travers de l'immigration, les États-Unis réintroduisent une forme de concurrence entre les travailleurs américains et les travailleurs européens, ces derniers ne produisant plus sur le territoire européen mais venant le faire sur le territoire des États-Unis.

Parmi les conséquences de la Grande Dépression figure la redéfinition du rôle de l'État dans le sens théorisé par Wagner. L'État post-crise de 1873 abandonne l'idée des Ateliers nationaux et se veut en charge de la gestion de la demande selon une logique tendant à redistribuer non plus le travail mais les revenus. La concrétisation est l'apparition pendant les années 1 880 des premiers systèmes de Sécurité sociale. Et c'est dans la patrie d'Adolf Wagner lui-même et sur la base des travaux des socialistes de la chaire que naît la Sécurité sociale moderne. En lutte contre

l’Église dans ce que l’on a appelé le *Kulturkampf* qui se déroule principalement entre 1871 et 1878, le chancelier Otto von Bismarck (1815-1898) marginalise celle-ci dans l’expression de la solidarité sociale avec le vote de trois lois initiant l’existence de l’État-providence. Ses lois sociales furent votées en trois temps : lois sur l’assurance maladie en 1883, lois sur les accidents du travail en 1884, lois instaurant une assurance vieillesse et invalidité en 1889. Non seulement elles effacent les traditions liées au principe de charité s’incarnant dans les institutions religieuses, mais encore elles coupent l’herbe sous le pied aux mouvements socialistes que la crise de 1873 a par ailleurs renforcés.

1884 : la conférence de Berlin partage l'Afrique ; l'extension coloniale

Alors que les États-Unis sont en recherche permanente de main-d'œuvre, l'Europe poursuit l'approche britannique visant à étendre ses débouchés par le biais du colonialisme. La fin des années 1870, marquée par la déflation et la conviction d'un effondrement de la demande européenne, initie une nouvelle vague d'extension des empires coloniaux européens. On peut considérer que cette vague commence quand est prononcée une phrase hyper-célèbre : « *Docteur Livingstone, I presume ?* » Celui qui la prononce, en novembre 1871, est Henry Morton Stanley (1841-1904), journaliste américain parti à la recherche de l'explorateur anglais David Livingstone. La question immortalise leurs retrouvailles. Les deux hommes sont au fin fond de l'Afrique, une Afrique encore mal connue des Européens et des Africains eux-mêmes. Le récit de leur rencontre publié par Stanley donne un coup de projecteur sur ce continent à une époque où l'Europe cherche de nouveaux espaces où déverser ses produits.

Il faut dire que l'expansion coloniale a connu dans l'histoire plusieurs phases. Celle de la fin du XIX^{e} siècle a une ampleur exceptionnelle dans la mesure où elle redessine la carte de l'Afrique et change radicalement le destin de ses peuples. Pour endiguer la frénésie de conquête qui s'empare des principales capitales européennes, l'Allemagne prend l'initiative d'un congrès visant à définir les règles de ce qui sera le partage de l'Afrique. Ce congrès se réunit à Berlin, à compter du 15 novembre 1884. Voulue par Bismarck, la conférence s'organise et se déroule selon ses vues.

Maintenant que l'Allemagne est unifiée sous la houlette de la Prusse, son objectif est d'éviter tout nouveau conflit entre les pays européens. Parmi les 14 pays présents à Berlin, il y a les puissants du moment, comme le Royaume-Uni qui reste le pays dominant malgré son déclin relatif, et l'Allemagne en pleine ascension. Il y a aussi des participants en position plus délicate, comme les États-Unis, que Bismarck traite avec condescendance, ou la France, en convalescence après sa défaite de 1870 et à propos de laquelle Bismarck aurait déclaré : « Faisons en sorte que les Français oublient sur les rives du Congo celles du Rhin. » D'emblée, Bismarck pose comme principe que les participants doivent s'entendre afin qu'aucun coup de feu ne soit échangé entre des troupes en train d'annexer des territoires africains. Le but de l'opération n'est pas uniquement d'affirmer la force diplomatique de la jeune Allemagne mais d'arriver à des résultats très concrets sur les éventuels conflits à venir entre colonisateurs ; tant et si bien que la conférence dure et ne s'achève que le 26 février 1885.

Dans la foulée, les Européens se ruent sur l'Afrique. Les empires coloniaux se constituent. Des coups de feu seront échangés ici ou là, mais l'Europe ne se déchirera pas pour ce continent. En revanche, celui-ci fait les frais de l'opération. Le XIX^{e} siècle laisse ainsi au XX^{e} siècle un héritage lourd à porter car, parmi les drames que ce siècle aura à gérer, il y a ceux nés de la colonisation et de la décolonisation. Il aurait été plus sage pour Bismarck de convaincre les acteurs de ce congrès de Berlin non seulement de ne pas se faire la guerre pour l'Afrique, mais encore de ne pas lui faire la guerre dans le but de la conquérir.

L'Afrique entre vaisseau du désert et vaisseaux portugais

L'Afrique que parcourt Stanley est mal connue et il est difficile d'en tracer une histoire économique solide[6]. L'Afrique en question n'est pas l'Afrique géographique à proprement parler. Il y a en effet une rupture nette de destin entre l'Afrique du Nord, celle du monde méditerranéen qui fit partie de l'Empire romain et eut en Égypte avec les Lagides des souverains grecs, et celle du sud du Sahara. Cet immense désert qui s'étend sur 4 800 kilomètres d'est en ouest et entre 1 300 et 1 900 kilomètres du nord au sud a longtemps été une barrière infranchissable, créant en quelque sorte deux Afrique, celle, méditerranéenne, du Nord et celle, subsaharienne, du Sud. D'après Angus Maddison, cette Afrique subsaharienne a un revenu par habitant qui représente, en 1820, 25 % de celui du Royaume-Uni. Ce revenu africain est identique à celui de l'époque de Tibère, ou à celui de l'an 1000, ou même à celui du XVI^{e} siècle. À cette époque, ce revenu représentait 45 % de celui de l'Espagne, alors la puissance économique dominante. Les conditions naturelles difficiles qui rendent le travail faiblement productif expliquent d'abord la stagnation économique. À cela s'ajoute le manque d'évolutions technologiques. Le monde subsaharien reste dominé par l'agriculture, la chasse et la pêche, avec des activités commerciales souvent réduites du fait des difficultés de transport, même si, dès le Moyen Âge, au VIII^{e} siècle, l'Afrique occidentale, adopte et apprend à gérer le chameau – plus exactement le dromadaire –, ce qui favorise sur ce territoire un certain décollage, face au désert immense et ayant tendance à s'étendre qu'est le Sahara. Le dromadaire est originaire du Moyen-Orient. Les Grecs et les Romains le connaissent. C'est ainsi que dans l'édit du maximum de Dioclétien, il

est prévu un prix – par définition bloqué – pour le transport de blé par dromadaire. Mais ce n'est qu'après la conquête arabe de l'Afrique du Nord et la rupture qui s'ensuit entre les deux rives de la Méditerranée que l'on commence à organiser des traversées du Sahara. Partant de Marrakech, Fez, Tunis ou du Caire, de longues caravanes se lancent dans le désert pour rejoindre Aoudaghost, dans le sud de l'actuelle Mauritanie, Tombouctou, au Mali d'aujourd'hui, ou encore les rives du lac Tchad. Le Nord vend du sel et des textiles, le Sud, de l'or et de l'ivoire. Une expédition dans le Sahara prend entre 40 et 60 jours. Vu les dangers qu'elle comporte, elle se prépare longuement et rassemble énormément de dromadaires, parfois plus de 10 000. Cette révolution des transports que représentent les caravanes franchissant le Sahara reste cependant exceptionnelle et a finalement assez peu d'impact dans une Afrique plutôt peu peuplée où les communautés sociales vivent éloignées les unes des autres. D'après l'Ined, à l'époque de Tibère, l'Afrique subsaharienne compte 12 millions d'habitants, soit un peu moins de 5 % de la population mondiale. En 2000, elle représentait 11 % de la population mondiale et devrait en représenter 20 % en 2050.

Un nouveau choc ébranle le continent et son économie au XV^{e} siècle. En 1419, les Portugais débarquent à Madère ; en 1444, ils touchent l'embouchure du Sénégal et, en 1460, ils découvrent la Sierra Leone. Ils poursuivent leurs expéditions jusqu'en Afrique centrale, atteignant l'embouchure du Congo en 1482 et établissant des relations diplomatiques avec le royaume du Kongo (ou Bakongo), un vaste pays peuplé de 2 millions d'habitants. Désireux de contourner les prélèvements fiscaux opérés par les Marocains sur les produits africains, les Portugais ouvrent la voie à l'insertion de l'Afrique dans le marché mondial, pour le meilleur – le

développement du commerce – et pour le pire – la traite négrière d'abord, puis le colonialisme. En 1506, le royaume du Kongo adopte la religion chrétienne. À l'instar de ce qui se passe à la même époque en Amérique, les Portugais, animés par une foi profonde, ont deux objectifs : trouver des alliés dans leur lutte contre l'Islam, cherchant en particulier à entrer en contact avec l'Éthiopie qu'ils savent chrétienne ; aller à la source de l'or qui arrive *via* le Maroc. Mais en 1514, changement d'objectif. Cette année-là part le premier vaisseau transportant des esclaves pour le Brésil. En 1575, Luanda, actuelle capitale de l'Angola, s'affiche non pas comme un comptoir commercial mais comme un lieu d'embarquement pour les esclaves expédiés au Brésil. Puis au XVII^e^ siècle, Français et Anglais rejoignent les Portugais. En France, la traite est autorisée en 1642, sous le règne de Louis XIII et le Code noir est promulgué en 1685. En Angleterre, on peut considérer que c'est Charles II qui, en créant en 1661 la Compagnie des aventuriers d'Afrique, officialise la traite.

Depuis la mise en contact systématique de l'Afrique subsaharienne avec le reste du monde, grâce au commerce transsaharien au VIII^e^ siècle, jusqu'à l'abolition de l'esclavage par les Européens (en 1833 au Royaume-Uni, en 1848 en France) et les Américains (en 1865 aux États-Unis, en 1888 au Brésil), ce sont 19 millions d'Africains qui ont été arrachés à leur terre pour devenir des esclaves. Entre 1518 et 1867, 11,7 millions d'entre eux ont traversé l'Atlantique, dont 41 % à destination du Brésil ; les autres ont été utilisés comme esclaves, essentiellement dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. On associe souvent la traite des Africains au commerce triangulaire. Cette expression décrit le parcours des vaisseaux entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe. En effet, les bateaux transportant les esclaves se rendaient en Amérique où ils prenaient comme cargaison nouvelle des produits

agricoles américains, essentiellement du sucre, à destination des ports européens. Rendus dans ces ports, ils se chargeaient de textile et de produits manufacturés pour les échanger en Afrique contre les esclaves. En fait, ce commerce était principalement organisé par la France et la Grande-Bretagne, le Portugal se contentant de déporter de la main-d'œuvre servile au Brésil.

Par-delà le caractère odieux de ces pratiques, des débats ont lieu pour évaluer les conséquences économiques du commerce triangulaire, et plus généralement de la traite négrière sur le développement économique de l'Afrique. Si une simple lecture démographique tendrait à minimiser ces conséquences, il faut bien voir que la menace permanente qui pesait sur les populations susceptibles d'être enlevées pour être réduites en esclavage a fait exploser toute possibilité de concentration urbaine, et de création d'unités de production stables susceptibles d'incorporer des technologies innovantes. Les résistances à l'asservissement ont en outre provoqué des guerres qui ont largement contribué à emporter les États par ailleurs fragiles du continent. Ce fut le cas d'un des plus développés, l'Empire songhaï, qui occupait de larges territoires en Afrique de l'Ouest aux XV^{e} et XVI^{e} siècles et avait développé une civilisation brillante à Tombouctou et à Gao. Son opposition aux razzias des Marocains lui a été fatale. En 1591, à la bataille de Tondibi, les Marocains, commandés par un mercenaire espagnol, pulvérisent les armées de l'Empire songhaï, qui disparaît dans la foulée, empêchant toute émergence future d'une société organisée en Afrique de l'Ouest. Et quand cesse la traite négrière naissent les empires coloniaux programmés au congrès de Berlin.

La Loi de Wagner contenue mais l'État dispendieux s'annonce

Le XIX^{e} siècle, qui vit la formulation de la loi de Wagner et l'ébauche de sa systématisation, fut peut-être aussi celui qui essaya le plus de lui résister. L'État minimal gladstonien fit tout pour la démentir. Et Gladstone n'était pas le seul à afficher une volonté de limitation des dépenses publiques. En France, sous la Restauration, le ministre des Finances de référence est Joseph de Villèle (1773-1854). Royaliste ultra, il est nommé ministre en décembre 1821 par Louis XVIII et se voit maintenu en fonction par Charles X. Il reste aux affaires jusqu'en janvier 1828. Présentant devant la Chambre des députés le budget pour 1828, il s'exclame : « Saluez ce chiffre, messieurs, vous ne le reverrez plus. » Le budget atteignait en effet pour la première fois le montant symbolique de 1 milliard de francs, et Villèle prenait l'engagement solennel devant les parlementaires d'engager une politique sans concession de réduction des dépenses publiques. Ce budget représentait environ 11 % du PIB. Si on y ajoute les dépenses des collectivités locales, la dépense publique sous Charles X absorbait à peu près 13 % du PIB (contre 56 % aujourd'hui).

Pourtant, malgré les engagements de Villèle, la dépense publique française n'a cessé de croître. Atteignant pour la première fois 1 milliard de francs en 1828, les dépenses de l'État se chiffrent à 2 milliards en 1860 sous Napoléon III, soit 8 % du PIB, l'ensemble des dépenses publiques représentant 11 % de celui-ci. Elles grimpent à 5 milliards en 1905, sous la III^{e} République. Néanmoins, elles se stabilisent jusqu'en 1913. Au final, entre 1815 et 1914, en

France, le budget de l'État a quintuplé. Simultanément, les prix sont restés stables et le PIB en francs courants est passé de 7 à 38 milliards. Cela signifie en fait que le poids des dépenses publiques est resté stable durant le XIX^e^ siècle : il est passé de 11,7 % en 1815 à 13 % en 1913. En revanche, les décisions éphémères de 1848, l'augmentation des dépenses militaires après le choc charbonnier et les lois sociales de la fin du XIX^e^ siècle, nées de la Grande Dépression, préparent un XX^e^ siècle en rupture avec la sagesse gladstonienne. Ce XX^e^ siècle va basculer de la ponocratie vers un nouveau chrysohédonisme.

1. Ses deux fils feront également de la politique. L'un d'eux aura le triste privilège d'être le signataire des accords de Munich de 1938, dupé par Hitler.

2. Rappelons que, sous la Restauration, un demi-solde est un ancien officier de l'armée impériale payé 50 % de son ancien traitement et renvoyé dans ses foyers.

3. La plus récente illustration de cette implication du corps des Ponts et Chaussées dans la recherche économique est l'attribution du prix Nobel d'économie à Jean Tirole en 2014.

4. En octobre 1789, quand la foule parisienne se rend à Versailles pour exiger l'installation de la famille royale à Paris, elle clame qu'elle est venue chercher « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ».

5. Paul Bourget (1852-1935) est l'écrivain à la mode à la du XIX^e^ siècle et la référence intellectuelle de la Belle Époque. On ne connaît plus guère son œuvre diverse et abondante.

6. Aujourd'hui, l'ouvrage le plus souvent cité est celui de Jacques Brasseul, *Histoire économique de l'Afrique tropicale* (Paris, Armand Colin, 2016). On pourra également se reporter à la monumentale *Histoire générale de l'Afrique* (Paris, Unesco, 8 vol., 1964-1999). Il en existe une version sonore en 52 émissions réalisées par RFI (Radio France internationale).

CHAPITRE 8

Le suicide de l’Europe : guerre et communisme

En 1918, les années 1900, celles de la Belle Époque, paraissent bien lointaines. Elles étaient pourtant prometteuses. À la veille de la Première Guerre mondiale, en 1913, la croissance économique initiée un siècle auparavant a en effet porté ses fruits. En 1800, le monde compte 968 millions d’habitants et Malthus, théorisant la surpopulation, annonce misère et luttes pour la survie. En 1900, les humains sont 1 613 millions et beaucoup leur prédisent un avenir radieux. En 1813, beaucoup d’habitants de la planète ont un style de vie qu’un Romain de la période impériale aurait compris. En 1913, beaucoup d’habitants ont un style de vie qu’un Français de la période impériale ne comprendrait pas. Le PIB mondial a doublé entre 1000 et 1500. Il a de nouveau doublé entre 1500 et 1700, puis entre 1700 et 1820. Entre 1820 et 1913, il a été multiplié par quatre. À cette date, les pays du G7, à savoir les sept nations les plus industrialisées, réalisent 48,6 % de ce PIB mondial. Les États-Unis s’en arrogent, et de loin, la plus grande part (19 % du PIB mondial). Suivent (par ordre de PIB décroissant), l’Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l’Italie, le Japon, et le Canada. Les cinq pays que l’on appellera ultérieurement les Brics produisent alors 25,9 % du PIB mondial. Avec (par ordre de PIB décroissant), la Chine, la Russie, l’Inde, le Brésil et l’Afrique du Sud.

Situation des principales économies à la veille de la Première Guerre mondiale (en 1913) ; nous identifions d'ores et déjà deux blocs, qui serviront de référence à la fin du xx^{e} siècle, à savoir le G7 et les Brics

Pays	Part dans le PIB mondial (%)	Population (en millions)	PIB par habitant ($ 2020)	Ratio PIB par habitant sur PIB par habitant au RU (%)
G7	48,6	334		
Allemagne	8,7	67	3 390	70
France	5,3	40	3 550	72
Italie	3,5	34	2 780	57
Royaume-Uni	8,2	45	4 920	100
Canada	1,3	7	4 628	94
États-Unis	19	92	5 580	113
Japon	2,6	49	1 440	30
Brics	25,9	926		
Afrique du Sud	0,4	6	1 800	37
Brésil	0,7	22	860	17
Chine	8,8	424	560	12

Inde	7,5	313	650	13
Russie	8,5	161	1 430	30

Sources : Angus Maddison, « La croissance économique mondiale. Les leçons du long terme », art. cit./Ined (les pays européens sont considérés hors leur empire colonial).

Le XIX^e^ siècle lègue en outre au XX^e^ des innovations spectaculaires. Le capitalisme du XIX^e^ siècle était fondé sur le charbon, celui du XX^e^ va l'être sur le pétrole et l'électricité. Le XIX^e^ siècle prolonge l'esprit des Lumières dans une forme de scientisme qui fait du physicien et de l'ingénieur des personnages essentiels de la société. Un peu partout, l'enseignement technique et scientifique s'élargit. Les physiciens développent une analyse théorique des émissions de chaleur et de la puissance dégagée, au travers de la formalisation mathématique de la thermodynamique et de ses trois principes. Créée par Sadi Carnot (1796-1832), la thermodynamique bénéficie des recherches de l'Anglais William Thomson, connu sous le nom de Lord Kelvin (1824-1907), et de l'Allemand Rudolf Clausius (1822-1888) qui diffuse les découvertes de Carnot et introduit la notion d'entropie. À la fin du XIX^e^ siècle, la physique apporte au XX^e^ de nouvelles découvertes sur la matière et sa structure atomique et sur l'électricité.

Un physicien se détache du lot des savants de l'époque. Il s'agit de James Maxwell (1831-1879) que certains n'hésitent pas à comparer à Newton. Il est considéré comme le savant qui a le plus influencé les XIX^e^ et XX^e^ siècles. Il débute sa carrière en s'investissant en thermodynamique au travers de la formulation de la théorie cinétique des gaz. Il la termine en énonçant les quatre équations dites « de Maxwell » qui résument sous forme mathématique les principaux résultats de l'électromagnétisme. Ces équations

permettront en particulier l'invention de la radio (appelée au début la TSF, pour télégraphie sans fil) puis de la télévision. Maxwell est d'autant plus important qu'il illustre une méthode de recherche connue sous le nom de sérendipité. Fasciné par la personnalité et les travaux d'Ampère, il entreprend de leur donner un aspect mathématique rigoureux. Ce faisant, il trouve une ressemblance formelle troublante entre l'électricité et la lumière, d'où il tire ses équations. La sérendipité se définit comme l'art de faire des découvertes que l'on n'espère pas *a priori*. Maxwell ne cherchait pas au départ à joindre électricité et lumière ; et pourtant, c'est le résultat le plus important de son travail. Cet exemple illustre le fait qu'une démarche de recherche efficace repose en partie sur le hasard et ne peut pas être encadrée par des processus bureaucratiques contraignants. Cette idée devient un des enjeux de la structuration de la recherche scientifique. Cette dernière doit-elle être encadrée par les instances universitaires traditionnelles, lui enjoignant de se consacrer à certains domaines de réflexion, ou au contraire doit-elle être totalement libre, au risque de se fourvoyer dans de vaines spéculations ?

Sur le fond, Maxwell conclut que, de même que la lumière se déplace, de même l'électricité se transporte sous forme d'onde. C'est un Allemand, Heinrich Hertz (1857-1894), qui réalise le 15 mars 1888 l'expérience confirmant les conclusions de Maxwell. Commentant cette expérience qui amorce le développement futur de l'utilisation des ondes hertziennes, il répond à un de ses étudiants qui s'interroge sur les applications concrètes de ce genre de travaux qu'il n'y en a aucune : de nouveau la sérendipité… Cette notion stimule la concurrence dans la circulation des idées jusques et y compris dans la construction des théories scientifiques. Elle n'implique pas qu'il faille prendre en considération toutes les thèses,

même les plus loufoques. Elle signifie que le travail scientifique suppose une période d'échanges et de remise en cause avant de conduire à des conclusions partagées par tous et confortées autant que possible par l'expérience.

À la fin du XIX^e^ siècle, les découvertes sur la structure fine de la matière, associées aux travaux de Maxwell sur l'électricité, donnent naissance à une des formes majeures de l'énergie du XX^e^ siècle : l'électricité d'origine nucléaire. C'est le 20 décembre 1951, à Arco, dans l'Idaho, aux États-Unis, que les Américains testent le premier réacteur atomique en lui faisant alimenter quatre lampes. Dans la foulée, comme l'essai est concluant, ils branchent ce réacteur sur le réseau électrique d'Arco, qui compte environ 1 000 habitants. Ce branchement est un épisode majeur de l'aventure nucléaire dont on peut considérer qu'elle commence en 1896 quand le physicien français Henri Becquerel (1852-1908) découvre, là encore par hasard, la radioactivité de l'uranium. Le Britannique Ernest Rutherford (1871-1937) fournit en 1903 une analyse précise de cette radioactivité grâce à laquelle il reçoit le prix Nobel de physique en 1908[1]. À partir de ses découvertes, les physiciens prévoient que la fission de l'atome d'uranium va dégager une quantité colossale d'énergie. Très vite, certains décideurs politiques identifient la possibilité de s'en servir pour concevoir une arme particulièrement puissante et redoutable. Des équipes de chercheurs se constituent pour la mettre au point. Ce projet se concrétise aux États-Unis avec la fabrication des deux bombes atomiques larguées sur le Japon en août 1945.

Parallèlement à cet usage militaire, les savants font pression pour que les pouvoirs publics financent des travaux permettant un usage civil de la fission de l'uranium. Au sortir de la guerre, la rivalité entre les États-Unis et l'URSS porte sur de multiples aspects et donc

également sur le nucléaire. Les Soviétiques s'appuient sur une technique éprouvée : incapables d'inventer quoi que ce soit du fait des aberrations économiques et humaines de leur système, ils espionnent et copient. Ils s'emparent des résultats scientifiques américains et les utilisent pour se doter de la bombe atomique puis, le 27 juin 1954, pour mettre en service la première centrale nucléaire au monde alimentant un vaste territoire en électricité. Située à 100 kilomètres de Moscou, cette centrale inquiète certains gouvernants soviétiques. Khrouchtchev, le principal dirigeant de l'URSS de l'époque, lève les objections en déclarant que l'URSS renoncera au nucléaire quand celui-ci aura tué autant que le grisou dans les mines de charbon… Les critiques russes comme les hésitations américaines – ce n'est qu'après 1957 qu'un réacteur opérationnel fonctionne en Pennsylvanie – montrent que, d'emblée, l'énergie nucléaire, qui reste associée consciemment ou inconsciemment à la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki, a suscité des réserves. Résultat, alors qu'en 2020, en France, les centrales nucléaires fournissent 75 % de l'électricité, cette part au niveau mondial n'est que de 10 %. Près de soixante-dix ans après que les premières ampoules électriques nucléaires se sont allumées en Idaho, le débat sur les dangers du nucléaire n'est pas éteint.

Mais avant d'en arriver là, le monde traverse deux guerres qui modifient l'économie de tous les pays impliqués. Les dégâts matériels sont cependant assez rapidement effacés.

Dommages de guerre

La première guerre à créer des dommages est celle de 1914-1918. Elle brise l'élan des pays qui deviendront le G7, comme le XIX^{e} siècle avait brisé la Chine et l'Inde ; elle fait exploser le cadre monétaire, le cadre budgétaire et le cadre productif. Dès la déclaration de guerre en août 1914, les grands pays suspendent la convertibilité or de leur monnaie. Ils pensent devoir le faire pour un court laps de temps. Mais en janvier 1915, la première puissance monétaire et financière qu'est encore la Grande-Bretagne installe dans la durée la suspension de l'étalon-or et instaure un contrôle des changes. Le principe de libre circulation des capitaux et de changes fixes acquis en 1844 a volé en éclats si bien que, en 1918, il faut reconstruire un système monétaire.

Articulation entre la politique budgétaire et la politique monétaire, la dette publique des belligérants atteint des niveaux faramineux. Entre 1913 et 1918, elle est passée en France de 30 milliards de francs à 300, celle du Royaume-Uni de 18 à 197, celle de l'Allemagne de 6 à 168, avant les réparations prévues par le traité de Versailles. Les États sont endettés auprès de leur banque centrale principalement, ce qui a pour effet de convertir la dette publique en moyens de paiement. En France, les billets en circulation totalisent 5,7 milliards de francs en 1913. Ce montant s'élève à 53 milliards en 1920. Résultat : l'inflation est générale. En Allemagne, elle prend un tour dramatique au point que l'hyperinflation emporte la monnaie en 1923. Le 1er juillet 1914, 1 dollar vaut 4,2 marks. Début 1923, le cours est de 49 000. Et, à partir de l'été, le processus s'emballe. En septembre, le dollar cote 53 millions de marks, puis 5 milliards le

11 octobre, et 4 milliards de milliards de marks fin novembre 1923. À Berlin, les serveurs de restaurant montent sur une table toutes les 30 minutes afin d'annoncer les nouveaux prix des menus : l'inflation est tellement forte que les prix changent quasi constamment. Dans ces conditions, le mark disparaît au profit d'une nouvelle monnaie le rentenmark, le 1er décembre 1923. Cette création d'une monnaie dont la valeur est, assez curieusement, fondée, à l'instar des assignats français de 1790, sur les propriétés foncières de l'État, est un succès. Elle stabilise la situation et fait rapidement disparaître l'inflation. Celle-ci réduit le poids de la dette publique exprimée en monnaie nationale, mais pas celui des emprunts contractés en devises étrangères. Or, les Alliés se sont lourdement endettés en dollars auprès des États-Unis. La France, le Royaume-Uni et l'Italie leur doivent l'équivalent des deux tiers de leur PIB de 1913. À la dette de guerre viennent s'ajouter pour le pays vaincu les réparations réclamées par les vainqueurs.

Par ailleurs, les États ont pris une importance considérable dans la vie économique. Ils ont imposé des contrôles des prix, nationalisé des pans entiers de l'économie, augmenté les impôts. L'État guerrier de 1914 ne s'efface pas totalement en 1919 ; il va devenir « l'État dispendieux » du XXe siècle anticipé par les socialistes de la chaire et se justifiant en s'affirmant État-providence. En France, entre 1887 et 1913, le PIB avait augmenté de près de 50 % mais les dépenses publiques ne s'étaient accrues que de 20 %. En 1913, elles représentent 13 % du PIB. Un siècle plus tard, ce poids a été porté à 55 %. Et la France n'est pas le seul pays à connaître cette tendance, même si elle y est plus marquée qu'ailleurs. Enfin, en 1919, les outils de production sont détruits, notamment dans l'Hexagone. Le PIB de 1920 est ramené à 80 % de celui de 1913. Remettre l'activité économique en route suppose un considérable effort

d’investissement. En France, cet effort d’investissement est évalué à quatre fois le PIB de 1913.

Outre les difficultés financières qu’elle engendre, la guerre crée des pertes humaines colossales. Elle a tué 19 millions de personnes, dont 9 millions de civils. La France a perdu 1,7 million de citoyens, la Russie 3,3 millions, le Royaume-Uni 0,9 million et l’Allemagne 2,5 millions. À ces pertes, il faut ajouter celles de l’épidémie de grippe espagnole de 1918-1919 qui, s’abattant sur des populations affaiblies par les privations, provoque la mort de 20 à 50 millions de personnes, emportant 6 % de la population de l’Inde et 2 % de celle de Chine.

L’expansion du communisme

L’étatisme de l’économie de guerre, qui s’impose en 1914, ne disparaît pas en 1918 car il réussit à acquérir une forme de légitimité en prétendant corriger l’injustice et éviter le chômage. Un des événements majeurs du XX^{e} siècle est ainsi la prise de contrôle de l’économie relativement libre du XIX^{e} siècle par les États et une forme d’aboutissement de la loi de Wagner. Le triomphe des régimes communistes représente la forme la plus extrême et la plus malsaine de cet étatisme. Une des conséquences directes de la Première Guerre mondiale est en effet l’apparition puis l’expansion sur une partie considérable de la planète de ce système politique et économique très particulier et au bilan meurtrier que fut le communisme. Avant la guerre, nul ne pouvait anticiper le rôle et l’ampleur qu’allaient prendre les idées et la pratique des mouvements communistes initialement issues de la mouvance socialiste.

Après l’échec des révolutions de 1848, l’écrivain Louis Reybaud (1799-1879) écrivait en 1852, dans le *Dictionnaire d’économie politique*, que parler de « socialisme » revenait à prononcer une *«* oraison funèbre »… En déclarant se démarquer des socialistes de 1848 pour développer un « socialisme scientifique », Karl Marx infirme les propos de Louis Reybaud et donne une deuxième vie au mouvement. Il théorise le socialisme, non pas comme une réponse idéaliste voire utopique à la misère qui accompagne la révolution industrielle, mais comme une nécessité historique. Il théorise la révolution à venir comme un événement inéluctable permettant l’avènement de la société sans classes. Mais à la Belle Époque, le socialiste allemand Eduard Bernstein (1850-1932) rejoint sans le savoir Louis Reybaud et remet en cause la pertinence du marxisme

et l'idée même de révolution. Il propose une révision du corpus idéologique marxiste (d'où son nom « révisionniste »). La croissance économique, sensible après la reprise des années 1890, a amélioré les conditions de vie de tous, ouvriers compris, si bien qu'une répartition plus égale de ses fruits, obtenue par la généralisation de l'État-providence, est aux yeux de Bernstein et des révisionnistes la perspective la plus susceptible d'améliorer la situation des plus démunis.

Le communisme, qui apparaît le 7 novembre 1917 à Petrograd, l'actuelle Saint-Pétersbourg, alors capitale de la Russie, rompt avec l'évolution révisionniste des idées et des partis se réclamant du socialisme au début du xx^{e} siècle. Ce 7 novembre a eu lieu ce que l'histoire a retenu sous le nom de révolution d'Octobre. Ce nom tient à ce que, dans le calendrier orthodoxe, alors encore en vigueur en Russie, le 7 novembre est le 25 octobre. Cet événement qui a donné une troisième vie au courant socialiste a été commémoré religieusement pendant des années par les communistes du monde entier. De nos jours, il est commenté de façon plus mesurée, y compris, voire surtout, en Russie. Ainsi, le président russe Vladimir Poutine, évoquant la révolution d'Octobre à l'occasion de son centième anniversaire, a déclaré :

> Nous voyons à quel point ses résultats ont été contrastés, à quel point les conséquences négatives et, il faut bien le dire, positives, de ces événements sont étroitement liées.

Ces circonlocutions autour des aspects positifs de la révolution et du régime qui en est sorti, venant de la part de quelqu'un qui a construit sa carrière dans les couloirs du pouvoir soviétique, montrent bien les doutes qu'inspirent désormais « ces

événements ». En fait, très tôt, des voix se sont élevées pour en souligner les mensonges. Dans *Technique du coup d'État*, livre qui paraît en 1931, l'écrivain italien Malaparte (1898-1957) analyse la journée du 7 novembre 1917, non pas comme une révolution fondée sur une forte mobilisation du peuple, mais comme un coup d'État organisé par une bande sans foi ni loi plus motivée par sa soif de revanche sociale que par la volonté d'améliorer la situation des plus pauvres. Le chef de cette bande est Vladimir Ilitch Oulianov, qui se fait appeler Lénine (1870-1924). Malgré un effectif très faible, les membres du groupuscule qui l'entoure se parent du nom *bolchevik*, mot qui signifie en russe « majoritaires ». Cette prétention à l'importance repose sur un vote survenu en 1903 parmi les socialistes russes au cours duquel, par hasard, Lénine et les siens ont obtenu la majorité. Mais la faiblesse numérique des bolcheviks les pousse à entretenir, après février 1917 et le renversement du tsar, un climat de violence insurrectionnelle dans les grandes villes d'une Russie qui sombre dans l'anarchie du fait de l'accumulation de ses déboires militaires. Le livre de Malaparte démythifiant le succès des bolcheviks s'inscrit dans une longue série d'ouvrages ayant dénoncé leur tartufferie sanglante et les mensonges entourant la réalité de la vie en URSS, cette Union des républiques socialistes soviétiques à laquelle la révolution d'Octobre a donné naissance. Néanmoins, cette série n'a pas empêché le mouvement de se répandre.

Quand, le 6 mars 1953, à 4 heures du matin, Radio Moscou annonce une nouvelle considérable : la disparition, la veille, du « guide du parti communiste et de l'Union soviétique, le camarade Iossif Vissarionovitch Staline », le communisme est alors au sommet de sa puissance et de son prestige, même s'il n'a pas encore atteint son extension maximale puisque d'autres pays l'adopteront après

les années 1950, comme Cuba, les territoires de la péninsule indochinoise ou certains pays africains devenus indépendants au début des années 1960. Staline reste à ce jour l'incarnation mythique du communisme en action et de la période où ce mouvement connu son plus fort prestige politique. Alors que le début du deuxième couplet de *L'Internationale*, le chant de référence de tous les socialismes possibles et imaginables, affirme : « Il n'est pas de sauveur suprême, ni dieu, ni césar, ni tribun », l'homme qui meurt le 5 mars 1953 s'est imposé aux communistes du monde entier comme un dieu, sauveur suprême du prolétariat mondial, comme un césar, vainqueur du nazisme et comme un tribun, héritier de Lénine.

Pourtant, quand Joseph Djougachvili naît en décembre 1878 à Gori en Géorgie, rien ne permet de penser qu'il deviendra Staline. Infiltré par la police tsariste dans le groupe des bolcheviks au sein du parti ouvrier social-démocrate russe, il séduit Lénine, à la fois par sa détermination, son absence de scrupule et son apparent dévouement. Après la révolution de 1917, il devient un des leaders de la toute jeune URSS. Par des jeux d'intrigue, il élimine politiquement, après la mort de Lénine en janvier 1924, les autres dirigeants communistes avant de les humilier dans des grands procès délirants entre 1936 et 1938, puis de les éliminer physiquement. Cet assassinat des compagnons de Lénine est la partie émergée d'un immense iceberg de massacres qui plonge l'URSS dans la terreur, la misère économique et la destruction de toute forme de morale. La vérité de ce que l'on appelle le « stalinisme » ne fut, de fait, guère reluisante. Comme le dira Gorbatchev, un des lointains successeurs de Staline à la tête du parti communiste d'Union soviétique (le PCUS), et le liquidateur ultime du stalinisme, les régimes communistes n'auront eu dans l'histoire comme dirigeants que des criminels, comme Lénine,

Staline ou le Chinois Mao (1893-1976), des corrompus comme Brejnev (1906-1982) ou Castro (1926-2016), et des naïfs comme Khrouchtchev (1894-1971). Et pourtant, tous ces hommes dont certains, Staline au premier chef, furent d'authentiques monstres, ont suscité d'étranges enthousiasmes, nés d'un aveuglement constant et déroutant. Invité à participer à un voyage en URSS préparé comme une entreprise minutieuse d'intoxication, André Gide avait toutefois eu la lucidité de dénoncer dès 1936, dans *Retour d'URSS*, la tragique imposture du stalinisme. Attaqué par les dirigeants du parti communiste et par les intellectuels compagnons de route du parti, il répondit : « La vérité, fût-elle douloureuse, ne peut blesser que pour guérir. »

Il est probable que si Marx avait vécu, il aurait porté sur la révolution russe et sur l'évolution du pouvoir soviétique le même jugement que sur la révolte des Taiping. Les pays qui furent communistes avaient en effet des profils très divers, mais leur bilan économique fut identique, marqué par un gaspillage considérable du capital, des pénuries, et une ruine systématique de l'agriculture. Une des raisons du succès du communisme, auprès de l'opinion, est qu'ayant rapidement abandonné l'idée chimérique de construire une société harmonieuse hautement démocratique, il a affiché sa capacité à atteindre le plein-emploi face à des sociétés capitalistes dont une des caractéristiques est l'existence d'un volant plus ou moins important de chômage. L'État communiste du XX^{e} siècle encadre la société de façon qu'aucun de ses membres ne subisse une oisiveté forcée. Conformément au principe 10 de Mankiw, une des conséquences de ce choix a été l'apparition d'une forte inflation que masquait un blocage systématique des prix. Dans les régimes communistes, le pouvoir d'achat affiché est ainsi largement fictif tandis que le pouvoir d'achat réel se mesure en partie sous des

formes non monétaires. Dans l'Europe de l'Est des années 1960, les prix se mesurent non seulement en monnaie mais encore en tant que tout un chacun doit consacrer à des queues devant les magasins pour accéder aux produits qu'il espère pouvoir acheter.

Il est difficile de décrire l'évolution de tous les pays qui se sont réclamés du marxisme-léninisme, un des autres noms mis en avant par les communistes pour désigner leur idéologie. On peut toutefois tirer beaucoup d'informations en s'intéressant à la Tchécoslovaquie, un des pays dénommés tantôt « démocraties populaires », tantôt « pays socialistes ». En analyser un permet de les comprendre tous car leur déroute fut partout la même. Nous avons choisi la Tchécoslovaquie, qui comptait initialement parmi les plus développés. Contrairement à ce que l'on affirme souvent, *1984*, le célèbre livre de George Orwell (1903-1950), ne décrit pas un futur imaginé par l'auteur et dont nous nous rapprocherions, mais la réalité de l'année où le livre a été écrit, à savoir 1948. Pour donner un titre à son livre, Orwell s'est contenté d'inverser les deux derniers chiffres de cette année. S'il a fait ce choix, c'est que l'année 1948 est celle où le monde de *1984* s'est abattu sur la Tchécoslovaquie. Big Brother, le personnage mythique du roman, n'est pas un ordinateur tout-puissant ayant supplanté le pouvoir des hommes. Sa moustache et le cynisme de ses séides décrivent purement et simplement Staline, le « petit père des peuples ». Le 25 février 1948, les communistes staliniens de Prague s'emparent du pouvoir et transforment en quelques mois la vie en Bohême, qui fut terre de liberté, en un invraisemblable cauchemar. L'opération est entrée dans l'histoire sous le nom de « coup de Prague ». En 1948, le leader communiste tchécoslovaque s'appelle Klement Gottwald (1896-1953). En juillet 1947, il a commis une bévue : Premier ministre d'un gouvernement d'union nationale, il a accepté le plan

Marshall (sur lequel nous reviendrons plus loin) afin d'assurer le redressement de son pays dont l'économie est alors une des plus industrialisées d'Europe. Convoqué immédiatement à Moscou, il a dû faire machine arrière puis s'engager dans l'élimination de tous ceux qui déplaisent à Staline. En février 1948, ce sont les partis démocratiques qui y passent ; en mars, c'est Jan Masaryk (1886-1948), le fils du père fondateur de la Tchécoslovaquie, victime d'une des défenestrations qui ont rythmé l'histoire de Prague ; viendra le tour des communistes eux-mêmes comme Rudolf Slansky (1901-1952), le numéro deux du parti, exécuté officiellement pour haute trahison, mais plus banalement pour satisfaire l'antisémitisme obsessionnel de Staline.

En février 1948, Gottwald promet aux Tchèques et aux Slovaques le « bonheur dans vingt ans ». Quand il meurt en mars 1953, quelques jours après Staline, le pays est ruiné, terrorisé, enfermé dans l'arbitraire et le mensonge que décrit *1984*. Et en 1968, ce n'est pas le bonheur qui est au rendez-vous, mais les chars soviétiques venus briser l'espoir d'un retour à la liberté, de ce que l'on appelle le Printemps de Prague. Cette intervention de l'Armée rouge solde l'échec d'une tentative de refonte du socialisme réel que ses promoteurs tchèques avaient qualifiée de « troisième voie », c'est-à-dire la mise en place d'une nouvelle organisation sociale se situant entre le capitalisme, jugé « sauvage » par essence, et le socialisme soviétique, outrancièrement dirigiste et politiquement criminel. Un des concepteurs de la « troisième voie » se nomme Ota Šik. Né le 11 septembre 1919 en Bohême, il commence sa vie professionnelle comme ouvrier électricien. Après qu'il a rejoint le parti communiste en 1940, le « coup de Prague » de février 1948 lui fournit l'accès aux allées du pouvoir. Pourtant, il se montre rapidement critique. Une fois installés, les communistes augmentent

les salaires. Face à l'inflation qui s'ensuit, ils cherchent à accroître la production à grands coups de mobilisation stakhanoviste. Mais ils n'obtiennent que pénurie et accumulation de stocks invendables. Se refusant à toucher aux prix, ils décident en 1953 de réduire la quantité de monnaie en circulation. Le 1er juin, les sommes en billets jusqu'à 300 couronnes étaient échangées sur la base d'une nouvelle couronne égale 5 anciennes ; de même pour les comptes courants, jusqu'à 5 000 couronnes. Au-delà, il y avait un tarif dégressif allant jusqu'à une valeur de la nouvelle couronne portée à 50 anciennes couronnes. Cette contraction a conduit à la spoliation d'une partie de l'épargne, achevant de déconsidérer un régime qui ne tenait que par la terreur policière.

Le mérite d'Ota Šik est d'avoir compris l'impasse économique du communisme. Nommé directeur de l'Institut économique de l'Académie des sciences tchécoslovaque en 1961, il tente d'infléchir la politique économique de son pays. En 1966, un plan de réformes qu'il inspire est promulgué. En fait, on l'écoute sans l'entendre, et ce n'est qu'avec l'arrivée de Dubček, premier secrétaire du parti communiste en 1968-1969, qu'il reçoit vraiment mission d'agir. Il propose de décentraliser la fixation des salaires et des prix, de laisser les entreprises faire du profit et de supprimer le système de subventions de l'État à l'industrie. Pour lui, les communistes ne peuvent qu'échouer, et ce pour trois raisons. La première est que pour entraîner une population, celle-ci doit être motivée soit par intérêt monétaire, soit par respect d'une autorité plus ou moins coercitive, soit par la foi, religieuse ou militante. Cette dernière aurait pu fonder les sociétés socialistes du xxe siècle vu le prestige de la révolution d'Octobre, puis de la victoire sur le nazisme. Mais la violence stalinienne a effacé toute confiance pour ne laisser que la terreur. Et l'expérience comme la morale conduisent à considérer

que l'intérêt monétaire est plus efficace que la terreur… La deuxième raison à l'origine de l'échec du communisme est que la société doit reconnaître les talents. Cette reconnaissance passe, en termes économiques, par la libre formation des prix et des salaires. Un égalitarisme absolu est vain car il étouffe l'imagination, l'intelligence et le dynamisme. Le culte abusif de l'égalité et la manipulation de la valorisation des choses et des tâches qui en résulte conduisent, en pratique, à défendre la médiocrité. La dernière raison est que le rôle de l'État est, avant tout, de protéger les faibles par le biais des services publics comme l'éducation ou la santé ; et qu'il doit éviter d'aller au-delà. Pour reprendre notre fil conducteur, l'État de Wagner, gestionnaire des oisifs, en prenant en charge dans les pays socialistes le destin de l'ensemble de la population, en a fait une population, sinon d'oisifs, du moins d'inefficaces, dont le niveau de vie stagne du fait d'une inflation très réelle bien que masquée. Après 1968, Ota Šik enseigne l'économie en Occident, notamment à l'université suisse de Saint-Gall. En 1990, après le départ des communistes, il regagne Prague. Il constate alors que l'heure n'est pas à la troisième voie, mais clairement à la première, celle d'un libéralisme sans état d'âme, probablement parce que la troisième voie reste une illusion. Il préfère revenir en Suisse où il meurt en août 2004.

La période communiste, qui court de 1948 à 1989, fut un drame pour la Tchécoslovaquie. On peut le constater sur le plan politique, mais aussi sur le plan strictement économique. En 1948, le revenu par tête tchécoslovaque est supérieur à celui de l'Allemagne occidentale et représente 85 % du revenu français. En 1989, les Tchécoslovaques ont un revenu qui représente 60 % de celui des Allemands et 62 % de celui des Français.

Renaissance industrielle, innovations et avancées sociales

Un des résultats positifs paradoxaux de la guerre est qu'elle joue un rôle d'accélérateur du progrès technique et des mutations technologiques. Ainsi, pour les trois principaux vainqueurs de la Première Guerre mondiale dont le territoire n'a pas été directement touché par les affrontements, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon, la croissance annuelle moyenne de la productivité globale des facteurs est beaucoup plus forte entre 1911 et 1920 qu'entre 1901et 1910. Elle passe de 0,65 % (avant la guerre) à 2,51 % (après la Première Guerre mondiale) aux États-Unis, de 0,11 % à 0,49 % au Royaume-Uni et de 0,63 % à 1,94 % au Japon. Cette accélération est en particulier dû à l'usage nouveau du pétrole qui permet la motorisation des armées, et à l'apparition de l'aviation, nouvel outil de combat, mais aussi nouveau mode de transport.

Le déplacement dans les airs est un fantasme ancien dont le progrès est souvent associé aux ambitions militaires des pays. Après les déconvenues de l'Invincible Armada en 1588, ce fut à Napoléon que se posa la question du débarquement sur des côtes anglaises efficacement protégées par les escadres de la Royal Navy. D'où l'idée de la contourner en passant par les airs. Si, pour les Espagnols de Philippe II, la chose était évidemment impossible, pour les Français de Napoléon, elle devenait envisageable. Car, entre-temps, le 7 janvier 1785, un ballon avait réalisé la traversée de la Manche de Douvres à la banlieue de Calais. Ce ballon est gonflé à l'hydrogène alors qu'à la fin du XVIII^{e} siècle, les aérostats sont plutôt des montgolfières, c'est-à-dire des ballons gonflés à l'air chaud. À son bord ont pris place deux hommes. Un Américain, John Jeffries, qui finance l'opération ; un Français, Jean-Pierre Blanchard, qui a

conçu le ballon et produit l'hydrogène nécessaire à l'expédition. Ce Blanchard est un personnage hors norme. Il est né en juillet 1753, en Normandie. Fils d'un artisan pauvre, il est l'archétype de l'autodidacte qui, dès que le curé de son village lui a appris à lire et à écrire, dévore les livres de mécanique. Son but est de trouver un moyen de voler dans les airs. Dans un premier temps, il multiplie les automates inspirés des oiseaux. En 1782, il croit avoir mis au point ce qui aurait pu être le premier avion. Mais sa machine ne décolle pas. Il se persuade dans la foulée que, malgré l'exemple des oiseaux, l'homme ne pourra faire voler que des objets plus légers que l'air. C'est le cas de l'air chauffé des frères Montgolfier, c'est aussi celui de l'hydrogène. À la fin du XVIII^{e} siècle, la production de ce gaz, qui se fait à partir de fer ou de zinc mis au contact d'acide sulfurique, est longue et coûteuse. Mais les ballons à l'hydrogène ont l'avantage de s'élever très vite dans les airs. Ce qui explique le choix de Blanchard qui ne réalise toutefois pas que l'hydrogène s'échappe inexorablement de son ballon. Résultat, lorsque lui et son compagnon sont encore au-dessus de la Manche, le ballon, en partie vidé, commence à descendre. Il faut jeter du lest, et les deux hommes, pour alléger la nacelle, se défont de tous les objets qu'elle contient, y compris des vêtements qu'ils portent. Ils arrivent ainsi à Calais, à moitié nus… La gloire de Blanchard est faite, et les Bonaparte, l'empereur mais aussi son frère Louis, futur roi de Hollande, les prend, avec sa femme Sophie, sous sa protection. Le couple mourra d'ailleurs, lui en 1808, elle en 1819, dans des accidents de ballon, sans que l'Angleterre n'ait vu s'abattre sur elle des envahisseurs venus des airs…

La Première Guerre mondiale fait faire à l'aviation des progrès suffisants pour que le trajet au-dessus de la Manche, ouvert au grand public, soit envisageable. Selon la légende, tout avait

commencé avec Archytas de Tarente, cet inventeur de la poulie et de la vis, à l'époque de la Grèce antique. On lui attribue en effet aussi la fabrication d'une colombe en bois qui serait le premier avion de l'histoire. Plus sérieusement, le premier homme à avoir volé dans un objet plus lourd que l'air actionné par un moteur est Clément Ader, dans les années 1890. Puis le 25 juillet 1909, Louis Blériot (1872-1936) réalise la première traversée de la Manche en avion. Dix ans plus tard, le 8 février 1919, le premier vol commercial vers Londres décolle de Toussus-le-Noble, commune de l'Ouest parisien, située au sud du département qui s'appelle alors la Seine-et-Oise. Les douze premiers passagers commerciaux de l'histoire du transport aérien embarquent dans ce que les contemporains nomment un « aérobus », qui atterrit pratiquement trois heures plus tard à Kenley, dans le Surrey, à côté de Londres. Le seul contrôle auquel ils ont dû se soumettre est de passer sur une balance. Chacun d'eux doit en effet peser moins de 80 kg. La compagnie qui les transporte est la compagnie des frères Farman, des pionniers et des passionnés de la toute jeune aviation.

Cette dernière a fait des progrès spectaculaires durant la guerre qui vient de s'achever. L'implication des militaires dans ses progrès est telle que les autorités britanniques n'ont donné leur accord à l'ouverture d'une liaison aérienne régulière entre Paris et Londres qu'à la condition expresse que le pilote soit un militaire. Il s'agit en l'occurrence du lieutenant Lucien Bossoutrot. Né à Tulle en 1890, il commence sa vie professionnelle comme employé de banque. Dès les débuts de la guerre, il demande à rejoindre l'embryon d'armée de l'air qui est en train de se constituer. Enthousiaste et un brin casse-cou, il devient pilote en titre en mai 1915. Il côtoie les grands noms des débuts de l'aviation comme Georges Guynemer (1894-1917), Roland Garros (1888-1918) ou encore Jean Mermoz (1901-1936).

Après la fin des hostilités, il n'envisage pas un seul instant de revenir travailler dans une banque et cherche à valoriser les compétences acquises au combat. C'est ainsi qu'il devient le premier pilote de ligne de l'histoire. Après l'aller et retour entre Paris et Londres, il assure le 12 février suivant un vol Paris-Bruxelles sur lequel ont pris place cette fois quinze passagers. Suivront des vols vers Casablanca et un développement sans fin de l'aviation civile. Un siècle après ce mémorable 8 février 1919, la barre des 4 milliards de passagers a été franchie, tandis que l'Iata (c'est-à-dire l'International Air Transport Association) anticipe le fait que celle des 8 milliards le sera aux alentours de 2036. Peu de secteurs ont connu en aussi peu de temps un tel développement et une telle mutation. En cent ans, le métier de pilote de ligne n'a jamais cessé d'évoluer, au point que désormais, vu les performances des appareils de bord, se pose la question de l'utilité objective du pilote et donc de sa pérennité.

La croissance de l'économie du début du XX^{e} siècle doit aussi beaucoup au développement d'entreprises répondant directement aux besoins du consommateur, et non plus seulement à l'existence de grands groupes industriels comme les mines, la sidérurgie ou les chemins de fer. La société du XX^{e} siècle sera décrite comme une société de consommation quand celle du XIX^{e} se pense en termes de production. On prend souvent comme exemple de l'avènement de la logique de consommation le succès, dans la Rhénanie dominée par les Konzern, d'un confiseur devenu une légende : l'entreprise Haribo. Le 13 décembre 1920, Hans Riegel (1893-1945) se présente au tribunal de Bonn pour faire enregistrer la création d'une entreprise de confiserie. Dans cette période troublée en Allemagne, où l'inflation sévit avant de s'emballer en hyperinflation, il n'a guère d'épargne à mettre au capital de cette toute nouvelle entreprise. Son capital initial est donc constitué d'un sac de sucre que lui a donné

son dernier employeur à tire d'indemnité de licenciement. Peu doué pour les études, Riegel les a quittées dès qu'il a pu. Cherchant sa voie, il devient apprenti dans une entreprise de confiserie dont le mérite essentiel est d'être à côté de chez lui. Il y reste cinq ans, mais, de plus en plus insatisfait de son sort, il démissionne et quitte Bonn. La Première Guerre mondiale le trouve à Osnabrück qu'il quitte sans regret. En 1918, démobilisé et désœuvré, il regagne Bonn où il erre d'entreprise en entreprise.

En décembre 1920, il décide de s'installer à son compte. Outre son sac de sucre, il a juste assez d'argent liquide pour acheter un chaudron et de quoi passer une annonce de recrutement pour un livreur dans les journaux. Parmi les candidats qui y répondent, il choisit la jeune Gertrud Vianden. Elle offre le double avantage de se montrer peu exigeante en termes de rémunération et de posséder une bicyclette. C'est ainsi que commence l'aventure de l'entreprise Haribo, dont le nom est l'acronyme de Hans Riegel à Bonn. L'entreprise va devenir un géant mondial de la confiserie. En 1921, Hans épouse Gertrud, sa première employée, et fonde avec elle une dynastie familiale. La création en 1922 d'un bonbon gélifié en forme d'ours, aujourd'hui mondialement connu, est le premier grand succès d'Haribo. La décision prise en 1925 de devenir un producteur de réglisse constitue la deuxième étape. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Haribo est une PME performante de 400 personnes. Cette guerre a failli lui être fatale. En effet, en butte aux tracasseries des autorités nazies, en difficulté financière permanentes, Hans Riegel s'épuise au travail et meurt d'une crise cardiaque en mars 1945. Son épouse puis leurs enfants prennent le relais et l'entreprise redémarre. En 1969 est prise la troisième décision scellant le destin de Haribo, une décision qui va se révéler un coup de génie : cette année-là, la fraise Tagada fait son

apparition. Son nom est choisi lors d'une soirée de détente de l'équipe dirigeante dans un cabaret de Bonn. Dans ce cabaret se produit un chanteur qui conclut toutes ses chansons par : « Tagada tsoin tsoin »… !

La montée en puissance de l'État-providence

L'après-guerre est marqué par des tensions sociales qui vont susciter la montée en puissance de l'État-providence. Le 23 avril 1919, à quelques jours d'un 1er mai qui s'annonce tendu, le Parlement français adopte ainsi la loi fixant à 8 heures la durée quotidienne du travail. Historiquement, les manifestations du 1er mai, souvent violentes dans les années 1890-1900, sont issues de la revendication, portée par les syndicats du monde entier, d'une journée de travail de 8 heures. En France, depuis 1872, le temps quotidien de travail est de 12 heures, soit 72 par semaine. En 1919, l'idée de la limiter à 8 heures a un peu plus d'un siècle puisqu'elle a été formulée en 1817 par Robert Owen, cet entrepreneur anglais qui fut un des premiers théoriciens du socialisme. C'est lui qui énonce pour la première fois le slogan « 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos » qui va devenir un des points clés des programmes des mouvements se réclamant du monde ouvrier. En 1866, l'Association internationale des travailleurs, née en septembre 1864 et considérée par l'histoire comme la Première internationale, en fait un élément majeur de son projet.

En France, le véritable initiateur de la loi du 23 avril 1919 est Arthur Fontaine. Or, celui-ci est loin d'être un porte-parole de l'extrême gauche. Né en 1860 à Paris, il rejoint en 1882, à sa sortie de l'École polytechnique, l'administration comme ingénieur du corps des Mines. Affecté en 1886 à Béthune pour assurer la tutelle des houillères, il décide, après avoir observé la vie des mineurs, d'orienter sa carrière vers l'amélioration des conditions de travail. En

1891, il est nommé directeur de l'Office du travail, organisme plus particulièrement chargé de ce dossier. Après la Première Guerre mondiale, il supervise la rédaction de la partie sociale du traité de Versailles – la partie XIII – qui prévoit la création de l'Organisation internationale du travail. Il en devient dans la foulée le premier président. Au printemps 1919, Arthur Fontaine a conscience que la France, convalescente sur le plan économique après plus de quatre ans de guerre, a besoin de travailleurs. Mais ce besoin ne peut être assouvi contre la lassitude d'une population assommée par des années de privation et de deuil. Pour lui, la loi de 8 heures est avant tout politique ; en particulier parce qu'elle conforte la position des réformistes au sein du mouvement syndical face aux extrémistes portés par la vague révolutionnaire venue de Russie. *Le Temps* (l'ancêtre du journal *Le Monde*) du 21 avril 1919 résume ainsi la situation :

> On eût pu trouver inopportune la proposition de réduire davantage la journée de travail à une époque où un redoublement du labeur semblerait plutôt s'imposer dans ce pays décimé par la guerre ; mais des grondements se font entendre auxquels la Chambre pouvait malaisément rester sourde. La politique a des raisons que parfois on n'est pas maître d'écarter.

Arthur Fontaine inaugure un XX^{e} siècle qui promeut et accepte l'intrusion de l'État dans l'élaboration de réformes sociales qu'il défend pour éviter la révolution. La crise de 1929 va encore accentuer cet interventionnisme étatique.

24 octobre 1929 : le jeudi noir amorce la crise de 1929

La crise de 1929 est un des événements économiques marquants du XX^{e} siècle. Elle a donné lieu à une abondante littérature[2]. Elle commence le 24 octobre 1929 avec la chute des cours de la Bourse de New York. Cette journée est entrée dans l'histoire sous le nom de « jeudi noir ». Elle est suivie par un « lundi noir » (le 28 octobre), puis un « mardi noir » (le 29 octobre). En un mois, entre mi-octobre et mi-novembre, l'indice Dow-Jones perd 39 % de sa valeur, passant de 326 à 198. La chute ne s'arrête pas là. L'indice finit par toucher un plancher historique le 8 juillet 1932, date à laquelle il plonge à 41,22. Cette évolution des cours de Bourse est une des multiples manifestations de l'effondrement général des économies occidentales. En 1932, 15 millions d'Américains sont au chômage, soit dix fois plus qu'au printemps 1929. Et la situation tragique de l'Allemagne débouche sur l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler, le 30 janvier 1933.

Au début de cette crise, beaucoup d'analystes parlent d'une simple correction. Pourtant, la Bourse avait gagné 120 % entre début 1926 et octobre 1929 et, comme le rappelle la sagesse populaire, « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ». Le 16 octobre, Irving Fischer (1867-1947), l'économiste le plus en vue de l'époque, interrogé sur les perspectives boursières à l'occasion d'un dîner de l'*American Economic Association*, déclare : « Les cours ont atteint ce qui semble être un plateau perpétuel. » Ce que Fischer a en tête, c'est que l'envolée spectaculaire des cours de Bourse n'aurait fait qu'amplifier une croissance économique solide et

les bons résultats des entreprises qui en découlent. Les années 1920 sont en effet caractérisées aux États-Unis par la *prosperity* et qualifiées par les contemporains de *roaring twenties*. Entre 1921 et 1929, la production industrielle américaine augmente de 50 %. Le PIB des États-Unis passe de 33 milliards de dollars en 1913 à 72 en 1929. Quant à la France, elle vit les années folles, où les problèmes nés des ravages de la guerre de 1914 s'estompent progressivement. Elle a des domaines d'excellence comme l'automobile dont elle est le deuxième constructeur mondial en 1929. Elle produit 254 000 véhicules par an, mais le numéro un mondial que sont les États-Unis en produit plus de 5 millions.

Depuis la crise, les historiens ont mouliné des centaines de statistiques et analysé par le menu la séquence des événements pour expliquer comment des économies en plein boom se sont brutalement effondrées. Ils ont pointé du doigt l'excès de dettes, la passivité des responsables de la politique monétaire ayant accepté, voire suscité la déflation, et la généralisation des mesures protectionnistes qui ont cassé la dynamique des échanges internationaux et asphyxié les économies exportatrices comme celle de l'Allemagne.

Réponse protectionniste et dévaluations : en route vers un nouveau chrysohédonisme

Ce qui est clair est qu'il y a un avant et un après-crise de 1929. C'est elle qui marque la fin réelle du modèle ponocratique libéral gladstonien au profit de l'entrée dans un capitalisme que les théoriciens communistes ont qualifié de « capitalisme monopoliste d'État », version moderne du chrysohédonisme. Et ce sont les États-Unis qui vont s'affirmer comme le pays leader de ce nouveau modèle.

La première manifestation de ce passage d'un système à l'autre est l'abandon des disciplines monétaires associées à l'étalon-or, notamment par le pays qui en avait fait un élément clé de son développement, à savoir le Royaume-Uni. Au sortir de la guerre, le système international organisé à partir du traité de Versailles de 1919 s'appuie sur la création de la Société des nations (SDN)[3]. Sur le plan monétaire, la SDN confie à un groupe d'experts la rédaction d'un rapport sur la reconstruction du système monétaire international. Le groupe qui réunit cinq personnes est présidé par un économiste venu d'un pays neutre, le Suédois Gustav Cassel (1866-1945). Sont représentés dans le groupe les trois principaux vainqueurs européens de 1918 : Arthur Pigou (1877-1959) pour l'Angleterre, Charles Gide pour la France, et Maffeo Pantaleoni (1857-1924) pour l'Italie. En accord avec Pigou, Cassel propose un retour à l'étalon-or, mais sur des bases de parités révisées. Cette révision doit tenir compte de ce que Cassel appelle la parité des pouvoirs d'achat (en anglais, la *purchasing power parity*, soit la

PPP). La thèse de la PPP est que toute hausse des prix dans un pays doit conduire à une baisse de son taux de change. Cela peut s'exprimer d'une autre façon : le bon taux de change est celui qui rend égal le prix d'un même bien dans tous les pays. En militant pour cette thèse, Cassel introduit la dévaluation comme instrument de politique économique. Avant 1914, un pays en déficit extérieur baissait ses prix pour redevenir compétitif, c'est-à-dire qu'il était obligé de mener une politique de déflation. À partir du rapport Cassel, la dévaluation permet d'éviter la déflation. Cela donne un nouveau statut à la dévaluation. Les gouvernements des temps anciens procédaient à des dévaluations sous forme de baisse de la teneur en métal des pièces de monnaie. Ainsi, ils accroissaient la masse monétaire et l'inflation qui en découlait allégeait leur dette. À partir du rapport Cassel, la dévaluation, qui continue à signifier une baisse de la quantité d'or associée à chaque unité monétaire, n'est plus présentée comme le moyen pour un pays de se désendetter, mais comme celui de redresser la compétitivité de son économie et donc ses comptes extérieurs.

Bien accueilli, le rapport Cassel est entériné à la conférence de Gênes de 1922 qui prévoit un retour à l'étalon-or sur la base de parités revues et corrigées pour satisfaire à la PPP. Néanmoins, la Grande-Bretagne se refuse à accepter la dévaluation de la livre. Restées fidèles au libre-échange et à l'étalon-or, les autorités de Londres rétablissent la parité or de la livre de 1914 en 1925. Le chancelier de l'Échiquier qui supervise ce retour est Winston Churchill (1874-1965). Mais le véritable inspirateur de cette opération est le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman (1871-1950). Il est issu d'une famille de banquiers. Son grand-père maternel a été lui-même gouverneur de la Banque d'Angleterre. Sa vie se déroule selon le schéma classique de la

gentry britannique : études à Eton puis à Cambridge ; période militaire en Afrique du Sud pendant la seconde guerre des Boers (1899-1902) ; travail dans divers établissements de la City ; recrutement par la Banque d'Angleterre en 1907 ; nomination au poste de gouverneur en 1920, poste qu'il occupera jusqu'en 1944. Quand il prend ses fonctions en 1920, ses convictions sont bien arrêtées : après la victoire sur Napoléon I^{er}, la convertibilité or de la livre a été rétablie en 1819, soit quatre ans après la fin des hostilités. Il faut donc, cette fois encore, à l'issue de la Première Guerre mondiale pendant laquelle cette convertibilité a été interrompue, la rétablir en quatre ans. Pour ce faire, il mène une politique monétaire de déflation qui lui permet, au printemps 1925, d'imposer à Winston Churchill le retour à la parité de la livre de 1913. « Imposer » est le mot, car Churchill hésite face au chômage – 1 250 000 personnes – dont souffre le pays, alors que les États-Unis sont en pleine *prosperity*. Norman est sûr de son fait, malgré les critiques dénonçant la surévaluation de la livre, dont celles de John M. Keynes (1883-1946).

La crise de 1929 amplifie le déséquilibre du commerce extérieur britannique. La défiance s'installe, la livre est attaquée. De janvier à juillet 1931, la Banque d'Angleterre doit décaisser 20 % de son or. Le 21 septembre 1931, le gouvernement britannique informe la Banque d'Angleterre de sa décision de renoncer à défendre la livre. Elle devient flottante. En deux mois, son cours passe de 4,86 à 3,25 dollars. Le 21 septembre 1931 devient le jour symbolique du passage du monde du XIX^{e} siècle à celui d'aujourd'hui, de la fin du monde anglais au début de la domination américaine. En août 1932, à Ottawa, les pays de l'ancien empire colonial anglais devenu le Commonwealth prennent une décision qui confirme ce passage. Ils adoptent dans la foulée le principe de la « préférence impériale »,

qui signe l'abandon du libre-échange par le pays qui en avait fait le centre de sa politique économique. Le principe de la préférence impériale est simple : le prix d'un bien produit à l'extérieur de l'empire, mis en vente à Londres, doit être au moins égal à celui du bien équivalent provenant d'un territoire de l'Empire. Notons incidemment que ce principe se heurte à l'aspect « hors coût » et à l'aspect « qualité » des produits échangés. Ainsi, les Sud-Africains et les Australiens réclament des droits très élevés sur les vins de Bordeaux que consomme traditionnellement la *gentry* britannique. Certains commentateurs dont le prince de Galles – le futur Édouard VIII –, présent à Ottawa où il représente son père, le roi George V, font valoir que mettre des droits de douane très élevés sur le bordeaux pénalisera les consommateurs sans pour autant qu'ils envisagent sérieusement d'y renoncer au profit des vins sud-africains ou australiens…

La France, pour sa part, se résout plus tôt à la dévaluation. Celle-ci va devenir un des instruments de politique économique des partis de gauche. Ils y avaient déjà eu recours en 1924, qui fut à cet égard une année emblématique : pour la première fois, la gauche réformiste se brisa sur les problèmes économiques face au « mur d'argent », selon les termes d'Édouard Herriot (1872-1957), leader du parti radical des années 1920. Le gouvernement qui cède la place en 1924 suite à des élections législatives est celui du Bloc national. Il est dirigé depuis 1922 par Raymond Poincaré (1860-1934), qui fut président de la République de 1913 à 1920. Jusqu'en juin 1923, les radicaux en constituent l'aile gauche du paysage politique français. Mais à la suite de débats internes houleux, ceux-ci rompent avec Poincaré et s'allient avec le parti socialiste de Léon Blum (1872-1950) pour former le « Cartel des gauches » (le PS d'alors s'appelle la SFIO, la Section française de l'internationale

ouvrière). À son arrivée au pouvoir en mai 1924, le Cartel trouve une situation délicate. La guerre a considérablement gonflé la dette publique : elle atteint 340 milliards de francs, dont les deux tiers sont dus au Royaume-Uni et aux États-Unis. Et les versements allemands dus au titre du traité de Versailles n'arrivent pas. En 1923, pour un budget de 38 milliards, le déficit est de 27, dont 10 d'intérêts. Pendant la campagne électorale, Poincaré joue la transparence et annonce une hausse des impôts allant jusqu'à 20 %, précipitant le succès électoral du Cartel.

Le programme d'Herriot s'appuie sur deux mesures : la création d'un impôt sur le capital et la renégociation de la convention avec la Banque de France qui limite le montant de dette publique que celle-ci peut détenir à 42 milliards de francs. Il combine cela avec l'affirmation du refus de toute dévaluation, notamment pour rassurer les Anglais. La renégociation avec la Banque de France tourne au vaudeville. En attendant un accord, celle-ci stocke dans des camions installés dans la cour les bons du Trésor que, de ce fait, elle n'enregistre pas immédiatement dans ses écritures comptables. Néanmoins, rapidement la situation du franc sur le marché des changes devient intenable. Dès avril 1925, Herriot démissionne et, en 1926, une nouvelle coalition se forme dans l'Assemblée autour de Poincaré. Celui-ci dévalue, réduisant le franc au cinquième de sa valeur en or de 1913. On parle alors du « franc de quatre sous », puisque dans le système monétaire de 1913, 1 franc valait 20 sous. Pour Herriot, dévaluer aurait signifié inflation et perte de pouvoir d'achat ; en outre, cela aurait donné raison à l'éditorial du *Temps* qui, dix jours après sa prise de fonction, qualifiait la nouvelle majorité de dépensière et l'accusait déjà de menacer le crédit de la France. Le président de la Commission des finances sous le Cartel des gauches est Vincent Auriol, membre de la SFIO. En 1925,

commentant les résistances de la Banque de France, il s'exclame : « La banque, je la ferme, les banquiers, je les enferme. » S'il dément par la suite ce propos, il le renouvelle pourtant en juin 1936 au sujet des boursiers. Cette fois-ci, il est ministre des Finances du Front populaire. Et c'est à propos de la Bourse qu'il s'écrit : « La Bourse, je la ferme, les boursiers, je les enferme. » En pratique, ce Front populaire a gagné en 1936 après la politique de déflation de Laval en réaction de laquelle le ministre des Finances, Vincent Auriol, affirme mettre en œuvre le programme du Front populaire par la formule : « Ni déflation, ni dévaluation. » Mais le 1er octobre 1936, le franc est dévalué de 35 %, confirmant l'entrée de la France dans le monde inflationniste post-anglais.

Aux États-Unis, Franklin Delano Roosevelt (1882-1945), élu président le 4 mars 1933, dévalue la monnaie un mois plus tard. La politique qu'il mène pour endiguer la récession est connue sous le nom de New Deal. Reposant sur cette dévaluation du dollar et sur des grands travaux financés par l'État, elle inaugure les politiques de relance fondées sur un accroissement de la demande publique obtenu par un creusement du déficit budgétaire et sur la recherche de débouchés à l'export. La justification de ces politiques fondamentalement chrysohédonistes est associée aux travaux de Keynes et de ses collègues de Cambridge, même si la formulation la plus aboutie de ce que l'on présente désormais communément comme le keynésianisme est l'œuvre de l'économiste américain Alvin Hansen (1887-1975), qui fait partie de l'entourage de Roosevelt avant de devenir le conseiller économique de Harry Truman, le successeur de Roosevelt (1884-1972).

Un des acteurs du New Deal est le secrétaire au Trésor Henry Morgenthau (1891-1967). Il ne cessera de manifester son mépris pour Keynes, qu'il prend pour un imposteur désinvolte. Morgenthau

appartient à une famille venue d'Allemagne, installée aux États-Unis en 1866. Son père gravit les échelons de la bonne société de New York et finit ambassadeur en Turquie. Morgenthau se consacre très vite à la politique et se lie d'amitié avec Roosevelt qui en fait d'abord son ministre de l'Agriculture puis, en 1934, son secrétaire au Trésor. Morgenthau est favorable à la dévaluation du dollar par rapport à l'or, qui doit permettre la reflation de l'économie. Il y voit le moyen de redresser des prix agricoles effondrés, absolue nécessité pour sortir de la crise, alors même que 25 % de la population active américaine travaillent encore dans ce secteur en 1932. En revanche, il est persuadé que le déficit budgétaire conduit à ce que les économistes appellent un effet d'éviction, c'est-à-dire à une hausse des taux d'intérêt qui pénalise l'investissement privé. Après la réélection de Roosevelt en 1936, il propose donc de revenir à l'équilibre budgétaire. Il argumente en mettant en avant un taux d'endettement public de 40 % du PIB et en insistant sur le fait que, réélu, le président doit mener sa politique en songeant aux générations futures. Fin 1937, les États-Unis sont de nouveau en récession. Dans un discours célèbre prononcé le 10 novembre 1937 devant l'Academy of Political Science, Morgenthau déclare :

> Nous avons essayé de dépenser le plus d'argent possible pour lutter contre la crise. Résultat, aujourd'hui, nous avons le même taux de chômage qu'au moment de notre arrivée au pouvoir, mais avec une énorme dette en plus.

Les partisans d'un nouveau plan de grands travaux en appellent à Keynes qui écrit à Roosevelt en février 1938. Le président soutient Morgenthau – il a reçu Keynes en juin 1934 et n'en a gardé comme

souvenir, selon ses dires, que la fatuité de l'économiste et le caractère incompréhensible de ses propos.

L'autre grande réforme financière qui marqua cette période fut l'adoption, en juin 1933, par le congrès, du Banking Act, universellement connu sous le nom de Glass Steagall Act. Conçu pour protéger les dépôts bancaires des particuliers, il prévoit la création d'un fonds d'assurance des dépôts et une séparation stricte entre les banques de dépôt et les banques d'affaires. Les banques de dépôt sont celles qui gèrent l'argent des ménages et doivent prêter dans des conditions de sécurité maximale ; les banques d'affaires qui lèvent des fonds sur les marchés peuvent se livrer à des activités plus risquées. Contesté dans les années 1980, ce principe de séparation est finalement abandonné aux États-Unis en 1999 avant que la crise financière de 2008-2009 ne le remette on odeur de sainteté. Les auteurs de ce fameux texte étaient Henry Steagall, membre de la Chambre des représentants, et Carter Glass, sénateur. Des deux, Glass était la personnalité la plus marquante. Né le 4 janvier 1858 en Virginie, un État sudiste, il connaît, enfant, la guerre de Sécession. Il en tire une haine forte de Lincoln et des républicains. Proche du président Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), né comme lui en Virginie, il le convainc, pour mettre un terme aux crises financières à répétition qui secouent l'économie américaine, de soutenir la création de la Réserve fédérale – la banque centrale – organisée par le prédécesseur de Wilson à la Maison-Blanche. Celle-ci voit le jour en 1913.

Ainsi, de Jackson à Wilson, les États-Unis ont vécu sans banque centrale. Entre 1918 et 1920, Glass est secrétaire au Trésor de Wilson. De 1921 à 1933, il s'affirme comme un opposant sans concession vis-à-vis des présidents républicains. Après 1933, il est un opposant feutré à Roosevelt. Archétype du démocrate

conservateur du Sud, il est en désaccord avec le New Deal. Il prend position contre la dévaluation du dollar et contre la relance par le déficit budgétaire, mesures qui, dans les deux cas, vont selon lui conduire à l'inflation et à la ruine de l'épargne sans pour autant soutenir l'activité économique. Il n'envisage la sortie de crise que grâce à un soutien à l'investissement privé. Il préconise donc une baisse des impôts des entreprises, assise sur la réduction des dépenses.

À sa prise de fonctions, Roosevelt ferme immédiatement les banques pour une durée de huit jours et demande à Glass de réfléchir à une réforme visant à éviter les faillites bancaires en cascade (le nombre de banques aux États-Unis est passé de 29 000 en 1929 à 15 000 en mars 1933). Glass plaide d'abord pour un rôle accru de la Réserve fédérale puis, voyant monter en puissance dans l'entourage de Roosevelt le clan dirigiste favorable à la nationalisation, il se rallie au projet de séparation entre les banques de dépôt et les banques d'affaires. C'est le Glass Steagall Act. Il n'est pas forcément convaincu de la pertinence de la séparation entre les deux types de banque mais, pour lui, l'essentiel était d'éviter la nationalisation. Il considère en effet qu'une banque est une activité commerciale privée susceptible de faillite en cas d'erreur et qu'il faut laisser les banquiers libres d'exercer leur métier. La seule chose sur laquelle Glass insiste auprès de l'administration Roosevelt est qu'il faut éviter la ruine des déposants et donc simplement créer un système d'assurance les concernant. Qu'un président des États-Unis ait envisagé de nationaliser les banques confirme qu'une époque nouvelle s'ouvre.

1. Les prix Nobel ont été décernés pour la première fois en 1901.

2. Nous recommandons à ce propos la lecture du livre de John Kenneth Galbraith : *La Crise économique de 1929* (Paris, Payot, 2018).

3. En anglais, cette organisation internationale s'appelle *league of nations*, si bien que l'on trouve dans certaines publications dont les auteurs manquent manifestement de culture historique l'expression « ligue des nations ».

CHAPITRE 9

Affirmation américaine ou le triomphe du « consommateur alchimiste »

La Seconde Guerre mondiale se révèle encore plus meurtrière que la première, même si la France, vaincue en 1940 et occupée jusqu'en 1944, subit moins de pertes humaines (elle a perdu 1,7 million d'habitants entre 1914 et 1918 et 600 000 entre 1939 et 1945). Les pertes de la Russie soviétique s'élèvent à près de 20 millions, de l'Allemagne à 6 millions, de la Chine et du Japon à 2 millions. L'Europe et l'Asie ont pris un retard économique considérable par rapport au grand vainqueur que sont les États-Unis. Ceux-ci représentent en 1946, 50 % du PIB mondial. En 1950, selon Angus Maddison, le second pays le plus riche est le Canada, avec un PIB par habitant équivalant à 71 % de celui des États-Unis. Viennent ensuite (par ordre décroissant), le Royaume-Uni, la France, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Ouest, et l'URSS. Le Japon arrive loin derrière avec un PIB par habitant représentant 18 % du taux des États-Unis.

PIB par habitant en 1950 (base 100, le PIB par habitant des États-Unis)

États-Unis	100
Allemagne (occidentale)	39
France	48
Royaume-Uni	66
Tchécoslovaquie	40
URSS	32
Chine	5
Inde	6
Japon	18
Brésil	17
Canada	71

Source : Angus Maddison, « La croissance économique mondiale. Les leçons du long terme », art. cit.

Les États-Unis de 1950 sont dirigés par Harry Truman, conseillé sur le plan économique par Alvin Hansen. En 1948, celui-ci publie *Economic Policy and Full Employment*, le livre qui pose les principes économiques du monde américain en cours de mise en œuvre. La thèse centrale en est que l'État peut atteindre le plein-emploi, pourvu qu'il accepte de laisser filer le déficit budgétaire. Face à l'URSS qui fait de l'État l'employeur total et exclusif, l'État keynésien américain se mettant en place dans la foulée du New Deal et de la Seconde Guerre mondiale, à la place de l'État libéral anglais, affirme avoir les

moyens de garantir le plein-emploi grâce à la demande publique. L'État communiste est employeur en premier ressort. L'État keynésien, parce qu'il est consommateur en dernier ressort, s'affirme employeur en dernier ressort. Les deux prétendent atteindre *in fine*, bien que par des moyens différents, le plein-emploi. Or, le principe 10 de Mankiw renouvelant la courbe de Phillips prédit que de tels comportements sont inflationnistes. Et de fait, la seconde moitié du XX^{e} siècle entérine, digère, adopte l'inflation. Elle en fait un outil, renouant avec Dioclétien, les tentatives de Philippe le Bel et les assignats révolutionnaires, en rupture avec Constantin, Oresme et Gladstone.

Dans cette seconde moitié, les premières années sont remarquables sur le plan de la croissance. Ce sont celles, mythiques, des Trente Glorieuses. Elles s'achèvent avec le choc pétrolier de 1973, qui initie une inflexion dans l'évolution économique, sans briser pour autant complètement la dynamique d'expansion, ni remettre en cause le choix keynésien des années Truman.

1944 : le système monétaire international se construit à Bretton Woods

En juillet 1944, Keynes arrive en vedette à Bretton Woods, petite ville du New Hampshire, où 44 pays sont réunis pour reconstruire le système monétaire international. Mais le personnage qui imprime sa marque sur la conférence est en réalité l'Américain Harry Dexter White. Il est né à Boston le 9 octobre 1892, dans une famille arrivée de Lituanie. Il obtient en 1930 son doctorat, qui porte sur l'économie française entre 1875 et 1913, preuve d'un attachement à la France qu'il confirme à Bretton Woods en valorisant son délégué, qui n'est autre que Pierre Mendès France (1907-1982). Après un court passage comme enseignant dans le Wisconsin, White rejoint en 1934 le Trésor américain pour en diriger l'équipe de chercheurs. Il concentre ses travaux sur le système monétaire international. Son but est de concevoir un mécanisme assurant l'équilibre des balances des paiements courants comme le fait l'étalon-or, tout en évitant le biais déflationniste de ce dernier.

Sensible aux évolutions théoriques de son temps, White se veut keynésien en politique économique intérieure. Mais en économie internationale, il s'inspire de Gustav Cassel et de son rapport sur la parité des pouvoirs d'achat. Il propose donc de résorber les éventuels déséquilibres courants par la dévaluation des devises des pays déficitaires, afin de baisser leurs prix à l'export sans leur infliger une diminution des prix et des salaires. C'est muni de ces idées qu'il affronte Keynes. Celui-ci veut se défaire de l'or, qu'il assimile à la déflation. Il propose de créer une banque des banques centrales, appelée Union internationale de compensation, qui gérerait une

monnaie de compte internationale, le Bancor, et fournirait aux pays en déficit les fonds nécessaires à leur redressement. Il précise qu'il faut placer à la tête de cette banque des « expansionnistes imaginatifs » plutôt que des « banquiers prudents ».

White ne cède pas : il maintient le principe de changes fixes et ajustables référencés sur l'or. Ce système lui paraît viable à trois conditions : d'abord, que les ajustements de parité soient négociés ; ensuite que soit créé un Fonds monétaire international (FMI) chargé de prêter aux pays en manque de devises, en échange d'une politique de réduction de leur demande intérieure ; enfin, que soit créée une Banque mondiale favorisant la convergence des économies et des niveaux de vie par le financement de projets à long terme. Et comme il est américain et que nous sommes en 1944, White l'emporte. Son dispositif régira les économies occidentales de 1945 à 1976. Mais, gangrené par l'inflation, il va enchaîner dévaluation sur dévaluation. White cherche à amender le système anglais du XIX^{e} siècle pour lui donner un second souffle. Cela va se révéler illusoire. Les pays occidentaux qui avaient construit leur décollage économique sur ce système ont tourné la page. Ils sont passés à une logique économique qui, implicitement, considère l'inflation et la dévaluation comme des outils naturels de la politique économique. C'est le cas, par exemple, de la France.

De Gaulle rejette l’austérité

Nous sommes le 10 septembre 1944. Paris est libéré mais la guerre n’est pas terminée, les Allemands occupant encore une partie du territoire. Et la dure réalité économique faite d’inflation et de pénuries s’impose au gouvernement qui a rejoint la capitale. Ce gouvernement vient d’Alger et en ce 10 septembre, son chef, le général de Gaulle, juge nécessaire de le remanier pour y intégrer des personnalités issues de la Résistance intérieure. C’est ainsi que l’équipe qui s’installe rue de Rivoli, le siège du ministère des Finances, est constituée d’un responsable des Forces françaises de l’intérieur (FFI), Aimé Lepercq (1889-1944), et d’un homme de Londres, l’ancien député et ministre radical Pierre Mendès France, qui rentre de Bretton Woods. Lepercq a en charge les finances, Mendès s’occupe de l’économie. Dans la rivalité qui marque très vite leurs relations, Mendès part avec une longueur d’avance car il a déjà présenté au printemps, à Alger, un plan de redressement de l’économie. Lepercq a néanmoins des atouts. Outre la confiance de la Résistance intérieure, et notamment du parti communiste, ce polytechnicien-ingénieur du corps des mines rassure le patronat. Il n’aura pas le temps de faire ses preuves car il meurt en novembre dans un accident d’auto encore inexpliqué. Il est remplacé par René Pleven (1901-1993). Docteur en droit, Pleven, qui a fait carrière en entreprise, est comme son prédécesseur bien vu du monde des affaires. Bien qu’il ait la légitimité que lui confère le fait d’avoir été un des premiers à gagner Londres en 1940, il adopte plutôt un profil bas.

Mendès en profite pour remettre au gouvernement un projet de réforme économique inspiré de ses propositions d'Alger, des enseignements qu'il a retirés de Bretton-Woods et de sa conviction que la priorité absolue doit être la lutte contre l'inflation. Celle-ci est effectivement très élevée : plus de 50 % en rythme annuel pour les trois derniers mois de 1944. Cette inflation naît de la conjugaison de la pénurie et du gonflement de la masse monétaire dû à l'explosion du déficit budgétaire. Alors que le budget voté en 1938 pour l'année 1939 était de 81 milliards de francs, les dépenses publiques cumulées entre la déclaration de guerre en septembre 1939 et la fin 1944 s'élèvent à 1960 milliards de francs, dont 850 versés aux Allemands. Ces dépenses ont été financées à hauteur de 600 milliards par les impôts, 960 par des emprunts à long terme placés auprès du public, et 400 sous forme d'avances de la Banque de France, c'est-à-dire en pratique de mise en circulation de billets. Fin 1944, il y a environ pour 600 milliards de francs de billets en circulation, soit dix fois plus qu'en 1939.

Pierre Mendès France propose un plan en sept points :

1. blocage des prix et des salaires, après une augmentation moyenne de 20 % de ces derniers ;

2. abandon pur et simple de la loi fixant à 40 heures la durée hebdomadaire du travail ;

3. fixation rapide et définitive de la liste des entreprises à nationaliser, sur la base de leur rôle économique et sans considération d'ordre politique (en particulier, Mendès écarte l'idée que l'on nationalise des entreprises uniquement pour sanctionner le comportement de leurs dirigeants sous l'Occupation) ;

4. mise en place de la Sécurité sociale ;

5. suppression des réglementations protectrices de certaines professions héritées de Vichy (comme l'existence d'ordres

professionnels) ;

6. fixation rapide d'un taux de change fixe par rapport au dollar ;
7. échange des billets de banque contre une nouvelle gamme.

Le point 7 est la mesure phare du plan, que Lepercq avait d'emblée combattue en faisant valoir que la décision relevait de son champ de compétence. Pour justifier cet échange, Mendès met en avant trois considérations. La première est directement économique : en adoptant un barème dégressif pour l'échange, on réduira la masse monétaire, ce qui limitera l'inflation. La deuxième est que, alors que l'inflation ponctionne le pouvoir d'achat de tous, le barème de l'échange agira comme une forme d'impôt progressif en ponctionnant les gros détenteurs de billets. La troisième est que l'opération répond à une nécessité morale. En effet, parmi les détenteurs de billets se trouvent les profiteurs du marché noir qui devront expliquer pourquoi ils détiennent autant de liquide. Les Allemands et les collaborateurs se replient avec eux : les uns et les autres ont en effet vidé les caisses avant de fuir. Et si l'on ne procédait pas à l'échange, ils pourraient, une fois la paix et le calme revenus, utiliser les anciens billets.

Mettant ses pas dans ceux de Lepercq, Pleven plaide pour une action en douceur. Il propose un contrôle négocié des prix et des salaires, considérant qu'une hausse immédiate de 40 % de certains salaires n'est pas déraisonnable. Concernant les 40 heures, il offre d'en maintenir le principe en l'assouplissant pour permettre les heures supplémentaires. Quant à l'échange des billets, il considère que cela prendrait un tour déflationniste sur le plan économique et inquisitorial sur le plan politique. À la place, il reprend l'idée de Lepercq de faire un emprunt dont une partie financerait le déficit budgétaire tandis que le reliquat servirait à rembourser la Banque de France et à détruire une partie des billets. Il concède que cela

conduira à une poursuite de l'inflation, mais avance que celle-ci finira par s'épuiser d'elle-même avec le retour progressif à l'équilibre budgétaire.

Mendès a le soutien de la SFIO qui pense que les salariés auront du mal à se protéger de l'inflation, et des radicaux qui défendent les classes moyennes et leur épargne déjà bien amputée. Il s'appuie sur l'exemple de la Belgique dont le ministre des Finances, Camille Gutt, a mené dès octobre 1944 une opération d'échange des billets qui a si bien réussi qu'elle fera de lui le premier directeur du FMI. Pleven a aussi des soutiens, et ils sont de poids : les communistes qui veulent rester maîtres de l'épuration et pensent obtenir des hausses de salaire allant au-delà de l'inflation ; certains responsables du monde des affaires que le mélange contrôle des prix/abandon des réglementations vichystes rebute ; le général de Gaulle enfin et surtout, qui se refuse à imposer à une population encore meurtrie un remède de cheval. Ne parvenant pas à faire valoir son point de vue, Mendès démissionne.

Pleven devient ainsi le locataire exclusif de la rue de Rivoli le 6 avril 1945. Depuis, le débat se poursuit pour savoir si de Gaulle a bien fait de ne pas suivre Mendès France. Les protagonistes de 1944-1945 ont eu l'occasion par la suite de donner leur avis. Mendès répétera que, ne comprenant rien à l'économie, de Gaulle a réagi selon son intuition politique. Pleven, constatant le succès belge et le redressement allemand des années 1950, fondé sur le refus de l'inflation, jugera qu'en fin de compte, si Mendès avait probablement raison économiquement et moralement parlant, il avait politiquement tort. Quant à de Gaulle, après avoir quitté le pouvoir en 1946, il est de nouveau à la tête du pays entre 1958 et 1969. Or, pendant cette période, il milite pour une politique de stricte stabilité monétaire. À ceux qui y voient une contradiction, il oppose les circonstances.

Évoquant les expériences belge et allemande, il argue que la Belgique et l'Allemagne avaient perdu la guerre, mais pas la France (!!), si bien qu'on se devait d'y agir avec circonspection…

En fin de compte, la France de 1944 accepte l'inflation et l'idée qu'elle est un outil. L'année 1947 conforte ce recours au couple dévaluation/inflation comme mode de gestion de la politique économique. Elle commence avec l'élection de Vincent Auriol, que nous avons déjà croisé, comme premier président élu de la IV^{e} République. 1947 est une année chaotique. Les grèves se multiplient, d'abord spontanées, puis attisées par le parti communiste qui entre en mai dans une opposition violente sur instruction de Moscou. L'inflation s'emballe, portée par des évolutions salariales incompatibles avec les performances de l'économie, mais exigées par une population lasse de subir encore les conséquences de la Seconde Guerre mondiale. En 1947, le pouvoir d'achat du salaire moyen est inférieur à celui de 1913. Les gouvernements peinent à trouver une majorité dans un paysage politique resté sur le papier très à gauche.

En novembre, Auriol prend l'initiative de recentrer la vie politique en faisant appel pour Matignon à un démocrate-chrétien en la personne de Robert Schuman (1886-1919). Son gouvernement est le premier de l'histoire de la République à compter une femme, Germaine Poinso-Chapuis, parmi les ministres de plein exercice. Elle sera en charge de « la santé et la population ». Le gouvernement de Robert Schuman marque par ailleurs le retour en force du parti radical, qui avait constitué la colonne vertébrale de la III^{e} République. C'est un radical, René Mayer (1895-1972), qui occupe le poste de ministre des Finances. À son arrivée rue de Rivoli, il reçoit Jean Monnet (1888-1979), le commissaire général du plan et futur père fondateur de la construction européenne, qui lui

déclare sans ambages : « L'ensemble du pays cherche à dépenser plus de ressources qu'il n'a. » Pour René Mayer, le diagnostic est clair. À ses yeux, la France souffre de ce qu'il appelle un « dirigisme inflationniste ». Il affirme sa volonté de rompre avec cette idéologie et évoque une « œuvre nécessaire d'arrêter les illusions et de freiner les glissades ».

Il conçoit dans cette logique un plan en trois volets. Le premier est une baisse des dépenses publiques. Le budget pour 1948, adopté avec retard le 7 janvier, prévoit en particulier 150 000 suppressions d'emplois. Le deuxième est la libéralisation de certains prix pour retrouver ce qu'il appelle les « mécanismes naturels » de l'économie. Le troisième est évidemment une dévaluation massive du franc. Ce dernier point va se révéler le plus délicat. En effet, en 1948, les dévaluations doivent se négocier avec le FMI, conformément aux tout récents accords de Bretton Woods. Quand les Anglais apprennent le taux voulu par les Français (80 %), ils poussent des cris d'orfraie contre la concurrence – déloyale… – que la France va leur faire. Paris obtient gain de cause contre l'engagement de ne solliciter aucune aide du fonds pendant cinq ans. Ainsi, le dimanche 25 janvier 1948, le dollar qui valait au petit matin 119 francs vaut le soir 214 francs. Le résultat immédiat fut un bond spectaculaire de l'inflation qui a atteint 60 % en 1948. Pour René Mayer, c'était le prix à payer par un pays refusant d'admettre que le pouvoir d'achat ne se décrète pas, mais se fonde sur le travail et la production qu'il induit. René Mayer a le mérite de donner un nom précis au travers de l'économie de la reconstruction qui, par ailleurs, sera présentée comme la période des Trente Glorieuses.

Les enjeux coloniaux

Le troisième défi de 1944 est de redéfinir le statut des empires coloniaux. Certains pays colonisateurs comme la France, les Pays-Bas ou l'Italie ont été vaincus et occupés à un moment ou l'autre du conflit. Et les vainqueurs, que ce soient les États-Unis ou la Russie devenue soviétique, dont la présence au congrès de Berlin de 1884 était marginale, se déclarent résolument hostiles au colonialisme.

L'attitude du général de Gaulle est là encore significative des réticences auxquelles se heurte l'idée de décolonisation. Le 30 janvier 1944, il ouvre à Brazzaville une conférence consacrée à l'avenir de l'Empire colonial français. Il a parfaitement conscience que la défaite de 1940 et l'influence croissante de l'URSS rendent impossible le retour au *statu quo* de la fin du XIX^{e} siècle. Le choix de Brazzaville ne s'est pas fait au hasard. Capitale de l'Afrique équatoriale française avant la guerre, la ville est capitale de la France libre entre 1940 et 1943. En effet, après l'appel du 18 juin 1940, de Gaulle recherche le soutien des colonies françaises, physiquement hors de portée des armées allemandes mais organiquement rattachées à l'État français de Vichy. En septembre 1940, les Français libres, aidés par les Anglais, tentent de prendre pied à Dakar. Mais les dirigeants locaux, fidèles à Vichy, les rejettent à la mer. En revanche, grâce notamment à Félix Éboué (1884-1944), gouverneur du Tchad qui soutient tout de suite de Gaulle, ils parviennent à s'installer en octobre à Brazzaville. Tenant à agir depuis un territoire français, de Gaulle en fait formellement sa capitale, même si, en pratique, il réside à Londres. Le débarquement allié en Afrique du Nord conduit à l'installation de

la France libre à Alger, mais Brazzaville, qui a été associé à la période la plus délicate de l'aventure gaulliste, garde son aura. C'est donc, pour de Gaulle, un moyen d'affirmer sa gratitude que d'y organiser la conférence sur le futur de l'empire colonial. Son discours d'ouverture de la conférence reste en fait imprécis. Sa conclusion constitue, comme il l'aurait dit lui-même, un vaste programme ! Il déclare en effet :

> Vous étudierez ici, pour les soumettre au gouvernement, quelles conditions morales, sociales, politiques, économiques et autres vous paraissent pouvoir être progressivement appliquées dans chacun de nos territoires, afin que, par leur développement même et le progrès de leur population, ils s'intègrent dans la communauté française avec leur personnalité, leurs intérêts, leurs aspirations, leur avenir.

Ainsi, celui qui sera quinze ans plus tard le grand décolonisateur raisonne encore en 1944 dans une logique de maintien du pouvoir de la France en Afrique. Depuis, la situation a bien changé. La décolonisation s'est généralisée. Le 15 août 1947, l'Inde devient indépendante ; le 26 janvier 1950, elle devient même une république. Pour ce qui est de l'empire colonial français, c'est au début des années 1960 que son démantèlement a lieu. Les mentalités ont fortement évolué. Aujourd'hui, le colonialisme est considéré comme une aberration historique. Et le rapport de force démographique s'est inversé. En 1944, de Gaulle met en parallèle les 40 millions d'habitants de la France métropolitaine et les 60 millions de l'Afrique subsaharienne française. En 2020, les

Français sont un peu plus de 65 millions, mais les Africains francophones sont plus de 400 millions[1].

Passage de relais : le modèle américain en opposition à l'héritage anglais

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le « dirigisme inflationniste » né des théories keynésiennes revues par Alvin Hansen s'impose. Il est porté par les Américains qui rompent intellectuellement parlant avec le modèle libéral anglais du XIX^{e} siècle.

Après 1815, la Grande-Bretagne, qui a évincé la France sur le plan économique, impose un modèle libéral dont les derniers éléments de puissance sont centrés sur l'utilisation de la livre sterling comme référentiel monétaire mondial. En effet, les Anglais comprennent assez vite qu'un des attributs du rôle de première puissance mondiale est de faire de sa monnaie la devise de référence en matière de commerce mondial. La suprématie économique internationale passe ainsi par une suprématie monétaire. Par la suite, les États-Unis suivent fidèlement cet aspect de l'exemple anglais, en menant un combat contre les Britanniques afin d'éliminer la livre comme monnaie internationale. Dès qu'ils ont acquis la direction monétaire du monde, les Américains ont fait systématiquement en sorte de casser les constructions financières susceptibles de rivaliser avec le dollar. Lors de la conférence de Gênes de 1922, convoquée pour apurer les conséquences de la guerre de 1914, la délégation américaine engage les hostilités en demandant pour le dollar le même statut que celui de la livre. Ensuite, la monnaie n'a cessé de monter en puissance et sa gestion de se libérer de contraintes. En 1971, il a été déconnecté de l'or. En 1976, les États-Unis ont enregistré deux succès de taille les

confirmant comme leaders monétaires du monde. Cette année-là, ils font entériner la fin de l'or, au sommet du FMI réuni en Jamaïque ; en outre, ils refusent de venir en aide à une Angleterre incapable de faire face à sa dette extérieure, l'obligeant à se tourner vers le FMI pour se financer. Et c'est ainsi qu'après 1976, les États-Unis sont devenus les seuls maîtres à bord sur le plan monétaire.

Pendant la période anglaise, la livre assoit sa crédibilité sur un système de changes fixes fondé sur l'or : c'est l'époque de l'étalon-or. Les banques centrales émettent de la monnaie en fonction de la quantité d'or qu'elles détiennent. Le bilan d'une banque centrale est simple : à l'actif figurent le stock d'or et quelques effets de dette publique correspondant aux besoins de liquidité au quotidien du système. Au passif, figurent les billets – la monnaie fiduciaire.

Ce système a trois caractéristiques majeures. D'abord, la circulation de l'or conduit à une stabilité globale des prix. En effet, en cas d'afflux de capitaux étrangers dans un pays, soit pour en acheter la production, soit pour y investir, la quantité d'or mise à disposition du pays augmentait. Il en résultait un gonflement de la masse monétaire nationale. Ce gonflement se traduisait par une augmentation de la demande globale à laquelle, assez spontanément, les entreprises répondaient par une hausse de leurs prix. En résumé, un excédent extérieur signifiait de l'inflation. Mais cette inflation se corrigeait très vite : elle faisait perdre une partie de leur compétitivité aux produits du pays et donc en amputait les débouchés extérieurs. Les exportations baissaient, ce qui annulait progressivement l'excédent extérieur et ramenait le pays à l'équilibre. Ainsi, l'étalon-or, au travers de l'existence d'une monnaie internationale circulant librement et dont la quantité n'était déterminée *a priori* par aucun gouvernement particulier, conduisait à un équilibre automatique des comptes extérieurs de chaque pays et

à une certaine harmonie dans le commerce international. Tout dérapage d'inflation se traduisait par une perte de compétitivité et une réduction des débouchés extérieurs. Le déficit commercial qui s'ensuivait conduisait à une sortie d'or et à une correction des prix (déflation) ramenant l'économie à la situation précédente. La deuxième caractéristique de ce système est que la dette publique est peu internationalisée, si bien qu'elle constitue un prélèvement sur l'épargne nationale. Ce qui produit un effet d'éviction, c'est-à-dire que toute augmentation de la dette publique se traduit par une réduction des dettes privées et donc un assèchement des moyens de paiement susceptibles de financer l'investissement. Résultat, les gouvernements se montrent précautionneux et font en sorte que les dépenses publiques se financent par l'impôt. La dette publique ne provient en pratique que d'événements exceptionnels, essentiellement des guerres. Enfin, le système repose sur l'égalité des participants. La Grande-Bretagne, le pays dominant, se soumet aux mêmes règles économiques que les autres pays. Elle subit, en cas de déficit extérieur, une déflation qui la ramène à l'équilibre. La balance commerciale anglaise est en déficit sans discontinuer à partir de 1824, ce qui oblige le pays à se transformer en place financière mondiale et à vendre des services bancaires afin d'arriver à un équilibre de long terme de sa balance des paiements courants.

Le système américain est en revanche un système qui repose sur l'étalon-dollar. Les Américains justifient l'abandon de l'étalon-or en l'accusant d'entretenir la déflation. Dans ce système, chaque banque centrale a à son actif de l'or, considéré comme un actif banalisé et supposé peu intéressant car il n'est pas rémunéré, et de la dette publique. De la dette publique nationale, mais aussi américaine. En effet comme les accords de la Jamaïque de 1976 prévoient que l'or ne doit pas être échangé entre les banques

centrales, celles-ci s'échangent de la dette publique américaine. Quand un pays est en excédent de balance des paiements courants, ses entreprises reçoivent des dollars. Elles les échangent auprès des banques contre de la monnaie nationale. Les banques peuvent soit garder ces dollars, soit s'en défaire auprès de la banque centrale qui, ne pouvant plus obtenir de l'or de la Réserve fédérale des États-Unis, achète les bons du Trésor américains. Le déficit extérieur des États-Unis, qui devient systématique à compter des années 1970, conduit les entreprises du monde entier à engranger des dollars qui finissent par s'accumuler dans les bilans des banques et dans les réserves des banques centrales.

Ce système américain a à son tour trois caractéristiques majeures. D'abord, l'inflation ne connaît pas de sanction extérieure immédiate. Un pays en inflation devient rapidement un pays en déficit extérieur. Il emprunte des dollars jusqu'au moment où on les lui refuse. Le retour à l'équilibre extérieur, c'est-à-dire à l'équilibre entre l'offre nationale et la demande nationale, soit encore la désinflation, est alors géré par le FMI et non plus par l'automaticité de la réduction de la quantité d'or en réserve dans les caisses de la banque centrale. L'équilibre du système ne repose plus sur un enchaînement inexorable dû à la neutralité de l'étalon monétaire adopté mais sur des rapports de force dont l'arrivée du FMI est la traduction la plus évidente pour les populations, arrivée qui devient un abcès de fixation politique et nourrit un certain anti-américanisme. La deuxième caractéristique de ce système est que la dette publique devient pour chaque pays le vecteur de la politique monétaire et un moyen de se procurer des dollars. L'économie mondiale vit sur l'endettement public généralisé avec des crises récurrentes consécutives à cet endettement quand les Trésors publics n'arrivent plus à placer leur papier (Amérique latine, Afrique, crise asiatique de

1997-1998, crise européenne de 2011). Sa troisième caractéristique est qu'il y a inégalité entre les pays. Celui qui crée les dollars a un privilège par rapport aux autres. En échange des biens des autres, il fournit des dollars qui finissent par se porter acquéreurs de sa dette publique. Cela lui permet d'échanger sa consommation immédiate contre la promesse de son travail futur. Il reporte l'effort nécessaire à son équilibre. Depuis les analyses de l'économiste français Jacques Rueff (1896-1978), on parle de « privilège exorbitant ». On peut se demander pourquoi les autres pays l'acceptent. *A priori*, ils le font tant qu'ils considèrent qu'en retour, le pays dominant remplit un rôle de sécurisation du monde. Les royaumes hellénistiques finissants payaient à Rome un tribut en échange de la sécurité du monde méditerranéen. Et quand ils estimèrent que le service romain était trop cher, ils engagèrent une phase d'affrontement qui leur fut fatale. Pendant la guerre froide, l'Allemagne et le Japon absorbèrent la dette publique américaine parce que les États-Unis assuraient leur sécurité militaire. La légitimité du système ne repose donc plus sur l'égalité entre les participants, mais sur la suprématie d'un pays qui s'exonère des règles communes au nom d'un service politique rendu. Les États-Unis échangent ce privilège exorbitant monétaire du dollar contre la protection face à la menace totalitaire. Ils ont bien évidemment conscience que dès que ce service diminuera, ils devront rentrer dans le rang. C'est-à-dire s'engager à rembourser leur dette publique. Pour éviter cette situation, leur intérêt est de maintenir en permanence un discours sur un danger mondial environnant, danger qui était palpable à l'époque du triomphe du communisme.

Ce privilège exorbitant permet aux États-Unis de vivre avec un déficit extérieur colossal, c'est-à-dire dans une situation de surconsommation ; ils exportent leur consommation pour assurer

des débouchés au reste de la planète en prétendant lui fournir ainsi des occasions de travail. L'Angleterre victorienne exportait de l'épargne pour financer le reste du monde et y faire des investissements lucratifs. À un pays dominant épargnant a succédé un pays dominant dépensier. L'Angleterre allait chercher à l'extérieur des débouchés pour ses produits et des endroits où placer son épargne. Vivant dans un déséquilibre extérieur structurel, les États-Unis connaissent en permanence une demande supérieure à leur capacité d'offre et vont chercher à l'extérieur des fournisseurs. Dans leur cas, cet excès de demande par rapport à l'offre peut se résumer par l'expression « société d'inflation », dont le fondement idéologique, à savoir un soutien permanent à la demande et à la consommation, se réfère au paradigme keynésien et dont le prétexte est la généralisation du plein-emploi.

Une autre différence importante entre la révolution industrielle anglaise du XIX^e^ siècle et la logique américaine des XX^e^ et XXI^e^ siècles est que la localisation des masses rurales converties en ouvriers n'est plus la même que celle des masses urbaines qui achètent leur production. L'ouvrier de Manchester travaillait pour l'habitant de Londres. Celui de Chine travaille pour l'habitant de New York. Aujourd'hui, l'ouvrier de Shanghaï ne travaille pas immédiatement pour lui, ni même pour un de ses compatriotes. Il fournit Wal-Mart en t-shirts achetés *in fine* par la population américaine. Dès lors, il n'y a aucune raison qu'il y ait une quelconque solidarité politique entre l'ouvrier asiatique et le consommateur américain. Aujourd'hui, les populations aisées d'Occident préfèrent ignorer la réalité de la vie des travailleurs chinois et se reposent sur le Parti communiste chinois qui, paradoxalement, ne joue pas le rôle de défenseur des ouvriers mais de contremaître sans état d'âme.

Ce qui fait, d'une certaine et sinistre façon, la force de l'Asie par rapport à l'Afrique ou à l'Amérique latine dans la gestion de l'exode rural planétaire et dans la capacité à jouer le rôle de fournisseur privilégié du consommateur alchimiste américain, c'est l'existence de régimes politiques capables de maintenir l'ordre dans les nouveaux ateliers. En Chine, la dictature contraint sa population à l'acceptation soumise de la croissance et de l'insertion dans le marché mondial. En Inde, un régime démocratique organise la montée en puissance de l'économie, avec moins de violence sociale et aussi avec moins de résultats immédiats. L'Inde a encore un PIB par habitant égal aux deux tiers de celui de la Chine. En Afrique, l'absence de gouvernements présentables rend impossible l'établissement d'usines à même d'accueillir les millions de paysans affamés qui survivent tant bien que mal et qui pourraient fabriquer les biens dont a besoin l'Amérique. Quant à l'Amérique latine, les frustrations que l'attitude des États-Unis y suscite donnent naissance à des régimes politiques au discours passéiste, essayant de recréer les situations de la période de la guerre froide et fragilisant toute idée d'investissement durable. L'Amérique latine reste un lieu où la nationalisation et la spoliation du travail sont possibles alors que, ironie de l'histoire, en Chine, un parti se réclamant encore vaguement du marxisme s'est transformé en une sorte de « petit chef » de toute une population laborieuse pour le compte du bien-vivre d'étrangers, essentiellement les Américains, qui se montrent en général peu intéressés par la réalité du présent et du passé chinois.

Cet éloignement entre les lieux de production et les lieux de consommation conduit à reformuler le problème des taux de change. Autrefois, les ouvriers de Manchester dégageaient un excédent commercial sur la City de Londres qui achetait leur production textile. Mais personne ne s'en apercevait car les deux lieux étaient

soumis à la même monnaie. Pour vanter les mérites du libre-échange, Nicholas Gregory Mankiw indique qu'il roule en BMW, qu'il boit du chablis et que ses examens médicaux sont réalisés à Mumbai (l'ancienne Bombay). Il met en évidence que les habitants d'un pays ne vivant plus forcément du travail des autres habitants, ne vivent plus dans leur monnaie nationale. L'Américain aisé comme Mankiw a une automobile allemande, boit des vins français, achète des chaussures italiennes et passe ses vacances sur la Côte d'Azur : il vit en euros. Son compatriote de la classe moyenne achète une voiture japonaise, regarde abondamment un poste de télévision de fabrication coréenne : il vit en yens/wons. Les plus pauvres aux États-Unis font leurs courses chez Wal-Mart où ils achètent des produits chinois : ils vivent en dollars/yuans.

Cette répartition des intérêts et des références des populations sur la base de devises plus que sur celle d'appartenance aux entités politiques de leur territoire géographique ne concerne pas que les États-Unis. Ceux qui demandent avec insistance que les Chinois réévaluent le cours de leur monnaie ne voient pas ce que cela signifie en termes de transfert de revenus dans la société chinoise : une réévaluation ne conduirait pas à une perte de débouchés pour les exportations chinoises dont les prix resteraient incomparablement plus bas que les prix mondiaux moyens. En revanche, pour les Chinois qui vivent d'importations, c'est-à-dire principalement les Chinois des villes, les prix des produits importés baisseraient et le pouvoir d'achat augmenterait : pour eux, ce serait une bonne nouvelle. Mais pour les paysans, qui représentent encore 50 % de la population chinoise, ce serait une catastrophe. En effet, ces paysans consomment ce qu'ils produisent localement, mais vendent le reste sur les marchés mondiaux dont les prix sont en dollars. Les revenus du paysan chinois sont donc en dollars et ses

dépenses en yuans : une hausse du taux de change du yuan le pénaliserait et les autorités de Pékin s'y refusent. De même, le Japon, face au vieillissement de sa population, avait le choix entre deux solutions : importer du travail en acceptant une immigration massive ; exporter de l'épargne sous forme de placement rémunérateur dans des pays jeunes. Il a fait le choix de la seconde option. Résultat, une partie du revenu de sa population repose sur la rémunération de ses placements à l'étranger. Les ressources des systèmes de retraite japonais sont en partie en dollars, alors que les revenus perçus par les retraités sont en yens. La hausse du taux de change du yen fait baisser le pouvoir d'achat des retraités japonais. Pour essayer de limiter cette tendance, le gouvernement assume la déflation et demande à la banque centrale du Japon d'intervenir régulièrement sur le marché des changes pour contenir la hausse du yen.

Une autre et nouvelle forme d'éloignement géographique qui caractérise le monde « américain » concerne les évolutions démographiques. Autrefois, chaque pays avait ses jeunes et ses vieux. Après le baby-boom des années 1950, les pays européens et le Japon vieillissent de façon spectaculaire et les pyramides des âges s'inversent. La répartition des âges qui était naguère relativement homogène conduit à l'apparition de concentrations de population inédites. Désormais, le Nord vieillit quand le Sud se fait réservoir de jeunesse. Pour préserver leur revenu, les pays du Nord doivent trouver des solidarités économiques avec ceux du Sud qui, là encore, ne passent plus par le cadre national et donc par le cadre étatique. Les États-providence sont capables d'assurer des transferts entre les groupes d'âges différents résidant sur leur territoire. Mais ils sont dans l'incapacité de garantir des solidarités entre des groupes qu'ils ne contrôlent pas. Pour que les jeunes du

Sud assurent des revenus au vieux du Nord, il faut qu'au préalable les pays vieillissants aient dégagé de l'épargne pour réaliser des investissements dans les pays à forte croissance potentielle. Cela signifie que, pour préparer l'avenir, les pays du Nord doivent dégager des excédents extérieurs susceptibles d'être investis dans les pays émergents. Certains le font, comme l'Allemagne, l'ont fait, comme le Japon, ou devraient le faire, comme la France, qui non seulement vit au-dessus de ses moyens mais également au-dessus des moyens de sa démographie. Pour la France, ne pas redresser sa situation d'épargne, c'est-à-dire ne pas réduire sa consommation présente, signifie devoir faire venir dans les années futures une nouvelle jeunesse à même de créer de la richesse sur son territoire. Pour parler simplement, la France et les pays vieillissants ont le choix entre une baisse de leur consommation et une hausse de leur immigration. Dans ce contexte, le pays vieillissant le plus problématique est la Chine, qui certes dégage de forts niveaux d'épargne mais où il est inenvisageable d'augmenter encore ces niveaux pour se prémunir contre la baisse prochaine de la population.

Du keynésianisme démocrate de Truman au keynésianisme néoconservateur populiste de Reagan et Trump

La rupture concrète entre la pratique économique anglaise et celle des États-Unis repose sur une rupture idéologique. Longtemps, la science économique s'est construite selon une vision linéaire de sa progression vers une meilleure compréhension de la société. Chaque nouvelle génération d'économistes partait des travaux de ses prédécesseurs et considérait qu'il était de son devoir de les améliorer, de les préciser et éventuellement de les corriger, mais sans leur nier une certaine pertinence. Cette exigence d'amélioration se fait plus pressante lorsque l'économie traverse une crise profonde ou que la population et les décideurs se convainquent que le message économique dominant est vain ou même relève de l'imposture. La crise des années 1930 correspondait à une remise en cause immédiate forte des certitudes économiques, si bien que Keynes a cru nécessaire d'adopter une attitude différente. Mais loin de se présenter comme un continuateur, il a affirmé que les économistes qui lui étaient antérieurs s'étaient trompés et qu'il fallait tout reprendre à zéro si l'on voulait résoudre efficacement les problèmes posés par l'effondrement économique des années 1930. Résultat, deux sciences économiques étaient à disposition, celle de Keynes et celle d'avant Keynes, chaque décideur ayant la lourde responsabilité de trancher sur la pertinence de chacune avant d'agir.

Tout le travail accompli ensuite par des économistes comme l'américain Paul Samuelson (1915-2009) a été d'effacer cet artificiel dilemme, et de revenir à la méthode précédente, c'est-à-dire

d’essayer de réaliser ce qu’il est convenu d’appeler la synthèse néoclassique. Il s’agit en pratique de trouver une présentation de l’économie compatible avec les points de vue keynésiens et ceux d’avant Keynes, que l’on qualifie de classiques. Cet effort n’a pas été pleinement couronné de succès et deux théories économiques existent en parallèle comme fondement des politiques économiques possibles.

La première est la continuation de la théorie classique ponocratique du XIX^{e} siècle, selon laquelle la richesse vient du travail. Elle suppose la concurrence, y compris sur le marché du travail, la privatisation maximale de l’économie, une politique monétaire qui favorise la stabilité des prix, une politique budgétaire orientée vers l’équilibre extérieur et intérieur des comptes. La dépense publique sert à résoudre les problèmes de long terme. C’est-à-dire que pour un économiste classique, l’État finance formation, infrastructures et autres activités à même de préparer l’avenir. La qualité de la dépense publique importe davantage que sa quantité, son action sur l’offre et l’avenir à long terme l’emportent sur la demande immédiate. La politique monétaire est marquée par la volonté de stabilité. Elle est utilisée pour réduire les coûts, en jouant sur les taux de change : ainsi, un haut niveau du taux de change baisse le prix des importations. À l’époque de Ricardo et de Gladstone, pour diminuer les coûts au travers d’une baisse de prix des produits importés, les économistes préconisaient la disparition des droits de douane. Ils rappelaient à qui voulait bien l’entendre cette évidence souvent ignorée de nos jours qu’en augmentant le prix des importations, soit par des droits de douane, soit par une dévaluation, on ne pénalise pas l’étranger, mais le consommateur national qui achète les importations devenues plus chères et subit de ce fait une amputation de son pouvoir d’achat.

La seconde théorie économique, keynésienne, conçue dans l'antichambre de Truman par Alvin Hansen, défend également la concurrence et refuse l'étatisme communiste. Mais elle estime que la concurrence ne résout pas les problèmes d'emploi et de chômage. Il existe un équilibre de sous-emploi que l'on ne peut déplacer et corriger que par un certain activisme public, c'est-à-dire une politique de soutien de la demande par le déficit budgétaire. Elle défend le principe des dévaluations compétitives qui doivent conduire à davantage d'exportations et donc corriger les déséquilibres éventuels de balance des paiements courants. La politique classique (stabilité monétaire, équilibre budgétaire, monnaie forte, action publique à long terme) est souvent dite politique de l'offre, la politique keynésienne (déficit budgétaire, maintien de taux d'intérêt bas, dévaluation à répétition de la monnaie, réactivité à court terme de l'action publique) est dite politique de la demande.

La différence fondamentale entre ces deux points de vue est le rapport au temps. Les économistes classiques ont manifesté très tôt leur conviction que certaines décisions peuvent présenter un danger irrémédiable. Certaines préparent l'avenir ; mais d'autres, aux conséquences immédiates apparemment positives, peuvent le détruire. Le temps joue de façon différenciée en fonction des circonstances. Une des difficultés de l'économiste est d'appréhender l'ampleur qu'il donne à chaque phénomène économique. Les mathématiciens du XVIII^{e} siècle ont mis à la disposition de la réflexion sociale une analyse précise de l'évolution des phénomènes dans le temps. Leurs découvertes fines ont permis de mesurer les conséquences de la multiplication par rapport à l'addition de ce qu'ils appelaient les évolutions géométriques par rapport aux évolutions arithmétiques, de ce que nous appelons aujourd'hui les évolutions

exponentielles par rapport aux évolutions linéaires. Ce qui menace l'avenir d'une société pour les premiers économistes classiques, c'est le fait que certaines quantités évoluent de façon exponentielle et d'autres de façon linéaire. Le revenu qu'un individu est en droit de tirer d'un titre de dette publique, c'est-à-dire les obligations que s'impose l'État en s'endettant, évolue ainsi de façon exponentielle. Il en est de même de la population. En revanche, la production évolue de façon linéaire car elle repose sur l'addition de terres mises en culture. Tout comme la quantité de monnaie en circulation car elle repose sur l'addition de mines d'or mises en exploitation.

Toute la logique initiale de l'économie politique classique est de bien distinguer ce qui relève de la multiplication et de l'addition, et de traiter différemment les phénomènes qui suivent une courbe exponentielle, et ceux qui évoluent de façon linéaire. Pour éviter l'exponentielle de la dette, les classiques proposent l'équilibre budgétaire. Pour éviter celle de la population, le plus radical d'entre eux, Malthus, propose l'ascèse et la baisse de la natalité. Son ami Ricardo et leur rival français, Jean-Baptiste Say, ont une autre réponse : tenter de rendre exponentiel ce qui est linéaire, c'est-à-dire augmenter les possibilités de croissance. Le progrès technique, la concurrence organisée autour de la division internationale du travail grâce au libre-échange doivent permettre d'accroître la production. Après les physiocrates, Ricardo édicte une règle qui est aujourd'hui considérée comme la règle d'or de la croissance économique, à savoir que le taux d'intérêt doit être égal au taux de croissance. Le taux d'intérêt est le facteur exponentiel de la dette, notamment de la dette publique. Le taux de croissance, s'il est fixe, fait de la production une dynamique exponentielle. Mais si Ricardo a conscience de l'objectif, il pense qu'il est inaccessible. Car plus un système produit, plus il devient inefficace : c'est la loi des

rendements décroissants. L'humanité doit faire face à la finitude de la nature, elle subit cette finitude dans ce mécanisme des rendements décroissants. Elle tente de dépasser la loi des rendements décroissants grâce au progrès technique. Mais cette finitude est en fin de compte incontournable.

À l'inverse de la théorie classique, les économistes keynésiens estiment que le temps permet à l'homme de résoudre ces problèmes. À une vision de la société qui tend vers des équilibres, où l'idéal est statique et où le problème est la contradiction entre l'exponentielle et la linéarité, le keynésianisme affirme que la pression du temps conduit à une modification permanente des conditions économiques. La dette crée des obligations dans un futur qui sera radicalement différent, et il est absurde de la condamner si elle permet de rendre ce futur meilleur. Plutôt que de se résigner à la marche vers un état stationnaire, mieux vaut chercher à généraliser les exponentielles. La croissance peut être exponentielle car elle repose sur la population qui, non seulement, s'accroît de façon exponentielle, mais dont la capacité intellectuelle progresse également grâce au progrès technique. La quantité de monnaie peut évoluer comme bon nous semble et être exponentielle pourvu qu'on se défasse de la vieille relique monétaire qu'est l'or. Le keynésianisme s'affirme en un message d'optimisme face au pessimisme fondamental de la pensée classique de Ricardo et de ses épigones. L'homme peut tout si on lui laisse du temps, si on le laisse jouer habilement avec le temps. Jouer avec le temps en économie, c'est gérer une combinaison endettement/productivité axée sur la diffusion du progrès technique. On utilise le déficit public pour donner du travail à tous, et on crée, par des dépenses publiques appropriées, les conditions de la croissance. Et celle-ci permettra de payer les intérêts de la dette. En cas d'erreur, si on

distribue trop, si l'État mésuse de ses moyens, si les entreprises ne peuvent pas produire suffisamment pour saturer la demande que nourrit la politique keynésienne, au pire donc, les entreprises augmentent leur prix, si bien que la sanction ultime de toute politique économique fondée sur la stimulation de la demande se limite à l'inflation.

Le keynésianisme peut s'analyser comme un refus des limites, c'est-à-dire comme une conviction que le futur n'est pas menaçant. En tout cas, qu'il est idiot de lui sacrifier le présent. L'État, par ses dépenses et par son déficit, peut en permanence mobiliser une demande qui fournira les conditions de la croissance. Le monde keynésien ignore la finitude. À l'origine, chez Keynes, subsiste une part de lassitude désabusée très européenne. S'il affirme de façon péremptoire qu'à trop viser le long terme on ignore le réel, c'est parce que, selon une formule devenue célèbre, de toute façon, « à long terme, nous serons tous morts ». Lorsque les Américains décident d'adopter le keynésianisme, ils n'en prennent pas la dimension pessimiste de Keynes où, finalement, nos jours sont comptés. Alvin Hansen pense et agit dans un esprit rooseveltien, il est persuadé que l'avenir sera meilleur que le présent, même si parfois, il craint une « stagnation séculaire » de l'économie, c'est-à-dire une perte d'inventivité des savants et des ingénieurs. Alan Greenspan, qui dirige la Réserve fédérale américaine entre 1987 et 2006, pourtant supposé être par métier prudent en matière monétaire et financière, n'hésitait pas à déclarer en parlant du déficit extérieur du pays :

> La flexibilité accrue de l'économie américaine va sans doute faciliter un ajustement sans conséquence grave pour l'ensemble de l'activité économique.

En un mot comme en cent : pas de problèmes, qui vivra verra. Car on vivra, alors que la pensée européenne née de l'économie politique classique du XIX^{e} siècle est persuadée que certaines décisions ne sont qu'un suicide différé. Et que Keynes lui-même, qui est avant tout un Européen, semble penser que tout se résume en un « qui vivra mourra ». La théorie classique réfléchit donc en termes de longévité, le keynésianisme en termes d'immédiateté.

L'histoire du keynésianisme a en fait connu deux phases : une période où les thèses de l'Américain Hansen rejoignent celles des travaillistes anglais, et qui s'achève en 1976 avec la démission de Harold Wilson de son poste de Premier ministre du Royaume-Uni ; une période populiste de droite, dominée sans partage par les États-Unis, qui commence en 1976 avec le sommet de la Jamaïque et l'abandon de la contrainte monétaire les concernant. Pendant la première période, tout le monde est keynésien, sur le plan géographique comme sur le plan politique. On est keynésien en Europe, on est keynésien aux États-Unis. Le keynésianisme est la vulgate économique de la social-démocratie européenne et du parti démocrate de Truman et de Kennedy. Mais son succès dépasse ce camp politique : Richard Nixon (1913-1994), qui symbolise la droite la plus dure du parti républicain américain, n'hésite pas à déclarer à la convention de son parti de 1972 : « Nous sommes tous keynésiens. » Le keynésianisme d'après 1976, qui est typiquement américain, est de droite, néoconservateur ou encore, pour employer une terminologie consacrée, populiste. Sa particularité est d'avancer masqué.

Le keynésianisme travailliste, le premier à avoir été mis en application, reposait sur deux principes : d'abord une augmentation des dépenses publiques pour financer la mise en place de l'État-

providence et la garantie d’un certain bien-être social ; ensuite une acceptation de l’inflation sous forme de hausse des prix.

Baisse des impôts et innocuité de la dette publique

Après 1976, la nouvelle donne keynésienne est américaine et s'abrite derrière un discours spécieux sur le retour au libéralisme. Le discours officiel en effet, qui s'installe avec Reagan, est monétariste parce que le keynésianisme est historiquement associé à la gauche et à la social-démocratie. Mais comme le dira Mankiw, les monétaristes n'ont jamais eu le pouvoir ; ils n'ont jamais pu quitter les universités. Le pouvoir réel est resté aux États-Unis entre les mains des keynésiens, devenus des « néo » keynésiens. Ceux-ci se satisfont très bien des louanges trompeuses adressées au banquier central dans la mesure où on les laisse mener leur politique de baisse d'impôts et de déficit budgétaire. Car pour nourrir le déficit, les « néos » baissent les impôts au lieu d'augmenter les dépenses publiques comme le faisaient les « archéos ». C'est que depuis la prise du pouvoir par Reagan en 1981, il n'est plus question aux États-Unis d'augmenter la dépense publique. Même les démocrates version Clinton et Obama y regardent à deux fois. En revanche, ce qui est en permanence d'actualité, c'est de diminuer les impôts. Le keynésianisme américain modernisé suppose, comme le keynésianisme travailliste, un important déficit budgétaire mais il l'entretient non par un surcroît de dépenses pour les déshérités, mais par des baisses d'impôts tantôt en faveur des ménages aisés dont le mérite est de voter républicain, tantôt en faveur des classes moyennes supposées apporter leur soutien aux démocrates centristes version Clinton ou Obama.

Dans le rapport déposé auprès du Congrès sur le premier budget dont elle avait la responsabilité, l'équipe Reagan écrivait :

> La tâche de l'État doit se limiter à construire un cadre à long terme solide et stable, à l'intérieur duquel le secteur privé constitue le moteur principal de la croissance, de l'emploi et de l'amélioration des conditions de vie.

Message assez typiquement libéral, retour apparent aux sources de l'économie politique classique et aux idées anglaises. Le marché, vécu des années 1920 jusqu'aux années 1970 comme un problème, accède de nouveau au statut de solution. Un peu plus loin dans le document, les collaborateurs de Reagan précisent leur pensée :

> Nous proposons une combinaison soigneuse d'actions destinées à réduire les impôts qui étouffent l'initiative, à ralentir la croissance des dépenses publiques, à diminuer les réglementations de tous ordres qui brident l'activité et à freiner progressivement l'expansion de la masse monétaire.

Le programme est clair et suppose un désengagement de l'État. Néanmoins, ce qui est frappant est que ce programme, abouti dans la simplicité même de son expression, ne parle nulle part de déficit budgétaire. C'est que par rapport aux années Kennedy ou aux pratiques travaillistes anglaises, il s'agit moins d'une révision que d'une mutation. Il n'est pas question d'abandonner le déficit mais de le susciter différemment. Fini les dépenses pour les programmes sociaux de réduction de la pauvreté. La relance économique ne passe plus par l'expansion de la demande publique mais par celle

de la demande privée augmentée régulièrement à coups de baisse des impôts. Le keynésianisme de droite continue à fonder la croissance économique sur un soutien à court terme de la demande, mais il le fait par la baisse des impôts.

Ce qui légitime et renforce cette politique est que la baisse des impôts s'accorde parfaitement avec le changement assez radical de la volonté de la population en matière de rôle de l'État. Les années 1970 sont marquées par une contestation globale de l'État en tant que tel. Les excès des États appliquant la loi de Wagner pour éviter les tensions sociales ont fait réapparaître les révoltes fiscales. L'homme qui symbolise cette évolution est Arthur Laffer. En décembre 1974, il dîne avec Jude Wanniski, un journaliste conservateur, et deux cadres républicains appelés à un grand avenir, Richard Cheney et Donald Rumsfeld. Thème du dîner : comment effacer le Watergate ? Wanniski et Laffer militent pour un recentrage sur les problèmes intérieurs. L'Amérique est malade du Vietnam et de sa mission impériale. Ils proposent une baisse généralisée des impôts. Rumsfeld s'indigne : il faut réduire en priorité le déficit budgétaire et en outre augmenter les dépenses militaires. Il est donc impossible de baisser les impôts. Laffer plaide alors qu'en baissant le taux d'imposition, on obtient *in fine* un surcroît de rentrées fiscales et donc une réduction du déficit et une capacité de dépense plus grande.

Pour expliquer ce paradoxe, il trace sur la nappe ce qui deviendra la courbe de Laffer. En abscisse, il place le taux d'imposition. En ordonnée, le rendement fiscal – ce que perçoit effectivement l'État. Quand le taux d'imposition est nul, l'État ne perçoit rien. Quand il est égal à 100 %, il ne perçoit rien non plus (plus personne n'accepte de travailler). On résume souvent ce résultat par deux expressions célèbres : « Trop d'impôt tue l'impôt »

ou encore : « Les hauts taux tuent les totaux. » Mathématiquement, la courbe qui donne le rendement en fonction du taux part de 0 pour un taux d'imposition de 0 %, commence par monter puis redescend vers le 0 correspondant à 100 %. Elle a la forme d'un U renversé. Le taux d'imposition qui correspond au sommet du U est celui qui garantit à l'État un montant maximal de recettes. C'est le taux optimal d'imposition, taux au-delà duquel le travail, pénalisé, se dérobe et les rentrées fiscales fondent. Et pour Laffer, pour Reagan et pour les dirigeants républicains, il est facile de proclamer que les États-Unis ont depuis longtemps dépassé ce taux optimal, qu'en réduisant les impôts, on augmentera la motivation au travail, suscitera de nouveaux investissements et dynamisera l'économie. Ainsi, en 1978, les électeurs californiens, consultés par référendum, exigent l'abolition de l'impôt foncier et ouvrent la voie aux baisses d'impôts des années Reagan. L'enjeu des politiques qu'initie Reagan est de conserver l'action anti-chômage de l'État keynésien sans heurter les rentiers qui craignent l'inflation et les gros contribuables qui ne veulent plus payer d'impôts.

Le dernier élément concernant le keynésianisme américain est qu'il s'inscrit dans le cadre d'une économie mondialisée. Le protectionnisme des années 1930 que Keynes considérait comme acceptable heurtait la tradition du parti démocrate américain. Truman, Kennedy, Obama ont imposé des négociations commerciales qui ont favorisé un retour au libre-échange du XIX^{e} siècle.

La combinaison du keynésianisme, de la mondialisation et du privilège exorbitant a changé la nature de l'arbitrage de Phillips, entre inflation et chômage, c'est-à-dire, rappelons-le, du point 10 des principes de Mankiw. Celui-ci ne cesse de devoir être reformulé dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace, il est désormais un

arbitrage entre chômage et déficit extérieur et non plus à strictement parler un arbitrage entre chômage et inflation. En effet, l'excès de demande servant à maintenir le plein-emploi ne conduit pas à une pression accrue sur les prix, mais à une augmentation des importations. Dans le temps, les théoriciens de la nouvelle macroéconomie classique ont mis en évidence que le chômage, évité à un moment donné grâce au laxisme monétaire, refait surface quand la banque centrale se résout à se défaire de l'inflation ou du déficit extérieur et augmente ses taux d'intérêt. Concrètement, l'inflation des années 1970, incapable d'éviter l'augmentation du chômage, a conduit à son explosion dans les années 1980 quand il a fallu s'en défaire. Certains économistes n'hésitent pas à dire que la croissance des années 1950-1960, celle des Trente Glorieuses, a été payée ensuite par le ralentissement des « Trente Piteuses » qui ont suivi.

Cette nouvelle formulation de l'arbitrage de Phillips est à l'origine d'une autre difficulté que rencontre la politique américaine : l'accumulation de dette publique. Comme l'inflation se transforme en déficit extérieur, les gestionnaires de l'économie ne disposent plus de la hausse des prix pour les libérer de leurs dettes comme au bon vieux temps du keynésianisme travailliste. Dès lors, comment le keynésianisme néoconservateur américain va-t-il pouvoir gérer son problème d'endettement ? Pour l'instant, il le fait en vendant cette dette à l'étranger et en créant de la monnaie sans limites. L'alchimiste résout ses problèmes en inventant des trésors cachés dont il déverse le contenu sur les pays étrangers… Ceux-ci ont la redoutable mission de régler doublement le problème de l'inflation : en l'empêchant aux États-Unis parce qu'ils fournissent les biens nécessaires à l'équilibre offre/demande ; en se substituant à elle pour assurer l'innocuité de la dette publique. Le circuit est bien

connu. Les pays qui reçoivent les commandes des consommateurs américains récupèrent des dollars. Que peuvent-ils en faire ? À l'époque du keynésianisme travailliste, quand un pays recevait des livres, il demandait au bout d'un moment qu'on les change en or. Un pays qui a reçu des dollars demande de la même façon quelque chose aux États-Unis. Mais depuis 1976, ceux-ci n'ont rien à proposer, si ce n'est l'achat de leurs bons du Trésor. C'est la célèbre dynamique des déficits jumeaux. On baisse les impôts des citoyens américains qui achètent leurs produits aux entreprises américaines, ce qui garantit le plein-emploi. Mais ils achètent également aux ateliers mondialisés de Chine, du Japon ou d'Allemagne. Ces baisses d'impôt créent donc simultanément un déficit budgétaire aux États-Unis (premier déficit), et un déficit extérieur (deuxième déficit, jumeau du précédent) qui conduit à une accumulation de dollars dans les ateliers du monde. Et Washington leur propose de les consacrer à l'achat de bons du Trésor qui servent à financer le premier déficit.

Les États-Unis mettent en place leur modèle keynésien de consommateur alchimiste.
Le dollar assure sa suprématie

Pour utiliser les ateliers qui les abreuvent en tant que « consommateurs alchimistes » et contiennent leur inflation, les États-Unis ont commencé par sortir les pays ruinés de leur misère et les remettre sur la voie de la production. À Harvard, le 5 juin 1947, le secrétaire d'État George Marshall (1880-1959) prend la parole devant un parterre où se côtoient élèves et anciens, dirigeants du pays et journalistes. Après une « belle » Première Guerre mondiale, ce militaire intègre les cercles du pouvoir et devient un des principaux conseillers de Roosevelt. En juin 1947, celui-ci est mort depuis un peu plus de deux ans. Il a été remplacé par Harry Truman, son vice-président. Truman est probablement un des présidents américains les plus sous-estimés. Le 12 avril 1945, appelé à la Maison-Blanche pour succéder à Roosevelt qui vient de mourir, il demande à voir sa veuve, la célèbre Eleanor. Il lui demande s'il peut faire quelque chose pour elle. Elle lui répond que non. Et elle ajoute : « Et moi, puis-je faire quelque chose pour vous ? Car celui qui entre dans une période de difficultés, c'est vous et non moi. »

Ces difficultés, c'est d'abord la fin de la guerre contre l'Allemagne et le Japon. Puis l'affrontement avec l'URSS. Méprisé par le Tout-Washington, Truman va faire preuve d'une détermination inflexible qui lui vaudra d'être réélu président en 1948, contre toute attente. Parmi les éléments de cette détermination figure le soutien économique apporté à une Europe ravagée par la guerre. Marshall

l'annonce à Harvard, donnant son nom à un plan d'aide devenu mythique. L'idée naît en Grèce. Staline, qui se jouait sans difficulté de Roosevelt, apprécie peu Truman qui se révèle moins facile à manipuler. Il laisse donc les communistes grecs mener une véritable guerre armée contre le pouvoir pro-occidental d'Athènes. Dans cette Grèce en guerre civile, les Américains se substituent à des Anglais militairement et économiquement épuisés. Ils combinent action militaire et apport financier, convaincus qu'améliorer les conditions matérielles de vie des populations réduit l'influence communiste. Très vite, Truman décide de généraliser la démarche à toute l'Europe. Et c'est ainsi que l'Amérique a mis à disposition de celle-ci 13,3 milliards de dollars, soit 10 % du PIB des pays concernés, dont 11,8 de dons. Les deux principaux bénéficiaires sont les vainqueurs déclarés de la guerre, à savoir le Royaume-Uni qui perçoit 26 % de l'enveloppe, et la France (23 %). Mais les vaincus sont également aidés, puisque l'Italie reçoit 11,5 % de l'enveloppe, et l'Allemagne 10 % après la création de la République fédérale. Le plan contribue grandement au décollage économique de l'Europe occidentale en permettant notamment aux pays européens d'accéder aux technologies américaines. Sur le plan politique, il marque le basculement vers la guerre froide. Staline exige en effet que les pays qu'il contrôle le refusent.

Le deuxième temps fort est l'expulsion de l'or du système monétaire et l'instauration d'un système de changes flottants. Le lundi 19 mars 1973, l'ouverture des marchés se fait dans la fébrilité. Après une première dévaluation en décembre 1971 qui a fait passer le prix de l'once d'or de 35 dollars – cours remontant à janvier 1934 – à 38, le dollar vient de nouveau d'être dévalué. Le monde de la finance se demande si le nouveau cours (42,20 dollars l'once) est tenable. La réponse ne tarde pas, les opérateurs vendant

massivement leurs dollars. Pour enrayer cette véritable fuite, la réponse naturelle serait de faire monter les taux d'intérêt aux États-Unis afin d'inciter les banques à y maintenir leurs liquidités. Par ailleurs, l'économiste américain James Tobin (1918-2002) a proposé en 1972, dans un discours à Princeton, des règles pour encadrer la politique budgétaire et, en parallèle, une taxe sur les mouvements de change pour limiter la spéculation. C'est l'origine de la célèbre taxe Tobin conçue au départ pour stabiliser un système de changes fixes. Mais l'administration républicaine en place renonce, préférant abandonner le dollar aux fluctuations du marché : c'est le début des changes flottants. Le retrait en cours du Vietnam et le début, le 17 mars, des auditions sénatoriales sur le Watergate monopolisent l'attention du président Richard Nixon. Il se désintéresse donc du problème et suit les économistes monétaristes qui l'entourent. Pour eux, laisser le marché déterminer ces prix, parmi d'autres, que sont les taux de change, est la meilleure solution. L'épilogue a lieu à l'assemblée générale du FMI en janvier 1976, à Kingston, en Jamaïque. Les Américains y font entériner deux de leurs décisions précédentes : d'une part, la fin de la convertibilité or du dollar, annoncée par Nixon le 15 août 1971 ; d'autre part, l'instauration des changes flottants. Fin de partie, donc, pour Bretton Woods, le système monétaire international mis en place en 1944 et qui reposait sur des changes fixes mais ajustables, disparition de l'or du paysage monétaire, lui qui en était le centre depuis Crésus et le VI^{e} siècle avant J.-C. ! Kingston marque une rupture avec la tradition multiséculaire qui faisait de l'or l'objet monétaire par excellence, mais également avec l'héritage britannique du change fixe et de l'étalon-or. Dans les temps britanniques, le taux de change est fixé en poids d'or. Ce qui s'adapte, ce ne sont pas les parités mais les

prix des produits. Un pays en excédent extérieur connaît l'inflation, un pays en déficit subit la déflation.

Si nous revenons au triangle des incompatibilités de Mundell, il existe trois modes d'organisation possibles du système monétaire international, chacun jouant sur la liberté de circulation des capitaux, l'autonomie de la politique monétaire et l'existence d'une grille stable de parités. Si on choisit les changes fixes et la liberté de circulation des capitaux, on perd l'autonomie de sa politique monétaire. Pour que Bretton Woods soit resté durablement viable, il aurait ainsi fallu que tous les pays qui y participent aient le même taux d'inflation. Cette exigence était fondamentalement insupportable pour les États-Unis.

L'économiste belge Robert Triffin a développé l'analyse la plus aboutie des faiblesses et des contradictions de Bretton Woods. Né le 5 octobre 1911 en Belgique, il fait des études de droit, puis d'économie, à Louvain. Il les conclut par un doctorat à Harvard en 1938, et devient dans la foulée enseignant aux États-Unis. Il revient en Europe en 1948 en tant que représentant du FMI. De son analyse des problèmes monétaires naît le « dilemme de Triffin ». Il part du rôle de l'or. Au XIX^{e} siècle, celui-ci servait de contrepartie à la monnaie fiduciaire. Progressivement, les banques centrales ont mis en regard de la dette publique des billets en circulation et elles ont utilisé l'or pour solder leurs déficits courants. Mais, comme la circulation physique de l'or est compliquée, des titres libellés dans la devise du pays dominant, la livre d'abord, le dollar ensuite servent en pratique au commerce international. D'où le dilemme : pour fournir les moyens de paiement nécessaires à l'expansion du commerce international, soit le pays dominant exporte sa monnaie au travers d'un déficit extérieur, Mais alors la suspicion à son égard s'installe et les autres pays lui réclament de l'or, le vidant de sa

substance monétaire (c'est ainsi que les États-Unis détenaient 66 % de l'or mondial en 1946, 38 % en 1961 et 24 % en 1971 à la veille de la fin de la convertibilité du dollar) ; soit, autre branche du dilemme, le pays dominant refuse le déficit extérieur. Il garde son or, mais le commerce mondial est bridé par manque de monnaie. Triffin voit deux solutions : la création d'une monnaie mondiale gérée par le FMI ; ou l'abandon par le pays dominant de toute référence pour sa monnaie. Celle-ci, se trouvant sans possibilité d'être échangée, cesse d'être menacée. Il défend la première, mais doit constater que les États-Unis choisissent la seconde : *exit* l'or, et avec lui toute contrainte sur l'émission de dollars. C'est le privilège exorbitant des États-Unis, qui leur permet de vivre au-dessus de leurs moyens en légitimant leur indiscipline extérieure par les nécessités de la croissance du commerce international… Triffin parle du remplacement du système monétaire international par un « scandale monétaire international ».

Cinquante ans après, quel bilan tirer des changes flottants et de leur « scandale monétaire international » ? Le système a incontestablement conforté la domination monétaire des États-Unis. En 1972, John Connally (1917-1993), le secrétaire au Trésor américain, le reconnaît, non sans cynisme, en répondant aux Européens inquiets de voir les États-Unis préparer l'avènement des changes flottants : « Le dollar, c'est notre monnaie et votre problème »… Depuis, les problèmes sont apparus, et en abondance ! Un économiste avait d'ailleurs mis en garde contre ce système de changes flottants organisé – ou désorganisé… – autour du dollar. Il s'agit de Rudiger Dornbusch. Dès 1976, il écrit que ce système ne permettra jamais d'atteindre l'équilibre annoncé par les économistes monétaristes. Les échanges internationaux portent sur des marchandises et sur des actifs financiers. Sur les marchés

financiers, les prix évoluent instantanément tandis que les prix des biens et services ne s'adaptent que lentement. Dès lors, si à long terme l'équilibre monétaire reste celui de la parité des pouvoirs d'achat définie par l'économiste suédois Cassel, à court terme, le marché des changes est guidé par les mouvements de capitaux par nature très volatils. D'où une instabilité permanente nourrie de baisses cumulatives des taux de change. Dornbusch parle de « surréaction du taux de change » et prédit un enchaînement de crises. Et de fait, depuis 1973, de crises comme la crise asiatique de 1997 en bulles inflationnistes, le monde vit au rythme des embardées monétaires.

Choc pétrolier

En 1973, à la veille du choc pétrolier, le PIB par habitant des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), c'est-à-dire qui furent, à l'origine, les acteurs du plan Marshall, a été multiplié en moyenne par 2,25. Pour les deux pays vaincus à l'issue de la Seconde Guerre mondiale que sont l'Allemagne et le Japon, la progression est encore plus spectaculaire, avec des taux multiplicateurs de 3,3 et 6 respectivement.

Évolution du PIB par habitant entre 1950 et 1973 dans le G7

Pays	PIB par tête 1973/PIB par tête 1950	PIB par tête 1973/PIB par tête 1973 aux États-Unis
Allemagne	3,3	0,7
France	2,5	0,75
Royaume-Uni	1,8	0,75
Japon	6	0,65
Canada	1,9	0,8
États-Unis	1,6	1

Source : Angus Maddison, « La croissance économique mondiale. Les leçons du long terme », art. cit.

En 1973, le monde américain se heurte au premier choc pétrolier. Si 1973 est l'année de ce choc, le processus d'augmentation du prix du pétrole a été néanmoins plus long et plus régulier qu'on ne le croit. Dès 1960, les pays exportateurs de pétrole, qui veulent éliminer les conséquences de l'inflation des pays occidentaux sur leur croissance, cherchent à s'entendre pour contrôler le prix de l'or noir. Sous l'impulsion du shah d'Iran, ils créent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qu'animent, outre l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Venezuela. Le but des fondateurs de ce cartel est d'obtenir un prix suffisamment rémunérateur pour financer leur industrialisation. En 1970, l'Opep compte 11 membres et réalise 40 % de la production mondiale de pétrole. Dominée par le shah d'Iran, l'Opep confirme son intention d'organiser une hausse progressive et régulière des prix. Mais un événement extérieur va accélérer le processus : le 6 octobre 1973, l'armée égyptienne franchit le canal de Suez et pénètre dans le Sinaï occupé par les Israéliens depuis 1967. Une fois l'effet de surprise digéré, l'armée israélienne contre-attaque et repousse les Égyptiens. Elle franchit le canal à son tour dans l'autre sens le 15 octobre. Le 17, lors d'une réunion de l'Opep à Koweït, l'Arabie annonce une hausse de 70 % des prix et une baisse mensuelle de 5 % de la production, jusqu'au retrait israélien des territoires conquis en 1967 et reconquis en 1973. Le 20 octobre l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (l'Opaep, subdivision de l'Opep) lui emboîte le pas et décide un embargo total sur les livraisons de brut aux États-Unis et aux Pays-Bas, considérés comme des soutiens inconditionnels d'Israël. En mars 1974, la donne change : plus question d'embargo et de pressions politiques, mais bel et bien de hausse des prix pour tirer de la rente pétrolière les revenus

maximaux : le baril coûte alors 11,65 dollars quand il coûtait 2,59 dollars un an auparavant.

À court terme, ce choc pétrolier provoque la récession de 1975. À long terme, amplifié en 1979, il amorce une baisse de la quantité de pétrole nécessaire pour augmenter le PIB. Il faut en effet mobiliser une certaine quantité d'énergie pour alimenter les machines permettant d'accroître la richesse d'un pays. Or, le choc pétrolier a stimulé le développement de procédés permettant d'améliorer le rendement énergétique des machines. Si bien que pour augmenter le PIB de 1 dollar, il fallait utiliser moins de pétrole. Taxe carbone avant l'heure, le choc pétrolier aura confirmé l'efficacité du « signal prix » pour réduire la consommation d'hydrocarbures.

1. Lors du sommet de la francophonie des 11 et 12 octobre 2018, le président Emmanuel Macron a fait le constat de l'évolution de ce rapport de force démographique en déclarant que l'avenir de la langue française se jouait désormais sur les rives du Congo. Brazzaville est donc plus présente que jamais dans le destin français.

CHAPITRE 10

L’Europe résiste, la Chine se déploie, la dette publique explose

Pour s’affranchir sur le plan économique de l’instabilité inflationniste américaine et affronter le communisme sur le plan politique, l’Europe a entrepris de s’unir, ou plutôt de construire un ensemble cohérent, notamment sur le plan économique. Le texte fondateur de cette construction européenne est le discours de Robert Schuman, alors ministre français des Affaires étrangères, prononcé dans les salons du Quai d’Orsay le 9 mai 1950. Nous sommes cinq ans après l’armistice mettant fin à la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci prévoyait que ces cinq ans permettraient d’aboutir à un traité de paix fixant durablement le statut de l’Allemagne vaincue. Du fait de la guerre froide, en ce printemps 1950, le traité de paix semble inaccessible. Les puissances occidentales ont d’ailleurs uni leurs zones d’occupation en Allemagne pour en faire la République fédérale d’Allemagne dont l’occupation prend formellement fin le 8 mai 1950. Tout cela suscite des inquiétudes à Paris, où l’on s’interroge sur ce que seront les intentions à long terme de l’Allemagne nouvelle, tout en ayant conscience que les cartes sont entre les mains des Américains. C’est alors que Jean Monnet, commissaire français du plan, propose de remettre à l’honneur une idée qui lui est chère : celle de la construction européenne. Il s’agit d’actualiser les projets des années 1920, mais en tenant compte du fait que la France n’a plus ni la puissance ni

l’aura diplomatique de l’époque, et que ces projets ont échoué. En pratique, il s’agit de créer des règles et une structure afin de mutualiser la gestion du charbon et de l’acier des pays d’Europe occidentale qui s’associeraient à l’opération. C’est cette proposition que détaille Robert Schuman. Son propos commence par des phrases fortes :

> Il n’est plus question de vaines paroles, mais d’un acte, d’un acte hardi, d’un acte constructif. La France a agi et les conséquences de son action peuvent être immenses. Nous espérons qu’elles le seront. Elle a agi essentiellement pour la paix. Pour que la paix puisse vraiment courir sa chance, il faut, d’abord, qu’il y ait une Europe. Cinq ans, presque jour pour jour, après la capitulation sans conditions de l’Allemagne, la France accomplit le premier acte décisif de la construction européenne et y associe l’Allemagne. […] L’Europe naîtra de tout cela, une Europe solidement unie et fortement charpentée. Une Europe où le niveau de vie s’élèvera grâce au groupement des productions et à l’extension des marchés qui provoqueront l’abaissement des prix.

La conséquence ultime de la démarche est annoncée :

> La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l’Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible.

Le 12 mars 1979, les membres de la Communauté économique européenne (CEE) se réunissent pour un sommet essentiel : ils doivent entériner la mise en place du système monétaire européen (le SME), dont le but est de rétablir des changes fixes au sein de la CEE. En 1979, la CEE compte neuf membres ; ou plutôt huit plus un. En effet, le Royaume-Uni a pris l'habitude de camper dans une opposition systématique à tout ce que fait l'Europe ; le SME n'échappe pas à la règle. Le 12 au soir, les huit décident de passer outre aux critiques anglaises et annoncent que, dès le lendemain, le SME entrera en vigueur. Indépendamment des objurgations de Londres, le dossier a été minutieusement préparé. En fait, le SME est né dans son principe sous présidence allemande de la CEE, au sommet de Brême du 6 juillet 1978. Le communiqué final de ce sommet précise :

> À la suite des entretiens de Copenhague du 7 avril 1978, le Conseil européen a examiné le projet présenté par des membres du Conseil européen visant à établir une coopération monétaire plus étroite (par la création d'un système monétaire européen) aboutissant à une zone de stabilité en Europe. Le Conseil européen estime que l'établissement d'une telle zone de stabilité constitue un objectif hautement souhaitable.

Le communiqué final contient une annexe qui décrit concrètement ce que sera le nouveau SME. Le point 5 de cette annexe est fondamental :

> 5. Un système de coopération monétaire plus étroite ne pourra réussir que si les pays participants poursuivent des

politiques propres à assurer une plus grande stabilité à l'intérieur et à l'étranger.

Les concepteurs du SME ne peuvent ignorer le triangle des incompatibilités de Mundell. Si on choisit les changes fixes et la liberté de circulation des capitaux, ce qui est le cas du SME, le triangle impose de renoncer à l'autonomie de sa politique monétaire. Cela signifie que tous les pays du SME ayant la même politique monétaire doivent avoir le même taux d'inflation. Le point 5 ci-dessus ne dit pas autre chose : pour que le SME vive, ses membres ne doivent pas connaître de déséquilibre majeur entre l'offre et la demande. 1992 est une année cruciale pour la construction monétaire européenne. En décembre 1991 est signé le traité de Maastricht qui organise le passage du SME à une union monétaire fondée sur une monnaie unique.

En septembre 1992, Michel Sapin, ministre français de l'Économie, et Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, sont à l'aéroport de New York. Ils quittent les États-Unis après l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale. Depuis le salon VIP, Michel Sapin téléphone à Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, qui est resté à Washington. Quand Sapin l'appelle, Trichet se trouve dans un coin reculé du bar de l'hôtel Sheraton, face à sept Allemands dont Helmut Schlesinger, le gouverneur de la Bundesbank, et Theo Waigel, le ministre des Finances. Leur entrevue doit coordonner leur réponse à la spéculation qui se déchaîne contre les monnaies du SME. Le SME est un système de changes fixes. Pour garantir la fixité effective des devises qui en font partie, les Européens ont adopté en 1987 à Nyborg, au Danemark, une règle de bonne conduite en cas de spéculation. Celle-ci indique que la banque centrale attaquée

augmente ses taux d'intérêt pour que le prix des emprunts effectués par les spéculateurs soit le plus prohibitif possible ; simultanément, la banque centrale qui reçoit la vague de capitaux spéculatifs crée autant de monnaie que nécessaire pour les absorber.

Début septembre 1992, les spéculateurs se lancent à l'assaut de la lire italienne, de la peseta espagnole et de la livre anglaise. Or, dans aucun de ces cas, la Bundesbank ne réagit. Cette passivité a condamné la livre à quitter le SME, conduisant à un véritable Brexit monétaire, sorte de prélude au Brexit plein et entier de juin 2016. Le 22 septembre, le franc est en première ligne. Et au Sheraton de Washington, Schlesinger évite les circonlocutions : « Quand on est dans la situation du franc, on dévalue. » Trichet ne se résigne pas pour autant. Il rappelle les accords de Nyborg, se dit « stupéfait » et « indigné ». Il évoque le danger d'une explosion du SME au lendemain même du court succès du referendum français sur le traité de Maastricht qui a eu lieu le 20 septembre. Avant que Michel Sapin ne parte pour l'aéroport, Trichet s'est engagé à lui rendre compte du résultat le plus tôt possible. Depuis l'expulsion de la livre du SME, les Français sont méfiants. Ils se disent que les Allemands – ou d'autres… – écoutent leurs conversations. Pour transmettre le résultat de la négociation à Michel Sapin, un code simple a été mis au point. Si Trichet dit à Sapin qui, entre-temps, a pris l'avion : « Je reviens », cela signifie que les Allemands restent intraitables et qu'il va falloir mobiliser François Mitterrand ; un « Je reviens très vite » exprime un résultat mitigé et qu'il suffit que Michel Sapin appelle Theo Waigel. En revanche, un « Je reviens content » annonce le succès de ses démarches. Dans le Concorde, Sapin et Larosière apprennent que Trichet rentre et qu'il est content… Il vient de sauver le SME et d'assurer la création ultérieure de l'euro qui sera effective sous forme fiduciaire en janvier 2002.

En 2012, l'Union européenne rassemble non plus les 6 pays d'origine, ni les 9 de 1979, mais 27 pays, dont les anciennes démocraties populaires. Et en 2012, l'Union européenne reçoit le prix Nobel de la paix. Le comité Nobel explique son choix en indiquant qu'il a tenu à honorer : « Plus de six décennies consacrées à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe. » Les dirigeants européens se félicitent de la décision, et les communiqués émanant des différents membres saluent le symbole. Pourtant, cela ne calme pas les eurosceptiques. Leur sentiment trouve un écho et un soutien significatifs en la personne du président de la République tchèque, Vaclav Klaus. À rebours des congratulations qui rebondissent de Bruxelles à Paris, de Berlin à Rome et même de Londres à Budapest, il affirme que cette récompense est une « grave erreur ». À l'entendre, un tel prix devrait être attribué à une personne plutôt qu'à une organisation. En outre, l'Union européenne mériterait d'autant moins ce prix que c'est « une institution bureaucratique ». D'où son commentaire final : « Le prix Nobel de la paix 2012 est un prix vide. »

Vaclav Klaus n'est pas le seul à exprimer des doutes à propos de l'association automatique et enthousiaste entre l'Union européenne et la paix. Ainsi, Hubert Védrine, un des anciens ministres des Affaires étrangères français les plus connus et reconnus, qualifie la formule « l'Europe c'est la paix », de « mythes rétroactivement fondateurs mais inopérants ». Et d'argumenter que ce n'est pas l'Union européenne qui a fait la paix, mais la paix imposée au continent par la guerre froide et la superpuissance américaine qui a permis l'Union. Le Brexit, effectif depuis janvier 2020, a renforcé le camp du doute. D'autant plus qu'il traduit une tendance générale à l'affirmation et à la progression de partis extrémistes, essentiellement de droite, qui remettent en cause non seulement

certains éléments de la construction européenne comme l'euro, mais souvent le principe même de cette construction.

Mais il demeure que, sur le plan économique, dans la logique européenne, la volonté de rompre avec le dirigisme inflationniste et de promouvoir la concurrence s'est affirmée d'emblée. Cette volonté est normalement partagée par les dirigeants des pays membres.

Se défaire du dirigisme inflationniste en Europe

La construction monétaire européenne repose sur un refus de l'inflation, que ce soit sous forme de hausse des prix ou sous forme de déficit extérieur, à rebours du modèle américain. L'Allemagne convalescente est à l'origine de ce refus. Ce pays assume très tôt son rôle d'atelier fournisseur du « consommateur alchimiste américain ». Le chancelier allemand Ludwig Erhard (1897-1977) personnifie cette stratégie. Il est un des hommes politiques marquants de l'Allemagne reconstruite à l'Ouest sur les décombres du III^{e} Reich, sous forme de République fédérale d'Allemagne (RFA). Il doit sa notoriété au fait qu'il est le père fondateur du deutschemark, la devise qui peut être considérée comme le fondement de ce qui fut appelé le miracle allemand, et qui deviendra le symbole de la force économique de la RFA.

Né en 1897 près de Nuremberg, il participe aux derniers combats de la Première Guerre mondiale, au cours desquels il est grièvement blessé. Démobilisé, il se lance dans des études en sciences économiques qui se concluent par un doctorat. Sous le nazisme, il participe à différents mouvements de résistance. C'est donc tout naturellement que les Américains se tournent vers lui en 1945 pour superviser l'économie de leur zone. En 1947, il préside le groupe d'économistes allemands qui étudie, en liaison avec les Américains, le remplacement du reichsmark par le deutschemark. Il participe simultanément aux travaux de préparation de l'application du plan Marshall à l'Allemagne. Sa grande œuvre est incontestablement l'introduction du deutschemark, le 21 juin 1948. En 1945, la masse

monétaire en circulation sur le territoire de l'Allemagne occidentale est huit fois celle qui circulait dans l'Allemagne de 1936. L'inflation a fait disparaître la monnaie de la vie quotidienne. Les prix, bloqués, n'ont plus aucune réalité économique. Erhard organise l'échange de l'ancien reichsmark sur la base d'un taux de conversion dégressif dont la conséquence est l'annulation de 70 % de l'épargne financière. Par ailleurs, il annule la dette de l'État, des indemnisations pour les banques et compagnies d'assurances détentrices de cette dette étant prévues au cas par cas. Enfin, il libère les prix, affirmant que la lutte contre l'inflation est une priorité absolue, mais qu'elle doit reposer exclusivement sur la politique monétaire. Cette libération des prix se heurte aux Américains qui estiment que seul le blocage des prix peut contenir l'inflation, et aux leaders de l'Union chrétienne-démocrate allemande (CDU), notamment de Konrad Adenauer, qui s'apprête à devenir chancelier.

Le succès de l'opération – une croissance de 8 % en moyenne et une inflation contenue et ramenée à 2 % par an entre 1950 et 1960 – fait de lui l'inamovible ministre de l'Économie de la RFA. Il prolonge son action de libéralisation interne en abaissant fortement les droits de douane en 1952 puis en militant, après la signature du traité de Rome en 1957, pour l'accélération de l'intégration économique au marché commun. Après la retraite d'Adenauer, il devient chancelier de 1963 à 1966. Son action est alors moins convaincante. Très proche de Washington, il se heurte au général de Gaulle, qui déclare qu'il est peut-être un grand économiste, mais qu'il est sûrement un « pauvre type » ! Il n'en reste pas moins que son choix réussi d'un libéralisme économique directement inspiré des pratiques et des idées anglaises du XIX^{e} siècle, et se situant à l'opposé des pratiques et des idées américaines du XX^{e} siècle,

ébranle l'adhésion européenne au keynésianisme et au dirigisme inflationniste.

En France, la rupture avec le dirigisme inflationniste est chaotique et discontinue. Après les tentatives de René Mayer, la première manifestation de cette rupture a lieu le 23 décembre 1958. Élu président de la République deux jours auparavant, le général de Gaulle n'a pas encore pris ses fonctions si bien que c'est en tant que dernier président du conseil de la IV^{e} République qu'il fait adopter par le gouvernement un plan d'austérité : le plan Rueff-Pinay. Quand il revient au pouvoir le 1er juin 1958, de Gaulle nomme Antoine Pinay (1891-1994) ministre de l'Économie et des Finances car son nom est associé à un plan de stabilisation économique mis en œuvre en 1951. Mais le personnage qui est réellement aux manettes économiques est Jacques Rueff. Très attendu sur le dossier algérien, de Gaulle se donne deux objectifs complémentaires : réformer les institutions, ce qui conduit à l'avènement de la V^{e} République, et redresser l'économie. Il est urgent d'atteindre ce dernier objectif. En 1958, la France souffre d'un déficit extérieur important (les exportations ne couvrent que 90 % des importations). Les réserves en devises de la Banque de France ne représentent qu'un mois d'importations. La situation est d'autant plus grave que l'inflation, artificiellement contenue en 1956 et 1957 par un sévère contrôle des prix, a repris pour atteindre 15 % en 1958. Il est clair que le pays sera rapidement dans l'impossibilité de financer son déficit de balance des paiements courants. La France a d'ailleurs entrepris des négociations avec le FMI pour obtenir un prêt.

Le 8 septembre 1958, de Gaulle met en place un comité informel d'experts – de « personnes idoines » selon son expression – dont la mission est de concevoir un plan de redressement économique. Il en

confie l'animation à Jacques Rueff. Le comité rend un texte en deux volets qui est adopté en Conseil des ministres le 23 décembre. Le premier volet est une dévaluation du franc de 17,5 % ; le second est le retour à l'équilibre des finances publiques. En 1957, le déficit budgétaire a atteint 650 milliards de francs (les montants affichés sont en anciens francs). En 1959, l'excédent est de 60 milliards. La fiscalité a certes été sollicitée. Le taux de l'impôt sur les sociétés passe de 46,5 % à 50 %, ce qui rapporte 78 milliards. Et les ménages sont également mis à contribution au travers d'une augmentation des prix du tabac et de l'alcool qui rapporte 93 milliards. Mais l'effort porte essentiellement sur les dépenses. Entre 1957 et 1959, celles-ci baissent de 14 % en volume. Cet effort spectaculaire sur la dépense est, *a priori*, la principale originalité du plan. Le résultat obtenu le légitime, *a posteriori* : la France connaît jusqu'en 1962 une croissance soutenue marquée par des excédents budgétaires (1,2 % du PIB en 1960 et 1961) et par l'absence de déséquilibre extérieur.

Fort de ce succès, Rueff espère engager une véritable politique de libéralisation de l'économie, s'inspirant de ce qu'a fait Ludwig Erhard en Allemagne. Il propose à de Gaulle d'engager des réformes structurelles allant dans ce sens. Mais comme depuis 1950, le taux de croissance moyen est 4,9 %, de Gaulle n'en sent pas l'urgence. Un décret du 13 novembre 1959 crée un comité présidé par le Premier ministre, Michel Debré, et chargé « d'examiner les situations de fait ou de droit qui constituent d'une manière injustifiée un obstacle à l'expansion de l'économie ». Ce comité a deux vice-présidents, Jacques Rueff et Louis Armand. Polytechnicien, comme Rueff, mais ingénieur du corps des Mines, Louis Armand (1905-1971) a fait l'essentiel de sa carrière dans les chemins de fer, devenant président de la SNCF en 1955. Outre ses

deux vice-présidents, le comité réunit 14 membres, qui sont des hauts fonctionnaires, des syndicalistes et des chefs d'entreprise. Il rend en juillet 1960 un rapport largement inspiré par les vues libérales de Rueff. Trois des phrases du début résument bien la philosophie du texte :

> Il est aisé de constater qu'en fait certaines législations ou réglementations économiques ont actuellement pour effet, sinon pour but, de protéger indûment des intérêts corporatifs qui peuvent être contraires à l'intérêt général et, notamment, aux impératifs de l'expansion […]. Le Comité estime qu'un blocage rigoureux des prix et des salaires ne peut être qu'une mesure de circonstance, justifiée seulement par des situations très exceptionnelles[…]. L'inadaptation de l'administration publique à ses diverses fonctions constitue un frein à l'expansion.

Ce diagnostic sur les blocages de l'économie française est conforté par des analyses assez clairvoyantes de certains enjeux à venir. Ainsi, le rapport s'inquiète de l'évolution de la qualité de l'enseignement, puis s'interroge sur les retraites en des termes prémonitoires.

> L'accroissement du nombre et de la proportion des personnes âgées pose un problème important sous une forme nouvelle, qui exigera un examen approfondi de certaines conceptions sur leurs conditions de travail et de retraite.

Les recommandations du rapport Rueff-Armand s'organisent autour de cinq thèmes :

> Réduire les rigidités qui affectent l'économie ; éliminer les atteintes à la véracité des coûts et des prix ; écarter les obstacles à une croissance harmonieuse ; remédier aux insuffisances de l'information et de l'instruction ; réformer l'administration.

Leur contenu traduit la volonté du comité de libérer les prix et de renforcer la concurrence. On y trouve des propositions fortes comme l'abandon de la loi de 1948 sur le blocage des loyers, mais aussi un examen pointilliste de certaines professions comme les – déjà célèbres – taxis parisiens. Au point de se perdre dans les détails. Le rapport précise ainsi que « le comité a constaté la nécessité de favoriser l'expansion du marché des jus de fruits et des eaux minérales et la diminution du prix de vente de ces produits » ! Appel à la liberté économique et à la concurrence, le rapport Rueff-Armand reste assez largement lettre morte. Le contrôle des prix, dont la suppression était si importante aux yeux de Rueff, n'a disparu qu'en décembre 1986. Et le successeur du général de Gaulle, à savoir Georges Pompidou, se révèle plutôt un adepte du dirigisme inflationniste qu'un véritable réformateur libéral.

Chômage et inflation

Le 15 juin 1969, Pompidou est élu président de la République avec 58 % des suffrages. Les années Pompidou sont les dernières des Trente Glorieuses. Le rythme d'expansion s'infléchit. Une des conséquences en est l'accroissement du chômage. Entre 1969, année de l'élection de Pompidou, et 1974, année de son décès, le taux de chômage est passé de 2,2 % à 3,4 %. Inquiet de cette évolution, Pompidou pensait pouvoir inverser la tendance en acceptant davantage d'inflation. « Mieux vaut l'inflation que le chômage », répétait-il devant ses collaborateurs. Cette assertion reposait sur une interprétation un peu simpliste de ce que les économistes appellent l'arbitrage de Phillips, du nom de l'économiste qui en a fait l'étude statistique. Selon cet arbitrage, les gouvernements auraient le choix entre l'inflation et le chômage. Mankiw a fait de cet arbitrage le point 10 de ses principes.

S'appuyant donc sur ce principe, Pompidou a accepté une certaine dérive des prix. Ainsi, durant son mandat, le taux d'inflation est passé de 6,5 % à 13,7 %. Et pourtant, malgré ce laxisme monétaire, la situation de l'emploi s'est détériorée. La coexistence d'une forte inflation et d'une montée régulière du taux de chômage ont marqué les années 1970, tant en France qu'en Europe et aux États-Unis. Si bien que l'arbitrage de Phillips fut mis en question. Un néologisme est apparu pour caractériser ces années : la stagflation, contraction des mots « stagnation » et « inflation ». Les années 1980 ont permis de comprendre pourquoi la courbe de Phillips restait pertinente, et quels étaient les facteurs à l'origine de la stagflation. En effet, l'inflation se réduit alors très sensiblement, tandis que le

chômage augmente significativement. Le constat qui s'impose est qu'il existe bien un lien entre chômage et inflation. Mais le rapport de cause à effet va du taux de chômage au taux d'inflation. C'est le chômage qui prédétermine l'inflation, et non l'inverse. Plus d'inflation ne signifie pas moins de chômage. C'est la leçon des années 1970. Pompidou, qui était persuadé qu'il avait intérêt à provoquer de l'inflation pour contenir le chômage, a subi les deux. En revanche, les années 1980 ont validé le fait que plus de chômage conduit à moins d'inflation. Un des aspects les plus contrariants de l'arbitrage de Phillips est donc que l'inflation ne permet pas de se défaire du chômage, tandis que le chômage serait plutôt un bon moyen de se défaire de l'inflation. Or, la société accepte plus facilement l'inflation que le chômage.

La vraie rupture avec le dirigisme inflationniste ne s'est réalisée que dans les années 1980. Assez paradoxalement, elle est initiée par un gouvernement socialiste. Après la victoire de François Mitterrand (1916-1996), en mai 1981, et celle des socialistes aux élections législatives qui suivent, la gauche s'engage dans une politique de relance keynésienne, malgré l'échec de la relance précédente, celle de 1975. Le résultat est analogue à celui de 1975 : déficit extérieur accru, déformation de la valeur ajoutée au détriment des entreprises, et donc de l'investissement, forte inflation. Une des erreurs de diagnostic de la nouvelle équipe sur l'économie française porte sur l'arbitrage entre la consommation et l'épargne. La France de 1980 a un déficit extérieur de 2,1 % de son PIB. Rappelons que sur le plan macroéconomique, un déficit extérieur signifie que la population n'épargne pas assez, autrement dit qu'elle consomme trop. La relance de 1981 a amplifié cet excès de consommation. Résultat, le déficit extérieur atteint 4 % en 1982. Cette situation

oblige le gouvernement à amorcer un retour en arrière dès le printemps 1982.

Le 16 avril, le Premier ministre, Pierre Mauroy (1928-2013), reçoit Yvon Gattaz, le président du Conseil national du patronat français (CNPF), le Medef de l'époque. Il lui annonce le maintien du barème des cotisations sociales pour une durée minimale d'un an, une baisse de la taxe professionnelle et l'arrêt à 39 heures du processus de réduction du temps de travail. Le 9 juin, François Mitterrand affirme devant la presse qu'il faut digérer les réformes et stabiliser la situation budgétaire. Les 11 et 12 juin, les Européens réunis à Bruxelles procèdent à un réajustement des parités au sein du SME, qui se traduit par une dévaluation du franc par rapport au mark de 9,6 %. Enfin, le 13 juin, Pierre Mauroy officialise un blocage des prix et des salaires de quatre mois. Outre ce blocage, le gouvernement augmente de 0,5 point la cotisation salariale de l'assurance chômage. La fonction publique est mise à contribution avec la création d'un prélèvement de 1 % sur le traitement au profit de l'Unedic et une augmentation d'un point de sa cotisation retraite. La gauche fait son virage vers la « rigueur », une rigueur que Pierre Mauroy distingue de l'austérité en déclarant : « La rigueur, c'est l'austérité, plus l'espoir » ! Le bilan du blocage est décevant : dès sa sortie en novembre, prix et salaires reprennent leur course folle, si bien qu'entre janvier 1982 et janvier 1983, les salaires augmentent en glissement de 12,6 %. Il devient évident qu'on ne peut en rester là. Il faut choisir entre recourir aux instruments plus classiques de la lutte contre l'inflation que sont la contraction des dépenses publiques et une politique monétaire restrictive, ou accepter un enchaînement d'inflation et de dévaluation dont la conséquence serait une rupture avec l'Europe. Le 24 mars 1983, le choix retenu sera celui d'un alignement de la France sur les autres pays européens. Élu en 1981

sur un discours marxisant et un programme keynésien, Mitterrand finit son mandat, par nécessité, en rompant avec le dirigisme inflationniste.

Au Royaume-Uni, l'abandon du dirigisme inflationniste est associé à Margaret Thatcher (1925-2013). En anglais, « force » et « quatrième » se prononcent de la même façon. Ce qui a permis aux militants du parti conservateur britannique de détourner la formule du film *La Guerre des étoiles* « Que la force soit avec toi » en « Que le quatrième soit avec toi », ce quatrième correspondant au 4 mai 1979. Ce jour-là, Margaret Thatcher devient Premier ministre du Royaume-Uni. Une des raisons de son succès électoral est l'état de l'économie britannique à la fin des années 1970.

Car la Grande-Bretagne est sortie de la Seconde Guerre mondiale exsangue. En 1945, le peuple a eu « le sang et les larmes » promis par Churchill et il veut souffler. Il envoie donc Clement Attlee (1883-1967) au 10 Downing Street. Personnage terne mais déterminé, Attlee hérite de la guerre une dette publique de 250 % du PIB qu'il porte à 300 % en indemnisant les actionnaires des entreprises qu'il nationalise. En 1945, le keynésianisme apporte une sorte de solution à cet endettement. Attlee stimule fortement la demande, ce qui accroît tant l'inflation que le PIB, et diminue le poids de la dette. De 1945 à 1976, conservateurs et travaillistes vont se livrer à la douce médecine de l'inflation.

Assez vite néanmoins apparaît un inconvénient négligé jusque-là. L'augmentation régulière des prix anglais fait perdre au pays des parts de marché à l'exportation. Tandis que l'Allemagne et le Japon se reconstruisent dans une monnaie sous-évaluée, la montée des prix anglais fait de la livre sterling une monnaie surévaluée. Résultat, les déficits extérieurs s'enchaînent. Les banques centrales du monde entier se mettent à accumuler des livres sterling. Conscient

du problème, Londres essaie de réduire son déficit extérieur en contenant la demande. C'est le *stop and go* : relance puis freinage, augmentation de la demande, puis augmentation des impôts pour la contenir. Ce terme imagé devient le moyen usuel de décrire la politique économique britannique de l'après-guerre. En 1967, le gouvernement travailliste décide de rétablir les comptes extérieurs par une dévaluation. Tous les pays qui détiennent des livres sterling se retrouvent Gros-Jean comme devant. Ils menacent Londres de réclamer de l'or en échange des livres qu'ils détiennent. Ne serait-ce que pour échapper aux conséquences d'une future dévaluation (car qui a dévalué dévaluera…). En 1976, l'inflation a délivré la Grande-Bretagne de sa dette publique intérieure, mais pas de ses engagements extérieurs. Les pays qui ont accumulé des livres lui réclament avec insistance des dollars. Seul le FMI se montre à même de les lui procurer, moyennant une mise relative sous tutelle. Humiliation, changement de Premier ministre, puis de politique.

La venue du FMI vient solder une période de recul du pays. La croissance moyenne de la Grande-Bretagne est inférieure depuis la fin de la guerre à celle de ses concurrents européens. En 1973, le PIB par habitant du Royaume-Uni se retrouve à un niveau inférieur à celui de la France ou de l'Allemagne. L'économie britannique est pénalisée par l'existence d'un secteur public pléthorique et peu productif. Quand James Callaghan (1912-2005), le prédécesseur travailliste de Mme Thatcher, l'accueille pour la transmission des pouvoirs, il lui dit que la Grande-Bretagne est le seul pays au monde où l'industrie automobile perd de l'argent, uniquement parce qu'elle est nationalisée… Margaret Thatcher prend le problème à bras-le-corps et décide de rompre nettement avec la tradition keynésienne, devenue entre-temps fondamentalement américaine. Sa priorité est de se défaire de l'inflation et d'affirmer que celle-ci n'est pas un

moyen efficace de réduire à long terme le chômage. Grâce à une politique monétaire restrictive, le Royaume-Uni passe d'une inflation à deux chiffres en 1979 à une inflation de 5 % en 1983. Sa deuxième priorité est l'équilibre des finances publiques. Pour y arriver, elle engage un important programme de privatisation initiant un processus qui s'est généralisé à la planète entière. Sa troisième priorité est l'accroissement de la concurrence Elle s'attaque en particulier aux rigidités du marché du travail. L'Employment Act de 1982 met un terme à la pratique du *closed shop* qui confiait aux syndicats la gestion de l'emploi.

Au début, le bilan est ambigu : le Royaume-Uni connaît une période de récession en particulier due à une appréciation très rapide de la livre sterling induisant une perte des débouchés extérieurs du pays. Le taux de chômage monte jusqu'à 12 % au milieu des années 1980. Mais, à la fin des années Thatcher, la croissance repart sans que l'inflation ne s'emballe. Cette action économique parfois brutale s'inscrit dans une logique politique de fermeté dont le but est de rétablir la dignité nationale. C'est parce que Mme Thatcher a mis un terme aux grèves à répétition qui excédaient la population, qu'elle a refusé de céder aux Argentins aux Malouines, que les conservateurs ont gagné haut la main chacune des élections générales où elle était leur leader.

Les États-Unis des déficits jumeaux

Les Américains eux-mêmes, bien que restés keynésiens par leur recours systématique au déficit budgétaire, ont perçu les dangers d'une inflation sans contrôle. En 1979, ils soutiennent la décision du G7 de Tokyo de se débarrasser de l'inflation. Dans la foulée, la Réserve fédérale américaine mène sous l'autorité de Paul Volcker (1927-2019) une politique monétariste d'une grande violence – les taux d'intérêt à court terme montent de 7,4 % en 1978, année précédant la nomination de Volcker, à 14 % en 1981. En juillet 1982, compte tenu de cette envolée des taux, le gouverneur de la Banque du Mexique déclare que son pays ne peut plus payer ses échéances. La chute des dominos s'enclenche et emporte en 1984 une des principales banques de Chicago, la Continental Illinois. Normalement, elle doit faire faillite. Le fonds de garantie des dépôts des clients, créé sous Roosevelt et Glass, se prépare à mobiliser 4,5 milliards de dollars tandis que la liquidation commence. Sauf que la Réserve fédérale intervient. Volcker accepte de prêter des fonds à la Continental, *grosso modo* à hauteur de ses engagements mexicains. À ceux qui s'indignent de ce que la banque ne fasse pas faillite comme n'importe quelle entreprise commerciale qui fait des pertes au-delà de ses fonds propres, il répond : « *Too big to fail* » (« Trop gros pour faire faillite »). Expression qui va faire florès. Mais simultanément, aux dirigeants de la banque il précise : « Je sauve les banques, mais pas les banquiers. » Car le monde des affaires a ses règles : celui qui se trompe et échoue dépose son bilan et perd ses fonds propres. Et la banque, entreprise commerciale originale mais entreprise commerciale malgré tout, ne devrait pas échapper à

cette règle. Mais comme elle est un secteur sensible, il n'est pas rare que les pouvoirs publics s'en mêlent et décident de lui éviter les sanctions habituelles d'une activité mal gérée. Ils sont néanmoins obligés de reconstituer un mécanisme par lequel les erreurs sont sanctionnées. Même quand il introduit une logique plus concurrentielle comme dans les années 1980, le capitalisme américain néokeynésien reste éloigné de la logique libérale anglaise. On peut parler alors d'un capitalisme de connivence (*crony capitalism* en anglais) où État et monopoles mènent la danse.

En fait, si les Américains se défont, grâce à Paul Volcker, de l'inflation, c'est pour lui substituer le déficit extérieur. En effet, encore à l'équilibre au premier trimestre 1982, la balance des paiements courants des États-Unis est devenue déficitaire cette année-là ; et depuis, jusqu'à 2020, malgré des hauts, des bas et des débats, elle n'a cessé de l'être. En effet, depuis 1982, elle n'a échappé au déficit qu'en 1991, et pour des raisons exceptionnelles puisque c'était suite aux versements effectués par les monarchies du Golfe pour financer la première guerre contre l'Irak. Comment interpréter cette situation ? On peut raisonner à partir de la dérive de la balance commerciale, qui est une des composantes de la balance des paiements courants, celle-ci ajoutant aux échanges strictement commerciaux, les mouvements de fonds liés à la rémunération des placements effectués à l'étranger, au tourisme ou à l'expatriation d'une partie de la population. La balance commerciale des États-Unis est, elle, en déficit dès 1971. Cette année-là le déficit est de 3 milliards de dollars. En 2007, juste avant la crise financière, il atteint 795 milliards de dollars, dont 350 de facture pétrolière. L'Amérique, qui se désindustrialise et qui ne peut se limiter dans son orgie d'énergie, est devenue totalement dépendante dans sa vie quotidienne des producteurs de pétrole et des usines asiatiques.

Néanmoins, cette vision des relations économiques internationales, héritière lointaine des mercantilistes qui fantasmaient sur la balance de commerce et voulaient par tous les moyens réduire les importations et promouvoir les exportations, est partielle voire partiale. Jacques Rueff, qui conseilla de Gaulle dans son combat contre l'hégémonie monétaire américaine, écrivait dans un de ses livres sur l'analyse des balances des paiements : « Les hymnes à l'exportation ne sont que stupidité et mensonge. Ils supposent de n'avoir pas conscience de l'inanité de toute distinction entre commerce intérieur et international. » Et de fait, l'économiste voit dans le déficit des paiements courants un manque d'épargne et non pas une faiblesse exportatrice. Cela s'écrit (S – I) + (T – G) = X – M, où S est l'épargne, I l'investissement, T les impôts, G les dépenses publiques – et donc T – G le déficit budgétaire – et enfin X – M le déficit de la balance des paiements courants. L'Amérique est en déficit extérieur parce qu'elle a désappris l'épargne. Et singulièrement l'épargne publique.

1982 inaugure les « reaganomics », cette version néoconservatrice du keynésianisme où l'on soutient l'activité et la croissance par un déficit budgétaire nourri surtout de baisses d'impôt et de dépenses militaires tandis que le keynésianisme de gauche tend à accroître les dépenses sociales. C'est ainsi que s'installe la logique des déficits jumeaux, les *twin deficits*. Gémellité mythique mais contestable d'un certain point de vue car il y a plutôt un rapport de père – le déficit budgétaire – à fils – le déficit extérieur. Et en 1982, le déficit budgétaire s'emballe pour atteindre 6 % du PIB. L'Amérique prend l'habitude de consommer sans retenue et quand, à la fin des années 1990, le déficit budgétaire disparaît, une politique monétaire ultra-accommodante, rendant l'épargne peu attractive et diffusant abondamment le crédit à la consommation, maintient le

déséquilibre extérieur. L'Amérique, première économie mondiale, est devenue incapable d'épargner à la sortie des années 1970.

Il faut dire que rien ne l'y incite. L'État a pris l'habitude de baisser sans cesse ses impôts sans se soucier du financement de ses dépenses ; la banque centrale inonde le pays de dollars sans se poser de questions sur les conséquences. La conséquence pour le monde est que la frénésie consommatrice américaine répand sur la planète une masse croissante de dollars. En effet, les États-Unis peuvent se permettre de ne pas épargner et de vivre ainsi au-dessus de leurs moyens parce qu'ils détiennent ce fameux privilège exorbitant de battre monnaie mondiale. Le déficit extérieur américain a pour pendant les excédents du reste de la planète, et singulièrement des pays asiatiques et des pays d'Europe du Nord. Les pays excédentaires accumulent ainsi les dollars, qui dans les caisses de sa banque centrale comme la Chine, voire le Japon, qui dans des fonds souverains comme les monarchies pétrolières, qui dans son système financier comme l'Allemagne et le Japon. Et que peuvent-ils espérer en retour ? Naguère, ils pouvaient prétendre recevoir de l'or, ce que fit par exemple de Gaulle dans les années 1960 sur les conseils de Jacques Rueff. Mais depuis 1971 et la décision du président Nixon de déconnecter le dollar de l'or, c'est exclu. Alors, ils placent ces dollars dans l'économie américaine et attendent en retour les fruits du travail américain. Fruits bien chiches quand on voit le taux de rémunération des placements aux États-Unis !

Voilà donc quarante ans que l'Amérique consomme sans état d'âme, clamant même qu'elle rend un fier service au reste de l'humanité : si elle n'était pas là, qui achèterait la production des pays émergents et leur assurerait des taux de croissance spectaculaires ? Heureusement pour l'expansion mondiale que

l’épargne a cessé d’être une préoccupation à New York ou en Californie ! Gageons pourtant que ceci n’aura qu’un temps. En 2008, la crise secoue les États-Unis, le système bancaire est au bord de la rupture, le déficit budgétaire atteint 980 milliards de dollars et le déficit extérieur, 710 milliards de dollars. En 2009, la situation s’aggrave, le déficit budgétaire atteint 1 520 milliards de dollars. Pourtant, le déficit extérieur est ramené à 410 milliards de dollars : la crise alarme les acteurs privés et le creusement du déficit public les pousse à redresser leur niveau d’épargne : c’est ce que les économistes appellent l’équivalence ricardienne. Par la suite, le déficit budgétaire a commencé sa décrue depuis les 11,3 % du PIB de 2009. Quant au déficit de la balance des paiements courants, il est ainsi passé de 6 % du PIB en 2006 à 2 % en 2019. La Covid-19 a relancé le délire dépensier américain. De nouveau, le déficit budgétaire explose et le déficit extérieur se creuse. La détérioration de la position extérieure nette du pays, c’est-à-dire la différence entre ce que les Américains possèdent à l’étranger et ce que les étrangers possèdent aux États-Unis s’accélère. Le solde négatif de cette position qui représentait 47,4 % du PIB en 2018 devrait en dépasser les 60 % à la fin 2022. Certains en Amérique, comme Alan Greenspan, l’ancien président de la Réserve fédérale, commencent à s’inquiéter de tous ces dollars qui circulent de par le monde, à s’interroger sur la part croissante de l’euro, malgré ses vicissitudes, dans les réserves monétaires mondiales, alors que pour la première fois la part du dollar est descendue en dessous des 60 % en 2020. Une page va donc peut-être bientôt se tourner, celle de l’insouciance débridée des Américains. De là toutefois à penser que les excès antérieurs finiront par conduire à la fin prochaine du privilège exorbitant du dollar, il y a encore un pas…

Aube du XXIe siècle : la revanche des Bric

Malgré les ravages liés aux deux guerres mondiales, le XXe siècle a été marqué par l'envolée de la croissance dans les pays du G7. Le PIB par habitant entre 1900 et 2000 a été multiplié par 7,7 en France, 18,5 au Japon, 8,4 aux États-Unis et 5,3 au Royaume-Uni. Si l'on raisonne en taux de croissance du PIB par habitant, celui-ci a été en moyenne de 1893, année de la fin de la Grande Dépression de la fin du XIXe siècle à 2012, de 1,5 % au Royaume-Uni, 1,8 % en France, 2 % aux États-Unis et 2,6 % au Japon[1]. Sur le plan démographique, la part de la population occidentale recule : l'Europe et l'Amérique (du Nord et du Sud), qui représentaient 37 % de la population mondiale en 1900, en représentent 27 % en 2000. Ce XXe siècle rentrera également probablement dans l'histoire comme celui de l'inflation. Si celle-ci est inexistante en 1900 et a disparu en 2000, elle explose entre 1915 et 1990. Entre 1915 et 2015, les prix en France ont été multipliés par 2 538… !

En revanche, le XXIe siècle devrait être celui du décollage économique des autres pays, et singulièrement des Bric. Cet acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine fut créé en 2001 par un économiste de la banque Goldman Sachs. En 2011, l'Afrique du Sud complète ce groupe de pays qui se dénomme désormais les Brics. Le retour en force des Bric, ces quatre pays qui furent les victimes les plus emblématiques des aberrations du communisme et du colonialisme, a marqué la fin du XXe siècle et les débuts du XXIe siècle. En 1989, quand la chute du mur de Berlin sonne le glas du communisme léniniste, la Chine a déjà entrepris,

depuis dix ans, de se réformer et de réorienter son économie vers le marché. Pesant moins de 4 % de l'économie mondiale en 1979, ce pays, dont l'armée peine à prendre le dessus sur celle du Vietnam dans la guerre qui les oppose entre le 17 février et le 16 mars 1979, amorce un virage économique spectaculaire visant à effacer les humiliations politiques et les reculs économiques subis depuis les années 1820.

En 1972, quand Mao Zédong reçoit le président Nixon, le PIB par habitant de la Chine est à peine le double de celui de 1820, alors que celui des États-Unis a été multiplié par 12. Théorisant son action en parlant de « socialisme de marché » ou en énonçant, selon la tradition chinoise, des maximes visant à décrire son action, telles que : « Qu'importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape des souris », Deng Xiaoping (1904-1997) entame en 1979 une politique de libéralisation de l'économie. Et de rupture avec les pratiques collectivistes et totalitaires de la période maoïste. Le pays compte alors 975 millions d'habitants. 80 % de cette population vivent à la campagne. C'est donc sur l'agriculture que portent les premières réformes avec la libéralisation de la formation des prix, ce qui permet aux paysans de dégager des surplus financiers et donc d'investir. Commence alors le processus d'exode rural et d'industrialisation qui va propulser l'économie chinoise au sommet de l'économie mondiale et lui donner un poids relatif conforme à son poids démographique. Au début, cette industrialisation repose sur des zones franches défiscalisées où des investisseurs étrangers apportent capitaux et savoir-faire alors que la Chine apporte de la main-d'œuvre bon marché. Progressivement, au fur et à mesure que la Chine se développe, elle normalise son statut économique afin d'assurer sa pleine insertion dans le concert de l'activité mondiale. En 2001, année où l'on commence à parler des Bric, elle rejoint l'Organisation

mondiale du commerce (OMC), s'affirmant au passage comme une économie puissante à même de rivaliser avec les autres économies développées

Le retour en force des Bric est tel qu'en 2007, à la veille de la crise financière, les dix premières économies du monde sont les pays du G7 historique moins le Canada (c'est-à-dire les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, que nous appellerons le G6) et les Bric. En se hissant ainsi dans le « Top ten » de l'économie mondiale, les Bric ont confirmé les prévisions des experts de Goldman Sachs. À savoir qu'ils allaient progressivement supplanter les vieux pays industrialisés. Un bilan rapide des quinze années qui ont suivi l'introduction du concept de Bric pourrait conduire à conforter les enthousiasmes de 2001 pour ces pays : entre 2001 et 2014, leur PIB a été multiplié par 6,3 alors que celui du G6 l'a été par 1,7. En 2017, si le G6 représente encore 48 % de l'économie mondiale, les Bric, qui n'en représentaient que 10 % en 2001, en représentent 25 %. Et l'OCDE anticipe que leur part dans le PIB mondial de 2050 sera de 33 % (21 % pour la Chine, 7 % pour l'Inde, 3 % pour la Russie et 2 % pour le Brésil), tandis que celle du G6 sera de 30 % (dont 16 % pour les États-Unis).

Les pays des Bric partagent le fait d'avoir été tous les quatre victimes d'un enfermement politique imposé par le colonialisme et d'un enfermement économique lié à une adoption durable de formes exacerbées de protectionnisme. À des degrés divers, certes. Cette adoption a pris un tour psychotique dans le cas de la Chine et de la Russie, avec la mise en place des régimes communistes. Chacun est sorti à sa manière de ses deux enfermements, bien que dans tous les cas, la croissance n'ait été possible que grâce à l'acceptation de l'économie de marché : le Brésil en instaurant un système agro-industriel fondé en partie sur la corruption, la Russie

en instaurant un système rentier d'exploitation de ses ressources en hydrocarbures fondé largement sur la corruption, la Chine en instaurant un système industriel exportateur fondé insidieusement sur la corruption, l'Inde en instaurant un système d'insertion dans l'économie mondiale par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (les Ntic) fondé sur… la démocratie.

En 2020, la notion de Bric est plutôt en train de se défaire. Tant les performances économiques que les options politiques des quatre pays divergent. L'Inde est une démocratie. Ce régime la rapproche du G6, ce qui est un gage de sécurité pour les investisseurs, à la différence du Brésil, de la Russie et de la Chine. La cohérence initiale des Bric se défait également parce que les États-Unis, après avoir fait de la Chine son atelier fournisseur de référence dans les années 2000-2010, sont en train de se tourner vers l'Inde, en attendant la montée en puissance du Vietnam et de l'Indonésie. Ce virage est le dernier d'un long parcours qui a vu les États-Unis se tourner vers l'Allemagne dans les années 1950-1960, le Japon dans les années 1970-1980, puis la Corée et les tigres asiatiques dans les années 1990. Résultat, privée d'un de ses débouchés privilégiés, la Chine voit sa croissance se réduire très vite. Cette croissance qui était de 15 % au début des années 1980 est descendue à 6 % en 2019 et pourrait se limiter à 2 % dans les années post-Covid.

Cycles économiques et interrogations sur la productivité

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont mis un terme aux Trente Glorieuses dont bénéficiaient les pays du G7. Dans ces pays, la productivité globale des facteurs (PGF) se replie brutalement. Son taux d'augmentation annuel est passé de 4 %, en moyenne, entre 1950 et 1973, à 2 % entre 1974 et 2003. Une telle baisse tient en partie au choc pétrolier de l'automne 1973, mais également à un tassement des effets du progrès technique qui se manifeste dès le milieu des années 1960 et se poursuit au début du XXIe siècle. Entre 2003 et 2018, le rythme de croissance de la PGF dans le G7 est inférieur à 1 % et la productivité se met à reculer en Italie. De façon plus détaillée, d'après les travaux de la Banque de France, la PGF augmente entre 1951 et 1960 au rythme annuel de 4,6 % au Japon, 1,9 % aux États-Unis, et 3,7 % dans les trois pays continentaux du G7. Entre 2011 et 2020, ces chiffres sont ramenés respectivement à 0,9 %, 0,45 % et 0,35 %.

En outre, ces économies, comme l'avait remarqué Kuznets, sont devenues cycliques. Bien que tout le monde analyse la politique économique en mesures « procycliques » et « contracycliques », chaque retournement brutal de croissance provoque des commentaires apocalyptiques, comme si le cycle n'existait pas et les récessions étaient imprévisibles. Ce fut en particulier le cas en 2008-2009. Or, depuis la fin de la phase de reconstruction de l'après-guerre, c'est-à-dire depuis le début des années 1960, les économies du G7 connaissent un enchaînement de cycles conjoncturels d'une durée de sept à neuf ans. Keynes a d'ailleurs décrit avec précision

ce type de cycle dans le chapitre XXII de sa *Théorie générale*. Le modèle dit de l'oscillateur de Hansen/Samuelson l'a ensuite formalisé. Et Kuznets l'a constaté dans ses travaux empiriques sur la croissance. Keynes, Hansen et Samuelson ont élaboré la théorie de ces crises récurrentes dues à un enchaînement de phases de déstockage et de désinvestissement, suivies par des phases de reprise liée au restockage puis au retour de l'investissement. Ces cycles sont à l'œuvre depuis 50 ans. Ils expliquent les années de ralentissement/récession de 1975, 1982, 1993, 2001 et 2008-2009, et les années de reprise plus ou moins poussive qui ont suivi.

Si au printemps 2009, au plus fort de la récession, les capacités productives non utilisées étaient plus importantes qu'en 1993, l'enchaînement économique de la crise avait été le même : un fort déstockage suivi d'une contraction brutale de l'investissement a conduit à une baisse de la demande et à la récession. Qu'avait de spécifique la plongée de 2009 ? Son début ne fut ni celui de 1975 – le choc pétrolier –, ni celui de 1993 – les conséquences de la fin du communisme et la réunification allemande. Ce fut, cette fois-ci, la fin des « exubérances irrationnelles des marchés » décrites par Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine. La crise financière illustrée par la faillite des subprimes et *provoquée* fondamentalement par la déroute de Lehman Brothers est à l'origine de la crise de 2008-2009. Mais le cycle se déroule comme les précédents.

Certes, des discours plus ou moins péremptoires ont annoncé la fin proche du capitalisme. Et les gouvernements ont affirmé que, si les difficultés sont issues de l'exubérance irrationnelle des marchés, le retour de la croissance va reposer sur leur sagesse régulatrice. Les phases récessives suscitent souvent la mise en place de lieu de concertation. Les gouvernements se rencontrent lors de sommets

solennels qui deviennent les grands-messes économiques de la vie internationale. C'est ainsi que la récession de 1975 a fait naître le G7 et que celle de 2008-2009 a mis en avant le G20. Celui-ci regroupe les 7 pays du G7, rejoints par la Russie dans le G8, puis par les 11 principaux pays émergents. Soit un cénacle de 19 pays, auquel s'ajoute l'Union européenne. Ce G20 était né en 1999, à l'initiative du Canada, pour tirer les leçons de la crise asiatique de 1997. Mais ce sont les événements de 2008 qui l'enracinent dans le paysage des rencontres internationales à l'occasion de son sommet des 14 et 15 novembre 2008. La puissance invitante est les États-Unis. Il se trouve qu'ils sont en phase de transition. Le président George W. Bush termine son second mandat et son successeur vient juste d'être élu en la personne de Barack Obama. L'un et l'autre donnent l'impression d'être peu concernés par la déroute économique qui s'amorce. Résultat, ce sont les Européens qui donnent le la. Le pays présidant l'Union européenne est alors la France, si bien que ce G20 est entré dans la saga de Nicolas Sarkozy comme un moment fort de sa carrière politique. En fait, c'est plutôt le Trésor britannique qui est à la manœuvre. Il impose en douceur aux dirigeants de la planète un plan simple reposant sur un soutien au secteur bancaire pouvant aller jusqu'à la nationalisation de certains établissements et, pour soutenir l'activité qui se dérobe, une relance budgétaire assez classique, dans la tradition keynésienne toujours en vigueur aux États-Unis. C'est ce que résume Dominique Strauss-Kahn, le directeur du FMI qui participe au sommet, en déclarant lors de la conférence de presse qui clôt l'événement le 15 novembre :

> La quasi-totalité des participants ont soutenu la proposition du FMI d'utiliser l'arme budgétaire et donc la relance

budgétaire coordonnée pour obtenir des plus grands résultats. Du coup, la situation dans laquelle nous sommes est vraiment une situation qui change.

La dette publique enfle, la prédation fiscale est reportée

Si la situation change, c'est parce que plus personne ne se soucie de la dette publique. Le bilan de ce G20 est aussi le début d'une explosion sans précédent des dettes privées et publiques qui conduit à s'interroger sur le coût de ce sauvetage et les moyens que trouvera l'économie mondiale pour digérer cette ultime manifestation du chrysohédonisme américain.

Au-delà du G20, le monde s'ébroue lentement. En septembre 2008, alors que l'attention mondiale est centrée sur la faillite de Lehman Brothers, un autre événement monétaire et financier survient : le service statistique de la Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ), la banque centrale du Zimbabwe, renonce officiellement à suivre l'évolution des prix. Ceux-ci doublent en effet toutes les 24 heures, établissant un record d'inflation en temps de paix, dépassant l'hyperinflation de l'Allemagne en 1923 ou de la Hongrie en 1945, et annonçant le drame du Venezuela des années 2010. Gideon Gono, le gouverneur de la RBZ, le reconnaît : il faudrait, pour évaluer la situation, calculer un taux d'inflation horaire et les statisticiens locaux en sont incapables. Malgré le manque de statistiques au quotidien, Gideon Gono est conscient de la réalité. Spécialiste en économie du développement, il a tiré de son parcours universitaire la conviction chrysohédoniste que le but de la politique monétaire est de favoriser la croissance par l'expansion du crédit sans se préoccuper de l'inflation. Celle-ci doit être considérée comme une conséquence inévitable du décollage économique et du plein-emploi, estime-t-il donc. Il théorise sa pratique monétaire dans

un entretien de 2007 au journal panafricain *New African*. Pour lui, les difficultés de son pays sont dues à l'hostilité des pays occidentaux, à la sécheresse qui frappe tous les dix ans un Zimbabwe encore très agricole, et au cycle économique usuel. Et son rôle de banquier central est d'amortir les années difficiles du cycle.

Fort de ces principes, il a poussé la RBZ à multiplier les crédits. Ceux-ci ne sont guère alloués à l'État qui, désorganisé et peu actif, est peu déficitaire (3 % du PIB en moyenne). En revanche, la RBZ prête aux entreprises publiques ou privées, se substituant ainsi au système bancaire et à la politique budgétaire. En 2003, 9 % des actifs de la RBZ sont des devises, et 20 % des prêts peu sûrs. En 2008, la RBZ n'a pratiquement plus de devises. Elle s'approvisionne, comme la plupart des Zimbabwéens, sur le marché noir. En revanche, près de 90 % de ses actifs sont des créances sur des entités insolvables comme des entreprises publiques à l'agonie ou des droits flous sur des résultats économiques incertains comme la récolte de tabac. Ce crédit débridé à une économie qui ne produit plus – le taux de chômage atteint 80 % – entretient l'hyperinflation. Tout manque, même… la monnaie qui, refusée un peu partout, s'accumule au hasard des doutes de la population.

La crise du Zimbabwe est à l'image des problèmes qui taraudent les économies du monde entier, ainsi que des solutions qu'elles peuvent mobiliser. En septembre 2008, Gideon Gono a présenté un plan de redressement : création d'un nouveau dollar zimbabwéen, blocage des prix et des salaires, politique monétaire restrictive avec un taux au jour le jour de 8 500 %. Retour aux mesures classiques… Et résultat garanti : le Zimbabwe a réussi depuis à contenir son inflation, apportant la preuve que les réalités et les nécessités économiques sont les mêmes partout.

Ce constat d'une distorsion de l'économie en période de paix apparaît de nouveau avec la crise sanitaire de 2020. Incapables d'augmenter les impôts de peur de se heurter à une révolte fiscale de grande ampleur, incapables par ailleurs de réduire les dépenses publiques (à quelques exceptions près comme la Suède), les pays ont pris l'habitude de laisser s'accroître la dette publique. À court terme, cette facilité, même si elle choque les populations et suscite des réactions d'épargne face à un avenir rendu incertain par cette dette, ne pose pas de problème. Bien au contraire, les solutions se multiplient. C'est ainsi que certains parlent d'émettre de la dette perpétuelle pour ne pas avoir à la rembourser. Ils oublient qu'en pratique, la dette publique est déjà perpétuelle. En effet, les États se contentent de verser les intérêts. Depuis le début du XIX^{e} siècle, aucun crédit n'est inscrit dans leur budget pour le remboursement de leur dette. De nos jours, chaque fois qu'un emprunt arrive à échéance, il est immédiatement replacé. Or, le paramètre sur lequel on peut jouer n'est pas le montant de la dette, mais le taux d'intérêt qu'elle porte. Et éviter que ce taux d'intérêt n'évolue de façon trop erratique relève de l'action de la banque centrale. Le statut de la Réserve fédérale américaine adopté en 1978 est explicite en la matière. Sa mission est textuellement :

> Maintenir en moyenne une croissance des agrégats monétaires et de la quantité de crédit compatible avec le potentiel de croissance de la production, de manière à tendre vers les objectifs suivants : un taux d'emploi maximum ; des prix stables ; des taux d'intérêt à long terme peu élevés.

Bien qu'indépendantes, les banques centrales maintiennent, depuis la crise de 2008, des taux très bas dans le but assumé d'alléger la charge d'intérêt des États.

Certains vont plus loin et proposent, pour réduire encore cette charge, d'annuler la part de dette publique détenue par la banque centrale. Cette annulation serait inutile sur un plan strictement financier. En effet, la banque centrale reverse à l'État les intérêts qu'il lui a versés sur sa dette. Dès lors, certains se montrent encore plus radicaux et évoquent l'annulation de tout ou partie de la dette détenue par le public. Jadis, on appelait cela une banqueroute ; aujourd'hui, on parle de *haircut* ! Quel que soit le terme utilisé, la banqueroute reste, pour reprendre l'expression de Mirabeau, « hideuse ». Et la Constitution de la II^{e} République, promulguée en novembre 1848, dont nul ne peut contester le caractère démocratique, stipulait dans son article 14 : « La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable. »

Dans cette prolifération d'arguties plus ou moins byzantines, certains soutiennent que, finalement, le meilleur moyen de traiter le problème de la dette publique est de l'ignorer… Pour eux, dette effectivement perpétuelle, bas taux d'intérêt et rachat par la banque centrale permettent d'effacer la charge nette d'intérêt, c'est-à-dire celle réellement payée par l'État ; ce qui l'autorise à s'endetter sans limite. Ils mettent en avant le cas du Japon. Selon la définition de la dette retenue par l'OCDE, son ratio dette publique/PIB est passé de 136 % du PIB en 2001 à 226 % en 2019. Le gouvernement nippon envisage sereinement de pouvoir atteindre 600 % en 2060. Son insouciance tient à ce que, grâce à une politique monétaire ultra-accommodante et à une détention de 40 % de la dette publique par

la banque centrale, la charge nette d'intérêt a été ramenée à zéro en 2019.

Tous ces sophismes masquent une réalité qui devrait s'imposer à tous, à savoir qu'un endettement infini est impossible. Pour bien le comprendre, il convient de commencer par écarter certains poncifs erronés. Le plus courant est d'affirmer que c'est la raréfaction progressive des prêteurs qui fixe une borne au-delà de laquelle les États ne peuvent plus emprunter. Ceux qui pensent que les États sont contraints par la nécessité de persuader les « marchés » de les financer oublient que, dès lors que la banque centrale agit en prêteur en dernier ressort, les banques achètent et achèteront sans problème une dette dont elles pourront, si elles le souhaitent, se défaire en la lui revendant. Or, la limite est ailleurs. La dette publique est la somme des déficits accumulés, c'est-à-dire des dépenses non financées par les impôts. La question de fond est donc de savoir si un État peut vivre durablement en dépensant plus qu'il ne collecte.

La réponse réside d'abord dans ce principe fondateur de la science économique qu'est l'égalité entre l'offre et la demande. Toute dépense publique non financée par un prélèvement sur la dépense privée augmente la demande d'emprunt. Si cette augmentation se pérennise, elle entraîne soit un apport d'offre extérieure, c'est-à-dire un creusement du déficit commercial, soit une possibilité offerte au système productif d'augmenter ses prix, c'est-à-dire une relance de l'inflation. Elle réside ensuite dans le fait que l'augmentation de la dette publique provoque des anticipations négatives chez les acteurs privés. Dans un premier temps, le réflexe d'épargne pour affronter un avenir fiscal rendu incertain par l'accumulation de dette conduit à une augmentation du prix des actifs dont les bulles immobilières sont les traductions les plus manifestes. C'est ce que les économistes appellent l'équivalence

ricardienne. Dans un second temps, ces anticipations négatives érodent la crédibilité de la monnaie. Les pays qui, comme le Liban, ont vu leur devise disparaître au profit du dollar du fait de l'emballement de l'endettement public, sont rares. Néanmoins, nous assistons à un retour en force de l'or, qui demeure dans l'inconscient collectif l'ultime recours monétaire, retour en force que souligne l'envolée de ses cours. Elle réside enfin dans le fait que le maintien de taux d'intérêt faible finit par handicaper la croissance. Une des règles d'or de celle-ci est que le taux d'intérêt doit être égal au taux de croissance[2]. Ce que montrent certains travaux d'économistes, c'est que le maintien de taux d'intérêt à des niveaux très faibles finit par avoir comme conséquence que le taux de croissance les rejoint. La dette publique, en imposant des taux d'intérêt artificiellement bas, fait plonger la croissance potentielle.

De l’électricité au paradoxe de Solow, ou les mésaventures de la productivité

Le Japon, dont la dette est à des niveaux sans précédent, et dont la croissance potentielle est tombée en dessous de 1 %, serait une parfaite illustration de ce phénomène. Il fournirait également une réponse à une des questions lancinantes que se posent désormais les économistes, et qui porte sur la baisse de l’évolution de la PGF, la productivité globale des facteurs. Cette baisse de la PGF, qui entretient la baisse de la croissance, serait indirectement la conséquence de l’accumulation de dette publique. Alors même que la dynamique des découvertes scientifiques continue et se poursuit.

Celles de la fin du XIX^{e} siècle avaient nourri les innovations du XX^{e} siècle. Ainsi, l’expérience de Hertz, de mars 1888, démontrant l’existence des ondes électromagnétiques, a trouvé son aboutissement dans celle de René Barthélemy (1889-1954), le 14 avril 1931, dans un des amphithéâtres de l’École supérieure d’électricité à Paris, porte de Vanves, à la limite de Malakoff. Ce jour-là, Suzanne Bridoux, secrétaire de Barthélemy, parle depuis la tour Eiffel aux 800 personnes réunies dans cet amphithéâtre. Elle devient ainsi la première speakerine de l’histoire de la télévision. D’autres expériences plus confidentielles ont déjà eu lieu, notamment au Royaume-Uni, d’émission d’images à longue distance. Mais en ce mois d’avril 1931, le succès de l’opération organisée par Barthélemy lance ce qui va devenir un des objets déterminants de la vie du XX^{e} siècle.

En cette même année 1888, le 5 août, Bertha Benz part au petit matin dans un engin propulsé par un moteur à explosion conçu par

son mari Carl. Elle parcourt en compagnie de ses enfants, dans des conditions homériques, les quelque 104 kilomètres qui séparent son domicile, à Mannheim, de celui de ses parents, à une vitesse moyenne de 15 kilomètres à l'heure. Elle inaugure ainsi l'aventure de l'automobile qui va dominer le XX^e^ siècle. Et, après la première traversée de la Manche, en avion, par Louis Blériot, le 25 juillet 1909, la guerre de 1914-1918 donne une dimension nouvelle à l'industrie de l'aviation. Tandis que la Seconde Guerre mondiale accélère le développement de l'énergie nucléaire.

À son tour, le XX^e^ siècle laisse un héritage scientifique important au XXI^e^ siècle. En ces périodes où l'on évoque une rupture technologique, une disruption pour parler le sabir anglicisé moderne, il est clair que la grande mutation en cours est celle née du développement de l'informatique. Rattachées aux travaux du mathématicien anglais Charles Babbage (1791-1871) et aux idées d'Ada Lovelace (1815-1852), la fille rebelle de Lord Byron, les machines à calculer surpuissantes que sont les ordinateurs font leur apparition en 1937. En 1975, le premier ordinateur portable est présenté au public. Quant au prototype du premier smartphone, il date de 1994. Cet ensemble d'outils nouveaux qu'utilisent abondamment les consommateurs et les producteurs a suscité en 1987 de la part du prix Nobel d'économie Robert Solow, spécialiste de la croissance, cette remarque désabusée, connue des économistes sous le nom de paradoxe de Solow : « Vous pouvez voir des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de la productivité. »

Pour le XXI^e^ siècle, l'enjeu est de dépasser le paradoxe de Solow, grâce au legs scientifique non encore exploité du XX^e^, afin de retrouver une dynamique d'augmentation des gains de productivité. Les prospectivistes voient deux pistes s'ouvrir : celle des

biotechnologies et celle, en physique, de la mécanique quantique. Commencée avec les travaux de Louis de Broglie (1892-1987) sur la nature ondulatoire des électrons, qui lui valent l'attribution du prix Nobel de physique en 1929, et avec la publication de ses équations par Erwin Schrödinger (1887-1961), la mécanique quantique devient l'élément central de la réflexion des physiciens du XX^{e} siècle. Sa complexité formelle et ses résultats parfois contre-intuitifs ont longtemps nourri l'idée qu'elle avait vocation à rester à l'état de spéculation intellectuelle. Mais l'annonce de la construction d'ordinateurs quantiques rend crédible une nouvelle vague d'innovations fondée sur la mécanique quantique. Quant à la médecine, elle a fait énormément de progrès au XX^{e} siècle, notamment avec la généralisation des antibiotiques à partir de la découverte de la pénicilline par le Britannique Alexander Fleming (1881-1955) en 1928, découverte qui lui vaut d'obtenir le prix Nobel de médecine en 1945. L'espérance de vie en France est passée en moyenne de 48 à 79 ans entre 1900 et 2000, et, si ce résultat n'est pas le mérite exclusif de la médecine, il y a concouru. Et de nouveaux progrès dans les techniques médicales permettent d'anticiper un nouvel allongement de la vie.

Or, il est désormais évident que l'accumulation de dette publique, en perturbant les calculs de rentabilité des investissements, ne va faire qu'amplifier le paradoxe de Solow.

1. Voir à ce sujet Antonin Bergeaud, Gilbert Cette, Rémy Lecat, « Le produit intérieur brut par habitant sur longue période en France et dans les pays avancés », *Économie et statistiques*, 474, 2014, p. 5-34.

2. C'est le fondement du livre de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^{e} siècle* (Paris, Seuil, 2013) : pour l'auteur, le capitalisme tend à maintenir des taux d'intérêt supérieurs au taux de croissance ; ce qu'il résume dans une formule mathématique qui a, en partie, fait la renommée de son ouvrage, à savoir

r > g, où r est le taux d'intérêt et g le taux de croissance. Or, l'envolée des dettes publiques conduit à des décisions de politique économique inverses installant une situation où l'on a : r < g, situation tout aussi malsaine que r > g.

Conclusion

Prix Nobel d'économie 2014, le Français Jean Tirole déclarait dans son discours de réception :

> Notre incapacité à prévoir ou à prévenir la crise financière de 2009 est un rappel douloureux des dangers de l'arrogance. Il est vrai que nous avions travaillé sur la plupart de ses ingrédients, mais comme un virus qui ne cesse de muter, de nouveaux dangers apparaissaient alors que nous croyions avoir compris et évité les dangers existants.

Sans arrogance, nous pouvons essayer, à l'issue de notre parcours dans le temps et dans l'espace, de dégager quelques grandes lois économiques qui nous permettraient de lever certaines incertitudes sur la croissance à venir.

Deux formules et un constat ont sous-tendu ce parcours. Les deux formules sont : « Pauvres paysans, pauvre royaume ; pauvre royaume, pauvre roi » de Quesnay, la référence intellectuelle de la première école économique, celle des physiocrates. La seconde est : « Plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux » de Wagner, un économiste allemand de la fin du XIX^{e} siècle aujourd'hui trop souvent ignoré. Quant au constat, c'est celui qui prolonge la phrase de Wagner, celui du combat permanent que le créateur de richesse, hier le paysan qui fournissait ses moyens d'existence au royaume, aujourd'hui l'entrepreneur dont les innovations portent la croissance, doit mener contre la bureaucratie politico-religieuse. Ce

combat, c'est celui dont parlait Voltaire quand il opposait le froc et la charrue. L'année 2020, marquée par la crise sanitaire due à la Covid, lui aura donné une nouvelle ampleur et une nouvelle forme.

L'évolution de toute économie et de sa croissance se décompose en deux. Elle résulte, d'une part, de la dynamique due au fonctionnement usuel des forces du marché ; et d'autre part, des événements exceptionnels qui peuvent casser cette dynamique. La première composante est dite endogène. Elle se décompose elle-même entre une croissance de long terme, dite croissance potentielle, reposant sur le progrès technique et l'innovation ; et un cycle économique, ce cycle ayant plongé les pays développés dans la récession en 1975, 1993 et 2009. La seconde est dite exogène ; elle est étroitement dépendante des guerres ou des événements naturels violents, comme le furent, autrefois, les grandes épidémies ou encore l'explosion du volcan indonésien Tambora en 1815, à l'origine d'une famine mondiale. La récession mondiale qui a marqué 2020 (l'activité économique s'est contractée de 4,2 % au niveau de la planète, avec une contraction de 13 % en Argentine ou encore de 11,2 % au Royaume-Uni) a une part endogène négligeable. La chute de l'activité a été due quasi exclusivement à un choc exogène – la pandémie – dont les conséquences économiques négatives ont été aggravées par le confinement de la population. Le discours rituel sur la fin inéluctable et souhaitable de la mondialisation et du capitalisme est en décalage par rapport à l'événement. Renoncer à la mondialisation capitaliste et au libre-échange au prétexte de l'épidémie serait renoncer à un mécanisme qui a fait ses preuves depuis le milieu du XVIII^{e}. Or, bien qu'exogène, la récession de 2020 a été l'occasion pour l'État keynésien de modèle américain de consolider sa volonté de puissance tous azimuts et d'interventionnisme sans limite dans la vie économique. Cette

politique est d'autant plus paradoxale qu'il est loin d'être avéré que les États en aient conservé les moyens. Ayant arrêté l'économie pour éviter la propagation de la Covid-19 malgré les approximations et les incohérences des experts, les responsables de la plupart des pays du monde, à la fois politiques et intellectuels, semblent en effet n'avoir eu à leur disposition qu'une stratégie simpliste, à savoir accroître sans limite la dette publique. En outre, ils ont choisi de financer cet accroissement en émettant de la monnaie. Concrètement, les États ont affronté la crise sanitaire en substituant de la dette au travail.

Cet endettement ne sera pas sans conséquences préjudiciables. La première apparaît immédiatement à la lecture des dix principes de Nicholas Gregory Mankiw. Le principe 9 énonce en effet : « Les prix augmentent lorsque les pouvoirs publics impriment trop de monnaie. » Cela signifie que la population mondiale est menacée d'appauvrissement du fait de la distribution incontrôlée de monnaie qui pourrait provoquer le retour d'une forte dérive des prix. La seconde conséquence préjudiciable est la perturbation de la distribution des revenus de la génération future, chargée de gérer la dette publique accumulée. Alors que l'État se pose en défenseur de l'avenir face à l'aveuglement du marché, il sape les fondements mêmes de cet avenir par sa fuite en avant dans l'endettement.

Dans le contexte de crise sanitaire très particulier, 2020 aura contribué à déconsidérer l'État keynésien de modèle américain. Les contraintes imposées aux populations sous forme de confinement se sont heurtées un peu partout à des mouvements de résistance parfois violents. Et sur le plan économique, l'angoisse générale que suscitent des politiques économiques axées quasi exclusivement sur une augmentation de la dette publique a conduit à des comportements d'épargne généralisés et à une flambée des cours

de ce qui reste aux yeux de l'humanité la monnaie authentique, à savoir l'or. Une once d'or valait 35 dollars quand les États-Unis ont décidé d'expulser le métal précieux historique du système ; son cours oscille désormais autour de 2 000 dollars. Mais ce processus n'est pas nouveau. Après son décollage du XIX^e^ siècle, après l'incroyable performance qu'elle a connue au XX^e^ siècle, l'économie mondiale souffrait dans les débuts du XXI^e^, avant 2020, de langueur, malgré le rattrapage en cours des Brics et celui à venir de l'Afrique et du monde andin. Le « paysan » peinait à s'enrichir tandis que l'État était de plus en plus « dispendieux », essayant de camoufler sa prédation en accumulant déjà les dettes. Cette langueur trouve sa source probable dans une mauvaise médication issue d'une erreur de diagnostic sur les mutations en cours. Avant même les embardées de 2020, la réponse à la récession de 2009 s'est faite sous la double forme d'une intrusion massive des autorités publiques dans la gestion du secteur financier et d'une extension irraisonnée du rôle des banques centrales, dans le prolongement du maintien d'une vision chrysohédoniste de l'économie. Ainsi, plus que jamais, le « consommateur alchimiste » incarne l'horizon indépassable de la pratique et de la théorie économiques actuelles.

Historiquement, un équilibre naturel s'est établi entre les différentes composantes de la croissance. Le marché décentralisé nomade a suscité la croissance exceptionnelle de l'économie entre 1750 et 2009, avant que la productivité ne se dérobe. L'État, qui avait su se faire discret au XIX^e^ siècle pour ne plus avoir à affronter des révoltes fiscales dont la Révolution française a montré les possibles excès, a trouvé sa place en se transformant en gestionnaire du cycle tout en conservant sa prédation au profit des oisifs. Quant aux chocs exogènes, depuis le cri d'indignation de Voltaire sur l'injustice du tremblement de terre de Lisbonne de 1755,

les prêtres qui naguère en faisaient leur domaine de prédilection sont désormais incapables d'y répondre, fournissant à l'État une nouvelle occasion de s'immiscer dans l'économie. Mais ensuite, le ralentissement de la croissance constaté depuis les débuts du XXIe siècle a semblé inexorable. Le choc exogène et mortifère de la pandémie de coronavirus de 2020 a encore amplifié de façon dramatique cet échec patent. Car la réponse économique à ce choc souffre d'être centrée sur une politique monétaire alchimiste de *quantitative easing*, sur une politique budgétaire keynésienne d'endettement sans limite, et sur une régulation renforcée fondée sur la défiance vis-à-vis de la concurrence. Résultats : la croissance potentielle stagne, la conjoncture reste obstinément rythmée par le cycle, et les rapports avec la nature – que ce soient l'évolution du climat ou le développement des épidémies – prennent un tour dramatique.

Or, l'économie ne s'est jamais mieux portée que quand l'État l'a laissée vivre, quand le roi a compris qu'il resterait pauvre si le royaume l'était. Dans sa leçon inaugurale au Collège de France de 1849, Michel Chevalier, tirant le bilan économique des révolutions de 1848, déclarait que l'ennemi de l'économie était l'alchimiste. Le même Michel Chevalier, prenant de nouveau la parole au Collège de France en juillet 1871, à l'issue de « l'année terrible » que venait de traverser la France, assurait que le pays pouvait rétablir sa prospérité, à condition de respecter quelques règles simples. Celles-ci se résument en quatre mots : travail, épargne, instruction, liberté. Et Michel Chevalier de préciser que « liberté » en économie se dit « concurrence ». En décembre 1944, période tout aussi terrible que 1871, la CGT adopta comme slogan une formule du leader communiste de l'époque, Maurice Thorez : « Produire d'abord, revendiquer ensuite. » Car depuis qu'Hésiode conseillait au

VIII^e siècle à son frère de travailler pour assurer son bien-être, l'humanité n'a pas trouvé d'autre solution pour s'enrichir que de travailler tout en cherchant à améliorer l'efficacité de ce travail par du progrès technique. C'est ce que disent à leur façon des personnages aussi différents que Michel Chevalier ou Maurice Thorez. C'est ce que l'histoire nous enseigne. Elle montre que la croissance n'a été réellement forte que dans les sociétés ponocratiques, c'est-à-dire celles qui respectent le travail et vivent selon les quatre mots de Michel Chevalier.

Comme nous l'envisagions dans notre introduction, l'entrepreneur est la figure centrale de la croissance car il est l'élément mobilisateur par excellence du travail. Mais il ne peut agir que si le planificateur ne l'étouffe pas. Quant au consommateur, figure centrale de l'économie car c'est à lui que s'adresse la croissance, il ne tire le meilleur de la situation que si la concurrence force l'entrepreneur à le respecter. L'État ne peut évidemment être ignoré. Protecteur du droit de propriété, l'État régalien est nécessaire. Gestionnaire des oisifs, l'État au sens de Wagner est utile mais son action est délicate à mener. Ayant pris une dimension de plus en plus importante au XX^e siècle, il a fini par devenir plus prédateur que protecteur, et par menacer d'annihiler totalement les efforts de l'entrepreneur. En outre, chaque fois qu'il quitte son champ d'action et se mêle de vouloir être entrepreneur, l'État, croyant créer des emplois, crée avant tout des rentes, désorganise le marché du travail et finit par abaisser la productivité. L'État romain détruisit son économie en se mêlant de l'organisation du travail par la multiplication du nombre d'esclaves. L'Espagne chrysohédoniste fit de même et s'obstina à courir après des lingots d'or au lieu de courir après des innovations et du travail. L'État colbertiste se crut en capacité de plumer des oies qu'il empêchait de grossir et dut

affronter des révoltes fiscales à répétition. L'État ancien chinois accumula des prébendes pour ses lettrés, oisifs de luxe dont la nocivité devint vite évidente, au point de condamner le pays au drame de l'invasion mongole, puis à celui de l'intrusion anglaise.

En revanche, l'État minimal gladstonien, qui entame la période de forte croissance de l'Occident en restreignant les impôts et en limitant ses ambitions, a donné au Royaume-Uni, un pays petit sur le plan géographique, une dimension colossale sur le plan économique et donc politique. Cet État a su conforter le respect dû au marchand énoncé dès la *Magna carta* concédée par Jean sans Terre au XIII^e^ siècle, en une promotion systématique du libre-échange et une quête permanente de la stabilité monétaire. Il a laissé vivre le réseau, ne réclamant l'autorité de la tour que dans les usines où le danger et la complexité du processus de production exigeaient l'autorité de l'ingénieur. Ce modèle anglais a fait place après 1945 à un modèle américain qui a enfanté un État keynésien tantôt social-démocrate sous Kennedy et Obama, tantôt populiste sous Reagan et Trump, fondé sur la réintroduction du chrysohédonisme. Au début, ce modèle américain a pu se targuer d'un certain succès eu égard à la croissance des Trente Glorieuses. Puis il a été rattrapé par ses incohérences et ses fuites en avant. Il a dû affronter l'inflation, puis le chômage, et il a accru son emprise même quand il prétendait revenir au libéralisme d'antan. Résultat, les événements économiques récents indiquent plutôt le retour des problèmes que l'État minimal gladstonien avait résolus. Les révoltes fiscales sont de nouveau à l'ordre du jour, tandis que le problème de la dette publique, qui empoisonna le monde entre le XVI^e^ et le XVIII^e^ siècle, refait surface.

La gestion de la crise sanitaire de 2020 a porté de nouveau les questions de fiscalité et de dette publique à leur paroxysme. Les

économistes du XVIIIe siècle avaient construit leur prestige, et développé leur science, en prouvant que le travail et l'utilisation intelligente de l'énergie garantissaient la croissance. Celle-ci a permis non seulement, dans un premier temps, de boucler les budgets publics sans avoir à contraindre les contribuables de façon irraisonnée, mais encore d'assurer aux populations du monde entier la possibilité d'échapper à la misère et de vivre la « grande évasion » d'Angus Deaton. Aujourd'hui, alors que le keynésianisme populiste américain s'enfonce dans la destruction masquée de la monnaie et dans un recul inattendu de la productivité, le retour à l'État minimal gladstonien ou encore aux principes de Michel Chevalier paraît, de plus en plus nettement, indispensable. Il s'agit de promouvoir une ponocratie ayant retenu, en cette période où la nature demande grâce tout en se montrant menaçante, les leçons de la physiocratie du XVIIIe siècle, leçons trop rapidement oubliées du fait de sa déroute malheureuse face aux excès jacobins de 1793.

Concrètement, ce dont nous avons besoin, d'abord, c'est d'un retour à la stabilité monétaire durable du besant qui fit la force de Constantinople, du franc d'Oresme qui sauva la monarchie française brisée par les défaites militaires des débuts de la guerre de Cent Ans, de la livre sterling de Gladstone qui permit au monde entier d'acheter et de vendre sans avoir à se soucier de la dévalorisation de son épargne. Dans un entretien de février 2017, Alan Greenspan, revenant sur la récession de 2009 et ses origines financières, se faisait le défenseur du retour de l'étalon-or. Il concluait son propos, dont le thème central était la nécessité de mener des politiques monétaires plus structurelles et moins conjoncturelles, en disant : « Dans un régime d'étalon-or, nous ne nous serions jamais retrouvés dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. » Qualifié de relique barbare par Keynes, condamné aux poubelles de l'histoire

par Lénine qui voulait l'utiliser pour en faire des urinoirs, et sorti brutalement du circuit monétaire par les keynésiens américains, l'or demeure le symbole d'une certaine sagesse monétaire, imposant au monde de la finance des contraintes plus efficaces et moins arbitraires que les multiples exigences des régulateurs étatiques, naviguant entre connivence et incompétence.

Ce dont nous avons besoin ensuite, c'est que l'économie trouve un équilibre stable entre oisifs et productifs et, au sein des productifs, entre nomades et sédentaires. L'empire Song est mort d'avoir porté le nombre de ses fonctionnaires de 30 000 à 400 000 alors que la population doublait. Le projet chrysohédoniste américain est menacé d'une part par la multiplication d'emplois peu productifs, souvent orientés vers la chicane, et résolument sédentaires ; et d'autre part par la généralisation de la bureaucratie publique ou privée qui occupe ce que David Graeber appelle des *bullshits jobs*. Les déficits jumeaux qui inondent la planète de dollars de plus en plus dévalués financent, en dernier ressort, cette bureaucratie. Car, eu égard aux révoltes fiscales latentes, les dirigeants ont fait des baisses d'impôt l'alpha et l'oméga de leur politique économique. Or, l'équilibre souhaitable entre oisifs et productifs ne sera atteint que si l'équilibre budgétaire redevient la norme. Et ce devra être à nouveau aux représentants des contribuables d'appuyer cet équilibre, en votant l'impôt, non seulement sur la forme, mais aussi sur le fond, le déficit conjoncturel étant le seul acceptable.

Ce dont nous avons besoin enfin, c'est d'un savoir scientifique se développant dans la liberté, protégé par la sérendipité qui permit par exemple à James Maxwell de révolutionner l'électricité, et stimulé par le constat que la découverte scientifique ne peut être efficace sans concurrence. À la fin de son « Que sais-je » sur le capitalisme,

l'économiste et professeur au Collège de France François Perroux (1903-1987)[1] écrivait :

> Les déclarations politiciennes n'y peuvent rien changer : la prospérité, condition de la dignité, dépend, pour les hommes du XX^e^ siècle, d'un capitalisme qui « tourne bien ».

Voilà une vérité générale qui, du tréfonds de l'histoire jusqu'aux perspectives actuelles, s'impose naturellement pourvu que l'on prenne conscience qu'un « capitalisme qui tourne bien » est concurrentiel et ponocratique, c'est-à-dire basé sur le travail, sans avoir besoin de recourir à l'illusion monétaire entretenue par les États.

1. Voir à son propos le glossaire.

Glossaire

Les mots suivis d’une * ont leur définition dans le glossaire.

Ancillon (Frédéric)

En 1832 paraissent à Paris et à Berlin des *Essais de philosophie, de politique et de littérature* dus à la plume de Frédéric Ancillon. Ce descendant de huguenots messins installés à Berlin à la fin du XVII^{e} siècle a été ministre des Affaires étrangères de Prusse. Il est un des historiens les plus reconnus de son temps. Dans ses travaux, il identifie trois formes d'organisation de l'économie : chrysohédoniste*, ponocratique*, physiocratique*.

Chrysohédoniste

Forme d'organisation de l'économie, décrite par Frédéric Ancillon*, et selon laquelle les dirigeants font tout pour que le pays accumule de l'or (*chrysos* en grec). Pour Ancillon, le XVII^e^ siècle fut chrysohédoniste, et ce par fascination intellectuelle pour le destin espagnol du XVI^e^ siècle. Depuis, on parle plutôt de « mercantilisme ». Le mot précis « mercantilisme » n'apparaît qu'au XX^e^ siècle avec un ouvrage considérable rédigé par un économiste suédois du nom d'Eli Heckscher. Pour les tenants du mercantilisme – les mercantilistes –, l'économie ne peut connaître de la croissance que si la quantité de monnaie en circulation s'accroît.

Fourastié (Jean)

Le premier économiste à avoir expertisé et analysé la productivité de façon systématique et dont le nom reste attaché à cette notion de productivité est un Français. Il s'agit de Jean Fourastié (1907-1990). Il est surtout connu aujourd'hui pour avoir été l'inventeur de l'expression « Trente Glorieuses », utilisée pour caractériser la croissance de l'après-guerre. Pour Jean Fourastié, « la productivité est issue de la réflexion et des recherches des ingénieurs […], des économistes et des sociologues. […] La productivité est le Times Square ou mieux encore la place de la Concorde de l'immense dédale de rues et d'avenues constitué par les innombrables branches des sciences physiques et des sciences humaines ». Selon Fourastié, la productivité est la production obtenue par heure travaillée. La production étant soit le nombre d'objets produits, soit la valeur des biens produits. Et pour Fourastié – comme pour Kuznets* : « La cause – et donc le moyen – de l'accroissement de la productivité est toujours l'application du progrès technique. »

Les facteurs de production sont la terre (ou plus généralement les matières premières), le capital physique – c'est-à-dire les machines –, et enfin le travail – encore appelé le capital humain. La productivité de la terre était appelée naguère, du temps de Senior*, son « rendement ». Elle est donc la production par hectare cultivé. La productivité du capital physique va être mesurée par la production horaire de chaque machine, celle du capital humain par la production horaire de chaque travailleur. Et parmi les outils de production, ceux qui fournissent l'énergie jouent un rôle majeur. Cette énergie, l'homme l'a d'abord trouvée en lui-même. Mais par la suite, il a fait appel à des animaux domestiqués, notamment le cheval, au point d'avoir fait de celui-ci un étalon de mesure de

l'énergie[1]. Enfin, il a cherché à utiliser l'astre qui apporte à la terre son énergie, à savoir le soleil. Il l'a fait d'abord indirectement en cherchant à mieux se servir des mouvements de l'eau en s'installant au bord des rivières, rivières sur lesquelles il a construit des moulins, et de l'air en construisant également des moulins, mais à vent. Et il se trouve que ces mouvements ont pour origine l'action du soleil. L'homme a poursuivi son utilisation du soleil en utilisant le soleil d'hier qui a fait croître les arbres devenus du bois de chauffe et celui d'avant-hier qui a fait vivre les plantes devenues au fil des ères géologiques du charbon et du pétrole ; il l'a fait enfin en comprenant la physique et la chimie du soleil pour créer les conditions d'utilisation de l'électricité. Écrire l'histoire de l'économie, c'est donc aussi passer de la course dans les bois à l'équitation, du vent à la vapeur puis à la dynamo.

Chaque facteur de production ayant sa productivité, on va combiner ces productivités pour obtenir ce que l'on appelle la productivité globale des facteurs (PGF). Celle-ci se définit comme la moyenne arithmétique des productivités des facteurs de production. Cette PGF est fondamentale. C'est elle qui mesure l'efficacité du système économique et c'est elle dont l'évolution nourrit la croissance de long terme. Les économistes sont, en la matière, pour une fois, unanimes : c'est bel et bien l'augmentation de la PGF qui conditionne la capacité d'une économie à générer de la croissance sur le long terme.

Giraud (Pierre-Noël)

L'économiste Pierre-Noël Giraud développe des thèses voisines de celles de Goodhart* dans son livre *L'Inégalité du monde*[2]. Il distingue au sein de la population et au sein des activités productives les « nomades » et les « sédentaires ». Les premiers s'adaptent en permanence, de gré ou de force, à la mondialisation et aux spécialisations industrielles que celle-ci impose. Les seconds vivent dans des secteurs abrités, où l'emploi est pérenne mais où les gains de productivité sont faibles, avec comme conséquence que les hausses de salaire provoquent des tensions inflationnistes. Existe-t-il des pays portés dans leur dynamique de croissance par un esprit nomade, que l'on pourrait qualifier également de commerçants, et d'autres structurés par un esprit sédentaire, que l'on pourrait qualifier de paysans/bureaucratiques ? Au début du XVIII^{e} siècle, dans sa lettre anglaise numéro 10, celle sur le commerce, Voltaire – encore lui – soutenait déjà[3] que la force des Anglais est qu'ils sont nomades dans leur tête, et que la faiblesse des Français est que leur esprit est resté sédentaire.

Gladstone (William Ewart)

Le libre-échange anglais s'incarne dans l'action de Robert Peel et William Gladstone. Gladsone est le principal ministre du gouvernement de Robert Peel qui initie le libre-échange en 1842. Il prône un « État minimal », réduisant au maximum la prédation fiscale et la dépense publique. Gladstone a été Premier ministre, à plusieurs reprises, pendant près de douze ans entre 1868 et 1894.

Goodhart (David)

Dans la lignée de Max Weber* et des penseurs qui insistent sur l'importance des mentalités des populations dans la croissance économique, le journaliste au *Financial Times* David Goodhart insiste sur l'importance des différences culturelles dans l'appréhension de la croissance économique. Dans un livre publié en 2019, il oppose les *anywhere* aux *somewhere*. Les *anywhere*, qui se sentent bien chez eux partout, développent une vision de la vie qui se veut ouverte au monde entier et dont la traduction économique est l'acceptation de la mondialisation et la défense du libre-échange. En revanche, les *somewhere*, qui sont attachés culturellement et économiquement à un territoire, se montrent réticents à l'égard de ceux qu'ils considèrent comme étrangers, ce qui a comme traduction économique un refus de la généralisation de la concurrence et une défense assumée du protectionnisme.

Krugman (Paul)

Paul Krugman, né le 28 février 1953 à Long Island dans l'État de New York, prix Nobel d'économie de 2008, insiste sur l'importance du facteur « travail ». Il estime, qu'à long terme, c'est le travail rendu de plus en plus productif qui nourrit la croissance. La politique économique joue à court terme et n'est pas l'alpha et l'oméga de la croissance. Bien que réputé proche des thèses qui donnent à l'État un grand pouvoir en matière économique, il précise dans son livre *La Mondialisation n'est pas coupable* :

> La productivité n'est pas tout, mais sur le long terme elle est presque tout. La capacité d'un pays à améliorer son niveau de vie sur le long terme dépend quasi entièrement de sa capacité à accroître sa production par travailleur[4].

KUZNETS (SIMON)

Il est surprenant de constater que seuls deux prix Nobel d'économie ont explicitement récompensé des travaux portant sur la croissance. Et l'un des deux l'a étudiée de façon empirique et historique. Il s'agit de l'Américain Simon Kuznets, qui a obtenu le prix Nobel en 1971[5]. Se méfiant des idées toutes faites, Kuznets considère comme un préalable indispensable à toute théorie l'analyse méticuleuse et quantifiée de la réalité. Sa première contribution à la science économique a donc porté sur la statistique. Il a participé à la définition des concepts de la comptabilité nationale et élaboré des séries chiffrées sur les principales économies. De cette approche, il tire une description de la croissance depuis les débuts de la révolution industrielle très pragmatique, qui se résume en quatre constats.

Le premier, essentiel, est que la croissance repose sur la diffusion du progrès technique. Cette diffusion nécessite des investissements – on rejoint le troisième axiome de Senior* – qui améliorent le rendement, ou plutôt la « productivité », pour utiliser la terminologie des économistes. Le second est que, à court terme, la croissance des économies modernes est cyclique. Récession et surchauffe, déflation et inflation se succèdent. Le troisième suppose des modifications en profondeur de la société, comme la concentration de la main-d'œuvre dans les villes, l'acceptation de la mobilité professionnelle, l'alphabétisation et la généralisation de la scolarisation, l'industrialisation et l'existence d'un secteur énergétique performant. Enfin, dernier constat de Kuznets, la croissance est un état d'esprit. Elle n'est possible que dans un environnement culturel favorable, qui encourage le risque et

reconnaît les fonctions entrepreneuriales, au même titre que les fonctions publiques ou artistiques.

Maddison (Angus)

Rejoignant la démarche de Kuznets*, l'économiste anglais Angus Maddison a consacré toute une vie de chercheur à reconstituer les comptes des principales économies depuis la naissance du Christ. Ses travaux sont en tous points remarquables. En 1992, dans un article bilan[6] résumant les principales conclusions de ses recherches, il écrit ainsi que « le progrès technique est le moteur essentiel de la croissance économique. S'il n'avait jamais existé, l'ensemble du processus d'accumulation du capital aurait été plus modeste ». À l'instar de Kuznets*, Angus Maddison reconnaît aussi que la croissance est un état d'esprit, ne serait-ce que par cette « capacité humaine à transformer les forces de la nature par le biais de la méthode scientifique rationnelle et de l'expérimentation ». Grâce à elle, « à partir du XVII^{e} siècle, les élites occidentales ont abandonné la superstition, la magie et la soumission à l'autorité religieuse », écrit Maddison.

Mankiw (Nicholas Gregory)

Nicholas Gregory Mankiw est un macro-économiste américain proche des thèses néokeynésiennes. Né le 3 février 1958 dans le New Jersey, il est le lointain héritier de Senior*. Il enseigne à Cambridge, aux États-Unis, dans la banlieue de Boston, et à Harvard. Son manuel de sciences économiques est une référence au niveau mondial. Aux quatre axiomes de Senior, il a substitué, sans les infirmer, dix principes, que nous pourrions appeler les « Dix Commandements de l'économie ».

1. Les individus doivent faire des arbitrages.

2. Le coût de quelque chose correspond à ce qu'il faut abandonner pour l'obtenir.

3. Des individus rationnels pensent à la marge.

4. Les individus agissent s'ils sont incités à le faire.

5. Le commerce peut améliorer la situation de tous.

6. Les marchés en situation de concurrence sont généralement un bon mécanisme d'organisation de l'activité économique.

7. L'action de l'État peut être utile dans certaines circonstances.

8. Le pouvoir d'achat d'un pays dépend de sa capacité à produire des biens et services.

9. Les prix augmentent lorsque les autorités publiques impriment trop de monnaie.

10. À court terme, il faut arbitrer entre inflation et chômage[7].

L'histoire économique est ainsi une course-poursuite énoncée par Senior* entre les rendements décroissants qui, en réduisant la qualité du travail, finissent par le rendre totalement vain et inutile, et le progrès technique qui en améliore sans cesse les performances et contrebalance les effets néfastes des rendements décroissants.

Pour Mankiw, l’analyse de cette course-poursuite doit être complétée, sachant que la concurrence contribue à accroître la production et que, selon le principe 7, l’État a un rôle à jouer ; rôle qui doit évidemment être précisé…

Manuel d'Oslo

En 1992, l'OCDE a publié un document connu sous le nom de *Manuel d'Oslo*, dont le but est de donner une analyse la plus complète possible du processus d'innovation. Pour sa part, elle en définit quatre catégories : les innovations de produit (biens ou prestation de services), les innovations de procédé, les innovations d'organisation, et les innovations de marketing, une innovation de marketing reposant sur la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de commercialisation impliquant des changements significatifs de la conception ou du conditionnement, du placement, de la promotion ou de la tarification d'un produit.

Mercantilisme

Voir Chrysohédoniste*.

Perroux (François)

Dans son « Que sais-je ? » sur le capitalisme[8] qui reste à ce jour un des textes les plus remarquables écrits sur le développement économique et les conditions de la croissance, l'économiste et professeur au Collège de France François Perroux, qui fut un des introducteurs de la pensée de Schumpeter* en France, insiste sur le fait que tout chef d'entreprise n'est pas forcément un entrepreneur.

> Henry Ford n'est pas un entrepreneur dynamique lorsqu'en 1906, il devient chef d'une firme indépendante, mais bien lorsqu'en 1909, il lance une nouvelle voiture, le célèbre modèle T. A. Krupp n'est pas un entrepreneur dynamique lorsqu'il exploite pour le compte de sa famille la modeste fonderie que lui a laissée son père, ni même lorsqu'en 1848, il devient, avec son associé Soelling, définitivement propriétaire de l'usine ; il l'est lorsqu'il fabrique pour la première fois des cercles de roues sans soudure.

Pour François Perroux, l'entrepreneur est nécessairement un innovateur.

> L'entrepreneur dynamique innove économiquement en faisant passer dans la réalité du marché l'innovation technique.

Physiocratie

La physiocratie est l'école de pensée française du XVIII^{e} siècle dont François Quesnay est le leader et dont la maxime est : « Pauvres paysans, pauvre royaume, pauvre royaume, pauvre roi ». Elle considère que l'agriculture avant tout et le charbon, accessoirement, sont à l'origine de la richesse. L'agriculture est le soleil de demain, le charbon celui d'hier. C'est donc le soleil qui est en jeu. Les physiocrates néanmoins ne peuvent pas le dire trop explicitement car cela les mettrait sous la menace d'une accusation de paganisme, le soleil ayant été historiquement un des concurrents les plus sérieux du Dieu des chrétiens

Ponocratique

Forme d'organisation de l'économie, décrite par Frédéric Ancillon*, et selon laquelle les dirigeants d'un pays estiment que la richesse vient du travail (*ponos* signifiant le travail en grec), et le favorisent.

Productivité globale des facteurs (PGF)

Voir Fourastié*.

Rendements décroissants

Formalisé pour la première fois par David Ricardo, le principe des rendements décroissants est toujours utilisé par les économistes. En agriculture, le rendement est la production d'un hectare sur une période donnée qui est normalement l'année. Le rendement d'une machine est la production de cette machine pendant une période donnée, en général une heure (on parle de rendement horaire). Le rendement d'un homme est le fruit de son travail sur une heure, une semaine, un moins, une année, une vie… Ce que dit l'axiome des rendements décroissants, c'est que quand on augmente la quantité utilisée d'un facteur de production (un hectare de terre, une heure de travail, etc.), le rendement de ces quantités supplémentaires utilisées est inférieur à celui des quantités utilisées précédemment. Dans le cas de l'agriculture, le premier hectare mis en culture est plus fertile que le deuxième qui est plus fertile que le troisième et ainsi de suite. Il en est de même dans l'industrie. Certes, dans un processus industriel, on utilise des heures de machines, et même si celles-ci peuvent chauffer et s'user, elles restent grossièrement aussi productives. Mais, pour faire tourner ces machines, il faut du personnel. Il en fallait tout du moins beaucoup à l'aube de la révolution industrielle. Or, la population active, susceptible de travailler, sur un territoire donné, est limitée. Le premier individu embauché par une entreprise est le plus efficace. Le deuxième est moins efficace que le précédent, sinon il aurait été embauché avant lui… Et ainsi de suite pour le troisième, le quatrième…

Schumpeter (Joseph)

Pour Joseph Schumpeter, économiste mondialement connu, à l'origine de la notion de « destruction créatrice », l'entrepreneur est l'acteur essentiel du processus de croissance économique. Car il transforme le progrès technique en innovation. Or, l'entrepreneur est par essence rare. Schumpeter distingue en outre cinq types d'innovations : la production d'un nouveau bien, la mise au point d'un nouveau procédé de fabrication (innovation technologique), l'ouverture de nouveaux marchés, la conquête de nouvelles sources de matières premières, les innovations organisationnelles.

Senior (William Nassau)

En 1825, c'est à William Nassau Senior que revient la charge d'enseigner l'économie pour la première fois, dans une université publique, celle d'Oxford. Senior avait remis au préalable aux autorités académiques britanniques une note sur son enseignement à venir, pour bien préciser que les modalités en seraient analogues à celles des sciences exactes. Toute matière intellectuelle qui relève de la propagande, de la pétition de principe ou de l'affirmation partisane n'avait pas, selon lui, sa place dans une université. Et donc, s'il avait accepté d'enseigner l'économie, c'est parce qu'il considérait cette discipline comme scientifique au sens le plus strict du terme. Pour conforter cette idée, il faisait reposer le raisonnement économique sur des axiomes, à l'instar du raisonnement mathématique. Ces axiomes, au nombre de quatre, établissaient *grosso modo* comme fondement de l'analyse de la richesse, un cadre dans lequel l'homme, dont la nature profonde est d'être intéressé, augmente cette richesse en travaillant et en investissant, accumulant ainsi un capital rendu de plus en plus efficace par l'incorporation de progrès technique. Mais, dans la continuité des travaux de David Ricardo sur les rendements décroissants*, Senior confirme que la croissance finit par provoquer des phénomènes d'épuisement[9].

Socialistes de la chaire

Dès les années 1870, certains économistes allemands récusent le point de vue marxiste et annoncent que l'augmentation de la base taxable liée à l'envolée économique, loin de calmer les États, va au contraire les conduire à se montrer de plus en plus gourmands. Ces économistes que l'on appelle également les socialistes de la chaire étendaient le rôle économique de l'État en termes de sécurité. Pour eux, la sécurité économique impose que l'État garantisse des débouchés aux entreprises. Il doit être considéré directement ou indirectement comme le « consommateur en dernier ressort » capable de fournir la demande susceptible d'absorber l'offre, au besoin en augmentant ses dépenses. Les socialistes de la chaire défendent également un droit à l'oisiveté consenti par la société à une partie de la population du fait de son âge ou de sa situation de santé. Ils théorisent ainsi la création de l'État-providence. Le double rôle de l'État – consommateur en dernier ressort, et gestionnaire de l'oisiveté – a conduit à l'énoncé de la loi de Wagner, du nom, de son auteur, Adolf Wagner*.

Travail

Facteur de production par excellence, le travail est la source initiale et incontournable de la croissance. Ce que reproche Voltaire aux religieux dans *L'Homme aux quarante écus*, c'est de ne pas travailler. Cette nécessité du travail est largement reconnue, y compris, quoi qu'en pense Voltaire, par certains religieux eux-mêmes puisque la devise de l'ordre des bénédictins est « *Ora et labora* », soit « Prie et travaille », devise qui n'a cependant été réellement adoptée par cet ordre qu'au XIX^{e} siècle.

Wagner (Adolf) et sa loi

Adolf Wagner est la figure de proue des socialistes de la chaire*. Il expose ses idées dans ses *Fondements de l'économie politique* parus en 1876. La fameuse loi de Wagner y figure, ainsi formulée :

> Plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux.

Weber (Max)

La différence de mentalité, dans le rapport des peuples et des individus à la croissance économique, est source d'une abondante littérature. L'économiste et sociologue allemand Max Weber a analysé le rôle joué par la religion protestante dans l'émergence du capitalisme anglo-saxon et sa diffusion au reste du monde. Pour Weber, chaque religion a un rapport au temps différent, avec comme conséquence économique concrète un rapport différent à l'épargne et l'investissement. D'autres penseurs ont étudié l'importance du rapport à la science et à ses conséquences technologiques. Tels le philosophe proto-socialiste Louis de Rouvroy de Saint-Simon (1760-1825) ou encore le théoricien du positivisme Auguste Comte (1798-1857), affirmant que les sociétés mettant l'ingénieur au centre de l'activité sociale avaient vocation à s'imposer face aux sociétés organisées autour des philosophes et des religieux. À les en croire, la force de l'Europe par rapport à l'Asie tient à la différence de profil entre leur penseur initial de référence. Quand Confucius (551 av. J.-C.-479 av. J.-C.) enseignait aux Chinois un art de vivre, Pythagore (580 av. J.-C.-495 av. J.-C.) faisait découvrir aux Grecs les bienfaits des mathématiques et de la trigonométrie.

1. N'oublions pas en effet que le XIX^{e} siècle mesurait la puissance des nouvelles machines en train de révolutionner la production en « cheval-vapeur » ; un cheval-vapeur est l'équivalent de 735,5 watts.

2. Paris, Gallimard, « Folio », 2019.

3. Dans les *Lettres anglaises* encore appelées les *Lettres philosophiques* (Paris, Garnier-Flammarion, 2019).

4. *La Mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre-échange*, Paris, La Découverte, 2000.

5. L'autre est Robert Solow, qui a publié des modèles théoriques visant à formaliser mathématiquement le processus de croissance. Il a obtenu le prix Nobel en 1987.

6. « La croissance économique mondiale. Les leçons du long terme », art. cit.

7. En version originale, cela donne :
    1. *People face trade-offs*
    2. *The cost of something is what you give up to get it*
    3. *Rational people think at the margin*
    4. *People respond to incentives*
    5. *Trade can make everyone better off*
    6. *Markets are usually a good way to organize economic activity*
    7. *Governments can sometimes improve market outcomes*
    8. *A country's standard of living depends on its ability to produce goods and services*
    9. *Prices rise when the government prints too much money*
    10. *Society faces a short-run tradeoff between Inflation and unemployment.*

Cet arbitrage est également appelé « arbitrage de Phillips ». Alban Phillips est un des personnages à la fois les plus connus et les plus méconnus de l'économie. Cet ancien mineur de charbon néo-zélandais devenu professeur de statistiques à la London School of Economics dans les années 1950, fait étudier en 1958 par ses élèves l'impact du chômage sur la détermination des salaires au cours de l'histoire anglaise. En théorie, le salaire correspond à l'efficacité du salarié, efficacité qui lui est propre et est indépendante de la situation du marché du travail. Cependant, on a assez spontanément le sentiment et l'intuition que le chômage, produisant angoisse et inhibition chez les salariés, les pousse à accepter, en cas de sous-emploi généralisé, des salaires moins élevés. En mettant en relation l'évolution des salaires au Royaume-Uni et le taux de chômage de 1867 à 1957, Phillips et ses étudiants arrivent à la conclusion que le chômage freine bel et bien l'évolution des salaires. Ces travaux ont été utilisés par la suite pour affirmer que le taux d'inflation, c'est-à-dire l'évolution de tous les prix et non pas seulement celle de ce prix particulier qu'est le coût du travail, est inversement proportionnel à l'évolution du chômage. Cela a nourri l'idée que les responsables de la politique économique auraient le choix entre le chômage et l'inflation, avec la garantie qu'à partir d'un certain seuil de chômage, il n'y aurait plus d'inflation, et qu'à partir d'un certain seuil d'inflation, il n'y aurait plus de chômage. C'est l'existence de ce choix entre le chômage et l'inflation qui constitue

l'« arbitrage » ou encore le « dilemme » de Phillips et que reprend Mankiw dans son point 10.

8. *Le Capitalisme*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1948.

9. Les quatre axiomes de Senior sont :

1. *That every man desires to obtain additional wealth with as little sacrifice as possible.*
2. *That the population of the world, or, in other words, the number of persons inhabiting it, is limited only by moral or physical evil, or by fear of a deficiency of those articles of wealth which the habits of the individuals of each class of its inhabitants lead them to require.*
3. *That the powers of Labour, and of the other instruments which produce wealth, may be indefinitely increased by using their products as the means of further Production.*
4. *That agricultural skill remaining the same, additional Labour employed on the land within a given district produces in general a less proportionate return, or, in other words, that though, with every increase of the labour bestowed, the aggregate return is increased, the increase of the return is not in proportion to the increase of the Labour*.

On peut résumer ces quatre axiomes en français en écrivant :

1. Chacun cherche à satisfaire à moindre coût son intérêt.
2. Il n'y a jamais de surpopulation.
3. On peut accroître la production en augmentant le stock de capital.
4. Il y a des rendements décroissants.

Chronologie

550000 av. J.-C.	Invention du feu.
3000 av. J.-C.	Débuts de l'agriculture.
687 av. J.-C.	Débuts de la monnaie. L'or commence une carrière qui s'achèvera en 1976.
VI^e^ siècle av. J.-C.	Vies de Confucius en Chine et de Pythagore en Grèce.
449 av. J.-C.	Les 12 tables à Rome, corpus juridique où l'on parle de dette et de droit de propriété.
287 av. J.-C.-212 av. J.-C.	Vie d'Archimède ou la force de la science grecque.
0-476	**Rome.**
14	Tibère empereur.
II^e^ siècle	Apogée de l'Empire romain.
III^e^ siècle	Triomphe du christianisme dans l'Empire romain ; disparition de l'empire indien des Kouchans.
318	Création d'un poste de ministre des Finances à Rome ; généralisation du *solidus*, monnaie d'or de 4,5 g, frappée pour la première fois par Constantin en 310 à Trèves.
330	Fondation de Constantinople.
Août 476	Fin de l'Empire romain d'Occident.

476-1453	**Moyen Âge.**
527-565	Règne à Constantinople de l'empereur byzantin Justinien. En 529, en Italie dominée par les Ostrogoths, saint Benoît de Nursie fonde l'abbaye du Mont-Cassin. Les bénédictins deviennent rapidement un élément essentiel de la société et de l'économie médiévales. Ils partagent leur vie entre la prière et le travail manuel, partage assurant la régulation de la quantité de travail en Europe occidentale. En 541, la peste ravage l'Empire byzantin. La population de Constantinople passe de 500 000 à 150 000 habitants. En 552, les Byzantins volent des vers à soie aux Chinois et inaugurent la sériciculture européenne.
VII^{e} siècle	Naissance et expansion de l'islam : – 632 : mort du prophète Mahomet. – 636 : bataille de Yarmouk entre les Byzantins et les Arabes musulmans. Large victoire de ces derniers et début de leurs conquêtes. – 682 : l'ingénieur byzantin Callinicus met au point le « feu grégeois ». – 711 : les musulmans s'emparent du Sind en Inde. – 717-718 : échec arabe devant Constantinople ; coup d'arrêt à la conquête musulmane en Méditerranée.

	– 751 : les forces musulmanes défont les armées chinoises de l'empereur Xuan Zong, et implantent l'islam en Asie centrale.
VIII^e^ siècle	Les premières caravanes traversent le Sahara.
726	Élection du premier doge de Venise.
771-814	Règne de Charlemagne, couronné empereur romain d'Occident en 800. En mars 789, il promulgue l'*Admonitio generalis* qui crée un embryon de système scolaire en Occident. Son empire est divisé en trois entre ses petits-fils au traité de Verdun en 843.
X^e^ siècle	Invention de la poudre en Chine.
937	Bagdad compte ses habitants : ils sont plus de 2 millions. Rome abrite moins de 10 000 habitants. En 969, le calife fatimide fonde en Égypte une nouvelle ville pour rivaliser avec Bagdad. Il l'appelle « la victorieuse », soit al-Qahira, devenue en français Le Caire.
XI^e^ siècle	Fin de la nostalgie de l'Empire romain. En août 1071, les Byzantins sont vaincus par les Turcs à Manzikert ; en janvier 1077, le saint empereur romain germanique Henri IV s'humilie devant le pape à Canossa.
1020	Création du papier-monnaie en Chine. La

	dynastie régnante est celle des Song.
1070	Création de la première société anonyme à Toulouse : naissance du capitalisme.
1099	Première croisade.
XII^{e} siècle	La gloire européenne des Plantagenêts : Henri II est duc de Normandie en 1151, duc d'Aquitaine en 1152 et roi d'Angleterre en 1154. Il meurt en 1189.
1171	Création à Venise de la première banque de l'histoire.
XIII^{e} siècle	Le siècle de saint Thomas : en faisant la différence entre le prêt usuraire et le prêt à intérêt, il libère les forces du crédit et le financement de la croissance.
1215	La *Magna carta* est concédée par Jean sans Terre, un des fils de Henri II Plantagenêt, à la noblesse anglaise : débuts de l'*Habeas corpus*, de la procédure budgétaire de type parlementaire et du libre-échange.
Vers 1270	Marco Polo en Chine. Conquête de la Chine par les Mongols de 1206 à 1279.
1252	Création du florin d'or à Florence. Il devient la monnaie mondiale de référence en substitution du *solidus* de Constantin devenu entre-temps le besant de Constantinople.
1282	Les Vêpres siciliennes dans le royaume de

	Naples : la révolte fiscale s'affirme patriotique.
XIV^{e} siècle	Retour de la peste en Europe à compter de 1348. La population de la France passe de 17 millions en 1340 à 10 millions en 1440.
1360	Nicolas Oresme, premier théoricien du monétarisme, crée le franc, monnaie du royaume de France, qui « ne ment pas ». Il pèse 3,877 g et est divisé en 20 sous.
1368	La dynastie Ming prend le pouvoir en Chine.
XV^{e} siècle	Prolégomènes au décollage économique : l'imprimerie est inventée en 1450.
1453	Chute de Constantinople et fin de la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre.
1453-1659	**Le soleil ne se couche jamais sur l'empire espagnol.**
1464	Publication à Könisberg du premier traité de trigonométrie en Europe depuis l'Antiquité.
1466	Premier métier à tisser la soie installé à Lyon.
1492	Christophe Colomb en Amérique.
1517	Les débuts du protestantisme.
1520-1556	Charles Quint saint empereur romain germanique. Il est simultanément roi d'Espagne sous le nom de Charles I^{er}. Les conquistadors espagnols détruisent les empires aztèque et

	inca en Amérique. L'afflux de métaux précieux provoque une poussée d'inflation, la première vraiment significative depuis Dioclétien et la fin du III^{e} siècle. En un siècle, les prix augmentent en Europe de 300 %.
1522	Juan S. Elcano boucle le premier tour du monde en bateau commencé en 1519 sous les ordres de Magellan.
1557	Philippe II roi d'Espagne fait banqueroute. C'est la première de l'époque moderne, pas la dernière…
1562-1598	Les guerres de Religion en France.
Mars 1591	La défaite des troupes de l'Empire songhaï à Tondibi, au Mali, face aux troupes marocaines détruit les structures politiques d'Afrique occidentale et ouvre la voie à la traite européenne des esclaves africains vers l'Amérique.
1618	La défenestration de Prague : la guerre de Trente Ans qui suit ravage l'Allemagne. La guerre franco-espagnole qui se greffe sur ces affrontements se termine en 1659 par le traité des Pyrénées. La France devient la première puissance en Europe, voire au niveau mondial.
1638	Sully, principal ministre du roi de France Henri IV, défend l'agriculture, voyant le salut du pays dans le « pâturage et le labourage », qu'il

	définit comme « les deux mamelles de la France ».
1659-1763	**De la guerre de Trente Ans à la guerre de Sept Ans : la France du Roi-Soleil rayonne.**
1619-1683	Vie de Colbert. Son nom a donné naissance au colbertisme. Celui-ci s'identifie à une politique mercantiliste associant protectionnisme et volontarisme industriel. Il a affronté plusieurs révoltes fiscales, dont celle des Bonnets rouges en 1675.
1636-1637	La tulipomanie : spéculation en Hollande autour des bulbes de tulipe. Première « hystérie spéculative » de l'histoire.
1644	Nouvelle dynastie régnante en Chine ; le pays s'enfonce dans la stagnation bureaucratique.
1694	Création de la Banque d'Angleterre, première banque centrale digne de ce nom, même si un embryon de banque centrale existe en Suède depuis 1668.
1704	Le tsar Pierre I^{er} de Russie crée un impôt sur les barbes, façon indirecte de faire payer le clergé orthodoxe.
1715	Mort du roi de France Louis XIV. En 1707, Vauban, un des militaires les plus prestigieux du royaume, publie la « dîme royale » où il décrit une France ruinée par une fiscalité

	confiscatoire et injuste. En 1685, Louis XIV a abrogé l'édit de Nantes qui définissait les conditions d'exercice de la religion protestante en France. Une élite économique est obligée de quitter le pays, ce qui handicape son développement.
1720	Bubble Act à Londres : premier dispositif de régulation des marchés financiers pris suite à une nouvelle hystérie spéculative, celle de la Compagnie des mers du Sud. En France, John Law est obligé de fuir après l'hystérie spéculative associée à sa tentative de monétisation de la dette publique.
1643-1727	Vie d'Isaac Newton, génie mathématique qui invente la physique moderne.
1756-1763	Guerre de Sept Ans. La défaite de la France face au Royaume-Uni et la Prusse amorce la domination à venir de ces deux puissances.
1763-1931	**Révolution industrielle ; le monde anglais : libre-échange, étalon-or et « État minimal ».**
1774	Mort du roi de France Louis XV. Louis XVI confie à Turgot la mission de réformer le pays. La politique de libéralisation que mène Turgot se heurte au conservatisme des élites installées. Turgot démissionne en 1776.
1776	Indépendance des États-Unis. Adam Smith publie *La Richesse des nations*.

1789	Début de la Révolution française. En septembre, Mirabeau dénonce la banqueroute qu'il qualifie de « hideuse ».
1792	Création du dollar ; création de la Bourse de New York. Le secrétaire au Trésor Alexander Hamilton met en place l'économie américaine. Il a supervisé la création d'une banque centrale en 1791.
1797	En France, coup d'État du 18 Fructidor suivi de l'annulation de deux tiers de la dette publique. Dernière banqueroute officielle en France.
1799-1814	Le Consulat puis l'Empire en France : dirigisme et économie de guerre. La Banque de France est créée en janvier 1800. Napoléon part en exil en 1815 et meurt en 1821.
1817	David Ricardo publie *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, bréviaire intellectuel du libéralisme.
1736-1819	James Watt révolutionne l'usage de la vapeur et permet l'émergence de la révolution industrielle.
1825	La locomotive Stephenson entre en service.
1809-1898	William Gladstone, chancelier de l'Échiquier puis Premier ministre libéral, domine la vie politique anglaise du XIX^{e} siècle. Il promeut une politique économique fondée sur le libre-

	échange, la stabilité monétaire due à l'étalon-or et l'équilibre budgétaire. Le libre-échange se met en place au Royaume-Uni entre 1842 et 1847.
1839-1842	Guerre de l'opium : début de la descente aux enfers de la Chine.
1842	Loi sur les chemins de fer en France (l'« étoile Legrand »).
1848	Révolutions et contre-révolutions en Europe.
1853	Les Anglais implantent le thé en Inde.
1860	Traité de libre-échange franco-anglais.
1868	Débuts de l'ère Meiji au Japon. Ce pays se transforme et rejoint la cour des « grands ». En mai 1871 est créé le yen qui s'incorpore au système d'étalon-or en 1897.
1873	*Krach* boursier à Vienne et Grande Dépression. La croissance stagne pendant vingt ans. La Grande Dépression redistribue les cartes : la part du Royaume-Uni dans la production mondiale passe de 35 % à 20 %.
1884	Conférence de Berlin : partage colonial de l'Afrique.
1888	L'Allemand Hertz confirme empiriquement les résultats théoriques établis sur l'électricité par le Britannique Maxwell : une révolution technologique s'amorce…

1914-1918	Première Guerre mondiale. L'État prend le pouvoir sur l'économie et entend le garder. Le dirigisme devient paroxystique avec l'avènement du communisme en Russie en 1917.
1919	Lucien Bossoutrot pilote le premier vol commercial entre Paris et Londres. Douze passagers ont embarqué.
24 octobre 1929	Le jeudi noir à la Bourse de New York : début de la crise de 1929.
1931-2021	**Le monde américain : triomphe du consommateur alchimiste.**
1931	Le Royaume-Uni suspend l'étalon-or. Dans la foulée, il abandonne le libre-échange : le monde anglais s'efface au profit des États-Unis.
1933	Hitler chancelier en Allemagne : l'économie dirigée au service du totalitarisme ; Roosevelt président des États-Unis : l'économie encadrée au service de la sauvegarde de la démocratie.
1936	John M. Keynes publie sa *Théorie générale*. Il pose le fondement idéologique de l'interventionnisme étatique dans une économie respectant les libertés publiques. En France, victoire électorale du Front populaire. Malgré le slogan « Ni déflation, ni dévaluation », le gouvernement initie un

	enchaînement de politique économique fondé sur la dévaluation et l'inflation.
1939-1945	Seconde Guerre mondiale. À l'issue du conflit, les États-Unis représentent 50 % de la production mondiale. Inflation générale à la surface de la planète. La monnaie disparaît en Allemagne et en Hongrie.
1944	Accords monétaires de Bretton Woods : l'or en sursis. Création du FMI dont le rôle est de superviser le retour à l'équilibre extérieur des pays surendettés. Discours du général de Gaulle à Brazzaville : le monde sur la route de la décolonisation.
1948	Dévaluation du franc. René Mayer, ministre français de l'Économie et des Finances, qualifie la politique économique qui se met en place en Europe, et singulièrement en France, de « dirigisme inflationniste ».
1946-1949	La guerre froide s'installe : – 1946 : Churchill, symbole de la résistance anglaise à Hitler, prononce un discours à Fulton aux États-Unis où il parle de « rideau de fer » à propos des évolutions politiques en Europe de l'Est. – 1947 : les États-Unis lancent le plan Marshall pour aider les pays en difficulté économique menacés de ce fait par l'expansionnisme soviétique.

	– 1948 : prise du pouvoir par les communistes à Prague. – 1949 : victoire communiste en Chine.
Décembre 1951	Une partie de l'Idaho, aux États-Unis, est alimentée en électricité d'origine nucléaire. La première centrale nucléaire fonctionnant durablement est inaugurée en URSS en 1954.
1958	En France, le général de Gaulle revient aux affaires. Le budget 1959 est le premier à être équilibré depuis vingt-cinq ans.
1960	Indépendances africaines.
1968	Révoltes étudiantes, de Paris à Tokyo, de Mexico à Varsovie… Printemps de Prague : l'étatisme communiste refuse la réforme et se condamne.
1969	Premier homme sur la lune.
1971-1976	Les États-Unis expulsent l'or du système monétaire international. Le dollar devient la monnaie mondiale : c'est le privilège exorbitant de la première puissance économique de la planète. Simultanément, le système de changes fixes laisse la place aux changes flottants.
1976	Le Royaume-Uni obligé de faire appel au FMI : fin de partie pour l'ancienne puissance dominante.

1979	Le monde occidental décide de se débarrasser de l'inflation.
1973 et 1979	Les deux chocs pétroliers.
1979	L'économiste français Jean Fourastié publie *Les Trente Glorieuses*, livre analysant la forte croissance économique des années 1945-1975. L'expression anglaise « *the thirty glorious* » devient une référence. La Chine commence ses réformes vers plus de libéralisme économique. Margaret Thatcher devient Premier ministre du Royaume-Uni.
1986	Catastrophe nucléaire de Tchernobyl en URSS.
1989	Chute du mur de Berlin ; fin du communisme en Europe.
1991	Signature du traité de Maastricht : l'Europe s'engage dans le processus de création d'une monnaie unique, l'euro. Explosion de l'URSS.
1993	Débuts d'Internet.
1994	Premier téléphone de type smartphone. Le premier ordinateur remonte à 1937 ; le premier ordinateur portable à 1975. Création d'Amazon.
1999	Débuts de la zone euro.
2001	La Chine rejoint l'Organisation mondiale du

	commerce et s'intègre au commerce international dominé par les États-Unis, l'Europe et le Japon. Apparition de l'acronyme Bric pour désigner les pays en décollage économique. Il s'agit du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. En 2011, on ajoute à ce groupe l'Afrique du Sud.
2004	Fermeture de la dernière mine de charbon en France.
2008-2009	Récession mondiale ; crise financière. Gonflement important de la dette publique des pays développés. Adoption progressive par les banques centrales des politiques monétaires expansionnistes dites de *quantitative easing*.
2010-2015	Crise de l'euro.
2016	Élection de Donald Trump comme président des États-Unis.
2020-2021	Le Royaume-Uni quitte l'Union européenne. Pandémie mondiale. Récession. La dette publique mondiale atteint 100 % du PIB.

Bibliographie

BAIROCH Paul, *Victoire et déboires*. *Histoire économique du monde du XVI^e siècle à nos jours*, 2 tomes, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 1997.

BAIROCH Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 2005.

BLANQUI Adolphe, *Histoire de l'économie politique en Europe, depuis les Anciens jusqu'à nos jours*, texte de 1842 consultable sur Gallica.

BRASSEUL Jacques, *Histoire des faits économiques et sociaux*, 2 vol., Paris, Armand Colin, 2004.

BRASSEUL Jacques, *Histoire économique de l'Afrique tropicale*, Paris, Armand Colin, 2016.

BRAUDEL Fernand, *Civilisation, économie et capitalisme*, 3 vol., Paris, « Le Livre de poche », 1993.

CARON François, *Histoire des chemins de fer en France*, 2 vol., Paris, Fayard, 1997.

CARON François, *La Dynamique de l'innovation*, Paris, Gallimard, 2010.

CHAPTAL Jean-Antoine, *Mes souvenirs sur Napoléon*, Paris, Mercure de France, 2011.

CONDORCET Jean-Antoine Nicolas, *Vie de monsieur Turgot*, consultable sur Gallica.

COTTRET Bernard, *Histoire de l'Angleterre*, Paris, Tallandier, 2011 ; « Texto », 2019.

CROUZET François, *La Grande Inflation. La monnaie en France de Louis XVI à Napoléon*, Paris, Fayard, 1993.

CROZET Yves, NIVEAU Maurice, *Histoire des fait économiques contemporains*, Paris, PUF, 2016.

DEATON Angus, *La « Grande Évasion ». Santé, richesse et origine des inégalités*, Paris, PUF, 2019.

DUCHÉ Jean, *Histoire du monde*, 5 vol., Paris, Flammarion.

FAIRBANK John K., GOLDMAN Merle, *Histoire de la Chine. Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2010 ; « Texto », 2019.

FAURE Edgar, *La Banqueroute de Law*, Paris, Gallimard, 1978.

FAVIER Jean, *Les Plantagenêts. Origine et destin d'un empire*, Paris, Fayard, 2004.

FAVIER Jean, *Philippe le Bel*, Paris, Tallandier, 2013 ; « Texto », 2020.

FEJTÖ François, *Histoire des démocraties populaires*, 2 vol., Paris, Seuil, 1992.

FERGUSON Niall, *Civilisations*, Paris, Saint-Simon, 2014.

FERGUSON Niall, *La Place et la Tour. Réseaux, hiérarchie et lutte pour le pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2019.

FOUQUET Victor, NOÉ Jean-Baptiste, *La Révolte fiscale. Histoire, théorie et avatars*, Paris, Calmann-Lévy, 2019.

FOURASTIÉ Jean, *Les Trente Glorieuses*, Paris, Fayard, « Pluriel », 2011.

GIRAUD Pierre-Noël, *L'Inégalité du monde. Économie du monde contemporain*, Paris, Gallimard, « Folio », 2019.

GOODHART David, *Les Deux Clans. La nouvelle fracture mondiale*, Paris, Les Arènes, 2019.

GRAEBER David, *Dette. 5 000 ans d'histoire*, Arles, Actes Sud, « Babel », 2016.

HARPER Kyle, *Comment l'Empire romain s'est effondré*, Paris, La Découverte, 2019.

HÉSIODE, *Les Travaux et les Jours*, Paris, « Le Livre de poche », 1999.

JENKINS Roy, *Gladstone*, Londres, Pan Macmillan, 1995 (non traduit).

KEYNES John Maynard, *Les Conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002.

KINDLEBERGER Charles, *Histoire mondiale de la spéculation*, Paris, Valor, 2005.

MADDISON Angus, *L'Économie mondiale. Une perspective millénaire*, Paris, OCDE, 2001.

MANKIW Nicholas Gregory, *Principes de l'économie*, Bruxelles, De Boeck, 2015.

MARCO POLO, *Le Devisement du monde*, Paris, La Découverte, 2011.

MAUROIS André, *Histoire des États-Unis*, Paris, Albin Michel, 1967.

MICHELET Jules, *Le Moyen Âge*, Paris, Robert Laffont, 1998.

MUMFORD Lewis, *Technique et civilisation*, Paris, Parallèles, 2016.

OCDE, *Note à l'occasion des 50 ans. Changements de paradigme dans la conduite de la politique économique*, consultable sur le site de l'OCDE.

ORESME Nicolas, *Traité des monnaies*, Paris, La Manufacture, 1991.

OSTROGORSKI Georgije, *Histoire de l'État byzantin*, Paris, Payot, 2007.

RICARDO David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1999.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Discours sur l'économie politique*, Paris, Flammarion, 2011.

SAUVY Alfred, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, 2 vol., Paris, Economica, 1984.

SCHUMPETER Joseph Aloïs, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1990.

SCHUMPETER Joseph Aloïs, *Histoire de l'analyse économique*, 3 vol., Paris, Gallimard, 2004.

SIARY Gérard, *Histoire du Japon. Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2020.

SINGARAVÉLOU Pierre, VENAYRE Sylvain, *Histoire du monde au XIX^e^ siècle*, Paris, Fayard, « Pluriel », 2019.

SMITH Adam, *La Richesse des nations*, Paris, Flammarion, 1999.

SPENGLER Oswald, *L'Homme et la Technique*, Paris, Gallimard, 1969.

SPENGLER Oswald, *Prussianité et socialisme*, Arles, Actes Sud, 1986.

STANLEY Henry Morton, *À la recherche de Livingstone*, Paris, Seuil, « Points », 2015.

SUÉTONE, *Vie des douze Césars*, Paris, Gallimard, « Folio », 1975.

VERLEY Patrick, *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1997.

VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, Paris, Gallimard, « Folio », 1994.

VOLTAIRE, *Histoire du siècle de Louis XIV*, Paris, Gallimard, « Folio », 2015.

VOLTAIRE, *Lettres anglaises*, Paris, Gallimard, « Folio », 1986.

VOLTAIRE, *L'Homme aux quarante écus*, dans *Romans et contes*, Paris, « Le Livre de poche », 1994.

WAGNER Adolph, *Fondements de l'économie politique*, Paris, Giard et Brière, 1904, consultable sur Gallica.

WEBER Max, *Histoire économique générale. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1992.

WOLTON Thierry, *Histoire mondiale du communisme*, 3 vol., Paris, Grasset, 2015.

Du même auteur

Il était une fois… l'argent magique. Conte et mécomptes pour adultes, Paris, Cherche Midi, 2021.

Macron. La valse folle de Jupiter, Paris, L'Archipel, 2018.

Les Impôts. Histoire d'une folie française, Paris, Tallandier, 2017.

3 controverses de la pensée économique. Travail, dette, capital, Paris, Odile Jacob, 2016.

Valls, Macron : le socialisme de l'excellence à la française, Paris, François Bourin, 2016.

Le Gâchis français. 40 ans de mensonges économiques, Paris, Tallandier, 2015 ; « Texto », 2017.

Petite histoire iconoclaste des idées économiques, Paris, « Pocket », 2016.

Manuel d'économie, Paris, Ellipses, 2014 ; 3e éd. 2021.

L'État de connivence. En finir avec les rentes, Paris, Odile Jacob, 2014.

Ricardo, reviens ! Ils sont restés keynésiens, Paris, François Bourin, 2012.

8 leçons d'histoire économique. Croissance, crise financière, réforme fiscale, dépenses publiques, Paris, Odile Jacob, 2012 ; « Odile Jacob poche », 2015.

Présidence Sarkozy : quel bilan ?, avec Henri Sterdyniak, Bordeaux, Prométhée, 2012.

Le Socialisme de l'excellence. Combattre les rentes et promouvoir les talents, Paris, François Bourin, 2011.

Histoire vivante de la pensée économique. Des crises et des hommes, Paris, Pearson, 2010 ; 3e éd. 2021.

La Politique économique, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2008 ; 5e éd. 2017.

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com